



## Voyages et fonds secrets

■ Seule la Haute Cour peut être saisie de l'affaire des voyages de Jacques Chirac, estiment les juges

■ Lionel Jospin rend publique la répartition des fonds spéciaux

■ La part qui revient à l'Élysée est beaucoup plus importante que ne l'a dit le président

Lire pages 5 et 6 et notre éditorial page 12

www.lemonde.fr/chirac-affaires

## Deux milliards contre le chômage

ÉLISABETH GUIGOU veut briser le « noyau dur » du chômage. La ministre de l'emploi et de la solidarité a présenté, mercredi 18 juillet, un « programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Le train de mesures dévoilées vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des jeunes non qualifiés, des bénéficiaires de minima sociaux et des chômeurs de longue durée. Deux milliards de francs devraient être débloqués pour financer ce plan. L'une des mesures phares permettra à 120 000 jeunes de bénéficier, en 2002, du programme de réinsertion Trace, soit deux fois plus qu'en 2001.

Lire page 7

## Toujours devant



LANCE ARMSTRONG

LE CONTRE-LA-MONTRE Grenoble-Chamrousse a offert à Lance Armstrong l'occasion d'affirmer sa supériorité dans le Tour de France. Après sa victoire à l'Alpe-d'Huez, il a de nouveau battu Jan Ullrich.

Lire pages 18 et 19

www.lemonde.fr/tdf2001

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; République centrafricaine, 200 F CFA ; République tchèque, 20 Kč ; Roumanie, 10 Lei ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 Fr ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 720 - 7,50 F - 1,14 €



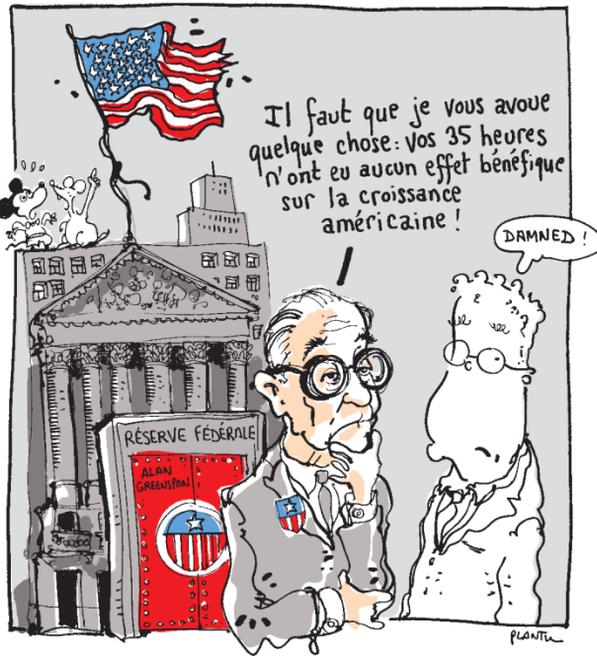
## Croissance et violence, deux ombres sur le G 8

● Alan Greenspan affirme que la reprise aux Etats-Unis n'aura pas lieu avant 2002 ● Mais il prévoit 3 % à 3,5 % de croissance l'an prochain ● Le ralentissement américain affecte les banques et la haute technologie ● Colis piégés en Italie, manifestations à Gênes, pour le sommet des pays riches

LE SOMMET du G 8, rassemblant les chefs d'Etat et de gouvernement des grandes puissances mondiales, s'ouvre, vendredi 20 juillet, à Gênes (Italie), dans un climat économique préoccupant. Mercredi, devant la Chambre des représentants, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a souligné que « les incertitudes quant à la situation économique actuelle sont considérables » et a estimé que la reprise n'aurait pas lieu avant 2002.

Revoyant à la baisse ses prévisions de croissance pour les Etats-Unis (1,25 % à 2 % en 2001, mais 3 à 3,25 % en 2002), le patron de la banque centrale s'est aussi inquiété d'un « fléchissement de la demande dans le reste du monde ». Il a laissé présager une nouvelle baisse des taux d'intérêt.

Ce ralentissement affecte les banques américaines. American Express annonce ainsi de 4 000 à 5 000 suppressions d'emplois. Les groupes technologiques, comme IBM ou Intel, qui annoncent des



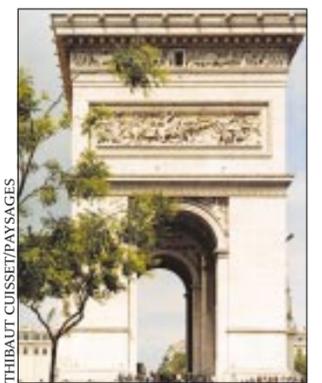
résultats financiers en baisse, sont fortement chahutés en Bourse.

Les protestations contre la mondialisation, en marge du sommet des pays les plus industrialisés à Gênes, devaient commencer, jeudi 19 juillet, par une marche d'immigrés dans la ville transformée en forteresse par le dispositif de sécurité du G 8. Les manifestants affluent dans le port italien pour faire entendre la voix des nombreuses associations liguées contre le sommet. Les manifestations les plus massives auront lieu vendredi et samedi. Le mouvement italien des Tute Bianche (Tuniques blanches), qui revendique 10 000 membres et prône la « désobéissance civile », entend s'attaquer à la barricade de béton dressée autour du quartier où se tiendra le sommet.

Deux colis piégés ont explosé, mercredi, à Milan et près de Trévise. Un autre colis avait blessé un carabinier, lundi.

Lire pages 2 et 13

www.lemonde.fr/co-americaine



THIBAUT CUISSE/PAYSAGES

## MONUMENTS Mystères de Paris

### 5. Mémoire d'Arc de triomphe

Un monument de guerre bâti sur des morts, c'est l'Arc de triomphe, voulu par Napoléon et adopté par la République en l'honneur des batailles et des héros, célèbres ou anonymes. Michel Braude est monté à l'assaut de ce bloc massif réchauffé de sa flamme du souvenir qui ne s'éteint jamais. D'Austerlitz à Verdun, la patrie reconnaissante. Un lieu de mémoire. p. 11



FRANÇOIS DELEBECQUE

### AU BOUT DES FLEUVES

## La France des estuaires

### 4. La Seine

C'est sûrement l'estuaire le plus pollué et le plus fragile, là où la Seine des ponts de Paris se jette dans la Manche. Un gigantesque projet de développement va bouleverser Le Havre, à l'horizon 2004. Il en coûtera, dans un premier temps, 4 milliards de francs. Enjeu : concilier le commerce et l'environnement. p. 9



FRANK COUVREUR

### EXPOSITION À AVIGNON

## Collections d'artistes

Les gravures de Piranèse de Barcelo (photo), les archives situationnistes de Buren ou les objets religieux de Serrano. L'exposition « Collections d'artistes », à Avignon, montre quelles œuvres collectionnent les artistes contemporains. Un voyage dans des environnements souvent étranges, témoins de la création. p. 22

www.lemonde.fr/festivals

International.....	2	Communication.....	15
France.....	5	Tableau de bord.....	15
Société.....	7	Aujourd'hui.....	18
Régions.....	9	Météorologie-Jeux.....	21
Carnet.....	10	Culture.....	22
Horizons.....	11	Guide culturel.....	24
Entreprises.....	13	Radio-Télévision.....	29

## L'Europe fait monnaie commune, mais timbres à part

LA POSTE vient d'introduire des timbres ronds, en forme de pièces de monnaie, qui rappellent à tous que l'introduction de l'euro n'est plus qu'une question de mois. Pour acquérir ces nouvelles vignettes, il faudra déboursier 3 francs, comme d'habitude, ou 0,46 euro à partir de janvier. La Poste avait choisi dès 1999 d'indiquer cet arroundi - exact - sur tous ses nouveaux timbres, même sur les délicates vignettes en forme de cœur dessinées par le couturier Christian Lacroix.

Puisque de nouveaux billets de banque, en euros, devront dès janvier 2002 être utilisés sur la plus grande partie du continent européen, il paraîtrait logique qu'il en soit de même pour les timbres postaux et que l'on ne s'embarrasse plus de singularités nationales. Le prix d'un courrier expédié depuis la France est déjà le même, qu'il s'agisse d'un envoi intérieur ou à destination de l'un des onze autres territoires de la zone euro. Si l'on pousse la logique plus loin, les timbres grecs, considérés par le public comme plus beaux et forcément plus exotiques que ceux de France, devraient pouvoir être achetés à

Athènes et rapportés à Paris afin d'oblitérer une correspondance personnelle en direction de n'importe quel pays de l'Union européenne. Ce ne sera pas le cas, car le prix des timbres varie nettement d'un pays à l'autre. Il est plus élevé en Allemagne (1,10 mark, soit 0,55 €) ou aux Pays-Bas, moins en Italie (0,41 €)...

A partir de janvier 2002, la zone euro fera donc billets et pièces communs, mais toujours timbres séparés. Le timbre à 0,46 € ne pourra être acheté et utilisé qu'en France. La mise en concurrence, sur un pur plan esthétique, des timbres espagnols, belges ou autrichiens constituerait un outil supplémentaire de familiarisation de la population européenne avec l'euro. Mais « les monopoles d'Etat que sont les diverses postes, véhicules du courrier, n'ont aucun instrument de reversion à leur disposition », fait-on valoir dans les services français de La Poste. En clair, la libre circulation des timbres impliquerait pour les différents pays des pertes ou gains potentiels. Pas question que la poste grecque s'enrichisse grâce aux consommateurs français qui

trouveraient les vignettes helléniques plus jolies. Pas question non plus que les diverses postes privatisées, comme celle des Pays-Bas, contreviennent à leurs engagements auprès du service public et modifient arbitrairement le prix des timbres.

Les postes restent un univers peu concurrentiel dans la plupart des pays, tant elles ont été liées historiquement à la construction des Etats et des territoires. Actuellement, en France, seules les lettres de plus de 350 grammes peuvent faire l'objet d'une concurrence. Les discussions sur la libéralisation du courrier en Europe sont actuellement gelées.

Dans cette première étape d'utilisation de l'euro par les particuliers, les administrations nationales continueront à fixer elles-mêmes le prix des timbres. Une mauvaise nouvelle pour les partisans d'une Europe postale qui réduirait le coût du courrier. Encore que l'Allemagne semble prête à reconsidérer à la baisse ses tarifs postaux, pour la première fois depuis la fin de la guerre.

Françoise Lazare

### POINT DE VUE

## Qui a tué le procureur ?

par Alain Marsaud

CONFUSION dans l'institution judiciaire, a déclaré le président de la République le 14 juillet. En effet, il était bien temps qu'en dehors de quelques propos plus ou moins polémiques, tenus par les uns et par les autres au cours des semaines passées à l'égard de l'institution judiciaire, celui qui préside le Conseil supérieur de la magistrature exprime et traduise ce que pensent aussi de nombreux magistrats, inquiets d'un mode de fonctionnement qui semble tourner à vide. Mais après tout, au-delà de l'interrogation des magistrats, ce qui inquiète les Français, c'est l'insécurité judiciaire, une de plus, qui s'instaure peu à peu dans notre pays, où affronter la justice ou solliciter son intervention devient une véritable loterie personnelle et institutionnelle.

Comment en est-on arrivé là et à qui la faute ? Bien sûr, de réels excès et maladroites à l'égard de la justice et de l'équité ont été commis au cours des dernières décennies. Ils furent tels qu'ils entraînent sans doute à juste titre une coalition de fait entre justice, médias et opinion publique. Les politiques ou gouvernants pri-

rent conscience qu'un rapport de force défavorable se mettait en place à leur détriment.

Que faire ? Résister, au risque de rompre tôt ou tard, ou renoncer tout de suite à un combat annoncé comme perdu d'avance ? C'est ce qui fut décidé, et les gardes des sceaux successifs ont peu à peu tué le procureur, considéré à tort ou à raison comme étant la courroie de transmission du pouvoir politique dans l'institution judiciaire, et en quelque sorte sacrifié pour avoir trop bien servi. Quelle faute ? Puisque le président de la République nous a invités au rétablissement de l'autorité de l'Etat, voilà une piste à explorer en urgence, particulièrement lors du débat politique qui s'annonce.

Tout d'abord le procureur est, dans la tradition judiciaire, ne l'oublions pas, celui qui accuse et qui défend au nom de la société. Ce n'est pas rien, c'est pour moi la plus belle des missions de justice.

Lire la suite page 12

Alain Marsaud est magistrat en disponibilité, ancien député RPR.

Offre spéciale jusqu'au 31 juillet 2001

# REPRISE 20.000 F\*

(3049 €\*)

pour l'achat d'une Citroën récente XM

## 15.000 F\* 10.000 F\*

(2287 €\*) (1524 €\*)

pour l'achat d'une Citroën récente Evasion, Xantia ou Xsara\*\* pour l'achat d'une Citroën récente Saxo

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

- FAIBLE KILOMÉTRAGE
- GARANTIE 1 AN PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE
- FINANCEMENT À LA CARTE
- PRIX ATTRACTIF

**CITROËN FÉLIX FAURE, moi j'aime**  
Fournisseur officiel en bonnes affaires

Paris 15 <sup>e</sup>	10, Place Étienne Pernet	01 53 68 15 15
Paris 14 <sup>e</sup>	50, boulevard Jourdan	01 45 89 47 47
Coignières (78)	74, RN 10	01 30 66 37 27
Bezons (95)	30, rue E. Zola	01 39 61 05 42
Thiais (94)	273, av. de Fontainebleau - RN7	01 46 86 41 23
Limay (78)	266, rte de La Noué-Port Autonome	01 34 78 73 48
Nantes (44)	7, bd des Martyrs Nantais - Ile Beaulieu	02 40 89 21 21
Corbas (69)	ZI Corbas Mont-Martin, rue M. Mérieux	04 78 20 67 77
Vitrolles (13)	Av. Joseph Cugnot - Zac des Cadesteaux	04 42 78 77 37

\*Offre non cumulable avec d'autres promotions, réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles.  
\*\*Sauf Xsara immatriculée après le 01/09/00 et Xsara Picasso. En échange de cette publicité.

**GÈNES** Les manifestants antimondialisation affluèrent, jeudi 19 juillet, dans le port italien de Gênes pour exprimer leurs points de vue divers contre le sommet des

chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés du monde. ● LA COORDINATION du Genoa Social Forum (GSF) a tenté d'harmoniser les stratégies de protestations

des dizaines d'associations qui comptent faire entendre leur voix pendant le sommet du G 8, qui s'ouvre vendredi 20 juillet. ● LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE est à l'ordre du jour

pour les milliers de « combattants » qui ont commencé à franchir la frontière franco-italienne et dont une bonne part veut enlever le mur de sécurité isolant les dirigeants

dans la ville transformée en bastion. ● LES EGLISES ont apporté leur voix dans le concert d'appels à orienter l'économie mondiale en faveur des déshérités.

## Les antimondialisation préparent leur face-à-face avec le G8

Dans Gênes désertée de ses habitants et aux boutiques closes, des milliers de protestataires s'apprêtent à défier les dirigeants des pays les plus industrialisés réunis en sommet annuel à partir de vendredi. Deux colis piégés ont explosé mercredi, faisant un blessé. Ces attentats n'ont pas été revendiqués

### GÈNES

de nos envoyées spéciales

Les coups de matraque pleuvent sur les têtes des manifestants. Quelques secondes plus tard, le groupe se disperse et court dans tous les sens. « Okay, okay... », lance une femme d'allure sportive, en short noir et tennis. Mercredi 18 juillet, dans le gymnase de la Schola Diaz, où se réunissent les associations du Genoa Social Forum (GSF) depuis l'ouverture du contre-sommet de Gênes, le 16 juillet, une cinquantaine de militants s'entraînent à « l'action directe non violente ».

Il n'y a pas de carabinieri dans la salle et le journal *La Repubblica*, roulé et scotché, tient lieu de matraque. Lisa Fithian et Starhawk, qui dirigent la séance, se sont connues lors du sommet de Seattle... en prison. Militantes américaines, depuis le début des années 1980, dans des mouvements écologistes et féministes, les deux femmes ont créé, l'an dernier, le Root Activist Network of Trainers pour transmettre leur expérience de Direct Action Network (réseau informel qui a

réuni les groupes les plus radicaux à Seattle en 1999).

A la veille de la première journée de manifestation, jeudi 19 juillet, consacrée aux droits des immigrés, et deux jours avant le défilé le plus sensible du contre-sommet, vendredi, autour du « mur » de Gênes qui encercle le périmètre où doit se tenir le G 8, les antimondialisation s'échauffent. Certains découvrent même les premiers gestes du manifestant : si un carabinier vous attrape, faites le poids mort, ne lui touchez jamais le dos et regardez-le dans

les yeux. Et si vous allez en prison, refusez de donner votre identité.

Les Tute bianche (littéralement les combinaisons blanches pour représenter les « invisibles » de la société) savent tout cela depuis longtemps. Dans le stade Carlini – leur quartier général –, plusieurs centaines de manifestants ont planté la tente et s'affairent aux derniers travaux de bricolage. Construction de boucliers en Plexiglas, dernier coup de pinceau aux banderoles... Près des gradins, huit têtes de cochon en plastique ont été suspendues. Elles tirent une énorme

langue en forme de drapeaux des huit pays membres du sommet.

Les Tute bianche accueillent d'autres mouvements, partisans, comme eux, de la désobéissance civile. Après avoir passé deux jours au Carlini, le groupe français des Aarrg (Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale !, émules des Tute bianche) devait quitter les lieux mercredi soir. Une douzaine d'entre eux ont prévu de repasser la frontière et de « vaincre les sommets ». Ce sera leur façon de défendre la liberté de circulation en allant, après dix heures de marche dans la montagne, à la rencontre de leurs camarades italiens.

responsables du Genoa Social Forum.

Les organisations se sont mises d'accord sur quelques principes : il n'y aura aucune atteinte physique aux personnes ni aux biens, ni à la ville... sachant que le mur n'est pas considéré par les manifestants comme faisant partie de la cité. Près d'une dizaine de cortèges sont prévus, chacun avec son parcours et son objectif. Les Tute bianche qui annoncent 10 000 « combattants » tenteront de faire tomber le mur, comme les syndicalistes des Cobas (extrême gauche) et les Pink. Mais ces derniers en y ajoutant une touche festive avec leurs fées, leurs clowns et leur orchestre de samba.

D'autres en revanche, ne visent pas à pénétrer la zone rouge, comme Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), ARCI ou les mouvements de femmes. Manifestants contre policiers, tout se met en place pour le grand face-à-face dans un centre-ville vidé de ses habitants et aux boutiques closes. Les Gênois fuient leur port et les manifestants affluent.

Le premier train attendu de Rome est arrivé comme prévu à la gare de Brignole en fin de journée mercredi, plein à craquer. Les autres devraient suivre. Même le train spécialement affrété par les militants anglais « *circulera normalement* » sur le territoire français comme l'a assuré mercredi le ministre des transports, Jean-Claude Gaysot.

Il n'empêche, l'atmosphère reste tendue. Les contrôles d'identité se multiplient dans la ville. Deux nouveaux colis piégés ont explosé mercredi, l'un à Milan visant le présentateur du journal télévisé de Rete 4, chaîne appartenant à Silvio Berlusconi, l'autre au nord-est de Trévise, au siège de Benetton. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les hélicoptères de la police continuaient à sillonner le ciel pendant le concert que donnait Manu Chao, place Martin-Luther-King devant des milliers de fans-militants. « Guardoni, guardoni ! » (voyeurs, voyeurs !), criaient-ils, poing levé au milieu des drapeaux rouges.

Laurence Caramel et Clarisse Fabre

### 20 000 « anti-G 8 » au concert de Manu Chao

Environ 20 000 personnes, selon les organisateurs, ont assisté au concert du chanteur franco-espagnol Manu Chao, mercredi soir, 18 juillet, à Gênes, dans le cadre des manifestations contre le sommet du G 8. Le chouchou des « anti », « Citoyen du monde » à l'éternel bonnet et guitare en main, a enchaîné des tubes allant de l'époque de son ex-groupe, la Mano Negra, à ses albums solo, sans toutefois dire un mot de la mondialisation. Il en a laissé le soin à Vittorio Agnoletto, le porte-parole de la coordination pacifique du Genoa Social Forum (GSF), qui s'en est pris vigoureusement à ceux « qui ont transformé Gênes en une ville quasi en guerre ». M. Agnoletto a appelé le public, qui brandissait des drapeaux rouges à l'effigie de Che Guevara, à manifester au cri de : « Gênes est à nous ! ».- (AFP)

## Les Eglises en campagne contre la « colonisation » des pays pauvres

LES EGLISES avaient déjà été à la pointe des campagnes pour l'allègement de la dette des pays pauvres. On se souvient en particulier des manifestations du comité Jubilé 2000 avant le sommet de Cologne, en juin 1999. Cette fois, avant Gênes, de plus en plus de voix s'élèvent contre la mondialisation.

A l'initiative du Conseil oecuménique des Eglises (COE) et de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, des conférences sont organisées – à Budapest, fin juin, aux îles Fidji à la mi-août – pour examiner les nouveaux déséquilibres sociaux et écologiques. Elles réunissent des Eglises d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, du Pacifique et d'Europe alarmées devant « un raz-de-marée qui frappe toutes les formes de vie nouvelle, les ressources naturelles, les identités, la foi et les valeurs des cultures traditionnelles ».

Du côté catholique, la protestation vient aussi des pays pauvres, de l'épiscopat italien et du Vatican. Ainsi le président de la conférence des évêques des Philippines, Mgr Orlando Quevedo, vient de déclarer qu'« avec sa culture matérialiste et individualiste, la mondialisation érode les valeurs culturelles et religieuses » et entraîne

« de nouvelles formes d'oppression ». Dans la même ligne, des jésuites d'Amérique centrale, de Colombie, du Pérou, de Bolivie ont dénoncé le 13 juillet, lors d'une rencontre au Pérou avec des responsables de la Banque mondiale, les conséquences désastreuses de la mondialisation sur les populations indigènes et proposé une « mondialisation alternative », rapprochant toutes les forces de contestation locales.

### POUR PLUS DE JUSTICE ET DE SOLIDARITÉ

Une congrégation missionnaire, les Xavériens, réunie à Guadalajara (Mexique), a également demandé, lundi 16 juillet, aux membres du G 8 d'orienter l'économie en faveur des « exclus et de tous ceux qui n'ont pas le nécessaire pour vivre », et non plus en faveur de « ceux qui en ont déjà trop ».

En Italie, une soixantaine d'associations catholiques – dont la communauté de Sant'Egidio – avaient pris les devants en se réunissant dès les 7 et 8 juillet à Gênes. Aux responsables du G 8, elles ont proposé un autre « gouvernement de la mondialisation », capable d'imposer une nouvelle logique, plus respectueuse de

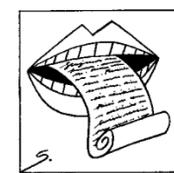
l'homme et des pays pauvres. Dès le dimanche 8 juillet, sur un thème qui l'a souvent inspiré, le pape Jean Paul II a aussi lancé, de la basilique Saint-Pierre, un appel aux dirigeants du G 8 : « Efforcez-vous, avec énergie, de rendre notre terre plus habitable pour tous », a-t-il dit, avant d'inviter les responsables politiques à orienter la mondialisation « selon les critères du bien commun et les exigences irréductibles de la justice et de la solidarité ».

De son côté, l'archevêque de Gênes, le cardinal Dionigi Tettamanzi, souvent présenté comme le favori à la succession de Jean Paul II, a tenu, dans un entretien à *La Repubblica* du 5 juillet, des propos remarqués dans les milieux antimondialisation. La contestation du « peuple de Seattle » y est saluée comme « un fait culturel nouveau ». Il s'élève « contre une nouvelle colonisation des plus faibles par les plus forts, des plus pauvres par les plus riches » et suggère un processus de mondialisation « plus respectueux de la diversité des peuples et des cultures ».

Henri Tincq

## M. Chirac pour une « conscience citoyenne »

DANS UN ARTICLE publié, jeudi 19 juillet, par *Le Figaro*, sous le titre « Humaniser la mondialisation », Jacques Chirac évoque le G 8 de Gênes en ces termes :



VERBATIM

« Nous ne saurions être, en aucun cas, un « directoire du monde ». Nous devons travailler en appui et dans le cadre des organisations internationales. Le G 8 rend service quand il aide l'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du commerce à remplir leurs missions, à mieux répondre aux préoccupations et aux besoins de nos concitoyens. (...) L'effort de démocratisation de la vie internationale passe par le dialogue, qui seul permet

la meilleure prise en compte des préoccupations de nos concitoyens. Au moment où la mondialisation affecte la vie des femmes et des hommes, la conscience citoyenne doit s'affirmer à l'échelle internationale. La révolte contre l'oppression, la misère, le combat pour la sauvegarde de l'environnement sont autant de signes de cette conscience citoyenne mondiale. (...) Comme je l'ai déjà annoncé, comme je le dirai à nouveau à Gênes, le moment me paraît venu d'organiser, en plus du sommet du G 8, un nouveau type de rencontres rassemblant également un groupe représentatif de pays émergents, en transition ou pauvres, pour parler avec eux de la maîtrise de la mondialisation et du développement durable. La France propose de le faire en 2003, année où elle exercera la présidence du G 8. »

## Les protestataires se regroupent en trois types de formation

● LES MOUVEMENTS SOCIAUX. A la différence des Anglo-Saxons ou des Français, les Italiens ne font pas clairement la distinction entre les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales (ONG), exception faite des associations de développement comme *Mani Tese*. Ainsi trouve-t-on dans cette catégorie les mouvements comme *Attac-Italie*, créé il y a six mois, *Lega ambiente*, une des plus importantes associations de défense de l'environnement dans la Péninsule, ou encore *Tavola de la pace* (Mouvement pour la paix), qui est un réseau d'organisations pacifistes, dont la plupart existent depuis le début des années 1980. Parmi eux, on peut également citer *ARCI* qui affiche plus de 1,2 million de membres et intervient dans les domaines sociaux et culturels. Enfin, les centres sociaux, avec notamment les *Tute bianche*, constituent une particularité italienne. Ils expriment un courant plus radical et prônent la désobéissance civile. Ils sont proches des mouvements d'activistes radicaux britanniques comme le *MRG* (Mouvement de résistance globale, Globalise Resistance) ou le *SWP* (Socialiste Workers Party), très nombreux à Gênes. Tous les mouvements sociaux italiens sont membres du Forum social qui, au total, compte près de sept cents associations.

● CONTRE LA DETTE DU TIERS-MONDE. La contestation de la dette aux sommets du G 7 offre

chaque année le point d'orgue des mobilisations. Le mouvement italien, qui regroupe de nombreuses associations religieuses et laïques, s'appelle *Sdebitarsi*. Sont également présentes les formations d'autres pays européens qui poursuivent le combat lancé en 1995 pour l'annulation totale de la dette des pays du tiers-monde à travers Jubilé 2000. La plus importante – surtout enracinée dans le monde anglo-saxon – est *Drop the Debt*. Les pays en développement sont aussi présents à travers *Jubilee South*. Les institutions financières internationales et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont également ici leurs pourfendeurs avec *Rete Lilliput*, un mouvement créé au lendemain de Seattle. Enfin des associations plus célèbres dans ce champ de la contestation sont bien évidemment présentes comme *Fifty years is enough !* (50 ans, ça suffit !) ou *Halifax Initiative*.

● LES SYNDICATS. Ils sont venus en nombre à Gênes. Les trois principaux sont les *Cobas* (syndicat autonome d'extrême gauche), la *CUB* et la *FIOM*, le syndicat des ouvriers métallurgistes émanant de la CGIL. Mais on attend aussi lors des manifestations, le renfort des troupes allemandes d'*IG-Metall*, de la *CUT* (Centrale unifiée des travailleurs) brésilienne et des Français de *SUD*. Le syndicat de petit paysans *Via Campesina*, dont fait partie la Confédération paysanne française, est également présent.

## Des milliers de militants ont commencé à franchir la frontière franco-italienne

En France, des gendarmes mobiles et des compagnies de CRS seront déployés à tous les points sensibles

### NICE

de notre correspondant

Des panneaux lumineux l'indiquent clairement aux automobilistes qui circulent sur l'autoroute

### REPORTAGE

10 000 personnes sont attendus de l'étranger pour l'encerclement du sommet

A 8, à quelques kilomètres du poste-frontière de Vintimille : « Contrôle des papiers d'identité ». Cette mesure a été rétablie du 14 au 21 juillet pour les ressortissants de l'Union européenne (UE) par le ministère italien de l'intérieur, qui l'a justifiée par « l'arrivée possible de contestataires ». En suspendant temporairement les accords de Schengen, les autorités françaises et italiennes cherchent en priorité à empêcher le passage de « casseurs » déterminés à perturber le sommet du G 8 à Gênes.

D'ores et déjà, d'importantes forces de sécurité ont été déployées à la frontière italienne, où de nombreux carabinieri et policiers effectuent des contrôles de véhicules. En France, un vaste dispositif, dont le détail – comme pour le sommet de Nice – reste secret, est prévu. Il comprend en particulier un escadron de gendarmes mobiles et plusieurs compa-

gnies de CRS qui seront déployés à tous les points sensibles.

Jusqu'à présent, les contrôles se sont déroulés sans incident majeur. Au pont Saint-Ludovic à Menton, les vacanciers présentent leurs papiers sans rechigner, tandis que Stephano, le restaurateur situé tout à côté du poste-frontière, assure que le G 8 lui a déjà fait perdre 20 % de son chiffre d'affaires. Les premiers autocars, transportant essentiellement des militants espagnols antimondialisation, ont commencé, mercredi, à pénétrer en Italie. « Au total, une soixantaine d'autocars venant de France et de divers pays européens doivent traverser les Alpes-Martimes », explique Teresa Maffei, qui a installé un QG de fortune sur une aire de stationnement de l'autoroute, près de Beausoleil.

Présidente de l'Association pour la démocratie à Nice (ADN), elle est une figure du collectif basé à Nice (réunissant Attac; AC, Agir contre le chômage ; le Bien public ; les Alternatifs ; Génération solidarité ; la LCR ; le MRAP) et chargé de faciliter le passage des manifestants. Le 14 juillet, le collectif a organisé à Menton un pique-nique antimondialisation qui a été ponctué de cris « A Genova », des militants souhaitant encercler pacifiquement le sommet de Gênes. « Notre objectif, précise Teresa Maffei, est de réclamer, comme pour le sommet

de Nice, la liberté de circulation. Les policiers ont multiplié les contrôles sur les cars transportant des Espagnols. Certains ont été fouillés trois ou quatre fois. On assiste à une véritable psychose à cause des Basques. Or dans ces cars, il n'y a que des jeunes paisibles. »

### LISTES NOIRES

De leur côté, les policiers sont très vigilants. Ils s'interrogent sur la présence éventuelle de « casseurs » mêlés aux nombreux manifestants se présentant aux postes-frontière. Des listes d'individus ayant déjà été mêlés à des actes de violence ont été établies par les services de police des différents pays de l'Union européenne. Giovanni Vassallo, un des responsables de Genoa Social Forum (GSF), coordination antimondialisation, dénonce ces listes noires. « Elles ont souvent été établies avec l'aide de services secrets, mais ne sont pas toujours fiables. » Les responsables de la coordination anti-mondialisation redoutent que sur la base de ces « listes noires », des contrôles draconiens et excessifs ne soient installés, en particulier vendredi et samedi. Gérard Barrero, du mouvement Attac, s'inquiète du « tri » que vont faire les policiers en contrôlant les papiers d'identité dans les autocars : « Si les autorités se livrent à un filtrage exagéré, nous réagirons, pacifiquement. On se couchera sur l'autoroute ou on se rendra à Menton. Notre objectif est

d'arriver à Gênes par tous les moyens. » Les manifestants auront sans doute de grandes difficultés à atteindre le cœur de Gênes. Ceux qui franchiront la frontière en voiture feront sans doute moins l'objet de contrôles que les groupes. Selon Gérard Barrero, trois mille manifestants devraient se rendre à Gênes en utilisant leur voiture, trois mille autres devant être acheminés en autocar et le reste par le train. Il estime le nombre total de manifestants voulant franchir la frontière à dix mille. Les responsables d'Attac mettent en cause les autorités italiennes, en particulier en ce qui concerne les transports ferroviaires : les trains s'arrêteront à Savone, et non pas à Gênes. Dès lors, le programme mis au point risque de subir des modifications.

Jeudi 19 juillet, une première manifestation était prévue sur le thème de l'immigration et des réfugiés ; le 20, il s'agit de « l'encerclement pacifique » du sommet, et le 21 juillet, de la grande manifestation antimondialisation. Dans cette perspective, le collectif basé à Nice a prévu d'utiliser le co-voiturage pour transporter des militants à Gênes. Guy Renier, responsable d'Attac pour les Alpes-Maritimes, est sensible à cette mobilisation des militants. Il tient à préciser que pour ces vastes manifestations, son organisation condamne tout acte de violence.

Paul Barelli

# Vladimir Poutine se pose en modernisateur de la Russie

Le président russe a reçu 500 journalistes accrédités à Moscou

A la veille de son départ pour Gênes, Vladimir Poutine a évoqué, mercredi 18 juillet, trois « hypothèses » à propos de l'OTAN : sa dissolution, l'intégration de la

Russie ou sa fusion dans une nouvelle entité. Il n'a semblé perdre son sang-froid qu'en réponse à une question sur la Tchétchénie.

## MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Dans une salle du Kremlin au style très années 1960 qui abritait, jadis, les réunions du Soviet suprême, sous un immense emblème de l'aigle à deux têtes incarnant la nouvelle Russie, Vladimir Poutine s'est livré, mercredi 18 juillet, à un exercice qu'il aurait pu lui-même qualifier de « relations publiques », tant transparaissait son souci principal : celui de peaufiner son image de chef éclairé mais à poigne, chargé du destin d'un vaste pays en quête de consolidation, après une décennie de crise.

Pour la première fois depuis son élection voila dix-huit mois, le président russe a donné en solo une conférence de presse, devant 500 journalistes accrédités à Moscou, événement présenté par son équipe de communication comme « Poutine dit tout », mais duquel ne devaient filtrer au final que peu de précisions quant aux parcours précis du dirigeant russe, ancien lieutenant-colonel du KGB.

## UNE ARMÉE PLUS COMPACTE

L'accent fut mis sur le thème de la « modernisation » de la Russie, engagée par le Kremlin et une Douma qui « n'a jamais travaillé avec autant d'efficacité », a dit M. Poutine. Allusion aux tensions qui avaient marqué les années Eltsine et auxquelles il compte bien avoir mis un terme en lançant un « perfectionnement des structures politiques » : réduction du nombre de partis et renforcement du pouvoir central face aux régions, dont les gouverneurs continueront toutefois d'être élus, car « la population s'y est habituée ». Le tout accompagné de réformes économiques – « une politique fiscale très libérale », une « débureaucratization », un « Etat qui n'interviendra pas sans fondement dans l'économie » – et militaires : « Il faut une armée plus compacte (...) et accorder nos besoins avec nos moyens, contrairement à ce qui se faisait, malheureusement, à l'époque soviétique. » Le but étant de faire de la Russie un pays « où chaque citoyen se dirait qu'il ne vivrait pas mieux ailleurs, et pour lequel il éprouverait de la fierté ».

La Russie, selon Vladimir Poutine, qui recevait cette semaine le président chinois Jiang Zemin avant de s'envoler vers Gênes pour le sommet du G 8, compte suivre une politique extérieure « balancée », cultivant de « bonnes relations avec l'Asie comme avec l'Ouest ». Il « ne considère pas l'OTAN comme une organisation ennemie de la Russie », mais s'inter-

per de la situation dans le Caucase ou en Asie centrale », a-t-il déploré. Quoi qu'il en soit, a souligné Vladimir Poutine, « on n'arrivera pas à une Europe unie sans espace commun de sécurité ». « Nous sommes d'accord pour que les barrières tombent en Europe. Mais cela veut-il dire les détruire, ou bien les rapprocher de la Russie ? », a-t-il demandé, en référence à l'élargissement de l'OTAN, que Moscou critique.

## « Humour »

### et applaudissements

Costume bleu sombre, cravate grise, Vladimir Poutine est apparu détendu face aux journalistes, sauf quand il a dû parler de la Tchétchénie. Les questions, a insisté le service de presse du Kremlin, « ne pouvaient être convenues ni préparées à l'avance, pas plus que les réponses ».

Le journal *Nezavissimaïa Gazeta* a toutefois affirmé que l'équipe du président russe avait consacré de longues séances à préparer ce rendez-vous. Calme, maniant l'humour, le président s'est attiré les rires et les applaudissements des journalistes russes. Notamment par sa réponse à une question sur Boris Berезovski, l'oligarque en exil, qui a récemment affirmé que M. Poutine pourrait « ne plus être au pouvoir cet automne ». « Boris Berезovski, c'est qui ? », a-t-il demandé. – (Corresp.)

roge sur sa raison d'être. Le président russe propose « trois hypothèses » quant à l'avenir de l'Alliance atlantique. La première : « sa dissolution, mais ce n'est pas à l'ordre du jour, malheureusement ». La deuxième : « l'intégration de la Russie (dans l'OTAN), ce qui créerait un espace de sécurité commun ». La troisième : « la mise en place d'une nouvelle organisation, qui œuvrerait vers ce but et dans laquelle la Russie serait incorporée. C'était d'ailleurs, à l'origine, la tâche de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) », a-t-il ajouté avec un air de regret. « Puis certains groupes ont poussé celle-ci à s'occu-

per de la situation dans le Caucase ou en Asie centrale », a-t-il déploré.

Concernant la signature, lundi, d'un traité d'amitié entre la Russie et la Chine, M. Poutine a écarté l'idée d'une réponse commune des deux pays au projet américain de bouclier antimissile. « C'est possible, mais dans la pratique, nous ne planifions pas de réponse commune avec la Chine. Chaque pays décide ce qu'il veut faire. La Russie a des moyens suffisants pour présenter sa propre réponse. Nous sommes prêts à toute éventualité. »

« **CONTRÔLES DE PASSEPORTS** » M. Poutine ne s'est départi de son flegme apparent qu'au moment où un journaliste anglosaxonne le coupa au sujet de la Tchétchénie. « Pouvez-vous nous dire à quoi ces "nettoyages" [raffes massives de civils par les troupes russes, lire ci-dessous] vous sont utiles ? », demanda-t-elle. « Je le peux », fit M. Poutine sèchement.

Mais ses propos sur ce sujet se sont ensuite cantonnés à évoquer une « radicalisation de l'islam » dans le monde, dont « une métastase » serait apparue en Tchétchénie. Les récents « nettoyages », a-t-il dit, « n'ont été que des contrôles de passeports ». « Je ne changerai pas mon attitude », a-t-il ajouté, concernant la Tchétchénie.

Finalement, le seul regret manifesté par le président russe, depuis le début de sa prise de pouvoir, est d'avoir tardé à rejoindre Moscou l'été dernier, lors du naufrage du sous-marin *Koursk*. « Cela n'aurait rien changé sur le plan fonctionnel », a-t-il toutefois précisé, en concédant un faux pas « sur le plan des relations publiques »...

Natalie Nougayrède

► www.lemonde.fr/russie

# George W. Bush face à la controverse sur l'utilisation des embryons humains

Le rapport demandé à des spécialistes médicaux par le secrétaire américain à la santé a été rendu public mercredi 18 juillet. Il établit un bilan des connaissances actuelles et des perspectives de ce nouveau secteur

JAMAIS, sans doute, une controverse scientifique et éthique n'avait, outre-Atlantique, mobilisé à ce point l'opinion et les milieux politiques. Et jamais un président des Etats-Unis n'avait, comme George W. Bush aujourd'hui, été personnellement confronté à un tel dilemme. Il lui faudra pourtant rapidement trancher et dire si, en dépit de ses convictions maintes fois réaffirmées contre l'avortement et pour le respect de la vie avant la naissance, il autorise ou non le financement par des fonds fédéraux de recherches sur des cellules-souches humaines dont l'obtention impose la destruction d'embryons à un stade très précoce de leur développement. On postule, depuis trois ans, que la mise en culture de ces cellules indifférenciées capables, dans certaines conditions expérimentales, de donner naissance aux différents tissus qui composent l'organisme humain, pourrait donner naissance à toute une série de nouvelles thérapeutiques.

Associée à celle du clonage dit « thérapeutique » cette technique laisse notamment entrevoir de nouvelles et enthousiasmantes perspectives dans la lutte contre certaines maladies neurodégénératives, au premier rang desquelles les maladies d'Alzheimer et de Parkinson. Mais de nombreuses autres affections pourraient également être concernées, ce qui explique l'intérêt majeur des milieux de la recherche et de l'industrie pharmaceutique tout comme l'intense lobbying de la communauté scientifique auprès des responsables politiques.

## POUR SUIVRE LES RECHERCHES

Les biologistes font pour l'essentiel valoir que les bénéfices thérapeutiques attendus imposent de passer outre les objections morales des adversaires de l'avortement et de ceux qui invoquent tous les dangers inhérents à la réification (transformation en chose) de l'embryon humain. Les opposants aux travaux sur les cellules-souches embryonnaires font notamment valoir que les mêmes recherches pourraient être menées sur d'autres cellules-souches, dites « adultes », dont on sait depuis peu qu'elles peuvent être retrouvées dans l'organisme humain.

Cette controverse grandissante émerge dans la plupart des pays industrialisés mais prend, aux Etats-Unis, un relief tout particulier du fait de l'hégémonie américaine dans le domaine de la recherche en biologie, de l'action puissante des associations de malades et des convictions philosophiques et religieuses de l'actuel président.

Le dernier élément en date versé au dossier est le rapport demandé par Tommy Thompson, secrétaire américain à la santé, aux spécialistes des Instituts nationaux de la santé (NIH), basés à Bethesda (Maryland) qui a été rendu public mercredi 18 juillet. Ce document établit un bilan exhaustif des connaissances actuelles et des perspec-

tives de ce nouveau secteur des sciences du vivant. Sa publication coïncide avec une série d'auditions publiques organisées sur ce thème au Congrès. Sans aborder de manière directe les aspects éthiques et politiques de cette question, les auteurs du rapport soulignent avec force l'importance qu'il faut, selon eux, au plus vite accorder au déve-

d'hui représenter un bien meilleur matériel biologique que les cellules-souches adultes, dont la présence, préciserait-ils, diminuerait avec l'âge. Dans l'entourage du président américain, on souligne que ce rapport n'est que l'un des éléments dont tiendra compte George W. Bush avant de se prononcer, dans les prochaines semaines, sur

## Nancy Reagan favorable à un financement public

Aux Etats-Unis, les scientifiques partisans du financement public des recherches sur les cellules-souches embryonnaires bénéficient du soutien explicite des associations et des groupes de défense des droits des malades souffrant d'affections le plus souvent incurables et pour lesquels ces recherches permettent de nourrir certains espoirs. Pour sa part Nancy Reagan, l'épouse de l'ancien président républicain Ronald Reagan (1980-1988), a écrit ces derniers jours à George W. Bush pour dire qu'elle était favorable à un financement public de ces recherches. Elle a en substance expliqué qu'il était trop tard pour espérer que de tels travaux puissent aider son mari mais que des malades pourraient, peut-être, à l'avenir être utilement traités. Ronald Reagan, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-dix ans, souffre depuis 1994 de la maladie d'Alzheimer. – (AFP.)

loppement des recherches sur les cellules-souches embryonnaires.

« A ce jour, il est impossible de prédire quelles cellules-souches – celles dérivées d'embryons, de fœtus ou d'adultes – ou quelles méthodes de manipulation correspondent le mieux aux besoins de la recherche fondamentale et des applications cliniques et les réponses résident clairement dans la poursuite des recherches », concluent-ils. Les auteurs du rapport développent notamment une série d'arguments techniques et scientifiques laissant penser que les cellules-souches embryonnaires semblent aujourd'hui

sa décision d'autoriser ou pas un financement public de ces recherches. S'il devait se prononcer pour un tel financement, il se trouverait en contradiction avec ses déclarations précédentes, faites notamment lors de la campagne électorale, lorsqu'il avait dit qu'il n'autoriserait pas le financement public de recherches si celles-ci devaient entraîner « la destruction d'embryons humains. » Cette position avait alors conforté les milieux ultraconservateurs et catholiques.

## « SAUVER DES VIES »

Le président américain ne pourra pas ne pas tenir compte, dans sa décision, de l'évolution d'une partie de l'opinion qui, quoique opposée à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse, se dit favorable aux recherches sur les cellules-souches embryonnaires. Plusieurs parlementaires conservateurs ont ainsi, ces derniers jours, plaidé en faveur d'un financement public de travaux susceptibles de « sauver des vies ». « Les recherches sur les cellules-souches embryonnaires et adultes doivent être financées par l'Etat fédéral dans un cadre prudemment réglementé et transparent », a notamment affirmé le sénateur républicain du Tennessee, Bill Frist. Pour sa part le sénateur ultraconservateur Orrin Hatch a trouvé un argumentaire lui permettant d'être contre l'avortement et pour la destruction d'embryons humains pour obtenir des cellules-souches en soulignant qu'un embryon conçu *in vitro* n'avait, seul, aucune possibilité de se développer en un être humain. « La vie humaine commence dans un ventre, pas dans une éprouvette ou un réfrigérateur, a-t-il déclaré. A mes yeux, a-t-il conclu, la moralité dicte que ces embryons, qui sont jetés tous les jours, soient utilisés pour améliorer et allonger la vie humaine. »

Jean-Yves Nau

# En Tchétchénie, des récits de rafles, de viols, de tortures et de descentes « d'hommes masqués »...

## MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Andrei Mironov rentre d'Ingouchie, l'air alarmé, tendu, soucieux de faire part des récits qu'il a

## TÉMOIGNAGE

« Ce n'était pas un "nettoyage", mais une expédition punitive contre le village »

recueillis auprès de réfugiés tchéchènes. Qui est-il ? Un défenseur russe des droits de l'homme, l'un des derniers dissidents de l'URSS finissante, emprisonné dans les années 1980 pour avoir diffusé des publications interdites.

Aujourd'hui, il suit de près les événements en Tchétchénie, et collabore avec l'association Memorial fondée par Andreï Sakharov. Voilà donc ce militant, désarmé, de retour d'un de ses voyages dans le Nord-Caucase, à la rencontre des victimes civiles de cette guerre qui fait rage depuis presque deux ans.

Que dit-il ? Le 2 juillet, dans le village de Sernovodsk (ouest de la Tchétchénie), des dizaines d'hommes tchéchènes auraient subi des viols alors qu'ils étaient détenus par les forces fédérales russes. Cela s'est produit pendant une opération de « nettoyage » (*zatchiska*), menée par les troupes russes pour, officiellement, capturer des combattants tchéchènes. La veille, un véhicule militaire russe avait explosé sur une mine à proximité de Sernovodsk, faisant cinq morts. « Ce qui s'est passé ensuite n'était pas un "nettoyage", mais

une expédition punitive contre le village », dit Andreï Mironov.

Son récit fait état de maisons pillées, de grenades jetées dans des habitations, puis d'hommes – 700 environ – « âgés de quatorze à soixante ans » parqués dans un champ, à la sortie du village. A proximité, se trouvent les fondations en béton d'une maison inachevée, de grands trous carrés où des Tchétchènes sont jetés.

Pendant des heures, des soldats russes aux uniformes sans insignes distinctifs, donc impossibles à identifier, se livrent à des actes de torture. Ils passent des hommes à tabac et leur attachent aux doigts des anneaux métalliques par lesquels ils font passer du courant électrique produit par un générateur.

## CLIMAT DE TERREUR

Mais pour certains des Tchétchènes rafiés, le pire, l'indicible, aura été d'être, ce jour-là, violés. « Cela, dit Andreï Mironov, doit être rapproché des pratiques du goulag. Il s'agit de l'abaissement total de l'être humain, d'une méthode de destruction de la personnalité. C'est une pratique connue dans le système pénitentiaire russe. Je pense que seuls des soldats ayant un passé lié à ce monde ont pu se livrer à de telles choses ». Il ajoute : « Il est extrêmement difficile, dans la culture tchéchène, pour un homme ou une femme, de faire état d'un tel supplice, tant le déshonneur est grand ».

Le 3 juillet, deux hommes qui avaient été détenus la veille à Sernovodsk (puis relâchés dans la nuit) ont tenté de se suicider. Un autre habitant du village, qu'Andreï Mironov a longuement ren-

contré, dans le secret, a entrepris de dresser la liste des victimes des crimes sexuels qui auraient été commis ce jour-là : il affirme avoir recueilli une soixantaine de noms.

Les détails de la férocité de la rafle à Sernovodsk sont corroborés par de nombreux témoins réfugiés en Ingouchie, où 4 000 personnes ont afflué en une journée, terrorisées par le comportement des troupes russes.

Des récits recueillis par une équipe locale de Memorial ont été rendus publics (www.memo.ru), y compris dans des journaux moscovites, poussant les autorités russes à annoncer des « enquêtes judiciaires ». Mais officiellement, il n'a été question nulle part de viols.

Aussi, au lieu d'enquêteurs, des habitants restés à Sernovodsk ont eu droit récemment à des descentes d'« hommes masqués » leur intimant l'ordre de retirer les plaintes qu'ils avaient déposées. Une femme tchéchène, dont le fils a disparu dans la rafle, et qui voulait se tourner vers les autorités judiciaires locales, a vu son logement ravagé par un groupe de soldats russes qui lui ont dit ensuite : « Qu'est-ce que tu décides maintenant ? Tu insistes, ou bien tu retires ta plainte ? »...

Scènes de violence quotidienne en Tchétchénie, descriptions du climat de terreur, tels que les relate Andreï Mironov, qui tient encore à souligner : « Il n'y a pas d'enquêtes véritables en Tchétchénie. Il y a des actes d'intimidation des victimes, pour qu'elles conservent le silence. »

N. No.



**Annick Cojean**

**L'ÉCHAPPÉE AUSTRALIENNE**

**Un piquant carnet de route.**  
Jean-Luc Douin, Le Monde

**Un plaisir délicieux.**  
Danielle Schramm, Télérama

**Je vous conseille de lire ce livre.**  
Henri Amouroux, Le Figaro

www.seuil.com

Seuil

# Prisonniers de leur défiance réciproque, Israël et les Palestiniens se préparent au pire

Les Etats-Unis se disent « accablés » par la violence quotidienne

Des responsables de la sécurité israéliens et palestiniens ont tenu, mercredi 18 juillet à Tel-Aviv, une nouvelle réunion en présence d'un

représentant de la CIA. Les deux parties ont échangé des accusations, les Israéliens considérant avec la plus grande gravité les tirs dirigés

contre le quartier de colonisation de Gilo, à Jérusalem-Est. Les Palestiniens ont dénoncé le raid d'hélicoptères sur la ville de Bethléem.

LES PALESTINIENS ont décrié, mercredi soir 18 juillet, la mobilisation à Bethléem par crainte d'une opération de l'armée israélienne, après avoir enterré quatre des leurs, tués la veille dans un raid d'hélicoptères israéliens. Les forces de sécurité palestinienne et les activistes des mouvements politiques ont été mis en alerte à Bethléem, selon des sources palestiniennes. « Nous n'avons aucune intention d'attaquer les Palestiniens ou d'occuper leurs territoires », a toutefois assuré le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès à la chaîne satellitaire du Qatar, Al-Jazira.

L'armée israélienne a continué, selon des témoins palestiniens, à dépêcher des renforts pour protéger le quartier de colonisation juive de Gilo, à Jérusalem-Est, qui a été la cible en soirée de tirs palestiniens à partir du village proche de

Beit Jala. Outre Gilo, l'armée israélienne a signalé des tirs palestiniens sur la colonie de Nevé Dékalim dans la bande de Gaza, le kibboutz de Nahal Oz, à proximité de cette bande, et sur un bus de colons près de l'implantation d'Ariel, en Cisjordanie. Tsahal n'a pas fait état de blessé. A Jérusalem, le premier ministre, Ariel Sharon, a réuni son cabinet de sécurité qui a confirmé le feu vert donné précédemment à la politique d'« interception de terroristes », qui a coûté la vie à une quarantaine d'activistes palestiniens depuis novembre 2000.

A Washington, le département d'Etat a appelé les Palestiniens à cesser « immédiatement » les attaques sur Gilo et critiqué l'utilisation par Israël, en représailles, d'hélicoptères dans des régions à forte densité de population. Le sous-secrétaire d'Etat américain, Richard Armita-

ge, a déclaré que son pays était « accablé » par la violence et essayait de persuader les deux parties de briser ce cercle vicieux.

## LE DÉSPOIR DE M. MOBARAK

De retour du Caire, où il a obtenu d'un comité de la Ligue arabe un soutien à son appel à l'envoi d'observateurs internationaux, le président palestinien, Yasser Arafat, a réclamé un sommet arabe extraordinaire pour faire face à l'« escalade israélienne ». Le comité arabe a indiqué son intention de demander au Groupe des huit pays les plus industrialisés (G8), qui se réunit du 20 au 22 juillet à Gênes (Italie), d'envoyer ces observateurs. Le chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, a assuré que l'idée d'observateurs pour vérifier la mise en œuvre du plan Mitchell progressait en dépit des réserves

américaines et israéliennes. « Le concept progresse doucement, mais il progresse », a-t-il déclaré à Rome où il participe à la réunion préparatoire du sommet de Gênes.

Le plan Mitchell, élaboré par une commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell, prévoit globalement un arrêt des violences, des mesures de confiance, dont le gel de la colonisation et un retour à la table des négociations.

Au Caire, le président égyptien, Hosni Moubarak, a affirmé qu'il désespérait du premier ministre israélien. « Avec Sharon il n'y a pas de solution, c'est un homme qui ne connaît que les meurtres, les frappes et la guerre », a-t-il déclaré dans un entretien à l'agence Chine nouvelle. — (AFP.)

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

## Vingt-deux maisons détruites et deux cent cinquante Palestiniens à la rue

### RAFAH (bande de Gaza)

de notre envoyé spécial

On dirait une ville après un bombardement aérien : des maisons détruites par les bulldozers israéliens il ne reste que le répugnant

### REPORTAGE

A Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, « c'était soudainement la guerre »

amalgame de ferrailles tordues, de ciment écrasé, de poutrelles pathétiquement dressées vers le ciel avec, çà et là, des restes de vêtements arrachés, de morceaux de céramique d'une salle de bains, d'un réfrigérateur coupé en morceaux. Dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 juillet, l'armée israélienne n'a pas fait dans le détail à Rafah, ville de l'extrême sud de la bande de Gaza.

Selon la version de Tsahal, des tireurs avaient l'habitude de s'embusquer dans des maisons vides jouxtant le chemin de ronde contrôlé par Israël et qui court le long de la frontière égyptienne. Il fallait donc les détruire et « nettoyer » l'endroit. Les habitants du quartier admettent que certaines maisons étaient inhabitées. Mais ils se refusent à confirmer que des activistes palestiniens avaient l'habitude de s'y cacher pour faire le coup de feu contre les soldats israéliens. Il est pourtant vraisemblable que c'était le cas : depuis le début de l'Intifada,

cette zone du sud de Rafah a été le théâtre permanent d'affrontements entre soldats israéliens et militants armés palestiniens.

Mais les vingt-deux maisons détruites cette nuit-là étaient pour la plupart habitées. Deux cent cinquante personnes sont désormais à la rue. Elles vivaient dans cette extrême limite d'un camp de réfugiés datant de la guerre israélo-arabe de 1948, situé tout près de la porte de Saladin, là où se dressent, derrière la route frontière israélienne, les premières maisons de l'Egypte.

### SAUVER QUELQUES POUTRES

Tout le quartier est l'avatar chaotique de ce qui fut, il y a un demi-siècle, un camp de toile abritant des milliers de personnes qui avaient été chassées ou avaient fui devant l'avancée des troupes israéliennes. C'est désormais un immense labyrinthe de ruelles étroites aux méchantes maisons en dur, où jouent les enfants, où se fauillent des femmes voilées de noir, où les hommes prennent le frais devant leur pas de porte en sirant du café. Aujourd'hui, tout est calme. Et depuis le début de la « trêve » conclue il y a un mois entre Palestiniens et Israéliens, les tirs des snipers avaient cessé, affirment les habitants. Ce qui, selon eux, rend d'autant plus inexcusable l'action de destruction de Tsahal. « Ils rasant les maisons dans le but de créer une "zone tampon" entre eux et nous », affirme un journaliste palestinien.

« Ils ont tout détruit. Il ne me reste plus rien ! » Moustapha Abdel

Rahim, un professeur d'anglais de quarante-deux ans, erre dans les ruines avec un gros marteau. Il désigne ce qui fut sa demeure, un tas de briques écroulées avec un pan de mur encore debout. « Je vais essayer de sauver quelques poutres », observe-t-il en haussant les épaules. « On n'a rien pu faire. Il était environ 1 heure du matin, quand nous avons entendu le bruit des premiers bulldozers. Ça a été immédiatement la panique. Les gens s'appelaient, hurlant qu'il fallait s'enfuir. Il y en a même qui sont partis en oubliant l'un de leurs bébés ! Heureusement, ils l'ont récupéré à temps. Moi, j'ai décampé avec ma femme et mes six enfants. Ça tirait de partout. C'était la guerre. D'un seul coup, il faisait jour : les balles, les explosions, illuminaient la nuit. »

Pour protéger leur opération, les Israéliens ont envoyé un tank, en violation de l'autonomie conférée aux zones palestiniennes par le désormais moribond accord d'Oslo. Ahmed Abou Libdè, un vieil homme de soixante-trois ans, dont la maison a été épargnée mais qui a tout vu, explique : « Les Juifs ont fait amener un char et il s'est mis en position juste là. » Il montre un énorme trou dans un mur, plus loin : « Ça, c'est la trace d'un obus ! Après, continue-t-il, des snipers palestiniens ont commencé à attaquer les soldats. Trois heures plus tard, c'était fini. Tout avait été démolé. »

Les sans-abri vivent maintenant près d'un carrefour du centre-ville, sous des tentes de fortune aménagées par l'Agence des Nations unies

pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA. Ce sont de simples et vastes toiles blanches, où l'on a disposé des matelas sur lesquels sont allongés des groupes d'hommes désœuvrés, fumant des cigarettes à la chaîne pour tromper l'ennui. Anouar Kaloub, trente-neuf ans, un père de six enfants, raconte : « Ma femme et mes trois filles sont parties habiter ailleurs, chez ma belle-sœur ; moi, je dors ici avec mes trois fils. »

### « VOILÀ CE QUI ME RESTE »

Dans un coin, trône un Butagaz, seul mobilier de la « pièce ». Il se nourrit de sandwiches et de falafels (galettes frites de poudre de fèves) achetés au restaurant du coin. Parfois, des voisins lui apportent un peu de riz. « Hier, j'ai pris ma première douche en une semaine, chez ma sœur. On ne peut pas tous se reloger, car les Palestiniens ont tellement d'enfants que la place est très limitée. Alors, nous accueillons... »

L'UNRWA a alloué une somme de 1 000 dollars à chaque famille expulsée et l'Autorité palestinienne le double. Yasser Arafat leur a promis un lopin de terre pour leur permettre de reconstruire. « Avant l'Intifada, je travaillais dans une boucherie de Tel-Aviv. Depuis le bouclage des territoires occupés, je ne peux plus sortir, comme tout le monde. Alors, évidemment, je suis sans travail », constate Anouar. Il pince en grimaçant un coin du tissu de sa djellaba : « Voilà tout ce qui me reste. Je n'ai rien pu sauver d'autre. »

Bruno Philip

## Le renversement d'Arafat par Israël est peu probable pour le moment

### JÉRUSALEM

correspondance

L'annulation par le ministre israélien de la défense de son voyage aux Etats-Unis, annoncée mardi

### ANALYSE

Un plan existe vraisemblablement, mais les avis sont partagés

17 juillet, serait-elle de mauvais augure ? Certains y voient le signe d'une invasion imminente des territoires autonomes palestiniens accompagnée du renversement de Yasser Arafat. Cette hypothèse est au cœur des débats politiques et médiatiques depuis une dizaine de jours. Elle est aussi discutée au sein de l'armée.

C'est la revue britannique *Jane's Foreign Report* qui a dévoilé l'existence d'un plan destiné à renverser le président de l'Autorité palestinienne. Ce plan vraisemblablement existe. C'est le rôle de l'armée de tout prévoir, y compris le pire. Cela n'implique pas pour autant que le pouvoir politique, en l'occurrence le gouvernement d'Ariel Sharon, y soit prêt. Beaucoup d'indices laissent même penser le contraire. Si l'on en croit *Jane's*, dont les informations ont été démenties par le ministre des

affaires étrangères, Shimon Pérès, trente mille soldats israéliens seraient prêts à envahir les territoires autonomes. L'opération coûterait aux Palestiniens un millier d'hommes et aux Israéliens une centaine de soldats.

Au sein de Tsahal, l'idée a ses partisans et ses détracteurs. Parmi ces derniers figure le général Yaacov Or, coordinateur du gouvernement dans les territoires occupés, qui, à la veille de quitter ses fonctions, déclarait récemment au quotidien israélien *Haaretz* : « L'Histoire nous a appris que de [telles actions] peuvent être très décevantes. Vous ne pouvez pas en contrôler l'issue. » Surnommé « le dernier Mohican d'Oslo » par une partie de l'appareil militaire, le général Or n'est certes pas représentatif de l'opinion dominante au sein de l'armée. Mais d'autres officiers qui, comme lui, ont servi dans les villes palestiniennes avant les accords d'Oslo et qui connaissent le prix de l'occupation soulignent eux aussi les lourdes conséquences qu'entraînerait la reconquête des territoires palestiniens autonomes.

Le même débat agite le monde politique. A l'extrême droite et dans une partie du Likoud, on se proclame résolument favorable à une intervention avec quelques arguments qui se veulent de bon sens : la population israélienne ne peut supporter indéfiniment le poids du terrorisme, la riposte

actuelle n'est pas suffisamment efficace pour faire céder les Palestiniens, Tsahal doit montrer sa force afin que le monde arabe cesse de croire qu'Israël est devenu faible. Seule une épreuve de force majeure peut ramener le calme, pense-t-on dans ces milieux.

### LAISSER UNE PORTE OUVERTE

L'invasion militaire a son pendant politique : l'annulation des accords d'Oslo. Cette solution a été proposée par deux députés, Ysaïel Katz (Likoud), et Michaël Kleiner (extrême droite). Mais, elle n'a, pour le moment, aucune chance de trouver une majorité. Même les parlementaires favorables à une action plus ferme de Tsahal s'insurgent contre l'annulation d'accords internationaux signés par le gouvernement. Cela constituerait une « violation unilatérale d'un contrat légal », a souligné Benny Elon, de l'Union nationale, à la droite du Likoud. Quant à Ariel Sharon, il ne paraît pas disposé à reconquérir les territoires palestiniens. Il l'a répété plusieurs fois, même si certains se demandent s'il est possible de se fier à celui qui, en 1982, en tant que ministre de la défense, avait fait croire au premier ministre, Menahem Begin, que l'intervention israélienne au Liban ne serait qu'une modeste opération militaire.

Certaines de ses initiatives traduisent sa volonté de laisser la porte

ouverte aux négociations. Il a ainsi autorisé M. Pérès à rencontrer Yasser Arafat, à Lisbonne puis au Caire ; il a envoyé son fils Omri, investi de sa confiance, dire au président palestinien qu'Israël n'a pas l'intention d'attenter à son pouvoir ; enfin, il a reconnu publiquement qu'il avait commis une erreur en qualifiant M. Arafat de « menteur pathologique », d'« assassin » ou de « Ben Laden ».

Editorialiste du quotidien *Haaretz*, Yoël Marcus soulignait cette semaine que cette attitude vise à ne pas placer Yasser Arafat « le dos au mur », avec le sentiment de n'avoir « plus rien à perdre ». A ceux qui, le 9 juillet, en conseil des ministres, lui demandaient de faire « tomber Arafat », M. Sharon a répliqué : « Vous êtes tous de grands héros, vous avez tous une opinion. Mais en fin de compte c'est moi qui porte la responsabilité de la décision (...) Il n'y aura pas de guerre. Chacun doit garder la tête froide afin de garder le contrôle de la situation. » Ce qui n'exclut pas toutefois un durcissement des actions de Tsahal.

« Entre la politique de retenue que nous avons pratiquée et le renversement d'Arafat, il y a toute une gamme de possibilités que nous devons peut-être utiliser », souligne Avi Pazner, porte-parole du gouvernement.

Catherine Dupeyron

## Deux prêtres rwandais fuient le Tribunal pénal d'Arusha

GENÈVE. Emmanuel Rukundo, un prêtre rwandais arrêté le 12 juillet à Genève, s'oppose à son transfert au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR) à Arusha (Tanzanie). Ancien aumônier des Forces armées rwandaises (FAR), il est accusé d'avoir participé au génocide de 1994, mais son avocat a déclaré, mardi 17 juillet, qu'il pouvait faire la preuve de l'innocence de son client et estime que le TPR n'offre pas toutes les garanties d'indépendance nécessaires. De son côté, l'Eglise suisse ne veut pas « pénaliser quelqu'un sur la base de soupçons » et affirme que, depuis deux ans dans une paroisse de Genève, Emmanuel Rukundo fait son travail de prêtre de manière satisfaisante. C'est la justice militaire suisse, compétente en matière de poursuites pour crimes de guerre, qui avait transmis l'affaire au procureur général du TPR, Carla del Ponte.

De son côté, Athanase Seromba, un autre prêtre rwandais recherché en Italie par le TPR pour son implication présumée dans le génocide, et établi près de Florence, est toujours en liberté. Le procureur Del Ponte a regretté que l'Italie n'ait pas répondu favorablement à sa demande d'arrestation. Les autorités catholiques italiennes affirment « avoir recueilli de nombreuses informations qui n'indiqueraient pas la culpabilité du prêtre rwandais ». — (AFP.)

## L'épouse de Slobodan Milosevic en visite aux Pays-Bas

LA HAYE/BELGRADE. L'épouse de Slobodan Milosevic, Mira Markovic, est arrivée, jeudi 19 juillet, aux Pays-Bas, afin de rendre visite à l'ex-président yougoslave emprisonné dans la prison de l'ONU à Scheveningen, près de La Haye. Mira Markovic dispose d'un visa de trois jours, valable jeudi, vendredi et samedi et soumis à de strictes conditions, a indiqué le ministère des affaires étrangères néerlandais. La première rencontre du couple depuis le transfert à La Haye de Slobodan Milosevic, le 28 juin, devrait se dérouler « dans le champ de vision » des gardiens de la prison, selon le règlement interne « définissant les modalités de visite et de communication du centre de détention » du Tribunal pénal international. — (AFP.)

## Douze personnes assassinées au sud d'Alger

ALGER. Douze personnes ont été assassinées par un groupe armé islamiste dans la nuit de lundi à mardi à Berrouaghia, près de Médéa (80 kilomètres au sud d'Alger), indiquent les services de sécurité. Aucune précision n'a été fournie sur l'identité des victimes ni sur les circonstances de cette nouvelle tuerie. Vingt-sept personnes avaient été assassinées à Berrouaghia le 10 février. Dans cette région opèrent des éléments du Groupe islamique armé (GIA) d'Antar Zouabri. Après deux mois d'une accalmie relative, l'Algérie est touchée depuis quelque temps par des tueries ou attentats imputés aux groupes armés islamistes, qui ont fait près de soixante tués depuis le début de juillet, et mille trois cents depuis le début de l'année, selon un décompte établi à partir de bilans officiels et de la presse. — (AFP, Reuters.)

### DÉPÊCHES

■ **TUNISIE** : le Parti démocratique progressiste (PDP, ex-Rassemblement socialiste progressiste), de l'avocat Nejib Chebbi, l'un des six partis de l'opposition légale en Tunisie, le seul à s'opposer franchement au régime, a exprimé, mardi 17 juillet, son inquiétude après l'appel lancé, dimanche, au président Ben Ali - au pouvoir depuis 1987 - par ses partisans pour qu'il brigue un nouveau mandat en 2004. Il s'agit d'un « tournant gravissime dans la vie politique nationale », a déclaré le PDP dans un communiqué.

■ **Le président Ben Ali est arrivé, mercredi 18 juillet après-midi au Maroc**, pour une visite officielle de deux jours à l'invitation du roi Mohammed VI. Au programme, essentiellement les moyens de stimuler les échanges commerciaux entre leurs deux pays. — (AFP.)

■ **MAURITANIE** : l'ancien président Mokhtar Ould Daddah est rentré, mardi 17 juillet, à Nouakchott, après vingt-trois ans d'exil en France. Agé d'environ quatre-vingts ans, il semblait très faible et marchait avec difficulté, accompagné de son épouse et de l'un de ses fils. Mokhtar Ould Daddah avait été renversé par un coup d'Etat en juillet 1978. L'actuel président, Maaouiya Ould Taya, au pouvoir depuis 1984, figurait parmi les auteurs du putsch. — (AFP.)

■ **JAPON** : le navire américain *Ocean-Hercules* a commencé, mercredi 18 juillet, les opérations destinées à remonter à la surface de l'océan Pacifique le bateau-école japonais *Ehime-Maru*. Celui-ci avait sombré le 9 février avec neuf marins à son bord, après avoir été éperonné au large de Hawaï par un sous-marin nucléaire américain, le *Greenville*. Le coût de cette opération, d'un montant de 40 millions de dollars (48 millions d'euros), est à la charge des Etats-Unis, qui avaient présenté leurs excuses après ce drame. — (AP.)

■ **Le sergent américain soupçonné d'avoir violé une habitante de l'île japonaise d'Okinawa** a été inculpé de viol, jeudi 19 juillet, trois semaines après que cette affaire eut tendu les relations entre le Japon et les Etats-Unis, a-t-on appris de source judiciaire. Timothy Wodland, vingt-quatre ans, avait été remis aux autorités japonaises le 6 juillet par les Etats-Unis. Il est soupçonné d'avoir violé une jeune femme, le 29 juin, sur un parking situé près de la base de l'US Air Force de Kadena, où il était stationné. — (AFP.)

■ **MACÉDOINE** : la réunion des ministres des affaires étrangères du groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (France, Allemagne, Italie, Etats-Unis, Russie et Grande-Bretagne) a pris fin, mercredi après-midi, à Rome, sans communiqué. Consacré essentiellement à la Macédoine, ce forum tournait autour des difficultés rencontrées par les émissaires européens, François Léotard, et américain, James Pardew, pour aboutir à un accord politique entre les responsables slavo-macédoniens et les représentants de la minorité albanaise. — (AFP.)

## La facture chinoise pour l'avion espion américain EP-3

WASHINGTON. La Chambre américaine des représentants a refusé, mercredi 18 juillet, de rembourser à la Chine les frais engendrés par l'atterrissage d'urgence de l'avion espion EP-3 sur le sol chinois en avril. Par 424 voix contre et 6 voix pour, les représentants ont adopté un texte en ce sens déposé par le républicain Tom DeLay, représentant du Texas. La Chine avait présenté une facture de 1 million de dollars pour les dépenses occasionnées par la présence sur son sol de l'avion-espion américain et de son équipage. Ce montant comprend les dépenses des vingt-quatre membres d'équipage, retenus onze jours sur l'île chinoise de Hainan, ainsi que les frais de « rapatriement » aux Etats-Unis de l'avion en pièces détachées à bord d'un avion charter russe. L'avion était entré en collision le 1<sup>er</sup> avril avec un avion de chasse chinois, provoquant la mort du pilote chinois et obligeant l'appareil à se poser à Hainan. L'équipage avait été relâché après que les Etats-Unis eurent affirmé être « vraiment désolés » pour l'incident. Pékin avait refusé que les Américains reparent l'avion sur place. — (AFP.)

**COHABITATION** Les services de Matignon ont rendu public, mercredi 18 juillet, à l'issue du conseil des ministres, un communiqué détaillant la « répartition réelle »

des fonds spéciaux. ● MATIGNON a ainsi répondu aux affirmations de Jacques Chirac, le 14 juillet, selon lesquelles le premier ministre dispose de « sommes considérables » au

titre des fonds spéciaux. ● LE COMMUNIQUÉ souligne que l'Élysée a reçu, cette année, 24 millions de francs de fonds spéciaux, auxquels s'ajoutent 50 millions de francs de

« dépenses accidentelles », soit 30 % des fonds spéciaux (hors DGSE) et non pas 5 % comme l'avait affirmé le chef de l'Etat. ● LE PREMIER MINISTRE a réaffirmé son

intention de reverser le « solde » de ces fonds « au budget de l'Etat ». ● LA DROITE a immédiatement réclamé de nouvelles précisions à M. Jospin sur l'utilisation de ces fonds.

## Lionel Jospin tente de sortir du piège des fonds spéciaux

Les services du premier ministre ont publié, mercredi 18 juillet, un communiqué détaillant la « répartition réelle » des sommes à l'origine de la polémique qui oppose l'Élysée et Matignon. Le chef du gouvernement a, en outre, réaffirmé son intention de reverser tout excédent aux caisses de l'Etat

ON ne sait pas de quoi ont parlé Jacques Chirac et Lionel Jospin au cours de leur entretien en tête-à-tête qui a précédé le conseil des ministres, mercredi 18 juillet. On sait, en revanche, de quoi ils n'ont pas parlé : la réplique de Matignon aux affirmations présidentielles du 14-Juillet sur le montant et la répartition des fonds spéciaux a été tenue secrète jusqu'au dernier moment. Ce n'est que quelques minutes avant de diffuser un communiqué aux agences de presse qu'Olivier Schrameck, le directeur de cabinet de Lionel Jospin, a informé de cette initiative Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Élysée.

Lorsqu'il avait entendu le chef de l'Etat déclarer que « le premier ministre dispose de sommes considérables en liquide dont il peut disposer librement sans aucun contrôle (...) Il s'agit de centaines de millions de francs (...) Matignon a 95 % des fonds et l'Élysée moins de 5 % », M. Jospin avait explosé. Cette dernière assertion, surtout, avait ulcéré Matignon. Les mâchoires du piège tendu depuis quelques jours par l'Élysée et ses porte-parole autorisés, en réponse aux révélations sur les billets d'avion payés en espèces par M. Chirac, venaient de se resserrer un peu plus sur le premier ministre. M. Jospin a donc laissé ses ministres monter au front pour répondre aux déclarations présidentielles sur la politique gouvernementale et s'est réservé cette riposte-là. Et c'est par la voie d'un communiqué détaillé et très officiel que le premier ministre a rendu public « ses » chiffres des comptes spéciaux (lire ci-dessous).

Les démentis de Matignon portent sur plusieurs points : sur les « sommes considérables en liquide », le premier ministre répond que « l'essentiel de ces opérations est effectué par virement bancaire ou par chèque à partir de comptes à la Paierie générale du Trésor et à la Banque de France ». « Seuls » les 24 millions de francs destinés à assurer les rémunérations complémentaires des collaborateurs du premier ministre et les 52 millions

de francs attribués aux ministères « sont versés en espèces (soit 20 % des fonds spéciaux) », précise le communiqué.

Sur la répartition entre les deux « maisons », Matignon souligne d'abord que 24 millions de francs sont attribués à l'Élysée, soit 10 % – et non pas 5 % – d'un montant total de 234 millions de francs spéciaux, hors la part attribuée aux services secrets. Il faut y ajouter, pour 2001, un abondement au titre des « dépenses accidentelles » de 50,5 millions de francs. Au total, pour cette année, ce sont donc près de 75 millions de francs qui reviennent à la présidence de la République au titre des fonds spéciaux, soit 30 % de l'enveloppe votée par le Parlement augmentée des « dépenses accidentelles ».

Enfin, la vraie réplique de M. Jospin à M. Chirac se trouve dans cette précision : depuis 1997, le solde actuel des fonds attribués au gouvernement est « d'environ 102 millions de francs », auxquels il faudra ajouter les 9 millions de francs d'excédents non dépensés en 2001. Et, rappelle le communiqué, comme le premier ministre s'y est engagé lors de son intervention télévisée du 9 juillet sur France 3, « le solde qui sera constaté à la fin



de la législature sera reversé au budget de l'Etat ». On peut sans risque imaginer qu'au printemps 2002 Matignon fera officiellement constater que, pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, un premier ministre a « retourné » aux caisses de l'Etat un excédent de fonds spéciaux qui

se chiffrera en dizaines de millions de francs !

Le premier ministre sait pourtant que ce premier effort de transparence ne suffira pas à déjouer le piège élyséen. Dès la rentrée parlementaire, notamment lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2002, le débat sur les fonds

spéciaux s'imposera à nouveau dans l'actualité. A Matignon, on s'était irrité la semaine dernière des propos de François Hollande, premier secrétaire du PS, qui souhaitait anticiper cette polémique en proposant d'ores et déjà des pistes de réforme. Quoiqu'on s'en défende encore aujourd'hui dans l'entourage de M. Jospin, en rappelant que le premier ministre a demandé un rapport sur ce sujet au premier président de la Cour des comptes, François Logerot, plusieurs pistes sont, dès à présent, explorées.

La première consisterait à dissocier, au sein de l'enveloppe globale pour les fonds spéciaux, ceux qui sont destinés aux opérations de sécurité (près de 60 % des dépenses selon les chiffres de Matignon), qui resteraient couverts par le secret défense, des autres fonds utilisés notamment pour les rémunérations des collaborateurs de la présidence et des ministres. Ceux-ci, qui pourraient faire l'objet d'un contrôle *a posteriori*, seraient versés en chèque et non plus en espèces et surtout, figureraient sur les feuilles d'imposition de leurs bénéficiaires. Il n'est pas exclu, au passage, que l'intitulé trop sulfureux des fonds « spéciaux » soit modi-

fié. Quant au premier président de la Cour des comptes, on espère à Matignon qu'il aura compris de lui-même que plus vite son rapport sera rendu, mieux ce sera !

Mais, là encore, M. Jospin peut douter que les citoyens lui feront crédit d'une honnêteté et d'une volonté de réforme que ses prédécesseurs n'ont pas eues. Car, après tout, il n'a agi en la matière que sous la pression de l'Élysée et après quatre longues années de présence à Matignon pendant les-

**Là encore, M. Jospin peut douter que les citoyens lui feront crédit d'une honnêteté et d'une volonté de réforme que ses prédécesseurs n'ont pas eues**

quelles il n'a jamais abordé cette question. Là se situe tout le paradoxe de la situation : M. Jospin et les siens crient à la « diversion » et au « rideau de fumée » entretenus par l'Élysée pour détourner l'attention de l'opinion sur les affaires qui encerclent M. Chirac. Dans le même temps, pourtant, ils semblent céder aux injonctions présidentielles sur les fonds spéciaux. On ne saurait mieux entretenir devant le public une forme d'aveu de culpabilité gouvernementale !

Le premier ministre est d'autant plus fondé à s'irriter de ce piège, qu'un certain nombre de ses proches l'avaient mis en garde, à plusieurs reprises et dès 1997, sur le risque que représentait, pour lui et pour l'image de rigueur et de transparence qu'il voulait entretenir, le maintien en l'état de cette tradition controversée de la République.

A. Ch.

Pascale Robert-Diard

### « Aujourd'hui, au conseil des ministres, c'était la banquise »

**SAMEDI** 14 juillet, il l'avait écouté depuis Matignon, avec le directeur de son cabinet, Olivier Schrameck, et son épouse Sylviane Agacinski. La Seine et un écran de télévision les séparait. Lionel Jospin avait pu s'agacer, râler, s'indigner autant que sa femme des « mensonges » de Jacques Chirac, pendant que celui-ci s'offusquait et « déplorait » l'« inacceptable », l'« insupportable », l'« irresponsable ». Mercredi 18 juillet, les deux hommes sont dans la même pièce, à l'Élysée, dans les fauteuils des institutions, sur le tapis de l'appareil d'Etat, dans les plis du mercredi. Le conseil des ministres est devenu une chambre d'enregistrement. Tout s'est donc passé « comme d'hab », résume Jean-Luc Mélenchon. « Il faisait un peu plus frais », concède Jean-Jack Queyranne. « Il fait toujours très froid. Aujourd'hui, c'était la banquise », ajoute un autre. Les membres du gouvernement ont tout juste remarqué que le tête-à-tête entre les deux hom-

mes durait moins longtemps que d'habitude. 10 heures 04, les ministres ont à peine eu le temps de bavarder de leurs lettres plafond autour du café, et le conseil des ministres a commencé. Chacun a repris la pose de la cohabitation. Les indignations jospiniennes du samedi ne se sont pas laissées deviner. Le Chirac du mercredi est revenu au grand galop.

Alors que Ségolène Royal vient de présenter sa communication sur les handicapés, et que M. Jospin soulignait qu'il fallait remonter au « vieux texte de loi de 1975 » pour trouver une législation sur le sujet, le président de la République interrompt en souriant : « Ne dites pas trop "le vieux", parce que j'étais premier ministre. » « Vieux, ça peut être une expression qui exprime le respect », répond sur le même ton le chef du gouvernement. Quand Marilyne Lebranchu présente son avant-projet de loi sur « la peine et le service pénitentiaire », M. Chirac appuie d'un :

« Ce texte est bien utile. » Qui sait qu'au même moment Jean-Louis Debré explique que l'appel de Jean-Pierre Dintilhac contre l'ordonnance des juges dans l'affaire des voyages « illustre parfaitement l'opération politique soutenue par le garde des Sceaux » ? Tous les ministres ignorent aussi que Matignon, sitôt le conseil terminé, va pousser le bouton de son fax et diffuser le détail de la répartition des fonds spéciaux.

C'était l'avant-dernier conseil des ministres avant les vacances. Le gouvernement à l'intention, mercredi prochain, de procéder à un mouvement préfectoral. On ne saura que vendredi, à l'issue du tête-à-tête entre Olivier Schrameck et Dominique de Villepin, si cet exercice toujours périlleux en période de cohabitation fournira à l'Élysée une nouvelle occasion de mettre à l'épreuve les nerfs du premier ministre.

### La « répartition réelle » des sommes selon Matignon

Voici le communiqué intégral rendu public, mercredi 18 juillet, par les services du premier ministre à propos des fonds spéciaux :

Le président de la République ayant affirmé, le 14 juillet dernier, que « le premier ministre (...) dispose de sommes considérables en liquide dont il peut disposer librement sans aucun contrôle. (...) Il s'agit de centaines de millions de francs (...) Matignon a 95 % des fonds et l'Élysée moins de 5 % », le premier ministre a décidé de rendre public la répartition réelle de ces crédits.

En 2001, le montant total des fonds spéciaux s'élève à 393 millions de francs. Ils sont votés par le Parlement. Ils font l'objet de versements par douzième mensuel selon la répartition globale et annuelle suivante :

1 – 234 MF pour la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) affectés au fonctionnement normal de ce service. Cette somme peut être abondée par des décrets de dépenses accidentelles motivées par des opérations particulières.

2 – 24 MF pour l'Élysée, dont le fonctionnement est également assuré par un crédit de 64 MF figurant au titre II du budget de l'Etat (pouvoirs publics) et qui est en outre abondé chaque année par décret de dépenses accidentelles (50,5 MF en 2001).

3 – Près de 2 MF pour le minis-

tère des affaires étrangères.

4 – 133 millions de francs pour Matignon, répartis de la façon suivante :

– 36 MF affectés au fonctionnement de l'Hôtel de Matignon, aux manifestations et aux frais de représentation (au budget des services du premier ministre ne figure qu'une ligne budgétaire symbolique de 52 000 francs pour les frais de représentation). Le fonctionnement du cabinet du premier ministre est également assuré par un crédit de l'ordre de 22,5 MF figurant au budget général des services du premier ministre ;

– 24 MF affectés aux rémunérations complémentaires des membres du cabinet et de l'ensemble des personnels des services du premier ministre travaillant en relation avec le cabinet (soit plus de 600 personnes) ainsi qu'aux dépenses liées à la sécurité du premier ministre ;

– 52 MF attribués à l'ensemble des ministères pour les rémunérations complémentaires et pour les frais de fonctionnement exceptionnels (soit en moyenne 131 000 francs mensuels pour chacun des 33 ministères et secrétaires d'Etat) ;

– 12 MF affectés à des actions humanitaires ou en faveur des droits de l'homme.

Enfin, les autres services de renseignement et de sécurité peuvent avoir accès, en tant que de besoin, aux fonds spéciaux gérés par Matignon.

Au terme de ces opérations, l'année 2001 devrait voir apparaître un solde positif de 9 MF.

L'essentiel de ces opérations est effectué par virement bancaire ou par chèque à partir de comptes à la paierie générale du Trésor et à la Banque de France. Seuls les 24 MF et les 52 MF versés en espèces (soit 20 % des fonds spéciaux).

Depuis 1997, le montant total des fonds spéciaux est resté stable. Toutefois, la part affectée à la DGSE a sensiblement augmenté en 2001, passant de 197 MF à 234 MF aux dépens de la part gérée par Matignon. Au cours des trois exercices antérieurs, cette part a contribué à alimenter de façon sensible les autres services de renseignement et de sécurité – direction de surveillance du territoire (DST), direction du renseignement militaire (DRM), direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), ex-sécurité militaire, et tout particulièrement la modernisation du groupement interministériel de contrôle (GIC), organisme chargé des écoutes téléphoniques administratives et judiciaires.

Il n'y a pas eu d'autre utilisation de ces fonds depuis 1997.

Le solde actuel des comptes des fonds spéciaux attribués depuis 1997 au gouvernement de Lionel Jospin est aujourd'hui d'environ 102 MF. Ainsi que l'a indiqué le premier ministre, le solde qui sera constaté à la fin de la législature sera reversé au budget de l'Etat.

Le premier ministre rappelle, par ailleurs, qu'il a demandé à M. [François] Logerot, premier président de la Cour des comptes, des propositions de réforme concernant les fonds spéciaux.

### La droite continue à harceler le premier ministre

**AU MOMENT** où le communiqué de Matignon sur les fonds spéciaux (voir ci-contre) parvient aux rédactions, mercredi 18 juillet, treize députés de droite déjeunent avec Jacques Chirac à l'Élysée. Il y a là Georges Tron (RPR, Essonne), rapporteur spécial du budget du premier ministre (y compris des fameux fonds secrets) au sein de la commission des finances de l'Assemblée nationale depuis 1997. A l'issue de ce repas, il assure que « pas un mot » n'a été prononcé sur le sujet. Mais quelques heures plus tard il diffuse un communiqué sur lequel il travaille depuis quelques jours. Dans ce texte, le parlementaire « s'étonne fortement » que M. Jospin « passe soudainement à la confession ». Il s'interroge, notamment, sur les reliquats accumulés entre 1997 et 2000, qui « auraient dû être annulés à la fin de chaque année en vertu de la règle constitutionnelle de l'annualité budgétaire ». M. Tron réclame aussi des explications sur l'affectation précise des sommes dont dispose Matignon, notant que les chiffres donnés par le premier ministre « posent plus de questions qu'ils n'en règlent ».

La réplique sur les règles budgétaires et le reliquat ne tarde pas. « Par définition, ces fonds n'obéissent pas aux règles de la comptabilité publique (justification des dépenses, contrôle de la Cour des comptes...), et donc à celle de l'annualité budgétaire », rappelle un conseiller de M. Jospin. Il entend aussi couper court au début de polémique sur le reliquat de 102 millions. Entre la mi-1997 et 2000, explique-t-il, il y a eu, chaque année, un

solde, puisque la part versée à la DGSE (contre-espionnage) n'était pas de 234 millions, mais de 197 millions. Ce différentiel de 37 millions s'ajoutait à la part du premier ministre (133 millions), qui en a reversé une partie à d'autres services que la DGSE, notamment au GIC (écoutes administratives et judiciaires), pour le moderniser. Toutefois, le solde de ces années est supérieur à celui de

curiosité s'exprime », sourit le rapporteur général du budget au Sénat, Philippe Marini (RPR). « Je suis disponible tout l'été pour rendre visite au chef de cabinet du premier ministre, le cas échéant, pour vérification sur pièces et sur place », précise-t-il.

Les trois présidents de groupe de l'opposition – qui n'ont toujours pas déposé la proposition de loi annoncée sur le gel des fonds

### Le président « ne doit pas être l'homme d'un clan »

Selon le président de l'UDF, François Bayrou, le débat politique est retombé « dans toutes les caricatures du combat camp contre camp » depuis l'intervention de Jacques Chirac, le 14 juillet. Dans un entretien à Libération publié jeudi 19 juillet, le député européen ajoute que le chef de l'Etat « ne doit pas être l'homme d'un clan ». Assurant qu'il ne se reconnaît pas dans les « simplismes » comme « la droite sécuritaire contre la gauche laxiste » ou « la défense de l'Etat contre la main noire du trotskisme », M. Bayrou note que « la saison des élections revient, alors on nous joue le remake de "vous entraînez le pays dans le gouffre" ». « Si le président perd sa légitimité », indique le président de l'UDF, qui estime que la situation actuelle ressemble à la première cohabitation (1986-1988), « quand François Mitterrand expliquait que tout était de la faute de Jacques Chirac, son premier ministre ».

2001 (9 millions). En quittant Matignon, M. Jospin devrait laisser au moins 110 millions.

Ravi d'avoir poussé M. Jospin à s'expliquer, la droite enfonce le clou tout l'après-midi. « Le souci de transparence affiché par Monsieur Jospin doit s'accompagner d'une clarté totale sur l'utilisation de ces fonds. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui », affirme le trésorier de Démocratie libérale, Thierry Jean-Pierre. « Plus il y a de chiffres sur le marché, et plus la

spéciaux – ne sont pas en reste. « Jospin a allumé un leurre. C'est une réplique pour éviter de répondre », affirme Jean-Louis Debré (RPR). Philippe Douste-Blazy (UDF) juge qu'« il n'est pas possible de parler de transparence dans un domaine à la totale discrétion du premier ministre », se délectant de voir que c'est désormais au chef du gouvernement de se justifier.

Jean-Michel Bezat et Jean-Baptiste de Montvalon

# Les juges enquêtant sur les voyages de M. Chirac invoquent la Haute Cour

Les magistrats semblent redouter des attaques contre leur procédure

Après que les juges se soient déclarés « incompetents », mardi 17 juillet, pour interroger le chef de l'Etat, les regards se tournent vers la cour de Cassation. Les magis-

trats se sont, par ailleurs, efforcés d'énumérer les soupçons mis au jour dans leur enquête sur un financement occulte qui serait lié aux lycées d'Ile-de-France.

AU LENDEMAIN de la décision des juges chargés de l'enquête sur les voyages de Jacques Chirac et de son entourage, qui se sont déclarés « incompetents », mardi, pour interroger le chef de l'Etat en qualité de « témoin assisté » (*Le Monde* du 19 juillet), les regards convergent vers la cour de Cassation. Conformément à ce qu'il avait annoncé, le procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, a interjeté appel de l'ordonnance des juges, ouvrant la voie, après l'arrêt à venir de la cour d'appel, à la saisine de la haute juridiction – qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année. A cette date, la cour de Cassation devra trancher la lancinante controverse sur le statut pénal du président de République en répondant à la question de son éventuelle convocation par des juges ordinaires, sous quelque statut – témoin, témoin assisté, mis en examen – que ce soit.

Dans leur « ordonnance d'incompétence », les juges Armand Riberoles, Marc Brisset-Foucault et Renaud Van Ruymbeke ont considéré, pour l'heure, que « seule la Haute Cour de justice paraît compétente, sans qu'il soit porté atteinte aux principes constitutionnels de séparation des pouvoirs, pour procéder à l'audition du chef de l'Etat », se conformant ainsi à la jurisprudence du Conseil constitutionnel. Pour la forme, ils ont demandé au parquet de transmettre leur dossier « à la juridiction compétente » – c'est-à-dire à la Haute Cour.

Pour aboutir à cette conclusion, les juges ont invoqué « la conception extensive de la séparation des pouvoirs que les silences de la Constitution et de la jurisprudence imposent d'adopter », relevant par ailleurs que « l'impossibilité constitu-

tionnelle dans laquelle [ils] se trouvent [...] de recueillir les explications de M. Chirac ne saurait cependant se traduire par son empêchement à révéler [...] le niveau de connaissance qu'en sa double qualité de maire de Paris et président du RPR, il avait des activités de divers mis en examen en faveur du financement de son mouvement ainsi que de l'origine des som-

## Les Français peu convaincus sur les affaires

Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, Jacques Chirac a été jugé globalement convaincant par une majorité de Français (51 %), contre 31 % qui n'ont pas été convaincus, selon un sondage réalisé par CSA, les 16 et 17 juillet auprès d'un échantillon de 1 005 personnes et publié par *La Croix* (daté 19 juillet). En revanche, une majorité de Français (51 %) ont jugé que les explications du président de la République sur les « affaires dans lesquelles son nom est cité » n'étaient pas convaincantes, contre 36 % qui les ont jugées convaincantes.

mes en espèces conservées à la mairie de Paris ».

De fait, les magistrats se sont efforcés d'énumérer en détail les soupçons mis au jour dans leur enquête sur les lycées d'Ile-de-France, qui semble avoir dévoilé l'existence d'un système de financement occulte des principaux partis politiques, afin de mettre en évidence le lien possible entre les « commissions » versées par certaines

entreprises et les sommes en argent liquide utilisées par M. Chirac et ses proches pour régler des factures de voyages, entre 1992 et 1995.

Une experte des archives de l'agence de voyages utilisée par l'ancien maire de Paris, remise aux juges le 10 juillet – et non le 2 juillet, comme indiqué par erreur dans nos éditions du 19 juillet – a estimé le montant des dépenses imputables à M. Chirac et à son entourage immédiat à environ 2,8 millions de francs. Ce calcul contredit nettement la défense adoptée par le président de la République sur ce point, qui avait estimé, lors de son intervention télévisée du 14-Juillet, que les sommes visées par l'enquête étaient en passe de faire « *apschitt* », après que ses conseillers eurent répandu la rumeur selon laquelle les juges auraient réduit de moitié le total des dépenses contestées.

Les juges ont toutefois convenu que la corrélation entre l'origine incertaine de ces fonds – l'hypothèse des fonds spéciaux apparaissant d'évidence peu crédible – et l'affaire des marchés d'Ile-de-France restait inaboutie. Dans ses réquisitions, datées du 10 juillet, le procureur avait estimé qu'« il ne ressort pas, à ce jour, que les sommes utilisées pour acquitter [les] voyages proviennent effectivement du recel des infractions dont les magistrats instructeurs sont saisis ». La – longue – réponse des juges atteste qu'ils redoutent désormais des attaques contre leur procédure. D'éventuelles contestations de leur saisine pourraient ralentir le processus conduisant à l'intervention de la cour de Cassation, que les magistrats souhaitent la plus rapide possible.

Hervé Gattegno

# Le patronat et les syndicats échouent sur la formation professionnelle

Les partenaires sociaux, réunis mercredi 18 juillet, ne sont pas parvenus à s'entendre sur le financement du « compte épargne-formation ». Ils doivent se retrouver le 25 septembre pour tenter de trouver un accord

AH, si seulement, après la signature le 16 juillet d'une position commune sur les voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective, un accord sur la formation professionnelle avait pu être signé ! Mercredi 18 juillet, les partenaires sociaux étaient à nouveau réunis pour conclure – espéraient-ils – le dernier des cinq chantiers ouverts dans le cadre de la refondation sociale. En début de soirée, Denis Kessler se disait confiant. Mais vers 1 heure 30 du matin, après quinze heures de discussion, patronat et syndicats ont du se rendre à l'évidence : les divergences restaient encore trop grandes pour parvenir à un accord.

Les débats se sont focalisés sur la principale innovation du texte proposé par le patronat : le compte-épargne-formation (CEF). « *Propriété du salarié* » et « *transférable d'une entreprise à une autre* », il permettrait à « *tout salarié, sur la base du volontariat, de consacrer à sa formation l'équivalent d'au moins un an de sa vie professionnelle* ». Ce compte financerait des formations décidées dans le cadre du « *plan de développement concerté* [PDC] » à l'initiative conjointe du salarié et de l'entreprise, ou dans le cadre du « *projet professionnel individuel* [PPI] » à l'initiative du seul salarié et développé à l'extérieur de l'entreprise. Il pourrait être alimenté, entre autres, par le report de congés payés (dix jours par an maximum), des heures supplémentaires effectuées au-delà de la durée hebdomadaire du travail, une partie de la réduction du temps de travail ou tout ou partie des primes conventionnelles et des indemnités.

Le patronat a accepté de préciser

que la formation dans le cadre d'un PDC serait « *qualifiante, certifiante ou diplômante* ». Il a été jusqu'à retirer la notion de co-responsabilité, notion qui suscitait l'indignation de la CFTC. « *Comment le salarié peut-il être responsable de sa formation alors que le plan de formation n'est pas négocié dans l'entreprise ?* », relève Lionel Dubois. La dernière mouture du projet d'accord précise ainsi que le salarié est « *acteur de son développement professionnel* », et non plus « *acteur et co-responsable* ».

En dépit de ces avancées, les syndicats estimaient que le texte com-

portait des points inacceptables. Le patronat s'est alors décidé à faire deux ultimes propositions, dont une, en particulier, sur la principale pierre d'achoppement des négociations : la participation des employeurs au financement du CEF. En vain. Sa suggestion n'a fait que cristalliser les mécontentements. Désormais ouverts à l'idée de co-investissement que sous-tend ce dispositif, les syndicats estiment légitime que l'entreprise abonde ce compte. « *Le CEF doit partir d'une obligation de moyens données à chaque salarié par l'entreprise*, relève Jean-Claude Quentin (FO), ajoutant que « *l'entreprise*

doit au minimum attribuer un droit de 20 heures de formation par an et par salarié ». Or le patronat proposait, non pas d'abonder le CEF en temps de formation, mais de financer à hauteur de 50 % les formations engagées dans le cadre du PDC, coûts pédagogiques inclus. Ce que refusent catégoriquement les syndicats. « *Il était acquis jusqu' alors que ces coûts sont intégralement pris en charge par l'entreprise. Il n'est pas question de remettre en cause ce principe* », relève Annie Thomas (CFDT). « *Avec ce que nous propose le Medef, nous aboutirions à ce que 25 % du coût soit à la charge de l'entreprise et 75 % à la charge du salarié !* », renchérit Maryse Dumas (CGT).

Le patronat a bien tenté d'en appeler au réalisme de ses partenaires, faisant valoir que leurs exigences étaient trop lourdes à porter, en particulier pour les plus petites entreprises. D'autant qu'elles ont déjà consenti à accroître leur contribution financière à la formation professionnelle. La contribution minimale obligatoire des entreprises de moins de 10 salariés pourrait ainsi passer de 0,15 % de la masse salariale aujourd'hui à 0,30 % au 1<sup>er</sup> janvier 2002, puis à 0,45 % au 1<sup>er</sup> janvier 2003. Un effort qu'à l'issue de la séance, Jean-François Veysset (CGPME) a menacé de ne pas maintenir à la rentrée lorsque reprendront les négociations.

D'ici au 25 septembre, date à laquelle les partenaires sociaux doivent se retrouver, les vacances auront peut-être... porté conseil. Mais mercredi, on semblait encore loin d'un accord.

Laetitia Van Eeckhout

## En dépit des avancées, les centrales estimaient que le texte comportait des points inacceptables

portait des points inacceptables. Le patronat s'est alors décidé à faire deux ultimes propositions, dont une, en particulier, sur la principale pierre d'achoppement des négociations : la participation des employeurs au financement du CEF. En vain. Sa suggestion n'a fait que cristalliser les mécontentements. Désormais ouverts à l'idée de co-investissement que sous-tend ce dispositif, les syndicats estiment légitime que l'entreprise abonde ce compte. « *Le CEF doit partir d'une obligation de moyens données à chaque salarié par l'entreprise*, relève Jean-Claude Quentin (FO), ajoutant que « *l'entreprise*

## Corse : la question des « détenus insulaires » de nouveau en débat

DANS son long texte à *Corse-matin*, lundi 16 juillet, Daniel Vaillant n'a pas évoqué la question des prisonniers nationalistes corses. Le ministre de l'intérieur n'a pas davantage abordé le sujet, mercredi 18 juillet, en recevant Place Beauvau le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), le président du conseil exécutif, Jean Baggioni (RPR), et le préfet de Corse, Jean-Pierre Lacroix. Les deux représentants de la collectivité territoriale étaient venus plaider pour une « *relance politique* » du processus de Matignon, et le ministre souhaitait évoquer la préparation du débat au Sénat à l'automne.

Pourtant, lors des traditionnelles journées nationalistes de Corte, le 4 août, les élus de Corsica nazione devront s'expliquer devant les militants, sur le « *rapprochement des prisonniers politiques à la prison de Borgo* », les « *demandes de libération* », et l'« *amnistie* ». « *La question est dans l'air* », confirme François Sargentini, d'Indipendenza. « *D'autant que le processus connaît, pour nous, une petite panne politique*. »

Vendredi 20 juillet, la commission de concertation mise en place par l'Assemblée de Corse, présidée par José Rossi et composée des neuf groupes et d'un membre de l'exécutif, recevra ainsi le procureur général, de Bastia Bernard Legras, le directeur régional de l'administration pénitentiaire venu de Paris, ainsi que M. Lacroix pour examiner, « *dans la transparence, l'état du droit* », les conditions de rapprochement des prisonniers de leurs familles. Mardi 17 juillet, le conseil municipal d'Ajaccio s'est penché sur la terminologie – hautement politique – à adopter pour ces derniers. La motion proposant « *le rapprochement et le regroupement des prisonniers politiques corses* » a été rejetée – le maire, Simon Renucci, s'est abstenu. Mais une seconde motion, demandant des « *dispositions humanitaires et légales* » pour les « *insulaires détenus* » a été adoptée.

Ariane Chemin

## Le Conseil constitutionnel a validé la loi sur l'allocation d'autonomie

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL a validé, mercredi 18 juillet, la loi relative « *à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées dépendantes et à l'allocation personnalisée d'autonomie* » (APA), votée définitivement le 26 juin par le Parlement et dont devrait bénéficier, à terme, 800 000 personnes âgées dépendantes. Le Conseil a écarté les griefs des sénateurs de droite qui l'avaient saisi, au motif que ce texte porterait atteinte à l'autonomie des collectivités locales, les départements « *étant privés de leur liberté de gestion d'une allocation qu'ils continuent de financer* ». Il a toutefois émis une réserve quant à la composition de la commission sur la proposition de laquelle le président du conseil général désignera les allocataires. Conformément à l'intention du législateur, le décret d'application devra prévoir que les représentants du département y seront majoritaires.

### DÉPÊCHES

■ **FONCTIONNAIRES** : Henri Emmanuelli (PS) plaide pour une revalorisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires, dans un entretien à *Parisien* (daté 19 juillet). Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale estime cet effort « *indispensable* » et souhaite que « *le gouvernement renoue le dialogue à l'automne avec la fonction publique et parvienne à un accord* ».

■ **CONJONCTURE** : la production de l'industrie manufacturière française (hors énergie et secteur agroalimentaire) a progressé de 0,3 % en mai, après un repli de 0,9 % le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques publiées par l'Insee, mercredi 18 juillet. La production industrielle prise dans son ensemble a également progressé de 0,3 % par rapport à avril, après un repli de 0,4 % le mois précédent. Pour l'Insee, il ne s'agit pas d'un signe fort d'une reprise de l'activité.

■ **LA RÉUNION** : le Conseil constitutionnel a pris acte, mercredi 18 juillet, de la démission de l'Assemblée nationale du député communiste de la Réunion Elie Hoarau, ce qui l'a dispensé de prononcer la déchéance du parlementaire, condamné pour fraude électorale à trois ans de privation de droits civils et civiques, un an de prison avec sursis et 50 000 F d'amende. La démission de M. Hoarau intervenant moins d'un an avant les élections législatives, il ne sera pas remplacé à l'Assemblée nationale.

■ **BOYCOTTAGE** : le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, a ouvert, mardi 17 juillet, un site intitulé « *jeboycottepekin.com* », rassemblant de nombreux écrits d'opposants à la tenue des Jeux olympiques à Pékin en 2008. « *En 1936, on trouvait normal de faire les JO sous Hitler. Aujourd'hui on ne peut pas accepter que ces JO puissent se dérouler à Pékin en oubliant toutes les victimes de ce régime totalitaire* », déclare M. Madelin sur la page d'ouverture du site.

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



## Le livre noir du colonialisme

Cinq siècles de colonialisme, par Ignacio Ramonet. ■ La France se penche sur son passé, par Philippe Videlier. ■ 17 octobre 1961 : rendez-vous avec la barbarie, par Philippe Videlier. ■ Une certaine idée de la justice, par Dominique Vidal. ■ Cela nous a prémunis contre la haine, par Ahmed Ben Bella. ■ Droit à l'insoumission : le Manifeste des 121. ■ La mémoire expurgée des manuels scolaires, par Maurice T. Maschino. ■ Quand Tocqueville légitimait les boucheries, par Olivier Le Cour Grandmaison. ■ La dimension africaine de la traite des Noirs, par Elikia M'Bokolo. ■ Le miroir colonial brisé, par Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire. ■ La torture routinière de la République, par Alain Ruscio. ■ Le spectacle ordinaire des zoos humains, par Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire. ■ 1931 ! Tous à l'Expo..., par Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Sandrine Lemaire. ■ Madagascar 1947, le début de la fin..., par Philippe Leymarie. ■ 1956 : coup de tonnerre sur le canal de Suez, par Eric Rouleau. ■ Henri Curiel, citoyen du tiers-monde, par Gilles Perrault. ■ La lente marche des pays non alignés, par Robert Décombe. ■ Les ratés de la décolonisation en Afrique, par Claude Wauthier. ■ Malgré les sanglots de l'homme blanc..., par Philippe Norel. ■ Seconde jeunesse pour les comptoirs coloniaux, par Edward Goldsmith. ■ Ces deux cents sociétés qui contrôlent le monde, par Frédéric F. Clairmont. ■ La spirale infernale de la dette, par Eric Toussaint. ■ La patrie littéraire du colonisé, par Albert Memmi. ■ Entre apothéose et oubli, par Pascal Blanchard. ■ Inventer une mémoire commune, par Alain Gresh.

Bibliographie, sites Internet, adresses utiles.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €



**Finsbury** PROMOTIONS D'ETE  
of England

Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".

**Réductions sur tous les modèles**

- ♦ 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- ♦ 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ♦ 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
- ♦ 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

**PAUVRETÉ** Elisabeth Guigou a présenté, mercredi 18 juillet, un « programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » dont l'objectif principal est de

favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des jeunes non qualifiés et des chômeurs de longue durée. ● 120 000 JEUNES sans qualification bénéficieront, en 2002, du parcours

individuel d'insertion prévu par le programme Trace. ● LES CHÔMEURS de longue durée bénéficieront d'un encadrement renforcé à l'ANPE. ● LES ASSOCIATIONS d'aide aux plus dému-

nis ont réagi favorablement à ces annonces, mais elles jugent insuffisant le nombre de places créées dans les centres d'hébergement. ● À LA MURE (Isère), quatre ans après la fer-

meture des houillères, les élus, les partenaires sociaux et les chefs d'entreprise misent sur la solidarité pour permettre le retour à l'emploi des nombreux chômeurs de la région.

## Le plan gouvernemental contre l'exclusion vise le « noyau dur » du chômage

Le renforcement des programmes destinés à l'insertion professionnelle des jeunes sans qualification et des chômeurs de longue durée est au centre du programme présenté, mercredi 18 juillet, par la ministre de l'emploi et de la solidarité. M<sup>me</sup> Guigou souhaite aussi renforcer la lutte contre l'illettrisme

**BRISER** le « noyau dur » du chômage : c'est dans cet esprit qu'Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, a présenté, mercredi 18 juillet, son « programme de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Le train de mesures qu'elle a dévoilées (lire ci-dessous) vise à favoriser l'accès – ou le retour – à l'emploi des jeunes non qualifiés, des bénéficiaires de minima sociaux et des chômeurs de longue durée. Cette action s'impose d'autant plus, aux yeux de M<sup>me</sup> Guigou, que « le ralentissement de la croissance et donc des embauches risque en premier lieu de toucher ces personnes-là », comme elle l'a affirmé dans un entretien paru, mercredi, dans le quotidien *Libération*.

Le programme de M<sup>me</sup> Guigou succède au plan triennal lancé par le gouvernement dans la foulée de la loi d'orientation relative à « la lutte contre les exclusions » du 29 juillet 1998 ; le ministère de l'emploi et de la solidarité devrait lui consacrer quelque 2 milliards de francs, sans compter les actions qui seront engagées par les autres ministères. Certaines des annonces faites mercredi avaient déjà été rendues publiques au cours des derniers mois.

### DÉTRESSE SOCIALE

Dans son premier rapport, rendu public en novembre 2000, l'Observatoire national de la pauvreté avait mis en exergue la détresse sociale que vivent de nombreux

jeunes peu ou pas qualifiés (*Le Monde* du 24 novembre 2000). C'est pour répondre à leurs difficultés que M<sup>me</sup> Guigou souhaite renforcer le programme Trace (Trajet d'accès à l'emploi) : mis en place à l'automne 1998, celui-ci propose à des jeunes de moins de vingt-cinq ans sans qualification, prioritairement issus de quartiers relevant de la politique de la ville, un parcours individualisé de dix-huit mois maximum qui doit leur ouvrir une insertion professionnelle durable. Le nombre de personnes inscrites à ce dispositif va être multiplié par deux ; plusieurs milliers d'entre elles jouiront d'un suivi « plus intense » qui durera deux ans. Une aide financière, baptisée « bourse d'accès à l'emploi », sera versée

aux bénéficiaires de Trace pour les aider au cours des périodes où ils ne sont pas rémunérés. « Ce n'est pas un RMI-jeunes », a tenu à souligner M<sup>me</sup> Guigou, ajoutant que le gouvernement ne souhaitait pas créer un revenu « d'assistance ». « Cette aide financière sera accordée en contrepartie d'un engagement à suivre un parcours d'insertion », a-t-elle conclu.

Visiblement, la ministre de la solidarité ne souhaitait pas donner l'impression de vouloir créer une allocation en faveur des 16-25 ans. Un temps, le gouvernement avait étudié cette hypothèse, alors que les députés communistes avaient déposé, en décembre 2000, une proposition de loi en ce sens et que deux rapports – l'un du Commissariat général au plan (*Le Monde* du 23 février), l'autre du Conseil économique et social (*Le Monde* du 28 mars) – avaient été rendus sur le sujet. Finalement, le gouvernement abandonna cette idée : l'instauration d'une aide pour tous les moins de vingt-cinq ans aurait demandé une remise à plat complète des prestations familiales.

Par ailleurs, les chômeurs de longue durée et les allocataires de minima sociaux jouiront, eux aussi, d'un accompagnement renforcé à travers le programme « Nouveau départ » : ceux-ci seront convoqués en plus grand nombre par l'ANPE, de manière à diagnostiquer leurs problèmes, évaluer leurs compétences et les réorienter vers le marché du travail.

En dehors des mesures pour favoriser l'emploi des personnes qui en sont éloignées, M<sup>me</sup> Guigou a notamment indiqué que la lutte contre l'illettrisme allait être relancée par une Agence nationale qui a été créée en octobre 2000. Cinq cents places supplémentaires seront ouvertes dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Des « maisons de la solidarité », regroupant

soit pas saisissable sur le compte bancaire des personnes démunies.

La secrétaire d'Etat au logement, Marie-Noëlle Lienemann, qui participait à la présentation du plan de M<sup>me</sup> Guigou, a, de son côté, annoncé une deuxième vague de réquisitions de logements vacants. Une première opération de ce type, portant sur 428 logements situés dans Paris et les trois départements limitrophes,

### Les attentes des associations « largement » satisfaites

Au nom du collectif Alerte, qui regroupe une quarantaine d'associations d'aide aux plus démunis, Hugues Feltesse, directeur de l'Uniopps (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux), a estimé, mercredi 18 juillet, que le programme présenté par Elisabeth Guigou « répond largement aux attentes » du collectif, en particulier la majoration des rémunérations des chômeurs non indemnisés en formation « qui étaient bloquées depuis dix ans ».

Jean-Paul Peneau, directeur de la Fnars (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale), s'est félicité de mesures en faveur des jeunes. Mais il s'est déclaré « très déçu par les 500 places d'accueil supplémentaires » en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) annoncées par M<sup>me</sup> Guigou. « Cela ne représente qu'une hausse de 1,5 % par rapport aux 35 000 places existantes, a-t-il dit. Ce n'est pas cohérent avec l'obligation d'accueil dans l'urgence des demandeurs d'asile et des familles en grande difficulté qui nous est demandée. »

l'ensemble des services sociaux, seront également créés pour éviter que les publics en difficulté ne soient ballottés d'un guichet à un autre. Une campagne de communication sera lancée à l'automne pour améliorer l'information des personnes en situation précaire sur leurs droits. Enfin, le gouvernement souhaite qu'une somme minimale – égale au RMI pour une personne seule – ne

avait été décidée il y a quelques semaines (*Le Monde* du 16 juin). Cette fois-ci, 370 logements, sis dans la « grande couronne » de l'Ile-de-France et dans quelques agglomérations de province, sont concernés. Là encore, l'intention de M<sup>me</sup> Lienemann est de reloger en urgence des ménages en grande difficulté.

Bertand Bissuel

### Les principales mesures

● **Programme Trace.** Le nombre de jeunes accueillis dans ce programme passera à 120 000 en 2002 (contre 60 000 prévus en 2001). Le dispositif est renforcé pour favoriser l'entrée de 10 000 personnes « en rupture sociale ». Une « bourse d'accès à l'emploi », d'un montant mensuel de 300 euros (1 968 francs), est créée.

● **Programme « Nouveau Départ ».** 600 000 Rmistes et 250 000 bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS, versée aux chômeurs en fin de droits) intégreront le programme « Nouveau Départ » assuré par l'ANPE.

● **Cumul.** La période pendant laquelle un minimum social (RMI, ASS, etc.) peut être cumulé avec un revenu d'activité est portée de trois à six mois.

● **Des aides financières** seront versées aux chômeurs « en grande difficulté » lorsqu'ils reprennent un emploi éloigné de leur domicile (5 000 francs pour le déménagement, 6 000 francs pour l'eménagement, 1 000 francs pour les déplacements quotidiens).

● **Stages.** Pour encourager les chômeurs à suivre des formations, la rémunération des stages sera revalorisée ; le barème dit

« courant », qui concerne 40 % des stagiaires, passe de 2 002 francs à 2 631 francs par mois.

● **Aide à la création d'entreprise.** Le dispositif EDEN est réformé pour mieux s'adapter aux publics en difficulté. Il s'accompagnait jusqu'à présent du versement d'une avance remboursable ; désormais, il s'agira d'une subvention de 10 000 à 40 000 francs.

● **Insertion.** 126 millions de francs supplémentaires seront injectés dans le secteur de l'insertion par l'activité économique, notamment pour mettre en place une « aide à l'accompagnement » dans les associations intermédiaires.

## A La Mure, quatre ans après la fermeture de la mine, élus et associations misent sur la solidarité pour vaincre la précarité

### LA MURE (Isère)

de notre envoyé spécial

La « mine nourricière », la « mine providence »... Sur le plateau matheysin, région de moyenne

### REPORTAGE

Même si le nombre de chômeurs a baissé, l'économie locale reste terriblement fragile

montagne qui s'étend à une quarantaine de kilomètres au sud de Grenoble, on n'a pas encore oublié l'époque où les houillères de La Mure employaient plusieurs milliers de salariés – plus de 3 600 en 1948 – et faisaient vivre une large partie de l'économie locale. Mais, depuis quatre ans, l'extraction du charbon n'est plus qu'un souvenir. Les derniers kilogrammes d'antracite sont sortis de terre en mars 1997.

Aujourd'hui, la population tente de se relever de cette douloureuse restructuration industrielle : des sous-traitants et des commerces ont disparu, le taux de chômage s'est envolé, passant, sur le canton de La Mure, de 2 % en 1975 à 12,5 % en 1999, la pauvreté s'est aggravée. Charles Galvin, conseiller général (PS), consacre une bonne partie de son temps à secourir des personnes qui n'ont pas réglé leurs loyers ou leurs notes d'eau. « Je ne suis élu que depuis trois ans, confie-t-il. J'ai été surpris par l'ampleur des problèmes sociaux. »

Les pouvoirs publics n'avaient pas attendu cette montée de la précarité pour réagir. Dès le début des années 70, des structures avaient été mises en place pour diversifier l'économie du plateau : Syndicat mixte d'industrialisation de la Matheysine et des environs (Smime), Comité d'expansion et d'aménagement, etc. Des outils fort utiles quand on connaît la « difficulté à convaincre des entreprises de venir s'installer à 1 000 mètres d'altitude, dans un bassin d'emploi où la main-d'œuvre n'est pas toujours formée », commente Claude Péquignot, maire de La Mure de 1980 à 2001.

Quelques associations ont vu le jour, au début des années 90, pour se rapprocher des publics en difficulté : c'est le cas de Cafes, fruit de « la volonté politique du plateau d'agir en faveur des personnes qui restaient sur le bord du chemin », explique Cécile Javoy, la salariée de cette organisation. Une multitude d'acteurs ont plaidé pour la création de Cafes : le centre communal d'action sociale (CCAS) de La Mure, l'ANPE, les services sociaux de l'Etat et du conseil général, des bénévoles. Tous réclamaient un « lieu ressources » pour accueillir, conseiller, écouter les Rmistes. Cafes leur propose divers ateliers (alphabétisation, recherche d'emploi, etc.) et embauche certains d'entre eux en contrat emploi solidarité (CES) sur des chantiers d'insertion.

### DE LOURDS HANDICAPS

La genèse de cette association illustre bien l'esprit de partenariat qui semble régner sur le plateau. Certes, la Matheysine, avec près de 17 000 habitants répartis sur trois cantons, se prête à la concertation tous azimuts : ici, tout le monde connaît tout le monde et le désir de s'entraider paraît réel. « J'ai rarement vu un tel rassemblement d'acteurs », confie François Grillon, directeur de l'Agence pour le développement de la Matheysine. Patrons, élus, services sociaux, associations se parlent et travaillent ensemble : la Croix-Rouge de La Mure distribue des bons alimentaires aux personnes que leur adresse le CCAS ; les Restaurants du cœur hébergent pendant une nuit les routards ou la jeune femme mise à la porte de son domicile, avant, éventuellement, de les orienter vers un centre d'hébergement, à Corps. « Nous ne voulons pas nous enfermer sur nous-mêmes, mais bien au contraire aller à la rencontre du voisin », résume Nadine Guigas, des Restaurants du cœur.

Malgré ce maillage très serré, certains travailleurs sociaux se demandent s'ils arrivent à « toucher » tous les publics en difficulté. Une assistante sociale, qui préfère garder l'anonymat, pense que beaucoup de jeunes leur « échappent » : « Le parcours d'insertion prévu par le pro-

gramme Trace [lire ci-dessus] est très difficile à faire passer auprès d'un public qui est en quête de ressources », dit-elle. D'autres handicaps pèsent sur le retour à l'emploi des exclus : la Matheysine est d'un accès malaisé, les routes sont souvent enneigées en hiver et, pour monter sur le plateau, il faut gravir la côte escarpée de Laffrey ou passer par Monteynard après avoir avalé d'innombrables virages. Ces obstacles naturels représentent de gros « freins à l'emploi », juge François Grillon : certains chômeurs sont prêts à travailler en dehors du plateau, mais il leur faudrait un véhicule pour se déplacer ; d'autres développent une « véritable psychose de la côte de Laffrey », par peur de l'accident ou parce que le monde urbain de l'agglomération grenobloise les rebute, d'après Brigitte Fuss, animatrice locale d'insertion, qui accueille et oriente les Rmistes.

En dépit des difficultés, la situation s'est nettement améliorée. Le chômage a baissé de 29,7 % entre le premier trimestre 1999 et le premier trimestre 2001, sur les trois cantons de la Matheysine. Le nombre de demandeurs d'emplois de longue durée a, lui aussi, fortement reflé : – 31,3 % depuis l'année 2000. Enfin, on dénombrait 215 Rmistes au mois de juin, contre 278 trois ans plus tôt, soit une décade de 22,66 %.

Nettement encourageantes, les statistiques officielles doivent cependant être confrontées à certains chiffres compilés par les associations. Les Restaurants du cœur ont ainsi reçu plus de monde au cours de leur dernière campagne d'hiver. Surtout, l'économie de la Matheysine demeure terriblement fragile : 28 entreprises aidées par le Smime ont fermé leurs portes au cours des dix dernières années. Et, le 12 juin, la société Inoseta a été mise en liquidation judiciaire, laissant sur le carreau quelque 150 salariés. Nicole Cravello, la responsable du CCAS, « [se] fait du souci » après ce nouveau coup dur : « Beaucoup de familles vivaient uniquement sur les salaires – très modestes – versés par cette entreprise », souligne-t-elle.

B. Bi.

**Courrier INTERNATIONAL**  
 FEUILLETON  
 Dans les coulisses du gangsta rap

**AMAZONIE**  
 La ruée vers l'or vert

18F  
 En kiosque

**SOMMET DU G8** Cathos et gauchos italiens sur le pied de guerre

**VÉLO** Au Burkina, un "Tour" sans dopage

# Le Comité européen pour la prévention de la torture critique les conditions de garde à vue en France

Son rapport dénonce les mauvais traitements infligés pendant ou après les interpellations

« Inacceptable » : l'adjectif revient tout au long du rapport de 95 pages remis au gouvernement par le Comité européen pour la prévention de la

torture (CPT) concernant les conditions de détention et les mauvais traitements sur des personnes gardées à vue. Un état des lieux qui met

en lumière la persistance de graves dysfonctionnements dans bon nombre des établissements de police que la délégation du CPT a visités.

UTILISÉ aussi bien pour qualifier certaines pratiques de la police nationale que pour décrire les conditions de détention dans une quinzaine d'établissements des forces de l'ordre, l'adjectif « inacceptable » revient sans cesse, au fil des 95 pages du rapport remis au gouvernement par le Comité européen pour la prévention de la torture (CTP). Pour la cinquième fois depuis 1991, cet organisme dépendant du Conseil de l'Europe a visité, du 14 au 26 mai 2000, une trentaine d'établissements publics de police, de gendarmerie, pénitentiaires ou de santé : l'état des lieux dressé à cette occasion et rendu public jeudi 19 juillet met en lumière la persistance de graves dysfonctionnements, dix ans après les premières recommandations du CTP.

● **Un sujet tabou.** Le rapport s'ouvre par un refus : celui du ministre de l'intérieur de communiquer

les dix derniers dossiers d'enquêtes clôturées par les services d'inspection de la police nationale sur les plaintes pour mauvais traitements déposées par des personnes détenues contre des policiers. « L'objectif poursuivi était d'examiner en détail la manière dont de telles plaintes étaient traitées », indique le CTP, pour qui les systèmes de plainte et d'enquêtes disciplinaires ont une incidence directe sur la prévention des mauvais traitements. Les autorités ont estimé la demande juridiquement « infondée ».

● **Les mauvais traitements.** Coups de poing et de pieds, personnes violemment jetées à terre, menottes trop serrées, étrangers maltraités... La plupart des allégations recueillies par le CTP sur les mauvais traitements de personnes détenues « visaient la police nationale » et se référaient au moment de l'interpellation, « y compris après

que la personne intéressée eut été maîtrisée ». La délégation a ainsi été informée par les médecins du service des urgences médico-judiciaires de Paris – qui voient chaque mois jusqu'à 2 000 gardés à vue – qu'« environ 5 % des personnes détenues qu'ils examinent présentent des lésions traumatiques », résultant de violences subies lors de leur interpellation. Entre décembre 1999 et janvier 2000, 137 personnes étaient dans ce cas sur les 2 980 examinées par les urgences parisiennes, dont 39 présentaient des lésions (hématomes, ecchymoses, excoriations, fractures) « compatibles avec leurs allégations de mauvais traitements infligés par la police ». « Un nombre significatif de personnes détenues paraissaient effrayées et refusaient d'expliquer l'origine de leurs blessures. »

● **Les « instructions » de la division nationale antiterroriste (DNAT).** Deux personnes détenues

à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris, ont raconté leurs quatre journées de garde à vue à la DNAT. L'une a été interrogée en continu, y compris la nuit, et n'a pu se reposer que six heures en quelque 60 heures d'interrogatoire, comme l'attestent les registres administratifs. La seconde a été l'objet d'instructions écrites de la DNAT « selon lesquelles il ne fallait pas lui donner de couvertures (alors que des couvertures se trouvaient dans les locaux) ni éteindre la lumière dans sa cellule ».

● **Les étrangers expulsés du territoire.** Devant son refus de coopérer, un homme d'origine turque qui devait être expulsé affirme avoir été « projeté à terre, frappé à coups de poing dans le visage, maintenu au sol avec le pied d'un policier sur la gorge, puis sur le thorax puis bâillonné avec du ruban adhésif » par des policiers de l'aéroport d'Orly, le 15 avril 2000. Ces allégations sont jugées par le CTP « entièrement compatibles » avec les observations du médecin de la prison où l'homme a ensuite été conduit.

● **Les conditions de garde à vue.** Huit ans après la recommandation d'améliorer les conditions de détention dans les établissements de la police nationale, la situation n'a guère évolué : locaux oppressants et sombres, aération inadéquate, cellules exigües et souvent surpeuplées. Les locaux les plus sales ont été visités au commissariat de police de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ou à l'hôtel de police de Strasbourg, qui se distingue par « la saleté repoussante » des installations sanitaires vouées aux détenus. A Bobigny, il est arrivé que deux personnes ou plus soient obligées de passer la nuit dans une cellule de 3 mètres carrés. Nombre de personnes interrogées par le CTP se sont plaintes de n'avoir rien reçu à manger – ou très peu – durant leur garde à vue. En conclusion, le CTP invite les autorités françaises à « persévérer dans leurs efforts » pour lutter contre les mauvais traitements émanant des forces de l'ordre, et plus particulièrement de la police nationale. Il préconise un recrutement plus sélectif des fonctionnaires, et l'intégration des principes des droits de l'homme dans la formation des policiers.

Alexandre Garcia

# Les opposants à l'enfouissement de déchets radioactifs convergent vers Bure (Meuse)

Ils réclament « la sortie du nucléaire »

LES PLUS déterminés sont partis à pied ou à vélo de différents points de France. Tous doivent se retrouver à Bure (Meuse), samedi 29 juillet, pour une semaine de débats, rencontres et concerts. Répondant à l'appel de la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, les antinucléaires devraient camper face au site choisi pour implanter un laboratoire souterrain qui doit étudier la viabilité d'un entreposage de résidus HAVL (haute activité, vie longue) dans les couches argileuses profondes de la terre. Les organisateurs espèrent la présence de 2 000 participants.

Le 17 juin, une dizaine de personnes se sont élancées de Lascaux, et devaient parcourir 700 kilomètres pedibus avant de toucher au but : sur le trajet, plusieurs centaines de sympathisants les ont rejoints pour un bout de route. « Dans quinze mille ans, les déchets qui doivent être enfouis auront à peine perdu un quart de leur radioactivité », explique André Larivière, un des marcheurs. D'autres militants sont partis à bicyclette de Sanvensa (Aveyron), de Brennilis (Finistère), d'Avrillé (Vendée), mais également de Trèves et de Sarrebrück, en Allemagne. Des manifestations de soutien ont été organisées lors d'étapes.

## DEVANT LE FAIT ACCOMPLI

L'imagination déployée permettra-t-elle de pallier la modeste attente de l'assistance ? Le mouvement a en effet du mal à capitaliser l'énorme succès remporté au début de l'année 2000. A cette époque, la mission chargée de consulter la population pour creuser un second laboratoire, dans un sol granitique du Grand Ouest, s'était heurtée à une exceptionnelle mobilisation, dépassant largement le cercle des activistes antinucléaires classiques. Autour des quinze sites présentés, des dizaines de milliers de personnes, relayées par les élus locaux, s'étaient dressées contre le projet. Le gouvernement avait alors décidé d'arrêter cette calamiteuse publicité.

Reste Bure, où les travaux ont été autorisés en août 1999 et ont commencé en février 2000. L'oppo-

sition locale a été mise devant le fait accompli : le conseil général avait voté son accord pour le laboratoire dès novembre 1993, dans une totale indifférence. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) n'avait pas compté ses efforts pour convaincre les décideurs, déplaçant plusieurs dizaines de millions de francs en largesses diverses.

Depuis, l'Association des élus meusiens revendique 2 000 signatures de responsables politiques locaux opposés au projet. « Nous demandons l'arrêt des travaux et nous voulons empêcher l'enfouissement – avec, en filigrane, la sortie pure et simple du nucléaire tant qu'on n'a pas trouvé de solution pour les déchets », explique Jean-Marc Fleury, son président. Mais les militants de cette zone désertifiée se heurtent à un mur de silence. « Ils se sont usés à lutter dans l'indifférence, la majorité de la population sur place étant résignée », constate André Larivière. D'où l'idée de leur apporter un soutien national.

Une semaine avant le rassemblement, l'Andra a fait un premier bilan du chantier de Bure, estimé à 1,5 milliard de francs ; 230 personnes travaillent sur le site du futur laboratoire de recherche scientifique de Meuse/Haute-Marne, qui couvre 17 hectares sur les deux départements. Les bâtiments devraient être achevés en septembre. Le creusement des deux puits a débuté. Un réseau de galeries souterraines abritera ensuite le laboratoire dans une tranche d'argile vieille de 150 millions d'années.

« Selon les premières analyses, la couche serait homogène et présenterait une épaisseur de 130 mètres entre moins 420 et moins 550 mètres ; aucune faille n'a été détectée », résume le rapport. L'Andra insiste sur la « logique de réversibilité » de son étude : il ne s'agit que d'estimer la faisabilité d'un enfouissement dans l'argile. Mais les premières conclusions des chercheurs, avant même que le laboratoire ne soit opérationnel, confortent les antinucléaires dans leurs craintes : l'enfouissement des déchets est bel et bien programmé à Bure.

Benoît Hopquin

## TROIS QUESTIONS À...

ANDRÉ-MICHEL VENTRE

**1** En tant que secrétaire général du principal syndicat de commissaires, que retirez-vous de la lecture du rapport du Comité européen de prévention de la torture (CPT) ?

Ce document comporte à mes yeux un défaut fondamental. Il ne repose pas sur une enquête contradictoire. Il cite quelques cas isolés de plaignants sans avoir interrogé les policiers mis en cause. Il stigmatise les violences policières après les interpellations. Il néglige de se rapporter à la violence de plus en plus importante à laquelle sont confrontés les policiers dans ces

situations. En 2000, 4 150 fonctionnaires ont été blessés en action de police. Et les blessures sont de plus en plus graves.

**2** Le CPT dénonce également les conditions de garde à vue qui restent parfois très contestables. Qu'en pensez-vous ?

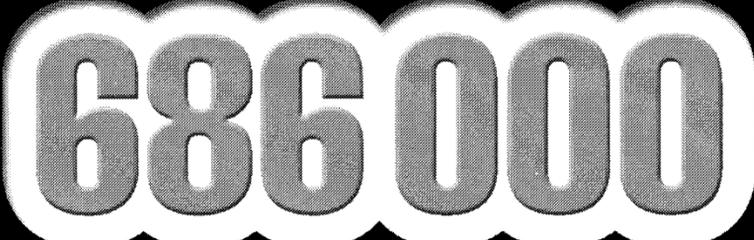
Il y a plusieurs aspects dans ces critiques. Concernant l'insalubrité des locaux, il faut s'en prendre à l'Etat et non aux policiers, qui eux aussi subissent ces situations. En dépit de l'effort immobilier engagé depuis quinze ans, il reste des commissariats vétustes. Le CPT conteste par ailleurs les conditions de déroulement de certaines gardes à vue en matière de lutte antiterroriste. Je trouve cela complète-

ment loufoque. Le terrorisme – qui ne représente qu'une part infime des gardes à vue – ne peut être traité comme une délinquance normale. Accuser l'Etat et la police des pires maux, cela fait partie des méthodes du terrorisme. Quelle crédibilité peut-on y accorder ?

**3** Comment expliquez-vous que les critiques visent davantage la police que la gendarmerie ou les douanes ?

L'explication est purement statistique. Les douaniers et les gendarmes procèdent à beaucoup moins d'arrestations que les policiers.

Propos recueillis par Pascal Ceaux



**NOUVEAUX AUDITEURS EN 1 AN**

**ÇA FAIT COMBIEN EN EUROS ?**



**Record absolu**  
depuis le nouveau format **Groove & Dance**

- **3 865 000 auditeurs par jour**
- **5,3% de parts d'audience soit une progression de plus de 50% en un an**
- **Troisième vague consécutive en hausse**

IP FRANCE. 16, COURS ALBERT 1<sup>er</sup> 75378 PARIS CEDEX 08. TÉL.: 01 56 69 40 00 FAX : 01 56 69 40 40



## Photographie de la famille selon l'Insee : stabilité du couple, mais solitude en hausse

LES UNIONS stables l'emportent toujours : 9 adultes sur 10 n'ont, parmi ceux vivant en couple, connu qu'un compagnon mais les séparations sont plus fréquentes chez les jeunes générations (14 % des 18-30 ans en ont fait l'expérience) et plus encore dans la tranche des 40-50 ans, tel est l'enseignement de l'Enquête sur l'histoire familiale que vient de publier l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee). Cette enquête, réalisée dans le cadre du recensement général de la population de mars 1999, et réalisée pour la première fois aussi auprès des hommes, dresse un portrait fouillé des nouvelles formes familiales et un aperçu contrasté de l'histoire des couples, mariés ou concubins.

Il y apparaît que 7 adultes sur 10 vivent de nos jours à deux, soit 29 millions d'hommes et de femmes, dont 83 % dans les liens du mariage. Globalement, le scénario se joue en trois temps : de 18 à 39 ans, les femmes sont plus nombreuses et plus précoces à s'unir à des compagnons légèrement plus âgés. Aux alentours de 40 ans, l'équilibre se crée, puis la situation s'inverse et, au fil des ans, l'écart se creuse : à 55 ans, 83 % des hommes sont « casés » contre 76 % des femmes ; à 70 ans, une femme sur deux vit seule. La mortalité masculine plus précoce n'explique pas tout : l'enquête montre la plus grande difficulté pour les femmes de refaire leur vie après une rupture.

Après une rupture, il y a ceux qui rebondissent. Et ceux qui restent seuls ou l'ont toujours été :

13,8 millions de personnes, un peu plus d'hommes (55 %) que de femmes avant 40 ans et beaucoup plus de femmes au-delà de cet âge (à partir de 60 ans, 75 % des personnes seules sont des femmes).

### PERSISTANCE DES INÉGALITÉS

Quoi qu'il en soit, après une rupture, les hommes ont 23 % de chances de plus de revivre en couple que les femmes. Parmi eux, ce sont les hommes à « indicateur de niveau social » élevé – comme le niveau d'études par exemple – qui sont le plus avantagés. Pour les femmes, mieux vaut être encore jeune et, si possible, sans enfants pour refonder une union, mais un niveau d'études trop élevé – critère qui joue en faveur des hommes – semble pour elles un écueil. Seraient-elles vécues comme trop attachées à leur indépendance pour s'attacher et cohabiter à nouveau ? La réponse n'est bien sûr pas dans le rapport... A l'évidence, donc, la solitude a un sexe : les veuves sont plus nombreuses que les veufs ; les femmes, à moins d'être jeunes, refont plus difficilement leur vie.

L'enquête de l'Insee donne une image actualisée de la France des couples. Elle montre à quel point, d'une génération à l'autre, les mœurs ont évolué. Elle souligne le poids croissant de la solitude dans la deuxième partie de la vie. Elle prouve, face à la liberté acquise de se réunir ou de se séparer et de refaire sa vie, la persistance de l'inégalité des sexes.

J. B.

## DÉPÊCHES

■ **VILLES : l'arrêté municipal d'Etampes (Essonne) visant à réglementer pour l'été la circulation des mineurs de moins de 13 ans sur le territoire de la commune, a été suspendu, mardi 17 juillet, par le tribunal administratif de Versailles.** Les juges ont donné droit aux arguments du préfet qui estimait que le maire « ne pouvait, par une mesure de portée générale concernant l'ensemble du territoire, limiter la liberté d'aller et venir en l'absence de circonstances locales la justifiant, dans les quartiers où l'augmentation du taux de délinquance chez les mineurs de moins de 13 ans n'est pas établie ». Franck Marlin, maire (RPR) d'Etampes, a annoncé son intention de faire appel de la décision.

■ **JUSTICE : Boualem Bensaïd et Rachid Ramda, le coordonnateur et le financier présumés de la vague d'attentats de 1995 en France qui avaient fait 10 morts et 200 blessés, viennent d'être renvoyés devant les assises pour l'attentat devant la station de métro Maison-Blanche à Paris, qui avait fait 18 blessés en octobre 1995.** Leurs avocats ont indiqué qu'ils allaient faire appel de l'ordonnance déléguée, vendredi 13 juillet, par le juge Jean-Louis Bruguière. Les deux hommes sont déjà renvoyés pour les attentats des stations RER Saint-Michel et Musée-d'Orsay. Les trois dossiers pourraient être joints en vue d'un procès unique.

■ **FAIT DIVERS : une femme de 54 ans, qui avait accompagné un voyageur à bord du train Luxembourg-Paris lors de son arrêt à Metz, est décédée, mercredi 18 juillet, après avoir chuté entre le train et le quai.** Selon la SNCF, le départ avait été annoncé et les portes du train fermées. La victime aurait forcé les portes pour sortir.

# Le Havre se voit porte océane de la Seine

Un gigantesque projet de développement va bouleverser le port et l'estuaire, à l'horizon 2004. Près de 4 milliards de francs seront investis dans un premier temps. Ce pari tente de concilier compétitivité économique et protection d'un environnement fragile

## LE HAVRE

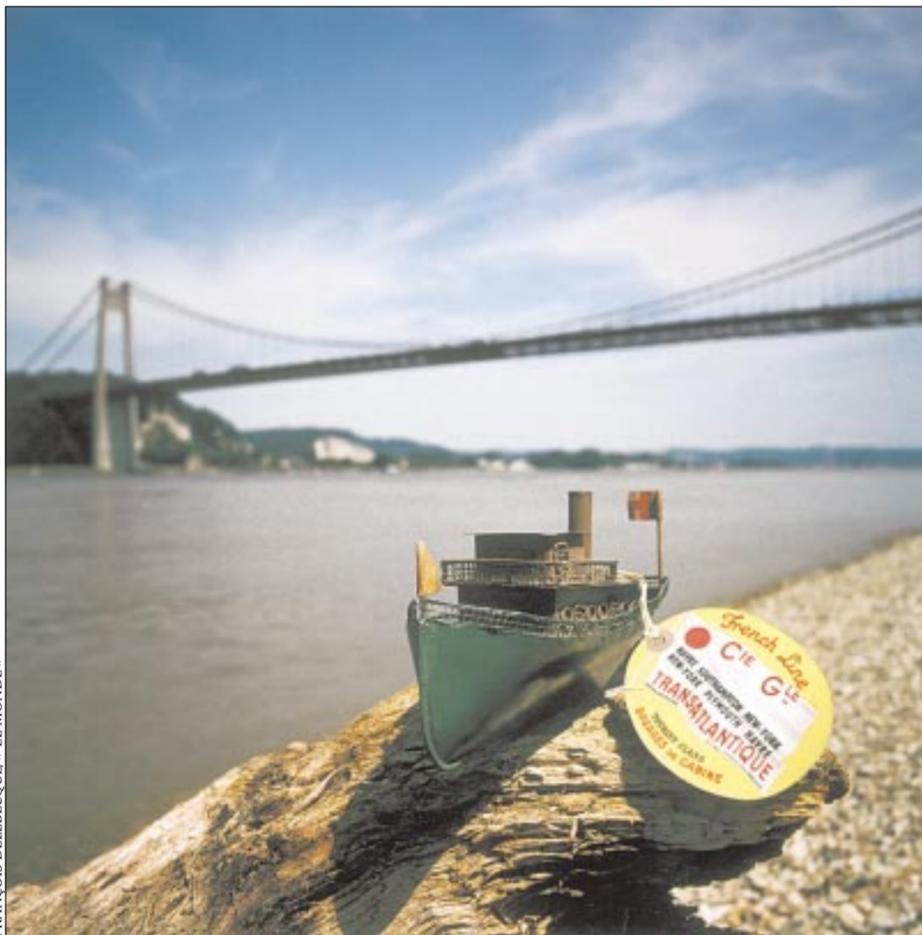
de notre envoyé spécial

Où commence, où finit l'estuaire de ce fleuve dont les eaux voyageuses ont léché auparavant les piles des ponts de Paris ? La Seine se perd-elle définitivement dans la Manche, là où les ciels si recherchés par les impressionnistes ne sont plus ceux qui expriment, selon l'expression de Claude Monet lorsqu'il séjournait à Sainte-Adresse, « les tendresses des nuages » ?

Il ne s'agit pas ici d'éthers mais bien de terres et d'eaux aux intimes mélanges, soumises perpétuellement aux mêmes effets complexes des courants et des marées. « L'estuaire de la Seine est probablement l'un des plus pollués et fragiles d'Europe, mais aussi l'un de ceux dont le fonctionnement est le mieux connu », estime le préfet de Haute-Normandie, Bruno Fontenaist. Les comités d'experts et autres commissions qui auscultent les pulsations de cet « entonnoir-exutoire » sont légion. Dernier en date : le conseil de l'estuaire, chargé d'élaborer un « plan de gestion globale » qui a été installé le 28 mai 2001.

Du haut du promontoire de la pointe de la Roque et du vieux phare édifié en 1850 pour remplacer les fanaux, le regard embrasse à l'est le pont de Tancarville et la dernière courbure du fleuve, qui commence à s'alanguir, le marais Vernier, survivance d'un ancien méandre qui est à lui seul un écomusée paysager, agricole, foncier, hydrologique et culturel, avec son « circuit des chaumières ». Au couchant, l'estuaire est barré par l'interminable complexe industrielo-chimico-pétrolo-portuaire du Havre, derrière l'aérien pont de Normandie.

Si Honfleur peut légitimement se prévaloir d'être port de mer,



FRANÇOIS DELEBECQUE/LE MONDE

avec ses cargos chargés de bois et sa plage de sable clair, certaines communes plus en amont ne manquent pas d'aplomb en persistant à vouloir s'appeler, par exemple, Berville-sur-Mer. Mais un estuaire, c'est d'abord ça : l'ambiguïté aima-

blement entretenue entre les eaux et les rives, les entailles de craie verdoyantes et les flots beiges, les prairies et les navires, les manoirs, les peupleraies et les tubulures d'une raffinerie, la chevelure des canaux et le lit majeur du fleuve, la lutte

des bétonneurs contre les ornithologues, les coupeurs de roseaux et les dockers, la vase féconde et bienfaitrice et les alluvions charriées quatre fois par jour. Une ambiguïté créatrice et non paralysante, ce qui fait dire au préfet : « Il y a deux opé-

rations d'intérêt national uniques à mener à égalité : la restauration des fonctionnalités de l'estuaire et l'indispensable projet économique Port 2000. »

« Longtemps dominé par la CGT et les communistes, Le Havre n'a jamais eu une culture de port d'estuaire, soutient le maire, Antoine Rufenacht (RPR). Mais ça change, les deux rives commencent à se parler maintenant. » Selon lui, Le Havre ne doit plus être une « station service navale » mais un grand pôle de logistique. Port 2000, qui permettra à la « porte parisienne de l'océan » d'être accessible sans écluse aux plus grands navires porte-conteneurs, « fait l'unanimité droite-gauche, car il est équilibré et phasé, ce qui permettra éventuellement de l'infléchir ».

## « SEUL CONTRE TOUS »

Une analyse que ne partage pas l'association Robin des Bois, dont l'animateur, Jacky Bonnemaï, affirme se « battre seul contre tous ». « Les ingénieurs du Port ne sont pas des visionnaires et, par paresse, ils n'ont pas étudié d'autres scénarios que de construire de nouveaux bassins dans l'estuaire, assure-t-il. Que n'ont-ils cherché à aménager les quais et bassins intérieurs actuels, qui sont quasiment vides, et à déménager les cuves à pétrole, qui rendront demain la navigation maritime encore plus risquée ! »

« Port 2000 est autant un projet terrestre que maritime, rétorque Jean-Claude Lecomte, président du Port. Notre objectif est de traiter vite et par grandes masses les marchandises, qu'elles soient sur les trains, les camions, les cargos ou les péniches. Pour cela, il fallait recomposer le port et ses abords. » Une recomposition qui implique, sur un investissement de 3,72 milliards de francs pour 6 postes d'amarrage (dans une première étape d'ici 2004), 300 millions pour l'environnement, et occasionne une véritable révolution culturelle pour des polytechniciens. Un symbole : le premier ouvrage marquant le début des travaux sera la construction d'un reposoir pour les oiseaux sur une dune (10 millions de francs). En octobre, après les opérations

déliées de déminage, les dragues entreront en action pour commencer à tracer le nouveau chenal, prévu à 15,50 mètres de profondeur.

« Chambres de commerce et Port n'ont plus peur de confronter leurs projets avec les arguments des écologistes », estime Jacques Lebas, président de la Maison de l'estuaire, une association qui veut « réfléchir autrement sur l'occupation de l'espace, et trouver des compromis avec ce qui est raisonnable et rentable ». Elle dit être bien placée pour se voir confier la gestion de l'immense réserve naturelle – pour laquelle Bruxelles a donné son feu vert –, qui couvrira 8 600 hectares, dont une grande partie en mer sur les deux rives.

Cette réserve, aux implications juridiques rigoureuses, est perçue par le maire de Honfleur, conseiller général du Calvados, Michel Lamarre, comme un frein : « Port 2000 nous plaît et nous fait peur, avec ces millions de mètres cubes de vases et de métaux lourds qui vont être remués. » Il veut à la fois « préserver l'exceptionnel patrimoine de sa ville » et ne pas être « acculé au tout-tourisme ». Alors qu'en face les entrepôts fleurissent, il a grand-peine à obtenir 130 hectares pour construire une usine de traitement des copeaux de bois : « C'est inéquitable », dit-il.

Débouché maritime du Bassin parisien, l'estuaire présente cette anomalie d'être géré par deux ports autonomes, Le Havre et Rouen, dont dépend Honfleur. Autant dire que les synergies ne sont pas évidentes. Jean-Louis Guigou, patron de la Datar, voudrait nommer un « M. Basse-Seine » pour mettre un peu d'ordre. « Pour le moment, nous avons un estuaire hémiplegique, entre un nord dynamique et une rive sud agricole-touristico-flamands roses. Cette concurrence entre les deux ports est ruineuse et grotesque », tranche-t-il sans ambages. Sans trop d'illusions non plus.

François Grosrichard

Demain  
LA SOMME

## Au pays des abers, la mer visite l'intérieur des terres

### RENNES

de notre correspondante régionale

Dans le Finistère nord, à l'est des abers, il est un petit territoire autour du village abandonné de Meneham : c'est le pays Pagan, le pays des païens. On dit que les paysans ramasseurs de goémon qui vivaient là avaient aussi pour fâcheuse habitude d'accrocher des lanternes aux cornes de leurs vaches avant d'œuvrer comme naufrageurs. Il faut se méfier des réputations trop bien établies, car le pays des abers s'est aussi donné pour nom la côte des Légendes. N'empêche, rarement en Bretagne, la mer, le ciel et la terre se confondent comme ici. La marée s'insinue entre les collines de l'aber Wrac'h et celles de l'aber Benoît, et parcourt une quinzaine de kilomètres. C'est ce phénomène que désigne le mot celtique « aber ».

Le long des trente-cinq kilomètres de littoral de ce petit pays se succèdent de belles plages de sable bordées de dunes et de petits ports, mais tout se complique aux abords des estuaires où des criques et des archipels rocheux se couvrent et se découvrent d'heure en heure. A l'horizon se profile le fameux phare de l'île Vierge. Pourtant les Bretons d'ici sont connus pour tourner le dos à la mer. Depuis longtemps, ces terres

sont vouées à l'agriculture et l'agroalimentaire est désormais le moteur de l'économie locale.

La Manche n'est pas tendre dans ces abords-là et comme après tout c'est elle qui vient à eux, les gens des abers ne font que s'y frotter sur les bords. Cela leur permet de récolter 1 200 tonnes d'huîtres par an – les fameuses belons – et de prendre une part essentielle à la production nationale d'algues marines (80 % vient de Bretagne, dont la moitié du Finistère nord). Ici les pêcheurs ne s'éloignent guère des côtes : le bar est débarqué tous les soirs.

### FÊTE DES VIEUX GRÉEMENTS

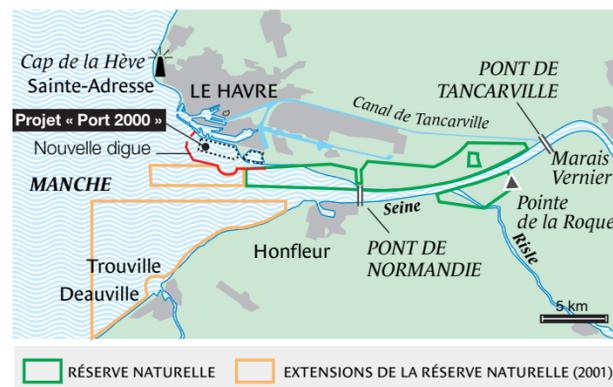
En juillet 2000, alors que Brest fêtait les vieux gréements, l'aber Wrac'h rendait hommage aux flottilles de vieux bateaux fluviaux. « Pour beaucoup de paysans, cela a été l'occasion de se promener sur l'eau... pour la première fois de leur vie », rapporte André Bernicot, directeur de l'agence de développement du pays des abers. Lorsqu'un vent contraire a commencé à souffler sur Brest et son arsenal, qui représentaient un débouché tout naturel pour cette zone, la structure que dirige M. Bernicot s'est considérablement renforcée. « Avec nos dix chargés de mission, nous disposons sans doute de la plus impor-

tante densité en la matière au kilomètre carré ! », sourit-il.

Cela se voit dans le mode d'animation touristique, qui mise sur la promotion du patrimoine : route des stèles gauloises, celle des fontaines ou des très nombreux moulins. Historiquement et culturellement, ce territoire s'inscrit dans le pieux pays du Léon. Les abers comptent donc aussi un riche circuit des chapelles. Il y a aussi la route des algues, qui fédère, à partir de l'écomusée de Plouguerneau, des goémoniers, des charpentiers de marine, des scientifiques, des responsables d'usine. L'activité a tendance à se développer dans l'alimentation, le secteur des cosmétiques et de la santé. L'été, lors des fêtes traditionnelles, les chevaux reprennent du service : ce sont eux qui autrefois déchargeaient les tonnes d'algues fraîches que l'on faisait sécher sur les dunes. L'essentiel de la récolte provient toujours des champs marins de Molène et d'Ouessant. D'ailleurs, lorsqu'il est question d'algues, le pays des abers se fait plus vaste et s'étend jusqu'au port voisin de Lanildut où sont débarquées environ 35 000 tonnes de laminaires par an, juste à l'embouchure de l'aber lldut.

Martine Valo

8 600 hectares de réserve naturelle



■ RÉSERVE NATURELLE ■ EXTENSIONS DE LA RÉSERVE NATURELLE (2001)



Les plus belles pages de l'été

A PARTIR DU SAMEDI 21 DATÉ 22/23 JUILLET 2001

## L'ATELIER DU PEINTRE

par Frédéric Gausson

Le thème de l'atelier est un classique de la peinture occidentale. Le tableau de l'atelier est un miroir où le peintre se contemple et se projette, il prend à témoin le spectateur, livre son intimité et l'initie à ses secrets... Toute cette semaine *Le Monde* vous ouvre les portes des ateliers des plus grands peintres : Fragonard, David, Courbet, Renoir, Giacometti et Picasso.

Le Monde

## DISPARITIONS

## Katherine Graham

## Une grande dame de la presse américaine

**KATHERINE GRAHAM** est morte des suites d'une chute mardi 17 juillet à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. La grande dame de la presse américaine avait présidé aux destinées du *Washington Post*, dont elle était encore à la tête du comité exécutif. Comme l'écrit le *New York Times*, « elle a transformé un quotidien médiocre en une institution et, par le même processus, une veuve solitaire en une légende de la presse ».

Fille d'un millionnaire d'origine alsacienne, elle s'était intéressée très tôt au journalisme. Mais son père ne la prévint même pas quand il acheta aux enchères un quotidien de Washington en faillite. Elle y travailla un temps avant d'épouser un brillant juriste, Philip Graham, auquel son père confia sa succession à la tête du *Post*.

Cette femme élevée dans l'idée que les femmes étaient inférieures aux hommes se trouva brutalement face à son destin après le suicide en 1963 d'un mari dépressif. Bien que doutant de ses capacités dans un monde d'hommes, elle prit les rênes d'un empire comprenant l'hebdomadaire *Newsweek* et des stations de télévision et s'adjoignit les services de celui qui allait devenir le rédacteur en chef le plus brillant de l'après-guerre, Ben Bradlee. Ce tandem emblématique entra dans l'Histoire au début des années

1970. C'était l'époque de la guerre du Vietnam. En 1971, malgré la menace du président Nixon – dont l'attorney général avait délicatement déclaré qu'il allait « lui coincer la pointe des seins dans une grosse pince à linge » – elle prit la décision de publier les *Dossiers du Pentagone* critiquant l'engagement américain en Indochine. Cette lutte pour la liberté de la presse menée avec le *New York Times* s'acheva par une victoire devant la Cour suprême.

Peu de temps après, Bob Woodward et Carl Bernstein apportaient à Ben Bradley leurs révélations sur le scandale du Watergate. Une fois de plus, Katherine Graham prit sur elle d'autoriser la publication d'une enquête qui allait forcer Nixon à la démission. Mais ce ne fut pas tout : en 1975, elle tint tête, avec le soutien de sa rédaction, à une grève de 139 jours des ouvriers du livre qui saccagèrent son imprimerie.

Le *Post* était aussi devenu une entreprise florissante, permettant à Katherine Graham d'être la première femme à entrer dans la liste des 500 premières sociétés publiées par *Fortune*. Comme elle l'a écrit dans son autobiographie, *Personal History*, qui obtint le prix Pulitzer, « l'excellence journalistique et la rentabilité vont de pair ».

*Patrice de Beer*

■ **JEAN COUVREUR**, ancien journaliste au *Monde* et fondateur du prix Interallié, est mort lundi 16 juillet au Bourget (Seine-Saint-Denis), à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans. Né le 18 août 1903 au Bouscat (Gironde), Jean Couvreur, qui a d'abord travaillé au *Quotidien* et au *Matin*, était entré au *Monde* en 1947, où il a été notamment grand reporter au service des informations générales, traitant aussi bien, les émeutes d'Alès en 1948, que les feux de forêts ou l'intronisation du prince Rainier de Monaco. Il avait pris sa retraite à la fin de l'année 1968. Jean Couvreur était le dernier des fondateurs du prix Interallié. Dans *Le Monde* du 30 novembre 1990, il avait retracé la naissance de ce prix en 1930, qui « *faisait plutôt penser à un canular sans lendemain qu'à un prix littéraire* ». Une vingtaine de journalistes, parmi lesquels Jean Couvreur, attendaient au Cercle de l'union interalliée le résultat des longues délibérations des dames du *Femina*. Elles choisirent, cette année-là, *Cécile de la folie* de Marc Chadourne. Les journalistes ont décidé d'attribuer leur premier prix à *La Voie royale*, d'André Malraux. Son éditeur, Bernard Grasset, fit imprimer un bandeau rouge, « Prix Interallié ». « *Un sou est un sou, un prix est un prix, celui-ci fut-il, pour commencer, une simple farce* », écrivait Jean Couvreur. Il avait fait un plaidoyer pour « *le métier de juré* », en 1990 : « *Le juré sait qu'il n'est qu'un rouage, mais un rouage essentiel de la grande machine économique-littéraire qu'on appelle l'édition* ». Il a

publié en 1999 chez Armand Colin, un recueil de poèmes, *Horizon fixe*.

■ **LOUIS GRAVIER**, ancien correspondant du *Monde* au Maroc, est mort, mardi 17 juillet, à Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes), à l'âge de 87 ans. Diplômé de l'école supérieure de journalisme de Lille, amateur d'arts et collaborateur de notre journal à partir de 1951, d'abord comme pigiste, Louis Gravier était resté en poste à Rabat jusqu'en 1979, année de son départ à la retraite.

[Le *Monde* et sa rédaction présentent aux familles et aux proches de ses deux anciens collaborateurs ses sincères condoléances. - J.-M. C.]

■ **HENRI DUVILLARD**, ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Né le 3 novembre 1910 à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), ce grand résistant, qui a dirigé la *Dépêche du Loiret* de 1947 à 1952 et a été directeur de relations publiques aux Papeteries de France, a travaillé dans plusieurs cabinets ministériels, auprès des ministres de la défense et de l'industrie, de 1954 à 1957. Député du Loiret de 1958 à 1967, réélu en 1968 et 1973, il a été vice-président du groupe UNR de l'Assemblée nationale. De 1967 à 1972, il fut ministre des anciens combattants dans les gouvernements de Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville puis Jacques Chaban-Delmas. Membre de l'Institut Charles-de-Gaulle, Henri Duvillard a présidé le comité national du mémorial du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises.

## NOMINATIONS

## DIPLOMATIE

**Pierre Coulont** a été nommé ambassadeur au Botswana, en remplacement d'Eugène Berg, par décret publié au *Journal officiel* daté dimanche 15-lundi 16-mardi 17 juillet.

[Né le 31 janvier 1945, saint-cyrien, ancien militaire, Pierre Coulont a été en poste à Kharoutoum (1990-1992), à Kinshasa (1993-1996) à la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France au ministère des affaires étrangères (1996-1997). Il était, depuis janvier 1997, délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Afrique australe et de l'océan Indien à la direction des affaires africaines et

malgaches, devenue, en janvier 1999, direction d'Afrique et de l'océan Indien.]

**Josette Dallant**, ambassadrice en Libye, a été nommée ambassadrice en Ethiopie par décret publié au *Journal officiel* du 12 juillet, en remplacement de Jacques Dewatre.

[Née le 4 juin 1941, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale des langues orientales, Josette Dallant a été en poste à Alger (1968-1970), à Damas (1970-1972), à Ankara (1972-1975), à Bonn (1981-1983), à New Delhi (1983-1984), à Venise et Trieste (1990-1993), à Casablanca (1993-1996) et à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères. Elle était ambassadrice en Libye depuis avril 1996.]

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 13 est publiée :

● **Mayotte** : une loi relative à Mayotte.

Au *Journal officiel* du samedi 14 juillet sont publiés :

● **Education** : un décret relatif au programme d'enseignement, à l'organisation du stage en audioprothèse et aux épreuves de l'examen en vue du diplôme d'Etat d'audioprothésiste ;

- un décret portant création de

l'Institut national d'histoire de l'art.

● **Défense** : un décret relatif à la formation des élèves de l'Ecole polytechnique.

● **Temps de travail** : un décret relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Au *Journal officiel* du mercredi 18 juillet est publiée :

● **Solidarité, éducation** : une loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Lauranne VOYENNE-CALLON** et **Jean-Eric CALLON** ont la joie d'annoncer la naissance de

**Cyrine,**

le 3 juillet 2001, à Paris.

Résidence Le Saint-Vincent, Le Cotre, rue du Petit-Lac, 83320 Carqueiranne.

**Olivia et Jean-François CROS,** les parents, **Françoise et Jean CROS, Marie-Christine et Gérard MARTEL,** les grands-parents, ont la joie d'annoncer la naissance de

**Ilona,**

le 12 juillet 2001.

6, rue Jonquoy, 75014 Paris.

**Anne-Florence FAÏ** et **Youri CANETTI** ont la joie d'annoncer la naissance de

**Matteo,**

le 6 juillet 2001.

84, rue Secrétan, 75019 Paris.

## Décès

- Mme Gisèle Bouziat, son épouse, M. et Mme Xavier Bouziat, M. et Mme Alain Bouziat, M. et Mme Michel Bouziat, ses enfants et ses petits-enfants, Ainsi que toute la famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Marcel, Robert BOUZIAT,** chevalier du Ouissam alaouite, médaille coloniale, croix du combattant, croix de guerre (étoile de bronze et étoile d'argent), médaille militaire,

survenu à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 20 juillet 2001, à 10 heures, en la cathédrale Saint-Cyr de Nevers,

- Denis et Françoise Bresson, Hervé et Annie Bresson, Vincent et Hélène Bresson, Sylvie Bresson, ses enfants, Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Robert BRESSON,** née **Henriette PARIS,**

survenu le 16 juillet 2001, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 juillet, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Chatou.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Soisy-sous-Montmorency.

M. et Mme Denis Bresson, 16, rue de la Glacière, 75013 Paris.

- Jean Buisson, son épouse, a la douleur de faire part du décès de

**Andrée BUISSON,** née **CHANTREAU,** « **Adée** » chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 15 juillet 2001, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- Toute sa famille a la profonde tristesse d'annoncer le décès de

**Alphonse CARIMALO,** chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1939-1945,

survenu le 16 juillet 2001, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ses obsèques ont lieu ce jeudi 19 juillet, à Saint-Michel-des-Loups (Manche).

- Victoria Comas, son épouse, Aélita Comas, Ilona Comas, ses filles, et Olivier Fortin, Emilienne Grandpierre, sa sœur, et son mari,

Toute la famille de Paris, Perpignan, Torrella de Montgri et Dombasle, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Jean COMAS,**

à l'hôpital de Girona (Espagne), le 14 juillet 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'Eglise réformée, 81, rue Anatole-France, Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), le vendredi 20 juillet, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), à 16 h 45.

- Chantilly.

Mme Françoise Courboin-Lavaux, son épouse, Laurence et Gabriel, Gwendoline et Sylvain, Stéphanie, ses enfants, Jean-Baptiste, Raphaëlle et Camille, ses petits-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part de la disparition de

**Philippe COURBOIN,** maire de Chantilly de 1983 à 1995.

Il nous a quittés dans sa soixante-troisième année, le 13 juillet 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 juillet 2001, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Chantilly (Oise), sa paroisse.

Condoléances sur registre.

Ni plaques, ni fleurs, ni couronnes, un don à Amnesty International ou à la Fondation Abbé Pierre peut en tenir lieu.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Magdeleine, 60500 Chantilly.

- Liesel et Jean-Michel Couvreur-Schiffer, ont le chagrin de faire part du décès de

**Jean COUVREUR,** ancien grand reporter au *Monde*, doyen du prix Interallié, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 juillet 2001, au Bourget (Seine-Saint-Denis).

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>, le vendredi 20 juillet, à 14 h 50.

89, rue d'Hauteville, 75010 Paris. (*Lire ci-contre.*)

- Claude Duchet, son compagnon de vie, Pierre Duchet, son fils, ont la grande douleur de faire part du décès brutal de

**Michèle DUCHET,** professeur de l'Université, ancienne élève de l'ENS de Sèvres,

survenu le 10 juillet 2001.

Saïgon, 84400 Apt.

- Berton Eugène, son père, Elain Eugène, son frère, Joëlle, Dominique, Olivier, ses nièces et neveu, Leurs familles, ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

**Erica EUGÈNE,**

survenue le 13 juillet 2001, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans.

- Les Eclaireurs israélites de France ont la douleur d'annoncer le décès de leur chef,

**Frédéric HAMMEL,** « **Chameau** »,

survenu le 15 juillet 2001, à Ein Hanatsiv, 10805 Israël.

- Tous ses amis se souviendront de

**Ivan KAWUN,** dit « **Taps** »,

qui, après avoir tant aimé la vie et la peinture, les a quittés, le 16 juillet 2001.

Montchanson, 15320 Faverolles.

- M. et Mme Philippe Leclère, et leurs enfants, M. Christian Leclère, M. et Mme Jérôme Leclère, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Les familles Stevenin, Coll, Lajoinie, Vodant, Chaperon, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Guy LECLÈRE,** général de corps aérien (c.r.), grand-croix de l'ordre national du Mérite,

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Champcueil (Essonne), le 16 juillet 2001, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 juillet 2001, à 14 h 30, en la chapelle Sainte-Anne de Trégastel (Côtes-d'Armor), dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Trégastel-Bourg (Côtes-d'Armor), dans le caveau de famille.

22, chemin de Kerawel, 22730 Trégastel.

- Claire et Franck Luhan-Richard, Madeleine Picinbono, ont la tristesse d'annoncer le départ de

**Joseph LUHAN,** ancien sous-préfet, administrateur civil,

dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Souceyrac (Lot).

29, rue Danton, 92240 Malakoff.

- Le président Et le conseil d'administration de l'association Les Ailes brisées ont la tristesse de faire part de la disparition de

**M. Jacques MARY,** membre du conseil d'administration de l'association de 1983 à 2000, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palme, croix du combattant volontaire de la Résistance,

survenue le 15 juillet 2001, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 20 juillet, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6<sup>e</sup>.

- Ses collaborateurs, Amis et élèves, ont la tristesse de faire part du décès de

**André PÉNELOUX,** commandeur des Palmes académiques, professeur émérite de l'université de la Méditerranée.

A son épouse, à sa fille et à ses proches, ils expriment leur profonde sympathie.

Faculté des sciences de Luminy, 13288 Marseille.

- Paris, le 17 juillet 2001,

**Françoise PERRIER,** chevalier de la Légion d'honneur,

nous a quittés.

Une bénédiction aura lieu en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2, rue Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, le vendredi 20 juillet, à 14 h 30.

- Ghislaine et Jean-Claude Bouillon, ses enfants, Marilyn Notari, sa petite-fille, Monique Rigaud, sa nièce, Christine et Nathalie Rigaud, ses petites-nièces, Ainsi que ses parents et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

**Adèle VALENCE,** née **ROMAN.**

Elle nous a quittés le 17 juillet 2001, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Une pensée pour son époux,

**Henri VALENCE,** décédé le 28 juillet 1943.

La cérémonie religieuse aura lieu le 20 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Mont de Marseille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue des Dames, 75017 Paris.

- Lucienne Vigreux, son épouse, Jean et Saleha Vigreux, Anne et Laurent Gutierrez, ses enfants, Charles et Célestine, ses petits-enfants, Toute la famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Marcel VIGREUX,** professeur honoraire d'Histoire contemporaine à l'université de Bourgogne, président du comité scientifique du Parc naturel régional du Morvan, directeur du Musée de la Résistance en Morvan, président de l'Académie du Morvan, maire de Ménessaire, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu le 17 juillet 2001, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques civiles auront lieu le vendredi 20 juillet 2001, à 16 heures, en la salle communale de Ménessaire (Côte-d'Or).

## CARNET DU MONDE - TARIFS ANNÉE 2001

TARIF à la ligne	
<b>DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS TARIF ABONNÉS</b>	141 F TTC - 21,50 € ... .. 119 F TTC - 18,14 €
<b>NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS La ligne suppl. : 60 FTTC - 9,15 € TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 € FORFAIT 10 LIGNES</b>	600 F TTC - 91,47 € Forfait 10 lignes
<b>THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 FTTC - 12,96 € COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter ☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36 e-mail: carnet@mondepub.fr</b>	
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.	

- M. Charles Milhaud, président du directoire de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne, président de la Fondation « Caisses d'Épargne pour la solidarité ».

Les dirigeants et collaborateurs du Groupe Caisse d'Épargne,

Les administrateurs et le personnel de la Fondation, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Clément WURTZ,** chevalier de l'ordre national du Mérite, directeur général de la Fondation « Caisses d'Épargne pour la solidarité », ancien directeur général d'ANSSE (Association Nationale Service Senior Ecureuil),

survenu le 16 juillet 2001, à Mommenheim (Bas-Rhin).

Une messe du souvenir aura lieu le 27 juillet, à 18 h 30, en la cathédrale de Strasbourg.

## Remerciements

- Aubeterre-sur-Dronne (Charente), Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), Paris-13<sup>e</sup>.

Le 4 juillet 2001, nous a quittés

**Mme Jeanne-Marie DUPUY-BOUCHEZ.**

Mme Annie Sommier et Mme Nelly Zarka, ses filles, Et leur famille,

remercient le professeur André et l'ensemble de son service de l'hôpital du Val-de-Grâce pour la qualité de leurs soins et de leur accompagnement.

- M. Dominique Théolleyre, M. et Mme Pierre Sauvanet, Les familles Senez, Graff, Sauvanet et Cormenier, et leurs enfants,

Ainsi que tous ses amis,

très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées, lors du décès de

**M. Jean-Marc THEOLLEYRE,**

vous adressent leurs sincères remerciements.

## Anniversaires de décès

- Cela fait dix ans que

**Claude DESAULNOIS**

nous a quittés.

Elle est toujours dans nos cœurs et nos pensées.

## Messes anniversaires

- Le 23 juillet 1997, le

**docteur Pierre FABIANI**

quittait les siens et ses amis.

Tous se souviennent...

Une messe sera célébrée à son intention, le lundi 23 juillet 2001, à 12 heures, en l'église de la Sainte-Trinité, sa paroisse.

« Et nous nous souvenons que nous marchions ensemble, que l'âme est immortelle, et qu'hier c'est demain. » A. de Musset.

## Expositions

Exposition **W. DAVANZO** Peinture, œuvres sur papier **20 juillet - 16 septembre 2001** Palais de justice médiéval 03500 Verneuil-en-Bourbonnais

**RUBRIQUE IMMOBILIÈRE/AGENDA** Tous les lundis datés mardis **TARIFS 2001**

## L'ESPRIT DES MONUMENTS

## La mémoire de l'Arc

**C'**EST une petite boutique toute en vitrine, construite dans le pur style provisoire de la baraque à souvenirs, qui de loin ne diffère d'une quincaillerie que par la vivacité de l'éclairage. De plus près, on y trouve des plaques de timbres en couleurs à l'effigie des Capétiens et des Bourbons, des drapeaux, des affiches, des avalanches de babioles patriotiques. Le vendeur est disert et connaît bien sa marchandise. « *Ce qu'on vend le mieux ? La petite médaille qu'on poinçonne soi-même, à 10 F, et les guides, surtout en anglais. La tour Eiffel, j'en avais pris dix pour voir, c'est très bien parti. La tour Eiffel se vend partout, toujours...* » Il pointe du doigt un pistolet de théâtre à manche de bois – ou de plastique imitant le bois – avec un tuyau vieilli imitant le canon d'une pétrolière antique, à moins qu'il ne s'agisse d'un tire-bouchon facétieusement travesti : « *Le pistolet de Napoléon ? Un tabac. J'en ai vendu cent en un mois. Les acheteurs sont parfois inquiets : est-ce qu'ils ne risquent rien en passant la douane avec ça ? Le collier ou le bracelet avec les monuments de Paris en breloque, ça marche toujours. Et puis j'ai reçu ça, qui plaît beaucoup...* » : des blocs de cristal à l'intérieur desquels sont gravées au laser, très finement, dans le moindre détail, les silhouettes de Notre-Dame ou de l'Arc de triomphe. On se demande comment le laser pénètre à l'intérieur du bloc sans le blesser, on s'ébahit devant la technique chirurgicale du truc un peu magique en oubliant presque son kitsch aveuglant. Ce mini Arc de triomphe de vide lumineux est en vente dans la grande salle en haut de l'arc de triomphe de l'Etoile, le vrai, l'énorme, et comme dans beaucoup de monuments, en contemplant la maquette du lieu où l'on est soi-même, minuscule passant, on est troublé comme par un sentiment « échographique » de l'existence.

**L**A salle est vaste, sinon agréable. Au moins elle propose quelques bancs pour s'asseoir et, entre des brassées de palmes en bronze glanées sur les champs de bataille par des armées qui semblent n'avoir jamais connu la défaite, des gravures et des photos illustrant les très riches heures de l'édifice. Le conservateur, Bernard Jeannot, qui s'occupe aussi du Panthéon, et de la Chapelle expiatoire, est un homme grand, très aimable et qu'on sent un peu habité de la singularité des lieux dont il est en charge, des monuments malheureux en quelque sorte, la Chapelle pour son roi décapité, le Panthéon pour les railleries qu'il a subies et le suicide de son meilleur peintre, Gros. L'Arc de triomphe n'a pas de tels fantômes, certes, mais c'est quand même un monument de guerre, bâti sur des morts. A l'heure où l'on abolit le service militaire, cet hommage-tombeau à la Grande Armée de la nation, au peuple en armes, bascule un peu plus dans le passé. Qu'est-ce qui est le plus révolu ? Le temps des grandes idées, de la République renversant les tyrans, de la République tout court ? Ou l'idée de la guerre ? A lire les journaux, la guerre n'est pas obsolète. Alors ?

Quand on lui demande ce qu'il pense de son Arc de triomphe, s'il le trouve beau, M. Jeannot reste perplexe : « *Beau ? Attendez... Curieusement, je ne me suis jamais posé la question. Assez écrasant, je dirais. Massif. Il faut se rappeler qu'à l'époque où on l'a construit, c'était la campagne, ici. La verdure, les amours illégitimes racontées par l'abbé Prévost, un lieu festif aussi. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle il y avait les vastes jardins des congrégations religieuses, et des vaches. Avec les deux octrois de Claude-Nicolas Ledoux.* » Des gravures représentent l'Arc de triomphe entouré d'un rond d'arbres taillés au rasoir comme dans un labyrinthe anglais (ce sont des projets, non des représentations), et dans ce décor l'irruption incongrue de l'Arc blanc fait penser à celle de la stèle noire dans le prologue préhistorique du film *2001, l'Odyssée de l'espace* de Stanley Kubrick.

Les choses ne se sont pas exactement passées ainsi, ni si rapidement surtout. La tradition des arcs de triomphe (d'abord provisoires, pour fêter les généraux vainqueurs, puis en pierre, maints exemples en témoignent) remonte aux Romains. Napoléon, après la victoire d'Austerlitz, décrète en février 1806 l'érection d'un arc de triomphe (en même temps que celle de la colonne Vendôme, la construction du pont d'Iéna et de l'arc de triomphe du Car-



PHOTOS THIBAUT CUISSET/PAYSAGES POUR « LE MONDE »

**Un ingénieur du XVIII<sup>e</sup>, Ribart de Chamouist, avait rêvé d'un éléphant de pierre sur la butte de l'Etoile. Napoléon lui préféra un Arc de triomphe qui garde désormais le souvenir des batailles et des morts**

*Ci-dessus, les hauts-reliefs des piliers évoquent les grandes heures des armées françaises. Ci-contre, la salle du Musée de l'Arc de triomphe.*

rousel). Il songe alors à l'emplacement de la Bastille, pour faire oublier à la fois le symbole de la monarchie et la mémoire de la Révolution, et pour donner à l'Est une entrée qu'il veut dans l'axe de la Grande Colonnade du Louvre. L'architecte Jean-François-Thérèse Chalgrin lui représente assez vite les inconvénients de la Bastille, où les voies ne se raccordent pas harmonieusement, et plaide pour la place de la Concorde. Le ministre de l'intérieur, M. de Champigny, plaide avec succès pour la butte de l'Etoile : « *Ainsi que Paris est au centre de l'Empire, ce monument serait vu du centre de la capitale et, quoique éloigné, il serait toujours en face du Triomphateur.* » Le 9 mai, Napoléon

accepte l'Etoile. Il pose la première pierre le 15 août, jour de sa fête. Chalgrin, nommé en 1808 seul responsable du monument, peut donner cours à son goût de la grandeur et de l'Antiquité. Cet arc sera le plus grand jamais construit : 50 mètres de haut, 45 de large, 22 d'épaisseur, sur des fondations s'enfonçant jusqu'à 18 mètres, toutes dimensions supérieures à celles des plus grands arcs antiques. En 1810, pour les cérémonies du mariage de Napoléon et de Marie-Louise de Habsbourg, Chalgrin est autorisé à construire un simulacre de son bâtiment achevé, en bois et en toile peinte. Privilège rare, qui permet à Chalgrin d'effectuer d'ultimes rectifications de son projet mais ne l'empêche pas de

mourir un an plus tard. Les régimes et les architectes se succèdent, alors que les piliers n'en sont qu'à quelques mètres de hauteur. Les Bourbons ne sont pas excessivement pressés d'achever les travaux à la gloire d'un empereur qui les a tant effrayés.

Même si on peut toujours détourner la destination d'un édifice, comme on l'a vu si souvent, l'exemple du Panthéon, église devenue mausolée, le prouve. En 1823, Louis XVIII ordonne de terminer immédiatement l'arc de l'Etoile et de le consacrer aux victoires de son neveu le duc d'Angoulême contre les Espagnols. En dépit des querelles frénétiques entre architectes, Charles X commande que l'on suive les plans

de Chalgrin. Louis-Philippe accélère le pas et le 29 juillet 1836, l'Arc de triomphe est inauguré par M. Thiers. Est-il fini ? A plusieurs reprises on tentera de le couronner d'un char et d'un groupe équestre (*La France Victorieuse* en 1838, *Le Triomphe de Napoléon* en 1853, *La Déclaration des droits de l'homme* en 1882), des modèles en plâtre seront installés, qui ne dureront pas.

On peut l'estimer achevé, pour le moment, sous sa forme actuelle. Les grands hauts-reliefs des piliers (ou piédroits) sont bien connus, à commencer, à l'est, face aux Champs-Élysées, par *Le Départ des volontaires*, dit *La Marseillaise*, de François Rude, illustrant la levée en masse de deux cent mille hommes en 1792, pour chasser l'ennemi du sol national, lors des batailles de Valmy et de Jemmapes, scène aussi fameuse et dynamique que les premières mesures de l'hymne national, pleine d'élan, d'énergie, souvent associée à l'idéal d'indépendance, hors même de son contexte historique exact. *Le Triomphe de Napoléon* de Jean-Pierre Cortot, où l'Empereur est entouré de l'Histoire et de la Victoire, survolé par la Renom-

tres n'en a jamais connu. Le 13 juillet 1919, une cérémonie rend hommage, avec le maréchal Pétain en tête des troupes, au million et demi de combattants morts pendant la Grande Guerre. L'horreur des combats et le nombre des disparus donnent naissance à l'idée d'une célébration de l'humble soldat qui n'a pas reçu de décoration, qui a perdu et la vie et son nom, l'absent de toutes les fêtes, l'anonyme dont tant de grands noms illustres de l'état-major ont usé et abusé. Dès 1916 naît le projet d'ouvrir le Panthéon à un combattant mort anonyme. Les polémiques font rage. Finalement, c'est l'Arc qui est retenu. Le 10 novembre 1920, dans une casemate de Verdun, un jeune fantassin choisit parmi huit cercueils identiques de morts anonymes celui qui reposera, le 28 janvier 1921, au centre de l'Arc, sous l'inscription « *ICI repose un soldat français mort pour la patrie 1914-1918* ».

**D**EPUIS, d'autres inscriptions ont été placées pour honorer les combattants morts pour l'Alsace et la Lorraine ; pendant la guerre de 1939-1945 et pour la Résistance ; pendant la guerre d'Indochine ; pendant celle d'Algérie et lors des combats de Tunisie et du Maroc. Deux ans après l'inhumation du Soldat inconnu, un journaliste proposa d'ajouter à l'endroit une flamme du souvenir qui ne s'éteindrait jamais. Dans l'enthousiasme, une bouche à feu fut mise en place, entourée de glaives, inaugurée en 1923 par Maginot (le visionnaire qu'on appréciera plus tard et

**Une bouche à feu fut mise en place, entourée de glaives, inaugurée en 1923 par Maginot, le visionnaire qu'on appréciera plus tard, et dont l'imprenable ligne de défense fit de bien belles champignonnières**

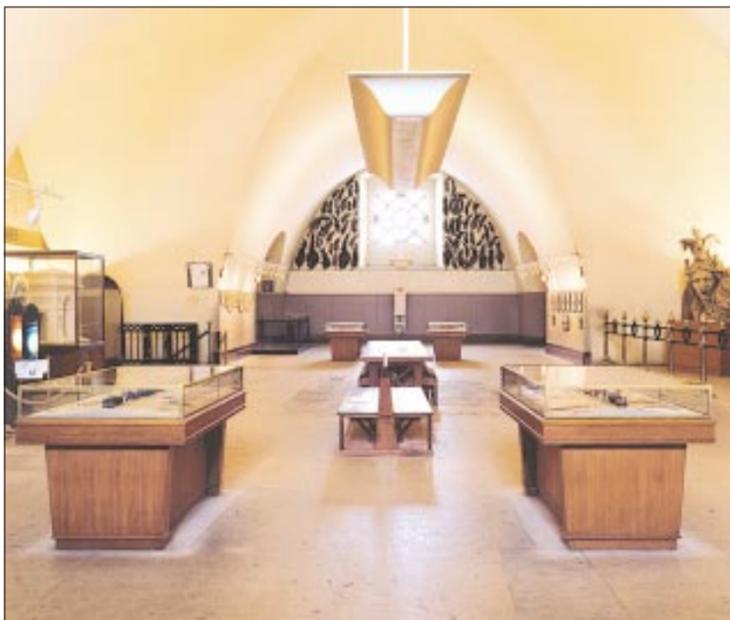
mée, est statique, moins inspiré. Côté ouest, Antoine Etex a fait figurer *La Résistance* et *La Paix*, dans un style plus romantique que classique, assez équilibré et puissant pour éviter le ridicule qui menace toujours de telles allégories. Sur la partie supérieure des piédroits, les batailles de Jemmapes ou d'Austerlitz, le passage du pont d'Arcole, la prise d'Alexandrie sont également des scènes mouvementées dans le style romantique, qui méritent mieux qu'un simple coup d'œil dans des jumelles. L'intérieur des murs de l'Arc porte des noms de généraux glorieux et ceux de quelques-unes des victoires de Napoléon. Ces listes peuvent sembler fastidieuses et interminables. N'oublions pas qu'il ne s'agit là que d'un tri, parmi

dont l'imprenable ligne de défense fit de bien belles champignonnières). Aussitôt, un Comité de la flamme fut créé pour cette ardente mission : raviver la flamme tous les jours, à 18 h 30, avec un glaive sacré pour faire monter un instant le volume du gaz. Les hôtes illustres, les sommités diverses de l'Etat pratiquent fréquemment cet exercice peu fatigant, sans danger. Le seul risque est de s'y enrhummer. Des petits malins ont cru spirituel de faire cuire un œuf au plat sur la flamme ou d'y commettre d'autres outrages. Le dernier insolent qui a voulu s'asseoir dessus récemment s'est cruellement brûlé le postérieur. On ne plaisante pas avec le Soldat inconnu. Il y a quelque neuf cents associations d'anciens combattants en France, regroupant plus de dix-sept mille adhérents, beaucoup plus de sympathisants encore, et constituant un lobby politique important. Comme le dit M. Jeannot : « *Qu'il pleuve ou qu'il neige, ils sont comme les chasseurs, ils votent toujours...* »

De la terrasse de l'Arc de triomphe, la vue est parfaite sur Paris. En redescendant par la grande salle du haut, on remarque une gravure représentant un des projets de monument envisagés avant qu'on ne choisisse l'Arc. Il date de 1758 et est dû à l'ingénieur Ribart de Chamouist, qui imagina de bâtir sur la butte de l'Etoile un gigantesque éléphant creux, surmonté d'une statue de Louis XV victorieux, et dont l'intérieur aurait contenu une salle à manger dans la croupe, des bains dans le poitrail, une salle de danse dans le ventre. De sa trompe aurait jailli un jet d'eau tandis que par les oreilles seraient sortis les sons mélodieux de l'orchestre. Sans vouloir vexer notre grande armée, comment ne pas regretter cet éléphant sans prétention, divertissant et pacifique ? Il y eut d'autres projets d'éléphants dans Paris, dont un en plâtre et en bois fut effectivement dressé à la Bastille, là où Napoléon voulait d'abord placer son arc de triomphe, justement, dont Hugo fait une description grandiose et poignante des ruines noires et dans lequel se cache Gavroche au sixième livre de la quatrième partie des *Misérables* : « *L'empereur avait eu un rêve de génie ; dans cet éléphant titanique (...) il voulait incarner le peuple ; Dieu en avait fait une chose plus grande, il y logeait un enfant.* » Mais les éléphants n'ont jamais eu de chance avec Paris.

Michel Braudeau

**PROCHAIN ARTICLE :**  
Les catacombes



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Un secret anachronique

EN rendant publique la répartition des fonds secrets de l'Etat, Lionel Jospin a introduit pour la première fois un peu de transparence dans la gestion traditionnellement opaque de l'argent noir de la politique.

Le premier ministre a fait coup double. D'une part, il a opposé une ferme démenti à quelques-unes des déclarations de Jacques Chirac, qui avait tenté, le 14 juillet, de faire porter sur le chef du gouvernement les soupçons de détournement de fonds publics à des fins personnelles : il n'est pas vrai, si l'on en croit Lionel Jospin, que Matignon dispose de « centaines de millions de francs en liquide », il n'est pas vrai non plus que l'Élysée reçoit moins de 5 % de ces crédits spéciaux. D'autre part, le premier ministre s'est montré fidèle à son image d'homme au parler vrai, qui ne mêle pas les affaires publiques et les affaires privées, qui administre avec rigueur et honnêteté l'argent des contribuables : ce n'est pas lui qui garderait pour son compte personnel le solde non dépensé !

Cette volonté affichée de lever ainsi une partie du voile sur les comptes secrets de l'Etat n'est pas seulement habile, elle marque aussi un progrès vers un meilleur fonctionnement de la démocratie. Toutefois ce progrès reste limité. Les chiffres divulgués par Lionel Jospin indiquent les grandes masses des dotations budgétaires, mais ils ne donnent guère de détails sur l'usage qui en est fait et ne permettent pas de se faire une idée des raisons qui pourraient justi-

fier la perpétuation d'une telle pratique - à l'exception, bien sûr, des crédits destinés aux services secrets, qui en constituent la plus grande part.

On ne voit toujours pas pourquoi les primes et indemnités diverses versées aux membres des cabinets ministériels devraient continuer d'être soustraites à tout contrôle, en particulier à celui du fisc. On ne comprend pas pourquoi le fonctionnement de l'Hôtel Matignon ou de l'Élysée devrait être assuré d'une manière confidentielle, sans qu'aucun compte ne soit rendu sur l'utilisation des fonds. On ne voit pas pourquoi la gestion ordinaire de l'Etat demanderait le recours à des moyens qui relèvent de situations extraordinaires.

Pour mettre fin à cette particularité française qui nourrit tous les soupçons de financement occulte des partis politiques et des campagnes électorales, il est temps de mettre en place, comme on le propose à droite et à gauche, des procédures plus conformes à la morale républicaine. L'ancien juge Thierry Jean-Pierre rappelait, il y a quelques semaines dans *Le Monde*, qu'en 1979 les socialistes et les communistes demandaient la suppression de ces fonds spéciaux. « Il n'est pas tolérable, affirmait alors Henri Emmanuelli, que des sommes aussi importantes échappent non seulement au contrôle parlementaire, mais ne fassent pas non plus l'objet de la moindre justification. » Ce secret est un anachronisme qui n'a plus de raison d'être dans une démocratie moderne.

## La paléontologie ne doit plus être un sport de combat

LA PALÉONTOLOGIE humaine est une science difficile : les fossiles y sont plus rares que les chercheurs, ce qui en complique l'interprétation et rend leur recherche plus âpre encore. A cet égard, l'année 2001 est un bon millésime, livrant à quelques mois d'intervalle des ossements qui, comme leurs prédécesseurs, prétendent au titre enviable et galvaudé d'ancêtre de l'humanité.

En janvier, l'« ancêtre du millénaire », retrouvé au Kenya, dans les collines Tugen, est présenté en grande pompe au Collège de France. *Orrorin tugenensis*, être composite vieux de 6 millions d'années - on a trouvé treize éléments provenant de six individus - a été découvert quelques mois plus tôt par une équipe franco-kenyane dirigée par Brigitte Senut (Muséum national d'histoire naturelle) et Martin Pickford (Collège de France). Ses découvreurs le présentent comme un être bipède plus proche morphologiquement des hominidés modernes que les australopitèques plus récents - dont la fameuse Lucy, vieille de 3,2 millions d'années - fréquemment désignés par les Anglo-Saxons comme nos ancêtres directs.

Cette découverte exceptionnelle va éclipser celle, annoncée quelques semaines plus tard, d'un autre fossile surgi de la même région, *Kenyanthropus platyops*. L'homme à face plate du Kenya a été trouvé dans un site rocaillieux et semi-désertique de la rive occidentale du lac Turkana, dans le nord du pays. Vieux de 3,5 millions d'années, il présente une face moderne et un crâne primi-

tif, et diffère à la fois des australopitèques et des premiers représentants du genre *Homo*. Meave Leakey, la femme du célèbre paléontologue Richard Leakey, a donc préféré inventer un genre nouveau, et plaide pour des redécoupages plus fins au sein du genre australopitèque, qui a eu tendance à devenir un fourre-tout paléontologique.

C'est aujourd'hui au tour de l'Éthiopie de livrer un nouvel aïeul possible du genre humain. Ce fossile, vieux de 5,2 à 5,8 millions d'années, baptisé *Ardipithecus ramidus kadabba* par son découvreur Yohannes Haile-Selassie et décrit dans la revue *Nature* du 12 juillet, complique encore notre arbre généalogique. Grimant aux arbres, vivant dans un environnement boisé, *kadabba* aurait été capable de marcher debout - le bipédisme étant encore considéré comme la marque distinctive des hominidés. Comme *Orrorin*, il se trouve proche de la ramure où les ancêtres des chimpanzés et les humains actuels sont censés avoir divergé. Yohannes Haile-Selassie ne se prive pas de souligner les doutes concernant le statut d'*Orrorin* comme dernier ancêtre commun aux deux lignées, répondant à Senut et ses collègues, qui placeraient volontiers *Ardipithecus*, dont le premier spécimen fut trouvé en 1994, du côté des chimpanzés.

La thèse d'un buissonnement très ancien des lignées d'hominidés et de singes sort renforcée par ces découvertes, qui tordent aussi le cou à une image d'Épinal de la paléontologie présentant

les premiers humains debout dans un environnement de savane. Il semble de plus en plus clair que les hominidés n'ont pas attendu de sortir du milieu boisé pour se redresser.

Face à cette profusion soudaine, chacun aura tendance à retenir les indices qui renforcent sa théorie, et la controverse n'est sans doute pas près de s'éteindre. Dans un article, Henry Gee, commentateur attitré de la revue *Nature* sur ce thème, note que les seuls os et dents sont en définitive de pauvres indices. Et il gage que, « pendant quelque temps, la nature de notre dernier ancêtre commun restera toujours aussi mystérieuse ».

### PASSION ET CONTROVERSE

D'autant que la paléontologie, c'est aussi de la géopolitique, et qu'on évolue souvent en terrain miné : les « chasses gardées » sont le décalque des anciennes colonies, les Anglo-Saxons se taillant la part du lion en Afrique de l'Est, l'une des terres les plus riches en fossiles d'hominidés. Les coups bas sont légion. On accuse un concurrent d'appartenir à la CIA pour l'évincer d'un terrain convoité. Telle chercheuse doit changer son sujet de thèse après l'annexion de son territoire par un mandarin. Ailleurs, un Français ne pourra défendre son terrain de fouille que parce que la Légion est là pour le protéger des visées de collègues trop curieux.

Parfois, la paléontologie est également un sport de combat. Le coup de force de Martin Pickford et Brigitte Senut, qui se sont dispensés de l'imprimatur des

célèbres National Museums of Kenya, longtemps dirigés par la famille Leakey, laissera des traces. La polémique qui a entouré leurs fouilles - Martin Pickford a même passé plusieurs jours en prison à la demande de Richard Leakey, alors chef de l'administration kenyane - n'est pas près de s'éteindre (*Le Monde* du 8 février).

La passion et la controverse scientifique sont en général un signe de vitalité. Mais dans le cas de la paléontologie, on peut se demander si elles ne concourent pas à une stagnation relative de la discipline, en regard du rythme soutenu des découvertes faites depuis une décennie. C'est que chaque équipe est jalouse de ses os, et ne laisse les concurrents les étudier qu'au compte-gouttes. La publication partielle et tardive est une pratique courante, qui ralentit encore la recherche. Ce manque de coopération laisse persister malentendus et équivoques qui, au fond, arrangent les uns et les autres, chacun pouvant camper plus sereinement sur ses positions.

L'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs originaires des pays qui offrent ces gisements de fossiles sera peut-être décisive dans la pacification des débats et des pratiques. On souhaiterait que la réappropriation de ce patrimoine par des institutions locales soit l'occasion d'un partage du savoir plus généreux, et plus universel. Mais une telle évolution sera sans doute longue et difficile.

Hervé Morin

## Qui a tué le procureur ?

Suite de la première page

A d'autres de dire le droit et à eux seuls : les juges. Qui est le représentant de l'intérêt général aujourd'hui ? Certainement pas le juge, dont ce n'est pas la mission et qui doit bien souvent d'ailleurs privilégier l'intérêt particulier. Or voilà que le ministre de la justice a décidé que les intérêts de la société ne seraient plus représentés et qu'il appartenait à près de 1 400 procureurs dans 181 parquets de gérer à leur guise, et selon l'opportunité, ce qu'ils croient être bon pour la justice et les justiciables.

L'action publique elle-même, c'est-à-dire le pouvoir qu'a théoriquement le procureur d'engager des poursuites, devient en quelque sorte un pouvoir partagé, puisque des juges d'instruction estiment ce qu'il est nécessaire ou non d'instruire - selon leur intuition du moment - et qui doit être poursuivi. Le procureur apprendra postérieurement les mises en examen et les nouvelles orientations d'enquêtes. Bref, à force de démission du pouvoir politique, les procureurs se transforment en diseurs de droit, voire pire : en simples assistants des juges, avec, comme on vient de le constater à Paris, forcément des divergences d'appréciation entre magistrats, y compris au plus haut niveau de la hiérarchie. Comment s'en étonner si cela est désormais le seul rôle qui leur serait reconnu et dévolu ? Or, dire le droit entre les parties, c'est la compétence exclusive du juge, même s'il peut et doit consulter le parquet et recueillir ses réquisitions, notamment pour les mesures coercitives.

L'Etat peu à peu a disparu des tribunaux, et ne s'y fait guère représenter, sans doute culpabilisé qu'il est par un comportement passé excessif ou sulfureux. Le garde des sceaux s'interdit toute instruction aux parquets, sauf écrites et jointes au dossier. Pourquoi pas ? Encore faut-il que ce soit le cas et que l'on sache au moins ce que souhaite l'Etat pour l'intérêt général. Or, la plupart du temps, on l'ignore. En réalité l'Etat a désarmé ses serviteurs en les privant des moyens du droit et en les soumettant à une pratique à minima de leurs prérogatives.

Mais comme la nature a horreur du vide et qu'un pouvoir était à prendre, il l'a été parfois par le juge, et plus particulièrement par le juge d'instruction. Que certains s'en réjouissent ou non, il faut bien s'interroger sur

les conséquences d'une dérive purement empirique, et menée avec une extrême rapidité : c'est la démission de l'Etat, mais cela satisfait bon nombre d'observateurs. Cette situation non institutionnelle ne peut durer, surtout quand elle va de pair avec un lent et inexorable dépérissement de la justice, masqué provisoirement

Comme il est sans doute exclu, car cela serait en contradiction avec l'évolution d'une société de droit, de redonner la clé de l'action publique à un membre du gouvernement, il faut cependant reconstituer une forme de hiérarchie parmi les magistrats, qui accusent et protègent au nom des Français.

## Il faut reconstituer une forme de hiérarchie parmi les magistrats, qui accusent et protègent au nom des Français. (...) Imaginons un procureur national, magistrat en charge de superviser l'exercice de l'action publique dans tous les parquets de France

par quelques îlots élitistes et favorisés, car médiatiques.

Alors, si l'on veut réellement réformer l'Etat et particulièrement l'institution judiciaire sans revenir aux errements et abus d'une autre époque, il va bien falloir que l'Etat retrouve sa place dans la justice, particulièrement par la voie et l'action de ses procureurs. Que l'on sauvegarde l'indépendance du parquet, sans encourager l'indépendance de chacun des magistrats qui le composent.

Certes j'ai conscience de ce que cette idée est peu correcte en ces temps de justice médiatisée, comme le fut en 1998 celle que j'ai initiée sur le pouvoir des maires en matière de police du quotidien, et qui a fait depuis lors son chemin, après bien des critiques. Et, pourtant, on ne doit pas échapper à ce débat, sauf par paresse intellectuelle ou lâcheté politique face à une question difficile. Dans ce domaine aussi, la facilité se vend mieux que l'effort.

### CORRESPONDANCE

## Une lettre de Christian Paul

A la suite de notre enquête et de notre éditorial sur la Guyane (*Le Monde* du 7 juillet), Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, nous a fait parvenir la lettre suivante.

Je ne mésestime pas la gravité des actes délictuels et criminels évoqués dans vos colonnes ni les tentations auxquelles expose la solitude propice des champs aurifères. C'est d'ailleurs pourquoi le premier ministre a confié à la députée guyanaise Christiane Taubira-Delannoy le soin de procéder à un état des lieux sans complaisance.

Je me suis directement inspiré de ses propositions, rendues en décembre 2000, pour prendre les décisions, politiques et pratiques, qui me sont apparues nécessaires. Dès le mois de janvier 2001, je me suis rendu à Maripasoula, où le climat était particulièrement tendu à la suite de l'agression d'un orpailleur. J'ai voulu apprécier moi-même la situation sur place, rencontrer les élus et les gendarmes. J'en ai tiré d'utiles leçons et une forte détermination à agir.

Pour commencer : restaurer la sécurité, administrer la preuve que force restera désormais à la loi. Un escadron de gendarmerie a été immédiatement envoyé à Maripasoula et je suis personnellement intervenu auprès du premier ministre pour son maintien définitif sur place. Celui-ci est aujourd'hui acquis. Il a permis de renforcer la visibilité des patrouilles, leur capacité de dissuasion, de réaction et d'interpellation. De l'avis, entre autres, du maire de Maripasoula, homme intègre que j'avais encouragé à se porter à nouveau candidat et que j'ai revu en Guyane en juin dernier, le bourg est désormais sécurisé. Tous les faits rapportés par l'article du *Monde* sont d'ailleurs antérieurs à cette décision.

Les contrôles ont été multipliés sur les sites aurifères (Yaou, Dorlin, ceux de la Waki), y compris là où l'enclavement encourageait le sentiment d'impunité. La pression a été accentuée pour régulariser ou sanctionner les situations contraires à la loi (exploitation sans titre légal, utili-

sation de travailleurs clandestins) tout en maintenant le dialogue avec les orpailleurs soucieux d'apaisement et les populations. Affirmer que Maripasoula serait, aujourd'hui encore, une « zone de non-droit » est donc contraire à la vérité des faits, des actions conduites et des résultats obtenus, même si je reste conscient de leur fragilité dans un contexte particulièrement difficile.

Parallèlement, un effort d'adaptation de nos outils réglementaires a été lancé afin qu'ils répondent mieux à toutes les situations concrètement rencontrées sur les sites illégaux et tout au long de la chaîne des bénéficiaires, directs et indirects, de trafics. Les services de l'Etat coopèrent plus efficacement. La collaboration est renforcée avec les pays frontaliers et voisins (Brésil, Guyane, Surinam, où je suis le premier ministre français à m'être rendu, en juin, et avec lequel nous avons élaboré un accord de coopération judiciaire et policière, préalable à des patrouilles fluviales communes sur le Maroni).

Alain Marsaud

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Chagall, Picasso et l'art sacré

À L'INSTAR d'Henri Matisse, le peintre Marc Chagall a annoncé son intention de modifier l'aspect classique de la chapelle des Pénitents-Blancs, à Vence, où il s'est retiré depuis quelque mois. Notre-Dame-du-Rosaire, qu'Henri Matisse fit construire dans cette même localité en remerciement pour les soins qu'il avait reçus des dominicains, coûta 10 millions. Il en faudra plus du double pour exécuter les plans de Chagall. On connaît l'essentiel de ceux-ci. Le mur du fond, qui fait face au tabernacle, serait consacré au Jugement dernier. Chagall dessine quelques-unes de ses œuvres ainsi que des tapisseries et des tableaux aux Pénitents-Blancs.

Matisse et Chagall, qui semblent avoir pris la tête de la réforme de l'art sacré, sont suivis, mais dans une tout autre mystique, par

Pablo Picasso, qui voudrait décorer une chapelle désaffectée de Vallauris (elle date du XII<sup>e</sup> siècle) pour en faire un « temple de la paix ». Plus question ici de la paix des âmes, mais bien de celle des hommes. Picasso veut montrer la paix en diptyque : les horreurs de la guerre et les bienfaits de la paix représentés par des scènes familiales, des danses, etc. Une grande colombe peinte ou sculptée serait à la place du tabernacle.

Une ombre au tableau ! Tout récemment, les Beaux-Arts ont classé la chapelle, peut-être la plus belle que la France possède du XII<sup>e</sup> siècle. Dès lors, il apparaît bien que plus personne, pas même Picasso, n'aura le droit de toucher aux vieilles pierres grises de l'ancien sanctuaire ; il lui faudrait alors chercher un autre temple pour y abriter sa colombe.

(20 juillet 1951.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

**CONJONCTURE** Le président de la Réserve fédérale américaine a suggéré, mercredi 18 juillet, devant la Chambre des représentants, que la reprise économique aux Etats-

Unis serait plus lente que prévu à s'enclencher. ● ALAN GREENSPAN a souligné que « les incertitudes quant à la situation économique actuelle sont considérables » et que « les ris-

ques semblent pencher vers davantage de faiblesse de l'activité ». Il a laissé entendre que de nouvelles baisses des taux d'intérêt interviendront pour soutenir l'activité. ● LES BAN-

QUES AMÉRICAINES et les groupes de technologie sont pris dans ces turbulences. American Express a annoncé mercredi la suppression de 4 000 à 5 000 emplois. ● PATRICK ARTUS,

directeur des études économiques de la Caisse des dépôts, prévoit, dans un entretien au Monde, que le « creux de la vague », pour l'Europe, sera atteint à la fin de l'année.

## Alan Greenspan évoque des « incertitudes économiques considérables »

Devant la Chambre des représentants, le patron de la Réserve fédérale s'est montré, mercredi, plus pessimiste que prévu et a revu à la baisse ses prévisions pour la croissance américaine. S'inquiétant de la « faiblesse de l'activité », il a laissé présager un nouvel assouplissement de la politique monétaire

LA COMMUNAUTÉ financière s'attendait à des paroles rassurantes de la part d'Alan Greenspan. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) lui a dressé, mercredi 18 juillet, un tableau de l'économie américaine nettement plus sombre. Lors de son allocution semestrielle devant la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, il a officiellement repoussé les espoirs d'une reprise rapide de la conjoncture aux Etats-Unis.

« Les incertitudes quant à la situation économique actuelle sont considérables et jusqu'à ce que l'on voit davantage de signes concrets de réajustements des stocks et des dépenses d'investissement, les risques semblent pencher vers davantage de faiblesse de l'activité », a-t-il déclaré. Par conséquent, la banque centrale américaine a ajusté ses estimations de croissance. Elle a revu en baisse ses prévisions, établies en février, anticipant désormais une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,25 % à 2 % en 2001 (contre 2 % à 2,5 %). Le redressement de la conjoncture ne devrait pas se concrétiser avant 2002, année pour laquelle la Fed avance une estimation de croissance comprise entre 3 % à 3,25 %.

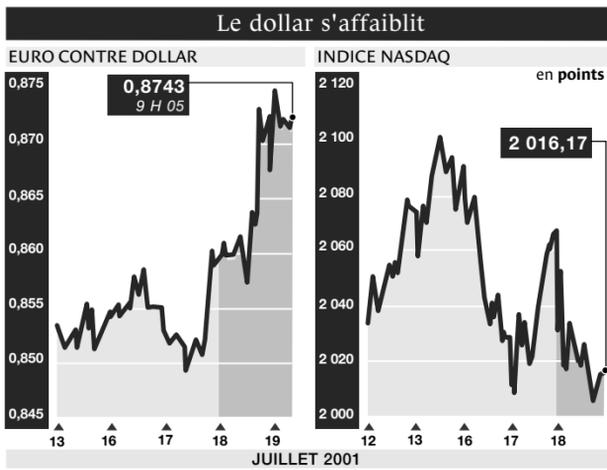
Refroidis par ces perspectives qui repoussent l'idée d'une amélioration rapide des résultats des sociétés, les marchés boursiers améri-

cains ont terminé la séance de mercredi en baisse. L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq, qui réunit les valeurs technologiques, a chuté de 2,47 % pour finir à 2 016,17 points. L'indice des trente valeurs industrielles, le Dow Jones, a reculé de 0,34 % à 10 569,83 points et l'indice Standard and Poor's 500 a perdu 0,55 %, à 1 207,71 points.

Le dollar s'est également fortement affaibli donnant ainsi mécaniquement un coup de pouce à l'euro qui a atteint son plus haut niveau depuis deux mois à 0,876 dollar, jeu de début de matinée. Bien que la nette appréciation du billet vert depuis le début de l'année ait ralenti le rythme des exportations américaines et contribué à l'affaiblissement de la conjoncture, les Etats-Unis ne sont pas prêts à abandonner leur politique de dollar fort, comme l'a répété mercredi le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill.

### UNE SEPTIÈME BAISSSE DES TAUX ?

Le tableau plutôt sombre de l'économie américaine présenté par le patron de la Fed justifierait ainsi une nouvelle détente de la politique monétaire. Alors que les économistes commencent à anticiper un arrêt du cycle de baisse des taux aux Etats-Unis, Alan Greenspan a déclaré : « Si cette situation devait persister, il faudrait alors assouplir davantage la politique monétaire. »



L'euro a profité des déclarations d'Alan Greenspan pour rejoindre ses plus hauts niveaux depuis deux mois face au dollar, tandis que l'indice Nasdaq a chuté de 2,47 % mercredi.

La marge de manœuvre de la banque centrale ne serait d'ailleurs pas limitée par un regain de l'inflation. « Il y a très peu de signes d'inflation dans notre économie », a déclaré M. Greenspan. D'ailleurs, l'indice des prix à la consommation, rendu public mercredi, a progressé de seulement 0,2 % en juin et de 0,3 % hors alimentation et énergie.

Les économistes s'attendent donc à une septième baisse des taux d'intérêt depuis le début de

l'année qui pourrait intervenir le 21 août, lors de la prochaine réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine. Depuis le début 2001, la Fed a réduit ses taux de 2,75 %. Ce fort assouplissement monétaire conjugué à la politique de réduction d'impôts mise en place par le gouvernement de George Bush devrait néanmoins commencer à se faire sentir, selon Alan Greenspan, vers la fin de l'année. « Si l'expérience se confir-

me, nous devrions voir cet impact commencer à apparaître au cours des derniers mois de l'année puis courant 2002 », a-t-il ajouté.

La fragilité de la conjoncture américaine s'inscrit dans un contexte de ralentissement mondial de l'activité économique. Le président de la Fed a relevé « le récent affaiblissement simultané de l'activité en Europe, en Asie et en Amérique latine (...) qui a amplifié le ralentissement simultané de toutes les économies » dans le monde. « La faiblesse pourrait ainsi provenir aussi bien du fléchissement de la demande dans le reste du monde qu'aux Etats-Unis », a-t-il noté.

### « ENTRÉE EN RÉCESSION »

Selon une étude, publiée jeudi, par le groupe de recherche Economist Intelligence Unit (EIU), la croissance de l'économie mondiale enregistrée actuellement sa plus forte décélération depuis le choc pétrolier de 1974. Cet institut prévoit un taux de croissance de seulement 2,7 % en 2001 contre 4,9 % en 2000, soit la plus faible hausse du PIB mondial depuis la crise asiatique de 1998. « Une récession profonde aux Etats-Unis reste la menace la plus importante pour l'économie mondiale mais nous prévoyons également un fort ralentissement en Allemagne et dans de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine, dont notamment l'Argentine », indique le rapport. Ces experts tablent sur une hausse

du PIB de 1,9 % pour la zone euro et de 1,5 % aux Etats-Unis. Encore plus alarmiste, le centre de recherche britannique Centre for Economic and Business Research (CEBR) estime, dans un document diffusé jeudi, que la zone euro est « dangereusement proche d'une entrée en récession » en 2001.

Bien que les prévisions d'activité en France, en Allemagne et dans plusieurs pays de la zone euro aient été en quelques mois sérieusement ajustées à la baisse par les gouvernements, les professionnels ne s'attendent pas pour autant à ce que la Banque centrale européenne (BCE) vienne dans les prochaines semaines soutenir l'économie. 31 des 34 économistes interrogés par l'AFP, prévoyaient ainsi un maintien des taux d'intérêt à l'issue de la réunion de la BCE du jeudi 19 juillet.

La BCE, qui depuis le début de l'année, n'a baissé ses taux qu'une seule fois, de 0,25 point, s'est retranchée derrière la défense d'une inflation toujours élevée. Selon les dernières statistiques, parues mercredi, l'inflation dans la zone euro commence cependant à se réduire, s'inscrivant à 3 % en rythme annuel en juin contre un pic de 3,4 % le mois précédent. Elle reste encore au-dessus du seuil de 2 % que la BCE s'est fixé.

Cécile Prudhomme

## Les turbulences atteignent les banques...

AVIS de mauvais temps pour les banques américaines ! Après Citigroup, Bank of America, c'est au tour d'autres grands noms de la finance américaine, JP Morgan Chase, Merrill Lynch, d'annoncer des résultats pour la plupart en fort repli. C'est surtout l'annonce du groupe américain de services financiers American Express (Amex), mercredi 18 juillet, d'une chute de ses profits et de la suppression de 4 000 à 5 000 emplois (environ 6 % de ses effectifs) qui a jeté un froid. Le groupe à la célèbre carte de crédit verte a prévenu les investisseurs que son bénéfice allait chuter de 76 % au deuxième trimestre par rapport aux 740 millions de dollars (850 millions d'euros) engrangés un an plus tôt. Il publiera ses résultats trimestriels définitifs lundi 23 juillet.

Pour expliquer ce recul, Kenneth Chenault, qui a pris les rênes du groupe fin 2000, a donné deux raisons : le ralentissement brutal de l'économie, qui pèse sur les investissements des entreprises, notamment en voyage d'affaires, et surtout la baisse de la valeur des investissements d'Amex en obligations à haut risque, souvent appelées « obligations pourries ».

### AMERICAN EXPRESS SUPPRIME 4 000 À 5 000 EMPLOIS

Contrairement à de nombreux économistes, Amex parle de « ralentissement économique prolongé » qui va se poursuivre tout au long de 2001 et jusqu'en 2002. Premières victimes de cette évolution, les salariés d'American Express. De nouvelles suppressions d'emplois, entre 4 000 et 5 000 personnes, sont prévues, et viennent s'ajouter à la suppression de 1 600 postes déjà en cours. Ce qui représente entre 6 et 7,5 % des effectifs totaux (89 000 salariés). Pour réduire ses dépenses, Amex va externaliser certaines divisions et délocaliser

certaines activités financières et de services à la clientèle vers des pays où la main d'œuvre est moins chère qu'aux Etats-Unis, à l'instar des groupes industriels et de télécommunications. La mauvaise tenue de son portefeuille d'obligations à haut risque entraîne une nouvelle charge de 826 millions de dollars. « Nous n'avons pas pleinement pris conscience du risque (...) et nous ne pensions pas qu'il y aurait de nouvelles pertes significatives au cours de l'exercice », a reconnu Kenneth Chenault.

Amex n'est pas le seul établissement financier à voir ses résultats baisser. Merrill Lynch a prévenu, malgré une politique sévère de réduction des coûts, que le résultat du troisième trimestre serait inférieur à celui du trimestre précédent. L'ensemble des banques d'investissement américaines sont confrontées à la dégradation des marchés. Elles doivent aussi réduire sensiblement leur exposition au « risque télécommunications ». JP Morgan Chase, qui a annoncé, mercredi, un repli de 77 % à 378 millions de dollars de son bénéfice au deuxième trimestre, avait largement investi dans ce secteur en 1999 et 2000. La banque a décidé de réduire ce portefeuille, ce qui lui coûte 1,02 milliard de dollars. « Toute la question est de savoir si on a touché le fond tant au niveau du ralentissement de l'économie américaine que de l'effondrement des TMT, technologies, médias, télécommunications », relève le courtier Global Equities.

« Ce mouvement de recul ne concerne que les banques d'affaires. Les banques de réseaux qui s'adressent aux particuliers se portent très bien », tempère Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations.

Pascale Santi

## ... aussi bien que les groupes technologiques

LES VALEURS technologiques ont largement contribué au malaise survenu, mercredi 18 juillet, sur le Nasdaq. L'action Apple a chuté de près de 17,17 % ; AOL Time Warner, qui inclut notamment le premier fournisseur mondial d'accès à Internet, de 9,71 % ; IBM de 3,92 % ; Intel de 3,38 %... Autant de déconvenues pour les actionnaires provoquées par la publication, par ces entreprises, de piètres résultats pour le deuxième trimestre, à l'image de ceux du néerlandais Philips (le Monde du 19 juillet). Les experts s'attendaient, certes, à ce que ces performances soient moins bonnes que celles de l'an dernier, du fait de l'éclatement, à partir du printemps 2000, de la bulle Internet. La réalité des bilans n'en est pas moins difficile à avaler.

Le groupe informatique Apple, dont le cours boursier est le plus touché, a ainsi vu son chiffre d'affaires fondre de 19 % par rapport au deuxième trimestre 2000, à 1,495 milliard de dollars (1,73 milliard d'euros). L'annonce, mardi, d'un bénéfice par action légèrement supérieur aux prévisions (17 cents) n'a pas rassuré. D'autant que, selon le directeur financier du fabricant de Macintosh, Fred

Anderson, le marché de l'information ne donnera pas de signes de reprise avant la fin de l'année.

Le discours est un peu différent chez Intel, leader mondial des microprocesseurs, le cœur des ordinateurs : il anticipe une reprise dans les prochains mois. « La situation est encourageante du côté des PC », assure Gilles Granier, directeur d'Intel pour la France. A l'entendre, la demande devrait augmenter au second semestre. Ce qui coïncidera avec le lancement par Microsoft de son nouveau système d'exploitation, Windows XP, qu'Intel accompagnera par « l'introduction de nouveaux microprocesseurs ». Toutefois, reconnaît M. Garnier, les télécommunications, l'autre secteur d'activité de la firme, devraient rester déprimés. Au deuxième trimestre, Intel a enregistré une chute de 24 % de son chiffre d'affaires - obéré par la guerre des prix sur les puces - et de 76 % de son bénéfice net, à 196 millions de dollars.

### IBM TOUCHÉ À SON TOUR

La mauvaise passe du secteur high-tech n'a pas épargné non plus le géant IBM, en dépit de revenus plus diversifiés que nombre de

ses concurrents. Les analystes tablaient sur un chiffre d'affaires de 22,5 milliards de dollars au deuxième trimestre : il n'a atteint « que » 21,57 milliards, selon les résultats publiés mercredi, pour un bénéfice net de 2,04 milliards, en hausse de 5 % par rapport à la même période de 2000. Le second semestre ne s'annonce pas plus rose, à en croire le PDG d'IBM, Louis Gerstner.

AOL Time Warner a, lui aussi, réalisé un chiffre d'affaires inférieur aux attentes des analystes. Il ne progresse que de 3 %, sur fond de marasme publicitaire. Le groupe a laissé entendre pour la première fois qu'il ne pourrait pas atteindre son objectif de 40 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour 2001, en dépit d'une hausse constante du nombre d'abonnés à ses différents produits (135 millions au total). Son bénéfice avant impôts a toutefois progressé de 20 % au deuxième trimestre.

Jeudi, le groupe allemand SAP, numéro un européen des services informatiques, a annoncé un bénéfice supérieur aux attentes et s'est dit confiant pour l'année en cours.

Antoine Jacob

Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations

## « Les Etats-Unis sont dans le creux de la vague, l'Europe y sera à la fin de l'année »

« Que pensez-vous des déclarations plutôt pessimistes du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan ?

— Il n'est pas si pessimiste que cela, et je suis plutôt d'accord avec lui. C'est l'excès de stocks aux Etats-Unis qui empêche la reprise. On ne voit ni le secteur technologique, ni les investissements repartir. Il existe, certes, un risque que cela puisse avoir une répercussion sur le moral des consommateurs américains, mais on n'en voit pas encore les signes. Alan Greenspan est, d'autre part, assez optimiste sur l'année 2002. Il pense que les Etats-Unis auront une croissance moyenne de 3 %. Cela implique - puisqu'ils démarrent l'année avec un taux de 2 % - qu'ils seront à 4 % en décembre 2002 ! En résumé, il dit que cela va être pénible et lent, mais que la reprise, lorsqu'elle arrivera, sera violente.

— Vous ne rejoignez pas l'avis

de Stephen Roach, l'économiste de Morgan Stanley, qui pronostique une récession mondiale ?

— Stephen Roach a des tendances suicidaires bien connues... Plus sérieusement, les Etats-Unis ont une économie hétéroclite, à trois vitesses. Le secteur technologique - 8 % du produit intérieur brut (PIB) - est en très forte récession. Son recul est de l'ordre de 20 % alors que, depuis cinq ans, il était en croissance de 25 % par an. Le secteur de l'industrie et de la construction - 15 % du PIB - s'est beaucoup dégradé ces derniers mois mais il est en train de redémarrer. Enfin, les services connaissent, eux, une croissance de l'ordre de 4 %. Les consommateurs américains restent très optimistes. Si vous n'habitez pas au cœur de la Silicon Valley, vous ne vous rendez pas compte de grand-chose.

— Comment voyez-vous la situation européenne dans les

prochains mois ?

— La situation économique européenne subit deux effets complètement distincts. Il y a tout d'abord, depuis l'été 2000, un ralentissement économique tout à fait indépendant des Etats-Unis. L'Europe connaît une saturation en biens durables et en téléphonie. Ajoutez à cela les problèmes de l'Allemagne, qui connaît une faible augmentation des revenus et une faible croissance.

» Depuis avril-mai, s'est greffé un autre phénomène. L'Europe commence à ressentir les effets du ralentissement mondial venant d'Amérique du Nord, du Sud et d'Asie. Elle va donc subir une nouvelle vague de ralentissement. La première, depuis un an, nous a fait passer de 4 à 2 % de croissance. La seconde nous fera passer de 2 à 1 %. Les Etats-Unis sont dans le creux de la vague actuellement. L'Europe y sera à la fin de l'année.

— Pensez-vous que les déclara-

tions de M. Greenspan vont pousser la Banque centrale européenne (BCE) à baisser ses taux ?

— Mettons les choses au point : ce n'est pas la politique monétaire de la BCE qui est responsable du ralentissement économique européen. Cette politique est plutôt expansionniste, avec des taux à long terme de l'ordre de 5 % et une augmentation très rapide des crédits de l'ordre de 9 % par an. Ce n'est pas un environnement monétaire restrictif. D'ailleurs, si la parité euro-dollar était restée à 1,17, comme au lancement de l'euro, nous aurions 1 point de croissance en moins. Cela étant, une baisse des taux ne ferait de mal à personne.

» En Europe, les stocks sont trop importants, et c'est vrai qu'il faut aider les entreprises à les porter. Mais la BCE n'en est pas responsable. Son mandat n'est pas d'aider à stabiliser la conjoncture. Il faut avoir une réflexion sur son man-

dat, qui, selon Maastricht, est de stabiliser l'inflation entre 0 et 2 %. Est-ce un mandat suffisant ? Bien sûr que non, c'est même une grave erreur. Il faut que la BCE puisse jouer un rôle pour pouvoir contrer, si nécessaire, les cycles économiques.

— Comment voyez-vous la situation en France ?

— La France résiste mieux que l'Allemagne, grâce à la part de services plus importante qu'elle possède. Plus vous avez de services, mieux vous résistez aux chocs.

— Que pronostiquez-vous comme taux de croissance en Europe ?

— Un taux de 2 % en 2001 et 2002. Pour les Etats-Unis, l'estimation de M. Greenspan est un peu forte. Je vois plutôt 2,6 % à 2,7 % en 2002. »

Propos recueillis par Laure Belot

Mieux que des soldes ou des remises  
**LES MEILLEURS PRIX**  
**MEDAILLE D'OR**  
de la distribution Label NF  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
**TOUTES LES GRANDES MARQUES**

RECOMMANDÉ PAR  
PARIS PAS CHER

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC...**  
Cuir - Tissus - Alcantara  
**5500 m<sup>2</sup> d'exposition**  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**  
• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Télégraphe  
• 50, avenue d'Italie  
Paris 13<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Place d'Italie  
**01.42.08.71.00 - 7j/7**

# Le PDG d'AOM-Air Liberté fait cavalier seul pour reprendre la compagnie en faillite

Marc Rochet a déposé en dernière minute une offre de reprise soutenue par MAAF Assurances

Le tribunal de commerce de Créteil recevait, jeudi 19 juillet, les candidats à la reprise de la compagnie aérienne en redressement

AOM-Air Liberté. Les juges, sauf à prononcer la liquidation, devraient se donner une semaine supplémentaire pour examiner la douzaine de

dossiers de reprise, globale ou partielle, qui sont allés au terme de la démarche. Parmi les candidats de dernière heure : le PDG Marc Rochet.

MARC ROCHET aura ménagé ses effets jusqu'au bout. Alors que la liste des repreneurs semblait close, mercredi 18 juillet en fin de journée, à la veille de l'audience du tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne) qui devait les examiner jeudi, le PDG d'AOM-Air Liberté a publié un communiqué dans la soirée, expliquant qu'il avait finalement déposé son propre projet de reprise de la compagnie en redressement judiciaire. Un projet qui s'apparente à une reprise de l'entreprise par les salariés et les dirigeants, avec l'appui financier et technique du fonds d'investissement Ethique MAAF Assurances, et le soutien financier « des actionnaires actuels [Swissair et Marine-Wendel], pour un montant de 1,25 à 1,3 milliard de francs (190,5 à 198 millions d'euros) ». Le plan Rochet se fait fort de sauver un peu plus de 3 000 emplois et de ramener l'exploitation à l'équilibre en deux ans.

Dans l'après-midi, M. Rochet avait pris soin de se démarquer de tous les autres candidats, jugeant qu'aucun des plans proposés par ces derniers n'était crédible, tant

pour des raisons de financement qu'en raison des « sujets difficiles » qu'ils éludaient, notamment celui de l'« enchevêtrement » des statuts sociaux des salariés. Le PDG ne peut pas ignorer l'état d'impopularité extrême qui est déjà le sien auprès des salariés. Son vrai-faux coup de théâtre de mercredi soir va lui aliéner aussi les autres candidats.

## L'APPUI DUSULTAN DE BRUNEI

A commencer par la société financière, Fidei, son ancien partenaire, qui avait pris ses distances ces derniers jours. Jeudi matin, l'avocat de Fidei faisait savoir que son client allait déposer un recours contre l'offre de M. Rochet, au motif qu'elle « est arrivée hors délai » et qu'« un dirigeant qui a mené une entreprise au dépôt de bilan ne peut pas faire une offre de reprise ». Un autre candidat, Jean-Charles Corbet, ancien pilote d'Air France dont le plan, baptisé Holco et soutenu par la banque canadienne CIBC, est le seul qui puisse se prévaloir du soutien des salariés – il propose de garder 3 400 d'entre eux. Il a déclaré au Monde son hosti-

lité face aux « manœuvres » de M. Rochet, dont il fait du départ quasiment un préalable : « On ne peut pas demander aux salariés de faire des efforts si on laisse en place le dirigeant qui a mené l'entreprise là où elle en est. »

Un autre projet, celui d'Alain Atlani, ancien président d'AOM, aujourd'hui dirigeant d'une société espagnole de transport aérien, EuroFirstLine, a été amélioré dans les dernières heures. Prévoyant la reprise de 2 800 salariés, M. Atlani « se propose d'apporter 2,3 milliards de francs dont 300 millions pour le rachat des actifs et 500 millions en fonds de roulement », affirme le quotidien La Tribune du 19 juillet. Ce dossier, assorti de garanties financières de 500 millions de francs « émanant de l'un des établissements de la banque HSBC, récent acquéreur en France du CCF », aurait l'appui du... Sultan de Brunei, l'un des hommes les plus riches du monde.

Au final, des quatorze projets de reprise, globale ou partielle, qui avaient été déposés le 3 juillet auprès du tribunal de commerce,

trois émergent – Holco, Fidei, Atlani – auxquels s'ajoute celui de Marc Rochet. Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a prudemment évité de prendre position, plaidant plutôt pour un rapprochement des candidats les plus crédibles. Le tribunal partagera-t-il l'acte de foi du ministre, qui continue d'affirmer que, à côté d'Air France, « il y a place en France pour un autre opérateur aérien » ? Sauf liquidation immédiate, une décision des juges n'était pas attendue ce jeudi.

AOM-Air Liberté s'est assuré des moyens de financer une semaine supplémentaire de fonctionnement, en se faisant verser, mercredi, 40 millions de francs par l'organisme de paiement des agences de voyages, ses principaux clients. En temps normaux, les voyageurs auraient dû verser 120 millions de francs à la compagnie, au titre des billets émis en juin, mais leur syndicat, le SNAV, a exigé de « garder de l'argent pour pouvoir rembourser éventuellement nos clients », en cas de défaillance du transporteur.

Pascal Galinier

## La SNCF est autorisée à commander 600 locomotives

LE COMITÉ des investissements à caractère économique et social (CIES) qui réunit, entre autres, le ministre de l'économie et des finances et celui des transports, a autorisé mercredi 18 juillet, la SNCF à acquérir d'ici à 2006, 600 locomotives pour le transport de fret. Jusqu'ici Bercy n'avait donné son accord qu'à l'acquisition de 120 locomotives. Le montant global de l'investissement est de 8 milliards de francs (1,22 milliard d'euros). A la SNCF, on indique que 60 locomotives sont d'ores et déjà en cours de livraison et que 120 autres sont commandées. L'accord du CIES va donc permettre à la SNCF de commander 300 locomotives électriques supplémentaires et de lancer un appel d'offres pour 124 nouvelles locomotives diesel. Le quotidien Les Echos indique, jeudi, que le ministère des finances souhaite que la SNCF vende certains actifs comme la société hydroélectrique du Midi, pour financer les nouvelles locomotives. Mais le ministère des transports s'y opposerait. La SNCF se refuse à tout commentaire sur ce différend.

## Alcatel signe un contrat de 275 millions de dollars au Brésil

L'ÉQUIPEMENTIER FRANÇAIS de télécommunications Alcatel a signé avec le brésilien Telemar un contrat de 275 millions de dollars (314,5 millions d'euros) pour la fourniture clés en main d'un réseau GSM 1 800/GPRS, a-t-il annoncé jeudi. Ce réseau sera déployé dans le nord du Brésil et y couvrira soixante-dix villes. Alcatel devrait ainsi aider Telemar à atteindre la capacité de plus de 830 000 nouveaux abonnés dans la région.

Telemar est le plus important fournisseur de services de télécommunications du Brésil où il opère sur 64 % du territoire et couvre plus de la moitié de la population. La société compte 15,2 millions d'abonnés fixes, chiffre qui devrait atteindre 18 millions à la fin de l'année, précise Alcatel.

## BMW rejette la candidature d'Arras

LE CONSTRUCTEUR automobile allemand BMW construira sa nouvelle usine à Leipzig, dans l'est de l'Allemagne, au détriment d'Arras (nord de la France) qui était sur les rangs, a-t-il annoncé mercredi. « Au bout du compte, Leipzig offrait les meilleures perspectives », a commenté Joachim Milberg, le patron du constructeur munichois. Cette usine, appelée à produire 650 voitures par jour en 2005, doit entraîner la création de 10 000 emplois, au total. A l'origine, environ 250 villes ou régions du monde s'étaient portées candidates. Les prix des terrains à Leipzig et le montant des salaires, inférieurs dans l'est de l'Allemagne à ceux pratiqués à l'Ouest, ont joué en faveur de Leipzig. Mais d'autres arguments ont pesé. M. Milberg a reconnu pouvoir compter sur des subventions, dans l'ex-RDA, qui couvriront jusqu'à 28 % de l'investissement. Enfin, selon la presse allemande, le gouvernement allemand avait discrètement plaidé la cause de l'ex-RDA, frappée par un taux de chômage de 17 %, auprès des dirigeants du constructeur.

## Annulation du plan social d'une filiale de BSN

LE TRIBUNAL de grande instance de Lyon a annulé, mercredi, les dispositions du plan social visant à supprimer 317 emplois dans l'unité des Verreries mécaniques champenoises (VMC) à Givors (Rhône), une des filiales de BSN (détenu par le fonds de pension CVC Partners et à plus de 40 % par Danone). L'arrêt de cette usine, un des deux sites de production de VMC avec Reims (530 salariés) où est situé le siège social, était inscrit dans un projet de restructuration annoncé en avril. Le plan prévoyait également la fermeture du siège et le transfert d'une partie des 60 salariés au siège de BSN Glasspack, actionnaire à 99,76 % de VMC, à Villeurbanne (Rhône).

Les magistrats ont relevé la « carence dans la mise en place d'un comité de groupe » commun à VMC et BSN Glasspack. Ils ont estimé aussi que le plan social « ne fait aucune référence à l'accord sur la réduction du temps de travail signé dans l'entreprise le 18 octobre 2000 » qui devait permettre la sauvegarde de 70 emplois supplémentaires.

## La fin programmée du monopole des commissaires-priseurs

L'OUVERTURE du marché français des ventes aux enchères, verrouillé depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, a connu mercredi une « étape décisive » avec l'examen du décret *ad hoc* en conseil des ministres. La loi réformant les ventes volontaires aux enchères publiques a été adoptée le 10 juillet 2000, mais les commissaires-priseurs français, qui perdent leur monopole hérité de l'Ancien régime, menaient depuis une guerre de tranchées, recourant notamment au Conseil d'Etat.

« C'est une étape décisive dans l'ouverture du marché, nous sommes très très heureux de cette nouvelle », a commenté pour l'Agence-France-Presse Laure de Beauvau Craon, PDG de Sotheby's France. En 1992, la filiale de la maison de ventes américaine avait déposé auprès de la Commission européenne une plainte concernant le refus des autorités françaises de l'autoriser à vendre. La France avait été mise en demeure, en 1995, de modifier sa législation. Les premières ventes pourraient se tenir d'ici la fin de l'année ou au début de 2002, selon M<sup>me</sup> de Beauvau Craon.

Chaque samedi avec

**Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

**LE MONDE TELEVISION**

# Havas Advertising et Publicis se renforcent dans l'expertise médias

Les deux grandes agences françaises de publicité ont chacune annoncé, jeudi, une opération de croissance externe. La première lance une offre publique d'achat sur le britannique Tempus, la seconde prend le contrôle de Zenith

**COÏNCIDENCE** ou communication bien organisée ? Jeudi 19 juillet, à huit heures du matin, les deux grandes agences de publicité françaises, Havas Advertising et Publicis, ont chacune annoncé une importante opération de développement. La première lance une offre publique d'achat (OPA) amicale sur le groupe d'origine britannique Tempus, spécialisé dans l'expertise médias, la nouvelle dénomination des centrales d'achat d'espace (lire ci-dessous). Une opération qui sera réalisée principalement en cash, pour un montant d'environ 700 millions d'euros et qui débouchera, si les actionnaires l'acceptent, sur la création d'un groupe de 16,5 mil-

liards d'euros de chiffre d'affaires. La seconde a indiqué avoir mené à bien des négociations engagées de très longue date avec un autre britannique, Cordiant, qui est déjà son partenaire. Aux termes de l'accord, les deux groupes mettent en commun leurs activités dans le conseil et l'achat média. Optimedia, filiale du groupe Publicis, et Zenith Media, dont les deux groupes détenaient jusque là 50 % chacun, passeront sous le contrôle d'une société commune de droit britannique dont Publicis possèdera 75 %, et Cordiant 25 %. Un réajustement qui s'effectue par simple échange d'actions. « Cette opération nous donnera une puissance d'achat de

20 milliards de dollars », affirmait au Monde Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, jeudi matin.

« Cela n'a jamais été notre objectif de nous lancer dans une course-poursuite avec notre concurrent », plaide M. Lévy en découvrant l'étrange concordance des deux annonces, l'une inattendue, l'autre longuement mûrie. Difficile pourtant de ne pas constater qu'une fois de plus, les deux « frères ennemis » s'engagent sur une voie similaire pour pouvoir tenir leur rang parmi les grands mondiaux de la communication. Les multinationales, malgré les particularismes locaux en matière de communication, privilè-

gient de plus en plus les groupes de médias capables de leur offrir une force de frappe mondiale. A l'issue de leurs opérations respectives, Publicis et Havas Advertising resserrent l'écart qui les sépare du trio anglo-saxon de tête constitué par Interpublic, Omnicom et WPP, et se disputeront la quatrième place mondiale.

« Cette opération, si elle est acceptée par les actionnaires de Tempus, nous permettra d'avoir une couverture mondiale », a indiqué au Monde Alain de Pouzilhac, PDG de Havas Advertising, cinquième groupe mondial de conseil en communication depuis l'acquisition, en 2000, de l'américain Sny-

der. Bien implanté en Europe du Sud – il a déjà racheté, cette année, l'espagnol Media Planning Group (MPG) – ainsi qu'en Amérique latine et aux Etats-Unis, Havas Advertising était encore faible en Europe du Nord, et absent d'Asie. Tempus, notamment au travers de sa principale enseigne, CIA, devrait lui apporter un complément géographique significatif sur ces deux zones. « Nous serons neuvième en Asie, septième aux Etats-Unis, premier en Amérique latine, et parmi les trois premiers dans les principaux pays d'Europe », affirme M. de Pouzilhac.

son importance, est loin d'être mondial, et qu'une alliance avec Havas Advertising lui permettrait d'accéder à cette dimension, notamment aux Etats-Unis, où le groupe français est bien implanté. Si l'offre aboutit, une équipe de managers mixte sera constituée, et un fauteuil de choix sera réservé à M. Ingram.

## GROUPES COMPLÉMENTAIRES

Mais il reste à convaincre les autres actionnaires du groupe britannique qui seront, eux, payés en numéraire. Or, parmi ceux-ci figure WPP, qui avec 22 % du capital de Tempus, a les moyens d'influencer l'issue de l'offre. Selon le Wall Street Journal Europe de jeudi, son PDG, le britannique Martin Sorrell, aurait récemment fait allusion publiquement à la complémentarité des deux groupes, ce qui pourrait être de mauvais augure pour Havas Advertising.

La place londonienne est-elle disposée à accepter le rachat d'un de ses fleurons par un groupe de nationalité française ? WPP, ou quelqu'un d'autre, se risquera-t-il à lancer une contre-offre ? C'est seulement d'ici soixante jours, durée légale d'une OPA à la City, que M. de Pouzilhac sera définitivement fixé. D'ici là, il croisera les doigts en espérant que le secteur de la publicité maintienne sa grande tradition : en principe, toute entreprise hostile y est vouée à l'échec, puisque le fonds de commerce d'une agence est constitué par sa matière grise. Et celle-ci peut s'évaporer dans l'instant si les hommes et les femmes qui la constituent décident de bouder l'agresseur.

Anne-Marieocco

## La mutation des centrales d'achat d'espaces publicitaires

**LES CENTRALES** d'achat d'espaces publicitaires ne veulent plus porter ce nom. « Nous sommes aujourd'hui des agences médias », revendique Sébastien Danet, président de Zenith Media. Le métier d'intermédiaire consistant à acheter de l'espace en gros pour le compte d'annonceurs a profondément évolué : sous la pression de la législation, et avec la multiplication des médias, les centrales d'achat se sont transformées en conseils des annonceurs.

La loi Sapin du 29 janvier 1993 a forcé le marché à se réorganiser, les médias devant facturer leurs espaces publicitaires aux annonceurs et non plus aux intermédiaires. « Cette loi, qui semblait être destinée à tuer les centrales d'achat, les a en fait obligés à proposer de nouveaux services pour justifier leurs tarifs », estime Denis Delmas, directeur général de MPG, du groupe Havas Advertising. La multiplication des chaînes de télévision et l'émergence d'Internet ont accéléré cette évolution. Coprésident du groupe Carat qui a inventé le métier d'achat d'espaces en 1967, Eryck Rebouh souligne que « les agences médias sont devenues des conseils en stratégie de moyens quand les annonceurs se sont aperçus que les vecteurs de communi-

cations étaient plus nombreux que les médias traditionnels ». Le marketing direct, le parrainage sportif ou culturel ont compliqué le travail du choix des canaux de communication. « L'interrogation des annonceurs est d'autant plus grande que les médias ont augmenté considérablement leurs tarifs publicitaires pour financer les investissements colossaux que réclament les nouvelles technologies », analyse M. Delmas.

## DES CONSULTANTS SPÉCIALISÉS

Les agences médias se sont rapprochées des annonceurs, dont elles sont devenues des consultants spécialisés, au même titre que les grands cabinets de conseil en management. « Notre métier est d'avoir la meilleure connaissance possible des marchés de nos clients » dit Daniel Saada, directeur général d'Optimedia, filiale de Publicis.

L'évolution des exigences des annonceurs s'accompagne d'une demande d'internationalisation des agences médias. « Aujourd'hui, un réseau média doit être présent dans cinquante à soixante pays », souligne M. Danet, ce qui explique la concentration en cours du secteur. De même que les groupes publicitaires, qui contrôlent les plus

importantes agences médias, les réseaux fusionnent ou se rapprochent pour assurer la couverture géographique la plus homogène possible.

Mais comme l'indique Philippe Sarrazin, directeur général d'Initiative Media, « l'internationalisation de notre métier est limitée à l'élaboration de la stratégie. La répartition et la connaissance des marchés restent un travail local, parce que les médias se consomment différemment d'un pays à l'autre ». Ces évolutions ont conduit les agences médias à investir dans la recherche. « Nous achetons toutes les études et toutes les banques de données disponibles », indique Bruno Khemoun, coprésident de Carat.

A l'exception de Carat, toutes les grandes sociétés du secteur sont aujourd'hui adossées à des groupes publicitaires, une proximité qui leur permet de mieux pénétrer les marchés. Pour les dirigeants de Carat, l'indépendance permet pourtant de consacrer l'intégralité des investissements à l'activité média, « alors que les filiales des groupes publicitaires sont tributaires des arbitrages des holdings », estime M. Rebouh.

Frédéric Roy

## TABLEAU DE BORD

### ÉCONOMIE

La croissance connaît son plus fort ralentissement depuis 1974

LA CROISSANCE de l'économie mondiale connaît actuellement son plus fort ralentissement depuis le choc pétrolier de 1974, selon une étude du groupe de recherche Economist Intelligence Unit (EIU) parue jeudi 19 juillet. L'EIU prévoit une croissance de seulement 2,7 % en 2001, contre 4,9 % en 2000. Ce qui se traduirait par la plus faible hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial depuis la crise asiatique de 1997-1998. L'étude table sur une hausse du PIB de 1,9 % pour les pays de la zone euro et de 1,5 % aux Etats-Unis.

■ **EUROPE** : l'indice des prix à la consommation dans la zone euro est descendu à 3 % sur un an en juin, après 3,4 % en mai, a annoncé mercredi Eurostat, l'agence de statistiques européenne. En juin, les prix ont augmenté de 0,1 %.

■ **ÉTATS-UNIS** : le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, a déclaré mercredi que les Etats-Unis n'envisageaient pas de modifier leur politique en matière de change, à savoir un dollar fort, en dépit du handicap qu'il constitue pour les exportations américaines.

■ **JAPON** : l'économie japonaise continuera de se contracter pendant l'année fiscale en cours, selon des économistes interrogés, jeudi, par Reuters, qui prévoient en moyenne un recul de 0,3 % du PIB sur l'exercice fiscal d'avril 2001 à mars 2002.

■ **IRAN** : pour la deuxième fois depuis mai, les Etats-Unis ont bloqué, mercredi, une demande d'accèsion de l'Iran à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lors d'une réunion de l'OMC.

### AFFAIRES

#### INDUSTRIES

● **MONTEDISON** : l'OPA qu'Italenergia (Fiat et EDF) a lancée sur Montedison et sa filiale énergie Edison débutera le 26 juillet et s'achèvera le 21 août sur la base d'un prix relevé de 3,07 euros par action contre 2,82 euros auparavant. Montedison envisageait de déposer, jeudi 19 juillet, un recours contre le feu vert de la Consob, l'autorité boursière italienne, à cette opération.

● **HIGHWAVE OPTICAL** : le fabricant de composants optiques pour les télécommunications devrait présenter, le 25 juillet, un plan de réduction d'effectifs d'environ 500 personnes, en raison « du délai de reprise de l'activité attendue pour 2002 ».

#### SERVICES

● **NAPSTER** : une cour d'appel californienne a autorisé, mercredi, le site d'échange de fichiers musicaux à reprendre ses activités. Un précédent jugement l'avait contraint à la fermeture.

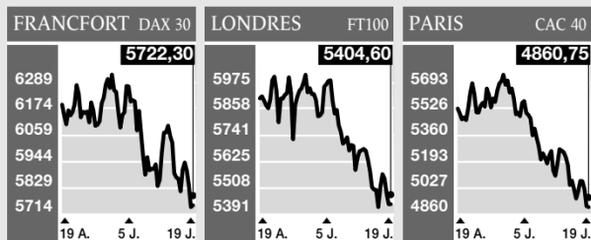
#### FINANCES

● **ALLIANZ** : l'assureur allemand a acquis une solide emprise sur la troisième banque privée du pays, Dresdner Bank, dont il contrôle, depuis mercredi, 96,4 % des actions.

● **EGG** : la banque sur Internet, filiale de l'assureur britannique Prudential, a annoncé jeudi une alliance commerciale avec Microsoft en Europe, pour fournir à ses clients des produits financiers.

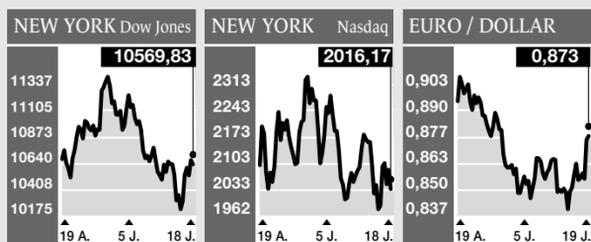
● **EURONEXT** : la mise en place du système unique de négociation de la Bourse sera achevée fin octobre à Amsterdam avec un mois de retard. Il est installé à Paris depuis le 23 avril et à Bruxelles depuis le 21 mai.

## EUROPE



Indice	Cours	Var. %
EUROPE EURO STOXX 50	3911,89	-18,03
EUROPE STOXX 50	3760,82	-17,47
EUROPE EURO STOXX 324	327,74	-16,35
EUROPE STOXX 653	307,90	-14,42
PARIS CAC 40	4860,75	-0,14
PARIS MIDCAC	....	....
PARIS SBF 120	3334,06	-17,12
PARIS SBF 250	....	....
PARIS SECOND MARCHÉ	....	....
AMSTERDAM AEX	538,09	-15,61
BRUXELLES BEL 20	2937,98	-2,86
FRANCFORT DAX 30	5722,30	-11,06
LONDRES FTSE 100	5404,60	-13,14
MADRID STOCK EXCHANGE	8207,30	-9,91
MILAN MIBTEL 30	35421,00	-18,98
ZURICH SPI	6859,90	-15,68

## AMÉRIQUES

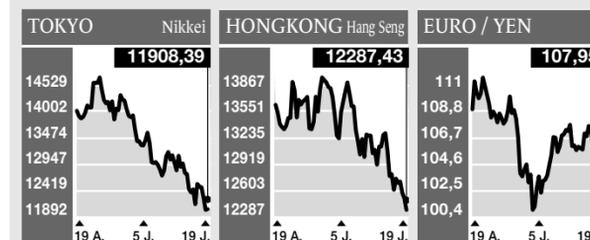


Indice	Cours	Var. %
ÉTATS-UNIS DOW JONES	10569,83	-0,34
ÉTATS-UNIS S&P 500	1207,71	-8,53
ÉTATS-UNIS NASDAQ COMPOSITE	2016,17	-18,39
TORONTO TSE INDEX	7620,47	-14,70
SAO PAULO BOVESPA	13790,88	-9,62
MEXICO BOLSA	359,83	0,11
BUENOS AIRES Merval	325,25	-21,96
SANTIAGO IPSA GENERAL	105,81	-0,87
CARACAS CAPITAL GENERAL	7501,04	0,08

## Cours de change croisés

Cours	Cours	Cours	Cours	Cours	Cours
19/07 9h57	DOLLAR	YEN(100)	EURO	FRANC	LIVRE
DOLLAR	0,80923	0,87390	1,13318	1,41845	0,58037
YEN	123,57500	107,95500	16,46000	175,29000	71,70500
EURO	1,14430	0,92631	1,15245	1,62315	0,66410
FRANC	7,50865	6,07515	6,55957	10,64845	4,35640
LIVRE	0,70499	0,57050	0,61610	0,09395	0,40915
FRANC SUISSE	1,72305	1,39485	1,50565	0,22955	2,44465

## ASIE - PACIFIQUE



Indice	Cours	Var. %
TOKYO NIKKEI 225	11908,39	0,13
HONGKONG HANG SENG	12287,43	-1,12
SINGAPOUR STRAITS TIMES	1630,66	0,17
SÉOUL COMPOSITE INDEX	67,34	1,28
SYDNEY ALL ORDINARIES	3339	-0,28
BANGKOK SET	21,02	0,91
BOMBAY SENSITIVE INDEX	3369,46	-0,41
WELLINGTON NZSE-40	2039,09	0,14

## Taux de change fixe zone Euro

Taux	Taux	Taux
Euro contre	contre franc	Hors zone Euro
FRANCO-ALGÉRIEN	6,55957	EURO
FRANCO-ARGENTIN	1,95583	EURO
FRANCO-AUSTRIEN	1,36638	EURO
FRANCO-BELGE	2,00482	EURO
FRANCO-CANADIEN	0,67603	EURO
FRANCO-DANOIS	0,13242	EURO
FRANCO-ESPAGNOL	166,639	EURO
FRANCO-FINLANDAIS	5,94573	EURO
FRANCO-ALLEMAND	1,66638	EURO
FRANCO-ITALIEN	1,93627	EURO
FRANCO-JAPONAIS	110,336	EURO
FRANCO-NÉERLANDAIS	2,20371	EURO
FRANCO-NORVÉGIEN	4,75666	EURO
FRANCO-PORTUGAIS	204,846	EURO
FRANCO-SUISSE	1,66638	EURO
FRANCO-TURC	16,6639	EURO
FRANCO-BRÉSILIEN	5,94573	EURO
FRANCO-CHILIEN	807,5	EURO
FRANCO-INDIEN	166,639	EURO
FRANCO-KORÉEN	110,336	EURO
FRANCO-NEW-ZÉLANDE	166,639	EURO
FRANCO-PACIFIQUE	166,639	EURO
FRANCO-PÉROUVIEN	5,94573	EURO
FRANCO-RUSSIE	807,5	EURO
FRANCO-TAÏWAN	166,639	EURO
FRANCO-THAÏLANDAIS	166,639	EURO
FRANCO-VIÊTNAM	166,639	EURO

## Hors zone Euro

Taux	Taux	Taux
Euro contre	contre franc	Hors zone Euro
COURONNE DANOISE	7,4466	EURO
COUR NORVÉGIENNE	8,0075	EURO
COUR SUÉDOISE	9,2314	EURO
COUR TCHÈQUE	33,8950	EURO
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6694	EURO
DOLLAR CANADIEN	1,3242	EURO
DOLLAR HONGKONG	6,7313	EURO
DOLLAR NÉO-ZÉLANDE	2,1118	EURO
FORINT HONGROIS	248,6300	EURO
LEU ROUMAIN	25320	EURO
ZLOTY POLONAIS	3,6195	EURO

## Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
18/07	j.j.	3 mois	10 ans	30 ans
FRANCE	4,51	4,34	5,13	5,66
ALLEMAGNE	4,46	4,47	5	5,56
GDE-BRETAG.	4,44	5,14	5,11	4,79
ITALIE	4,46	4,41	5,40	5,95
JAPON	0,03	0,03	1,37	2,50
ÉTATS-UNIS	3,72	3,55	5,14	5,67
SUISSE	2,60	3,05	3,39	4,04
PAYS-BAS	4,41	4,41	5,15	5,60

## Matif

Cours	Volume	dernier	premier
9h57	19/07	prix	prix
Notionnel 5,5	1543	88,78	88,85
DÉCEMBRE 2001	1543	88,78	88,85
Euribor 3 mois	NC	NC	NC
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Retrouvez ces cotations sur le site Web : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

## BOURSES

### LES MARCHÉS

européens ont débuté la séance, jeudi 19 juillet, en légère hausse. A Paris, l'indice CAC 40 progressait ainsi de 0,55 %, à 4 894,46 points, tandis que le DAX de Francfort gagnait 0,48 %, à 5 755,95 points. Aux Etats-Unis, les marchés d'actions ont vivement réagi aux déclarations d'Alan Greenspan devant le Congrès, le Nasdaq ayant terminé en chute de 2,47 %, à 2 016,17 points, et le Dow Jones en recul de 0,34 %, à 10 569,83 points. La Bourse de Tokyo s'est reprise, jeudi, le Nikkei terminant sur une hausse de 0,13 %, à 11 908,39 points.

## CHANGES-TAUX

LA DEVISE européenne se situait, jeudi matin 19 juillet, à son plus haut niveau face au dollar depuis deux mois, à 0,874 dollar, pour la deuxième journée consécutive. L'euro inscrivait aussi un plus haut depuis cinq semaines face à la livre sterling, à 61,68 pence. Le dollar restait sous pression après le discours pessimiste du président de la Réserve fédérale américaine. Le billet vert fléchissait face au yen, à 123,85 yens pour un dollar jeudi. Sur le marché des changes, le taux d'intérêt à dix ans en France se reprenait légèrement à 5,10 %, jeudi matin, son homologue allemand baissant à 4,98 %.

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre BP a perdu 19 pence à 547 pence, mercredi 18 juillet, à la clôture de la Bourse de Londres. Dans son sillage, les autres valeurs pétrolières ont entraîné à la baisse la place financière. Jeudi 19 juillet, à l'ouverture, BP perdait 3 %.

Royal Dutch Shell a connu aussi un recul important de 3,80 % à 63,03 euros, mercredi à la Bourse d'Amsterdam. Une baisse à l'instar des autres valeurs pétrolières sur les autres marchés européens. Jeudi, à l'ouverture, Royal Dutch Shell perdait 1,05 % à 62,37 euros.

L'action Mediaset a connu un fort repli de 2,89 % à 8,93 euros, mercredi, à la clôture de la Bourse de Milan. La holding audiovisuelle

du président du conseil italien Silvio Berlusconi, tout comme les valeurs médias, les technologiques et les banques sont parties à la baisse dans la foulée des places financières américaines. Jeudi, Mediaset était à nouveau en recul, à l'ouverture, avec un léger repli de 0,29 %, à 8,9 euros.

Le titre Swissair n'a pas suivi le mouvement de baisse de la Bourse de Zurich. Mercredi, à la clôture, il affichait une forte progression de 16,79 % à 120 francs suisses, dopé par l'accord obtenu, mardi avec la Belgique pour la recapitalisation de la Sabena. Jeudi, Swissair était en encore en hausse de 2,5 % à 123,5 francs suisses.

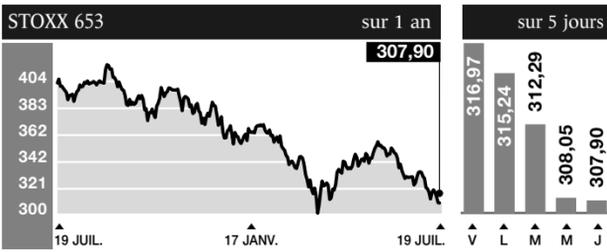


Tableau de données financières pour l'indice STOXX 653, incluant des valeurs telles que SODEXHO ALLIANC, TELE PIZZA, THE SWATCH GRP, etc.

Tableau de données financières pour le secteur PHARMACIE, incluant des valeurs telles que ACTELION N, ALTANA AG, AZO, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BIENS D'ÉQUIPEMENT, incluant des valeurs telles que ABB N, ADECO N, AEROPORTI DI RO, etc.

Tableau de données financières pour le secteur ÉNERGIE, incluant des valeurs telles que BG GROUP, BP, CEPSA.

À NOS ABONNÉS Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances un seul numéro 0825 022 021 ou par Internet : www.lemonde.fr

Tableau de données financières pour le secteur SERVICES FINANCIERS, incluant des valeurs telles que 3I GROUP, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONSOMMATION CYCLIQUE, incluant des valeurs telles que ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVAERT, etc.

Tableau de données financières pour le secteur ALIMENTATION ET BOISSON, incluant des valeurs telles que ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT, BBAG OE BRAU-BE, etc.

Tableau de données financières pour le secteur ASSURANCES, incluant des valeurs telles que AEGIS GROUP, AEGON NV, AGF, etc.

Tableau de données financières pour le secteur HAUTE TECHNOLOGIE, incluant des valeurs telles que AIXTRON, ALCATEL-A, ALTEC SA REG, etc.

Tableau de données financières pour le secteur MEDIAS, incluant des valeurs telles que B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BIENS DE CONSOMMATION, incluant des valeurs telles que AHOLD, ALTADIS, AMADEU GLOBAL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur COMMERCE DISTRIBUTION, incluant des valeurs telles que ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, BOOTS CO PLC, etc.

Tableau de données financières pour le secteur AUTOMOBILE, incluant des valeurs telles que AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BANQUES, incluant des valeurs telles que ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONGLOMÉRATS, incluant des valeurs telles que D'IETERN SA, AZO, GBL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur TÉLÉCOMMUNICATIONS, incluant des valeurs telles que ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Tableau de données financières pour le secteur PRODUITS DE BASE, incluant des valeurs telles que ACERLINOX R, ALUMINIUM GREEC, ANGLON AMERICAN, etc.

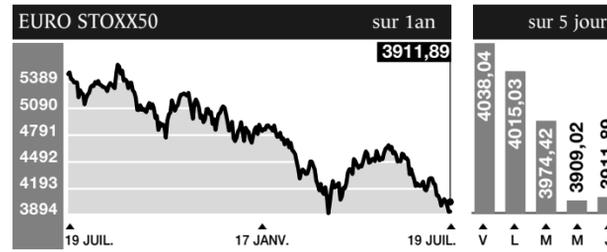


Tableau de données financières pour l'indice EURO STOXX50, incluant des valeurs telles que VEDIOR NV, VESTAS WIND SYS, VINCI, etc.

Tableau de données financières pour le secteur HAUTE TECHNOLOGIE, incluant des valeurs telles que AIXTRON, ALCATEL-A, ALTEC SA REG, etc.

Tableau de données financières pour le secteur MEDIAS, incluant des valeurs telles que B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BIENS DE CONSOMMATION, incluant des valeurs telles que AHOLD, ALTADIS, AMADEU GLOBAL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur COMMERCE DISTRIBUTION, incluant des valeurs telles que ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, BOOTS CO PLC, etc.

Tableau de données financières pour le secteur AUTOMOBILE, incluant des valeurs telles que AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BANQUES, incluant des valeurs telles que ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONGLOMÉRATS, incluant des valeurs telles que D'IETERN SA, AZO, GBL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur TÉLÉCOMMUNICATIONS, incluant des valeurs telles que ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Tableau de données financières pour le secteur PRODUITS DE BASE, incluant des valeurs telles que ACERLINOX R, ALUMINIUM GREEC, ANGLON AMERICAN, etc.

Tableau de données financières pour le secteur ASSURANCES, incluant des valeurs telles que AEGIS GROUP, AEGON NV, AGF, etc.

Tableau de données financières pour le secteur HAUTE TECHNOLOGIE, incluant des valeurs telles que AIXTRON, ALCATEL-A, ALTEC SA REG, etc.

Tableau de données financières pour le secteur MEDIAS, incluant des valeurs telles que B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BIENS DE CONSOMMATION, incluant des valeurs telles que AHOLD, ALTADIS, AMADEU GLOBAL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur COMMERCE DISTRIBUTION, incluant des valeurs telles que ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, BOOTS CO PLC, etc.

Tableau de données financières pour le secteur AUTOMOBILE, incluant des valeurs telles que AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BANQUES, incluant des valeurs telles que ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONGLOMÉRATS, incluant des valeurs telles que D'IETERN SA, AZO, GBL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur TÉLÉCOMMUNICATIONS, incluant des valeurs telles que ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Tableau de données financières pour le secteur PRODUITS DE BASE, incluant des valeurs telles que ACERLINOX R, ALUMINIUM GREEC, ANGLON AMERICAN, etc.

Tableau de données financières pour le secteur AUTOMOBILE, incluant des valeurs telles que AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BANQUES, incluant des valeurs telles que ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONGLOMÉRATS, incluant des valeurs telles que D'IETERN SA, AZO, GBL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur TÉLÉCOMMUNICATIONS, incluant des valeurs telles que ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Tableau de données financières pour le secteur PRODUITS DE BASE, incluant des valeurs telles que ACERLINOX R, ALUMINIUM GREEC, ANGLON AMERICAN, etc.

Tableau de données financières pour le secteur AUTOMOBILE, incluant des valeurs telles que AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Tableau de données financières pour le secteur BANQUES, incluant des valeurs telles que ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

Tableau de données financières pour le secteur CONGLOMÉRATS, incluant des valeurs telles que D'IETERN SA, AZO, GBL, etc.

Tableau de données financières pour le secteur TÉLÉCOMMUNICATIONS, incluant des valeurs telles que ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Tableau de données financières pour le secteur SERVICES COLLECTIFS, incluant des valeurs telles que ACEA, AEM, BRITISH ENERGY, etc.

AMSTERDAM

Tableau de données financières pour le secteur SERVICES COLLECTIFS, incluant des valeurs telles que AIRSPRAY NV, ANTONOV, CTAC, etc.

BRUXELLES

Tableau de données financières pour le secteur SERVICES COLLECTIFS, incluant des valeurs telles que ARTHUR, ENVIPCO HLD CT, FARDIS B, etc.

FRANCFORT

Tableau de données financières pour le secteur SERVICES COLLECTIFS, incluant des valeurs telles que AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGIE, BB BIOTECH ZT-D, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.



**TOUR DE FRANCE 2001** La 11<sup>e</sup> étape, un contre-la-montre en côte long de 32 km, à Chamrousse (Isère), a été remportée, mercredi 18 juillet, par l'Américain Lance

Armstrong (US Postal). ● APRÈS SA VICTOIRE, la veille, sur les pentes de l'Alpe-d'Huez, lors de la première véritable étape de montagne, le double vainqueur du Tour de France



(1999, 2000) a de nouveau dominé tous ses rivaux. ● L'ALLEMAND JAN ULLRICH (Telekom), deuxième de l'étape, est relégué à 1 min, tandis que l'Espagnol Joseba Beloki (ONCE)

a pris la troisième place, à 1 min 35 s. ● FRANÇOIS SIMON (Bonjour), qui a perdu 7 min sur le favori américain, finissant à la 46<sup>e</sup> place, a conservé son maillot jaune.

## Désormais, Lance Armstrong mate ses rivaux avec le sourire

Net vainqueur du contre-la-montre en côte de Chamrousse (Isère), 24 heures après avoir écoeuré ses adversaires lors de la première véritable étape de montagne, le champion américain démontre qu'il est bien l'impitoyable patron de la course. Pour autant, il semble avoir décidé de donner de lui une image plus aimable

**CHAMROUSSE (Isère)**  
de notre envoyé spécial

Il en va ainsi des Tours de France depuis deux ans. Arrive un moment de la course où l'impression de vivre une sorte de remake prévaut. Comme le veut, désormais, une presque tradition, les premières étapes de montagne ont

donné à voir un phénomène connu, vérifié. Dressé sur ses pédales, visage fermé, Lance Armstrong (US Postal) impose sa loi sur la course. Une loi simple, implacable : celle du plus fort.

D'une année sur l'autre, le décor et la météo varient plus ou moins, mais le scénario ne connaît guère de bouleversement. Ainsi, rien ne ressemblait davantage à l'épisode vécu à Sestrières, en 1999, que l'époustouflante démonstration d'Hautacorn, en 2000. Au détail près, le froid et la pluie compris, la scène pourtant jouée à douze mois d'intervalle s'était déroulée selon

une dramaturgie en tous points semblable.

Celle proposée, mardi 17 juillet, dans les virages de l'Alpe-d'Huez, n'a pas échappé à ce scénario éprouvé. Seule la couleur du ciel avait été modifiée, mais le réalisateur ne pouvait rien y faire. Les mois de juillet se suivent, et, avec une étonnante constance, Lance Armstrong réédite ses exploits. Cet homme est un récidiviste, un métro- nomme parfaitement réglé. A l'écouter, ces apparences sont trompeuses : « Je ne suis pas nécessairement le même d'une année sur l'autre. Je m'entraîne de plus en plus fort. »

La « moto Armstrong », la « fusée Armstrong », le « bolide Armstrong » – les appellations diffèrent selon les références – écrase donc le Tour de France. Et, à ceux qui avaient l'outrecuidance d'émettre quelques doutes, le champion américain a choisi de clouer le bec. Mercredi 18 juillet, dans la 11<sup>e</sup> étape, course contre la montre, dans la montée de Grenoble à Chamrousse – un peu plus de 1 500 m de dénivelé en 32 kilomètres sur une pente à

7,1 % de moyenne –, il a, une fois de plus, fait montre de sa supériorité. La forme de l'Allemand Jan Ullrich (Telekom) n'y peut rien. L'ancien vainqueur du Tour (en 1997) hérite des accessits. Comme la veille, il s'est classé deuxième derrière son rival. Pourtant, comme la veille encore, Jan Ullrich n'a pas compté ses forces. Premier Armstrong, deuxième Ullrich, les mêmes

dans le même ordre et sur le même exercice qu'il y a un an, entre Fribourg et Mulhouse. Un air de déjà vu.

L'Américain ne se contente pas de dominer le Tour, il le gère. « Aujourd'hui, il n'y avait aucune tactique possible. Avec Johan Bruyneel [son directeur sportif de l'équipe US Postal] nous avons décidé de partir doucement et d'accélérer pro-

gressivement. Je me sentais bien. J'avais bien récupéré », a commenté le champion. En bon connaisseur de son organisme et de ses aptitudes, il grignote chaque jour les minutes à son principal adversaire, comme s'il voulait semer le trouble dans son esprit en le piquant de banderilles afin de l'atteindre au moral. Ainsi l'a-t-on vu relâcher son effort dans les derniers virages avant l'arrivée à l'Alpe-d'Huez mardi, se contentant de tenir à bonne distance Jan Ullrich, près de 2 minutes au chronomètre (1 min 59 s exactement), et réitérer le lendemain sur les hauteurs de Chamrousse pour terminer avec un avantage d'une minute sur le même rival.

**FRANÇOIS SIMON SANS ILLUSIONS**

Au sortir de cette traversée des Alpes, le Français François Simon (Bonjour) a réussi à conserver le maillot jaune, mais il sait mieux que quiconque la précarité de sa situation. Onze minutes d'avance ne suffiront pas à le protéger du retour de ses poursuivants, et moins encore

de ses propres faiblesses. « Vendredi, entre Perpignan et Ax-les-Termes, ça peut encore bien se passer, mais, après, cela deviendra très dur. Dans ma tête, c'est mission impossible », a-t-il précisé. Lance Armstrong ne s'en soucie guère. « Je me rapproche du maillot jaune », assure-t-il. François Simon perdra sa tunique sans que l'Américain ait besoin de le battre.

Les cols pyrénéens, qui attendent le peloton dès vendredi 20 juillet, et surtout samedi 21, se chargeront d'assurer le changement de costume. D'autant qu'il le concède : « On peut payer les efforts. J'ai dépensé beaucoup d'énergie ces derniers jours. Je serai plus prudent dans les Pyrénées. J'essaierai de m'économiser. Mais s'il faut attaquer, j'attaquerai. »

Pour l'heure, il semble que le Texan soit confronté à d'autres soucis. Entouré d'un staff chargé de filtrer ses interlocuteurs et de peaufiner sa communication, d'un garde du corps champion de kick-boxing qui le préserve du contact de la foule, le double vainqueur du Tour de France s'applique également à repositionner son image.

Peut-être les sifflets entendus dans son sillage à l'approche de l'Alpe-d'Huez ont-ils suscité quelques réactions de la part de son entourage. Pour la première fois depuis trois ans, Lance Armstrong s'emploie à paraître sympathique auprès du public en même temps qu'il dompte la course. Depuis quelques jours, il signe des autographes, alors que durant la première semaine il ne sortait qu'au dernier moment de son car pullman, fendant la foule des badauds sans décrocher le moindre sourire.

Il apparaît sur les chaînes de télévision, parle dans un français très amélioré (langue que Miguel Indurain, par exemple, n'avait jamais pris la peine d'apprendre) de son fils et de son autre enfant à naître, en décembre. Le champion brise la glace, s'essaie au charme des mots. C'est un professionnel, qui ne néglige absolument rien. Sûrement le premier dans le monde de la petite reine.

Yves Bordenave

Philippe Le Cœur

► www.lemonde.fr/tdf2001

**Le vainqueur de l'étape**

**LANCE ARMSTRONG**  
Né le 18 septembre 1971 à Dallas (Texas, États-Unis), 1,77 m ; 75 kg.

**Carrière** : professionnel depuis 1992. Équipes : Motorola (1992-1996) ; Cofidis (1997) ; US Postal (1998-2001).  
**Ses principales victoires** : champion du monde 1993 ; champion des États-Unis 1993 ; Tour de France (1999 et 2000) ; Tour de Suisse 2001 ; Flèche wallonne (1996) ; Grand Prix des Nations 2000.

**Classement dans le Tour de France** : abandon en 1993 (une étape) ; abandon en 1994 ; 36<sup>e</sup> en 1995 (une étape) ; abandon en 1996 ; vainqueur en 1999 (trois étapes, maillot jaune pendant 15 jours) ; vainqueur en 2000 (une étape, maillot jaune pendant 12 jours) ; deux étapes en 2001.

**Classement mondial UCI** (fin d'année) : 152<sup>e</sup> en 1992 ; 21<sup>e</sup> en 1993 ; 25<sup>e</sup> en 1994 ; 15<sup>e</sup> en 1995 ; 9<sup>e</sup> en 1996 ; 25<sup>e</sup> en 1998 ; 7<sup>e</sup> en 1999 ; 4<sup>e</sup> en 2000.

**Le maillot jaune**

**FRANÇOIS SIMON**

Né le 28 octobre 1970 à Troyes (Aube), 1,72 m ; 62 kg.  
**Carrière** : professionnel depuis 1991. Équipes : Castorama (1991-1995) ; GAN (1998) ; Crédit agricole (1999) ; Bonjour (depuis 2000).

**Ses principales victoires** : champion de France 1999 ; une étape du Tour d'Italie 1992 ; une étape du Critérium du Dauphiné libéré 1996 ; une étape de Paris-Nice 2000.

**Classement dans le Tour de France** : 5<sup>e</sup> en 1993 ; 43<sup>e</sup> en 1994 ; 59<sup>e</sup> en 1995 ; 86<sup>e</sup> en 1996 ; 32<sup>e</sup> en 1997 ; 57<sup>e</sup> en 1998 ; 30<sup>e</sup> en 1999 ; 58<sup>e</sup> en 2000 ; deux jours maillot jaune en 2001.

**Classement mondial UCI** (fin d'année) : 414<sup>e</sup> en 1991 ; 187<sup>e</sup> en 1992 ; 146<sup>e</sup> en 1993 ; 105<sup>e</sup> en 1994 ; 77<sup>e</sup> en 1995 ; 201<sup>e</sup> en 1996 ; 97<sup>e</sup> en 1997 ; 125<sup>e</sup> en 1998 ; 74<sup>e</sup> en 1999 ; 118<sup>e</sup> en 2000.

**CHAMROUSSE (Isère)**

de notre envoyé spécial

C'est devenu un rituel. Depuis trois ans, lorsque revient juillet, Lance Armstrong (US Postal) se livre à une démonstration de force, souvent ponctuelle, mais à l'impact destructeur, sur les routes du Tour de France. Et, chaque année, cette prestation du Texan suscite moult interrogations, dont la source tient, notamment, dans son jeu de jambes « endiable », qui donne l'impression qu'il se meut plus vite et de manière plus aérienne que ses rivaux. Impression seulement ? Non, car Lance Armstrong a devancé de près de 2 minutes l'Allemand Jan Ullrich (Telekom) à l'Alpe-d'Huez, lui prenant encore 1 minute à Chamrousse.

« A l'Alpe-d'Huez, cela se joue sur 2 kilomètres seulement, ensuite, sur les 5 derniers kilomètres, il fait jeu égal avec les Ullrich, Beloki et Moreau », relève Frédéric Grappe. « Je ne dis pas qu'il n'est pas dopé mais ce que j'ai vu n'est pas incohérent », poursuit cet enseignant-chercheur au laboratoire des sciences du sport à la faculté de Besançon (Doubs), qui entraîne plusieurs coureurs dont ceux de La Française des jeux.

Les mesures de la puissance développée par Lance Armstrong confortent Frédéric Grappe dans cette analyse : « Dans les cols de la Madelei-

ne, puis du Glandon, sa puissance moyenne a été de 360 watts et de 345 watts. Il a été caché toute la journée, il n'a pas pris de vent. Ensuite, dans l'Alpe, sa puissance a été de 430 watts avec une cadence de pédalage comprise entre 95 et 105 tours par minute, ce qui confirme l'utilisation d'un petit braquet de 39 x 23 [39 dents sur le plateau avant, 23 dents sur le pignon arrière, soit un peu moins de 4 mètres parcourus à chaque tour de pédalier]. Si j'avais relevé 480 ou 500 watts, j'aurais parlé de problème. En 1997, l'Italien Marco Pantani avait développé 360 watts dans l'Alpe-d'Huez. Mais pour 57 kg, ce qui devient important. Lance Armstrong pèse 69 kg. »

**VÉLOCITÉ PLUTÔT QUE PUISSANCE**

L'enseignant-chercheur se refuse à « parler d'extraterrestre » à propos de Lance Armstrong. « Mercredi, à Chamrousse, il a développé en moyenne 410 watts. Cela signifie que, par rapport à la veille, il a dû utiliser en moyenne une dent de plus sur le pignon arrière [21 dents au lieu de 20 par exemple]. Cela est logique : c'était plus long [une heure, contre 38 minutes], et il lui a fallu récupérer. »

« Au niveau puissance rapportée à son poids, il n'est pas supérieur aux autres, il procède avec davantage de vitesse, poursuit Frédéric Grappe,

c'est l'économie du geste qui fait la différence : Ullrich pédale avec une fréquence de 15 à 20 tours par minute de moins. Pour une vitesse égale, cela implique un niveau de force plus important. Armstrong est plus économique que les autres. D'autant plus qu'une plus grande vélocité est aussi synonyme de moins de traumatismes au niveau musculaire, donc de récupération plus rapide. »

Si la gestuelle du coureur américain intrigue, c'est aussi que l'utilisation des petits braquets n'était plus d'actualité. « Depuis Bernard Hinault, l'usage des gros braquets s'était généralisé. Mais quand on regarde les anciens Tours, des gars comme Van Impe ou, plus loin, Bahamontès tournaient la patte comme cela. Pourquoi ne pourrait-on pas le faire en 2001 ? », relève Frédéric Grappe. En l'occurrence, le pédalage de Lance Armstrong est décrit comme « parfait » par Frédéric Grappe : « Il a une technique pure. Il a la cheville souple et il remonte bien les talons. Il peut aussi se mettre facilement en danseuse, il est plus souple qu'Ullrich. Et il a une fixation au niveau des épaules supérieure à celle des autres. En danseuse, il transmet mieux la puissance au niveau des pédales. Tout cela n'est pas fait n'importe comment. Sa coordination du geste, c'est beaucoup de travail. »



**Le TGV des pignes**

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'Américain Lance Armstrong (US Postal) a mené grand train sur la pente qui conduisait un par un les coureurs de Grenoble à Chamrousse. La station qui avait accueilli, lors des Jeux olympiques d'hiver de 1968, les épreuves de ski alpin, notamment celles de descente,

a pu observer une postface sportive inattendue : l'été en montée. Pas particulièrement en pente douce, puisque l'ascension était classée hors catégorie, malgré un décor bucolique digne d'un train touristique. Dans ce domaine a priori privilégié pour les grimpeurs, Lance Armstrong a distribué les gifles virtuelles aux spécialistes, tous relégués à plus d'une minute sur 32 km. L'heure du KO général, qui paraît inéluctable, sonnera sans doute dans les Pyrénées.

## LES CLASSEMENTS

**11<sup>e</sup> étape (c.l.m. ind. 32 km)**  
**Grenoble-Chamrousse**  
**mercredi 18 juillet**

1. Lance Armstrong (USA/USP), en 1 h 7 min 27 s (moyenne 28,466 km/h) ; 2. Ullrich (AI/TEL), à 1 min ; 3. Beloki (Esp/ONC), à 1 min 35 s ; 4. Laiseka (Esp/EUS), à 2 min 3 s ; 5. Sevilla (Esp/KEL), à 2 min 24 s ; 6. Galdeano (Esp/ONC), à 2 min 31 s ; 7. Botero (Col/KEL), à 2 min 43 s ; 8. Moreau (Fra/FES), à 3 min ; 9. Montgomery (Sui/FDJ), à 3 min 7 s ; 10. Garzelli (Ita/MAP), à 3 min 8 s ; 11. Rous (Fra/BJR), à 3 min 46 s ; 12. Vinokourov (Kzr/KEL), à 3 min 48 s ; 13. Gutierrez (Esp/KEL), à 3 min 51 s ; 14. Chaurreau (Esp/EUS), à 4 min 1 s ; 15. Cuesta (Esp/COF), à 4 min 3 s ; 16. Cardenas (Col/KEL), à 4 min 10 s ; 17. Sastre (Esp/ONC), à 4 min 13 s ; 18. L. Jalabert (Fra/CST), à 4 min 19 s ; 19. Kölden (AI/TEL), à 4 min 28 s ; 20. Belli (Ita/FAS), à 4 min 31 s ; 21. Vaughters (USA/CA), à 4 min 31 s ; 22. De Munain (Esp/EUS), à 4 min 49 s ; 23. Brozyna (Pol/BAN), à 5 min 5 s ; 24. Menchow (Rus/BAN), à 5 min 7 s ; 25. McGee (Aus/FDJ), à 5 min 9 s ; 26. Moncoutié (Fra/COF), à 5 min 36 s ; 27. Rodriguez (Esp/BAN), à 5 min 37 s ; 28. Mancebo (Esp/BAN), à 5 min 40 s ; 29. Casas (Esp/FES), à 6 min 2 s ; 30. Voigt (AI/CA), à 6 min 3 s ; 31. Goubert (Fra/DEL), à 6 min 7 s ; 32. Kivilev (Kzr/COF), à 6 min 7 s ; 33. Serrano (Esp/ONC), à 6 min 12 s ; 34. Vermaut (Bel/LOT), à 6 min 18 s ; 35. Turpin (Fra/A2R), à 6 min 22 s ; 36. Atienza (Esp/COF), à 6 min 25 s ; 37. Bartoli (Ita/MAP), à 6 min 32 s ; 38. Boogerd (Pbs/RAB), à 6 min 35 s ; 39. Wauters (Bel/RAB), à 6 min 38 s ; 40. Morin (Fra/CA), à 6 min 41 s ; etc...

● **Classement général**

1. François Simon (Fra/BJR), en 46 h 48 min 36 s ; 2. Kivilev (Kzr/COF), à 11 min 1 s ; 3. Armstrong (USA/USP), à 13 min 7 s ; 4. Beloki (Esp/ONC), à 16 min 17 s ; 5. Ullrich (AI/TEL), à 16 min 41 s ; 6. Moreau (Fra/Fes), à 18 min 21 s ; 7. Gonzalez Galdeano (Esp/BAN), à 19 min 5 s ; 8. Sevilla (Esp/KEL), à 19 min 31 s ; 9. Botero (Col/KEL), à 21 min 35 s ; 10. O'Grady (Aus/CA), à 21 min 48 s ; 11. L. Jalabert (Fra/CST), à 25 min 25 s ; 12. Rous (Fra/BJR), à 25 min 26 s ; 13. Serrano (Esp/ONC), à 25 min 27 s ; 14. Boogerd (Pbs/RAB), à 25 min 33 s ; 15. Mancebo (Esp/BAN), à 25 min 55 s ; 16. Montgomery (Sui/FDJ), à 26 min 4 s ; 17. Garzelli (Ita/MAP), à 26 min 20 s ; 18. Gutierrez (Esp/KELME), à 26 min 21 s ; 19. Sastre (Esp/ONC), à 27 min 15 s ; 20. Belli (Ita/FAS), à 27 min 23 s ; 21. Kölden (AI/TEL), à 28 min 54 s ; 22. Vinokourov (Kzr/TEL), à 29 min 6 s ; 23. Merxoh

(Bel/DF), à 29 min 51 s ; 24. Chaurreau (Esp/EUS), à 30 min 20 s ; 25. Heras (Esp/USP), à 30 min 42 s ; 26. Brozyna (Pol/BAN), à 33 min 1 s ; 27. Van de Wouwer (Bel/LOT), à 35 min 39 s ; 28. Blanco (Esp/BAN), à 38 min 35 s ; 29. Laiseka (Esp/EUS), à 41 min 33 s ; 30. Julich (USA/CA), à 42 min 20 s ; 31. Brochard (Fra/DEL), à 43 min 8 s ; 32. Jaksche (AI/ONC), à 43 min 47 s ; 33. Piepoli (Ita/BAN), à 46 min 18 s ; 34. Bénéteau (Fra/BJR), à 47 min 4 s ; 35. Salmon (Fra/A2R), à 47 min 51 s ; 36. Trentin (Ita/COF), à 48 min 26 s ; 37. Roux (Fra/DEL), à 48 min 40 s ; 38. Aerts (Bel/LOT), m.t. ; 39. De Groot (Pbs/RAB), à 49 min 44 s ; 40. Böits (AI/TEL), à 49 min 56 s ; 41. Bartoli (Ita/MAP), à 50 min 35 s ; 42. Heulot (Fra/BIG), à 50 min 47 s ; 43. Mikhalov (Rus/LOT), à 50 min 51 s ; 44. Vaughters (USA/CA), à 50 min 58 s ; 45. Dierckxens (Bel/LAM), à 51 min 24 s ; 46. Livingston (USA/TEL), à 52 min 21 s ; 47. Heppner (AI/TEL), à 53 min 43 s ; 48. Rodriguez (Esp/BAN), à 53 min 54 s ; 49. Voigt (AI/CA), m.t. ; 50. Bolcharov (Rus/A2R), à 54 min 45 s ; etc.

● **Classement de la montagne**

1. Laurent Roux (Fra/DEL), 127 pts ; 2. L. Jalabert (Fra/CST), 106 ; 3. Ullrich (AI/TEL), 92 (+30) ; 4. Armstrong (USA/USP), 91 (+40) ; 5. Sevilla (Esp/KEL), 86 (+22), etc.

● **Classement par points**

1. Stuart O'Grady (Aus/CA), 136 pts ; 2. Zabel (AI/TEL), 127 pts ; 3. Nazon (Fra/BJR), 90 ; 4. Teutenberg (AI/FES), 82 ; 5. Simon (Fra/BJR), 76, etc.

● **Classement par équipes**

1. Rabobank, 140 h 31 min 49 s ; 2. Kelme, à 25 min 8 s ; 3. Festina, à 52 min 30 s ; 4. ONCE, à 52 min 42 s ; 5. Bonjour, à 56 min 52 s ; etc.

● **Classement des jeunes**

1. Oscar Sevilla (Esp/Kel), 47 h 8 min 7 s ; 2. Mancebo (Esp/BAN), à 6 min 24 s ; 3. Montgomery (Sui/FDJ), à 6 min 33 s ; 4. Jaksche (AI/ONC), à 24 min 16 s ; 5. Gutierrez (Esp/ONC), à 42 min 59 s, etc.

● **Classement de la combativité**

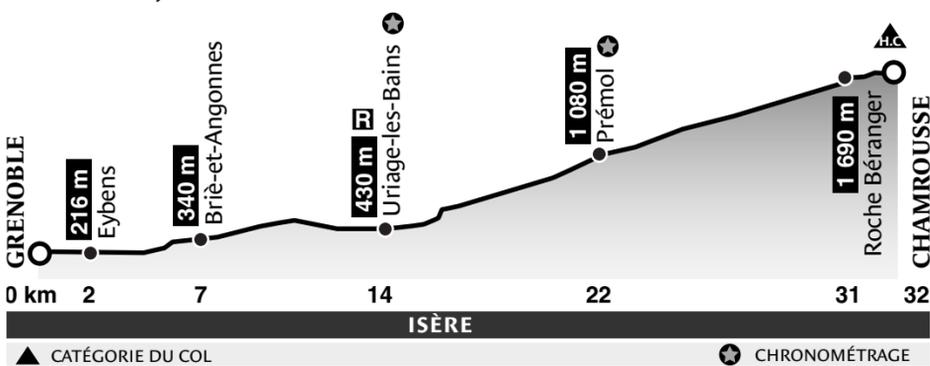
1. Laurent Roux (Fra/DEL), 46 pts ; 2. L. Jalabert (Fra/CST), 45 ; 3. Durand (Fra/FDJ), 34 ; 4. Verbrugge (Bel/LOT), 28 ; 5. Dierckxens (Bel/LAM), 22, etc.

● **Abréviations**

A2R (AG2R Prévoyance) ; BAN (banesto.com) ; BIG (BigMat-Auber 93) ; BJR (Bonjour) ; CA (Crédit agricole) ; COF (Cofidis) ; CST (CSC Tiscali) ; DEL (Jean Delatoir) ; DFF (Domo-Farm frites) ; EUS (Euskatel) ; FAS (Fassa Bortolo) ; FDJ (La Française des jeux) ; FES (Festina) ; KEL (Kelme-Costa Blanca) ; LAM (Lampore-Daikin) ; LOT (Lotto Adexco) ; Map (Mape-Quick Step) ; ONC (ONCE) ; RAB (Rabobank) ; TEL (Deutsche Telekom) ; USP (US Postal).

**GRENOBLE • CHAMROUSSE** 11<sup>e</sup> étape • 32 km (c.-l.-m. individuel)

mercredi 18 JUILLET



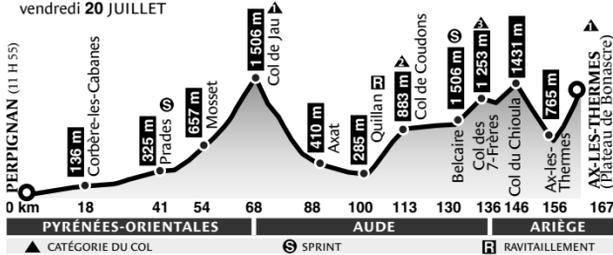
**En hausse**

● **Oscar Sevilla** (Kelme) : le grimpeur espagnol s'est classé 5<sup>e</sup> du contre-la-montre, à 2 min 24 s de Lance Armstrong. Disputant à 24 ans son premier Tour, il porte le maillot blanc du meilleur jeune.  
 ● **Sven Montgomery** (La Française des jeux) : le Suisse (25 ans) confirme les espoirs placés en lui : 9<sup>e</sup> de l'étape, à 3 min 7 s, il s'affirme comme un grimpeur d'avenir.

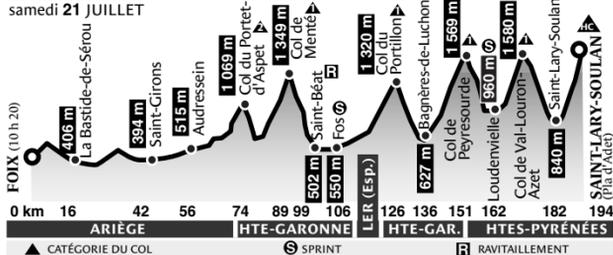
**En baisse**

● **Stéphane Heulot** (BigMat-Auber 93) : réputé bon grimpeur, il vient de perdre 35 minutes dans les deux étapes alpestres. L'ancien maillot jaune 1996 espère désormais passer les Pyrénées.  
 ● **Florent Brard** (Festina) : le champion de France espoirs du contre-la-montre 1997 et 1998 a terminé 148<sup>e</sup> de l'épreuve chronométrée, à 13 min 3 s.

**PERPIGNAN • AX-LES-THERMES** 12<sup>e</sup> étape • 167 km



**FOIX • SAINT-LARY-SOULAN** 13<sup>e</sup> étape • 194 km



**DANS LE PELOTON**

■ **ESPOIR.** L'équipe allemande Telekom conserve toujours l'espoir de faire échec à Lance Armstrong (US Postal). « Lance a toujours dit que j'étais le plus grand talent du cyclisme, mais, aujourd'hui, j'ai l'impression que c'est lui qui le possède », a déclaré le leader de l'équipe, l'Allemand Jan Ullrich (27 ans). Le vainqueur du Tour de France 1997 veut néanmoins continuer à croire en ses chances dans les Pyrénées après le doublé alpestre réalisé par l'Américain : « Je connais bien les étapes qui nous attendent. Elles sont difficiles, mais je les ai reconquises. Il y a des descentes dangereuses, aussi la connaissance du terrain m'aidera, a-t-il expliqué avant d'ajouter : « Il sera important d'attaquer tous les jours. Si j'ai de bonnes jambes, je le ferai. » « Le Tour n'est pas fini », a prévenu le manager général, le Belge Walter Godefroot.

**Thomas Levet commence le British Open de golf aux côtés de Tiger Woods**

Le joueur français, qui a obtenu d'excellents résultats sur les parcours britanniques, envisage de poursuivre sa carrière aux Etats-Unis si le succès est toujours au rendez-vous

**SAINT ANNES (Grande-Bretagne)**  
de notre envoyé spécial

Mercredi matin, à 10 h 30, trois joueurs français prenaient le départ d'une partie d'entraînement et de reconnaissance sur les parcours de Lytham dans la station balnéaire de Saint Annes, proche de Manchester, où doit se disputer l'Open de Grande-Bretagne. Un vent violent soufflait, quelques gouttes d'eau tombaient. Emmittouffés dans leurs vêtements de pluie, Thomas Levet et Raphaël Jacquelin entouraient Alexandre Balicki. C'est grâce à sa 9<sup>e</sup> place du classement final du circuit sud-américain qu'il disputait cet hiver que ce dernier avait acquis le droit de disputer le deuxième tour de qualification qu'il a passé avec succès.

Peu connu en France, Alexandre Balicki, grand jeune homme aux cheveux longs et bouclés, l'est évidemment encore moins ici. Ce n'est plus le cas pour ses deux aînés, grâce aux résultats de ces dernières semaines qui leur ont valu de faire partie des 122 joueurs qualifiés d'office pour ce British Open. Raphaël terminait deuxième de l'English Open, début juin, et, surtout, Thomas remportait le British Masters la semaine précédente.

**PENSER AU PUBLIC**

Ici, tout le monde a pu le voir, après son putt victorieux au troisième trou du play off, courir autour du green, tapant dans les mains des spectateurs. Ce geste spontané était pour lui une façon d'exprimer autant son bonheur que sa reconnaissance envers un public qui l'avait encouragé au long du parcours. Le Parisien entretient une relation privilégiée avec le public. Au cours de sa partie d'entraînement, il se donnait le temps de plaisanter avec quelques passionnés. A la fin de celle-ci, il lançait même au public quelques balles : « J'ai moi aussi été un gamin qui

suivait des compétitions comme le trophée Lancôme ou l'Open de France ; tout ce que je voulais, c'était un petit souvenir. »

Pour Caroline, son épouse, c'est la preuve de l'une de ses principales qualités : « Il est serviable, généreux, très attentif. » Ancienne joueuse de haut niveau – sa carrière amateur a été couronnée par un titre de championne d'Europe par équipes en 1989 et une victoire aux Internationaux d'Australie – elle a encore du mal à réaliser la victoire de Thomas

une place qui ouvre toutes les portes, il faut aller jouer là-bas puisque ce sont les gains qui font le classement et qu'ils sont supérieurs à ceux du circuit européen. » Les tournois s'enchaînent et de très bons résultats suivent – une place de neuvième et une autre de douzième – rendant le rêve réalisable.

Le regard que les autres joueurs portent sur lui change : « Ils découvrent en toi un concurrent sérieux. » Un regain de popularité confirmé par les bookmakers : à l'Open d'Ecos-

**Tournoi ouvert à tous**

Avant de débiter, cette 130<sup>e</sup> édition du British Open aura fait onze fous de joie, des joueurs qui ont gagné le droit de participer à cette vénérable épreuve. Avec 2 225 autres, ils s'étaient inscrits pour disputer un premier tour de qualification au début du mois sur seize parcours en Angleterre et en Irlande. Au terme des 18 trous disputés simultanément, ils n'étaient plus que 124 à avoir le droit de prendre part au deuxième tour de qualification. En face d'eux, ils retrouvaient 260 joueurs, issus en majorité du circuit européen, qui n'avaient pas un accès direct à l'épreuve la plus importante du continent.

Tout était donc à recommencer pour les premiers élus, avec une concurrence plus rude. Sur les joueurs alors en lice, 34 à peine gagnaient le « paradis ». Parmi eux, les onze inconnus, qui n'avaient pourtant fait que le plus facile puisque, à partir de jeudi 19 juillet, c'est avec les 122 meilleurs mondiaux qu'ils rivaliseront sur ce par 71, long de 6 215 mètres.

au British Masters. Ce succès est pourtant en train de bouleverser leur vie. Les problèmes financiers n'étant plus d'actualité, Caroline a décidé d'arrêter de travailler. Elle aura désormais la possibilité d'être plus disponible pour son champion de mari. Ce sera aussi la fin des séparations douloureuses puisqu'ils pourront courir le monde avec leur petit garçon de 3 ans et leur fille de 8 mois.

Leur projet est d'aller vivre aux Etats-Unis, si Thomas réussit à passer les qualifications du circuit américain. Il pense qu'il a aujourd'hui les moyens de réaliser son ambition : « Si tu veux avoir une chance d'être classé dans les 50 premiers mondiaux,

se, la semaine dernière, sa cote était plus élevée que celles de Bernhard Langer et Greg Norman.

Et lorsqu'on est 14<sup>e</sup> du classement qualificatif pour la Ryder Cup, on commence à y croire, surtout lorsque Sam Torrance, capitaine de l'équipe européenne, partage votre partie sur un tournoi. Autre signe qui ne trompe pas : les joueurs avec qui l'on dispute une épreuve. A Lytham, Thomas doit jouer les deux premières journées en compagnie de l'Argentin Angel Cabrera et d'un joueur américain nommé Tiger Woods.

Jean-Louis Aragon

**LES HORIZONS DU CYCLISME (10)**

**Daniel Baal : « Personne n'a plus le droit de tricher »**

« JUSQU'EN 1998, le cyclisme allait droit dans le mur. Quand, avant qu'éclate l'affaire Festina, on dénonçait les comportements de dérive, qui présidaient alors dans le peloton, on n'était pas entendu. Personne n'accordait le moindre crédit à ce qu'on pouvait dire et aux actions entreprises pour tenter d'enrayer ce phénomène : mise en place d'un premier suivi longitudinal et de contrôles sanguins hématologiques. Il a fallu un certain temps pour que les mentalités évoluent. Ce qu'on a voulu faire en six mois après la mise au jour du scandale Festina, on le fera finalement en trois ou quatre ans.

» Cela doit nous permettre d'aller sur une autre voie, qui est celle d'un cyclisme nouveau. Je n'évoque pas la possibilité d'un retour au cyclisme à l'ancienne, comme on l'entend parfois dire ici et là. Je parle d'un tout autre esprit, au moins dans le cyclisme professionnel. Je pense que, ces dernières années, de nombreux acteurs du cyclisme ont pris conscience que, pour préserver leur sport, sa renommée, sa popularité, personne n'avait plus le droit de tricher.

« Il n'est pas envisageable de concevoir l'avenir du cyclisme sans maintenir une pression forte contre le dopage »

» On assiste à une sorte de professionnalisation de la démarche. Dans toute entreprise, il y a des règles ; et dans toute profession, quand elles ne sont pas respectées, les professionnels savent à quoi ils s'exposent. Dans le secteur de la banque, où j'exerce encore, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, j'ai appris que, lorsque la règle est violée, la sanction est immédiate. C'est salutaire. J'établis ce parallèle avec le cyclisme professionnel parce que je crois que beaucoup ont compris que l'inté-

rêt collectif passe par l'adhésion de tous les acteurs. Au-delà des aspects importants, qui relèvent de la santé et de l'éthique, c'est aussi la défense du patrimoine qui est désormais en jeu avec la lutte contre le dopage.

» Il y a déjà eu des changements d'hommes dans l'encadrement des

Quand on est un professionnel, c'est une responsabilité qu'il faut assumer. Faudra-t-il maintenir constamment pareille vigilance ? Je le crois. La nature humaine est parfois faible, il n'est pas envisageable de concevoir l'avenir du cyclisme sans maintenir à tout niveau une pression forte

**Un des hommes-clés de son sport**

Président de la Fédération française de cyclisme (FFC) de 1992 à 2000, Daniel Baal a traversé la crise du dopage en première ligne. Tirant les leçons des événements survenus à la suite de l'affaire Festina, cet Alsacien de quarante-trois ans a publié en 1999 un livre intitulé *Droit dans le mur*. Mis en examen en avril 1999 par le juge d'instruction de Lille chargé du dossier Festina, avant de bénéficier d'un non-lieu, Daniel Baal a témoigné en octobre 2000 lors du procès Festina, pour défendre son sport et l'institution dont il était le principal dirigeant. Trois mois plus tard, il n'a pas souhaité renouveler son mandat à la tête de la FFC, préférant se consacrer à sa carrière professionnelle, tout en conservant son poste de vice-président de l'Union cycliste internationale (UCI). Son éloignement n'aura duré que le temps d'un printemps : en juin, la société du Tour de France a annoncé sa nomination comme directeur général adjoint du tour, à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

équipes. Après 1998, les sponsors ont joué un rôle déterminant. Auparavant, ils n'avaient quasiment pas de discours éthique et ne s'intéressaient qu'aux résultats. Progressivement est apparu le discours sur l'image. Je crois que cela a contribué à l'évolution des comportements.

En ce qui concerne les coureurs, certains ont eu l'intelligence de dire : « On a fait des conneries mais maintenant on peut changer. » Didier Rous, le champion de France, tient ce genre de propos.

Il y a une nouvelle génération qui arrive. Elle a vite compris qu'elle n'avait aucun intérêt à retomber dans les dérives qui auraient pu être fatales au cyclisme. Evidemment, cela n'empêche pas des comportements individuels qu'on ne peut pas maîtriser. Mais lorsque cela se produit, on constate une réaction des jeunes coureurs français très forte et immédiate. Il n'est qu'à se référer au cas du coureur de chez Bonjour, Noan Lelarge, contrôlé positif aux corticoïdes, licencié sur-le-champ par son employeur. Les tricheurs sont de plus en plus sanctionnés. C'était impensable il y a deux ans.

Quand on a la volonté de reconstruire une image, il y a nécessité absolue de réagir fermement afin d'éviter le retour aux anciens travers.

contre le dopage. Il ne faut jamais renoncer à aller encore plus loin.

On a progressé en matière de détection des produits, mais il faut poursuivre les recherches, tout en mettant en œuvre des moyens complémentaires. L'ensemble du cyclisme doit s'adapter à cet état d'esprit et rester intransigeant sur l'éthique. Si on veut protéger tous les acteurs et d'abord les coureurs, il faut en passer par là. On est dans cette situation de mise sous surveillance.

» Je reste convaincu que le cyclisme est le sport le plus confronté au dopage mais je suis également convaincu qu'on pourra dire qu'il a été un exemple au moment où il a fallu réagir et reconstruire une crédibilité.

» Je sais que certaines voix s'élèvent pour légaliser une forme de dopage. Il faut être clair : le choix est simple. Faut-il fixer des règles qui feraient qu'on aurait certains problèmes à gérer mais qui garantissent notre crédibilité ? Ou faut-il accepter le risque de la polémique constante qui interdit toute sérénité ? Je pense qu'en choisissant l'intransigeance, le cyclisme a raison. »

Propos recueillis par Yves Bordenave et Philippe Le Cœur

## DÉPÊCHES

■ **ARIANE** : la commission chargée d'enquêter sur l'échec du dernier vol d'Ariane-5 qui, le jeudi 12 juillet, n'a pu mettre sur l'orbite prévue les satellites Artemis (encore récupérable) et BSAT-2B (perdu), vient d'être nommée. Elle est présidée par Roger Vignelles, ancien président de la Société européenne de propulsion (SEP, groupe Snecma). Il sera aidé par six experts : Massimo Trella, ancien responsable de l'Agence spatiale italienne, André van Gaver (Agence spatiale européenne), Wolfgang Koschel (Agence spatiale allemande), Pascal Pempie (Centre national d'études spatiales, France), Hugues Laporte (EADS) et Alain Souchier (Snecma). Cette commission devra expliquer pourquoi le moteur du second étage a souffert d'un déficit d'approvisionnement en combustible. Remise d'un premier rapport le 1<sup>er</sup> août.

■ **STATION SPATIALE** : l'équipage de la navette Atlantis chargé d'installer de nouveaux équipements sur la station spatiale internationale (ISS) joue de malchance. Après y avoir fixé un sas (Quest) permettant aux astronautes de la station d'effectuer des sorties dans l'espace de façon autonome, les astronautes ont dû faire face, lundi 16 juillet, à une fuite, vite maîtrisée, du circuit de refroidissement de ce dispositif. Le lendemain, une seconde fuite, sans danger pour les astronautes, a été découverte dans le système de ventilation de l'ISS, à la hauteur du module Unity. Ces contretemps ont conduit l'Agence américaine à prolonger la mission d'Atlantis de vingt-quatre heures.

■ **ULTRALÉGER** : après trois tentatives infructueuses, les Américains ont réussi un vol de longue durée avec un avion ultraléger plus grand (82 m) qu'un Boeing-747. Propulsé par seize hélices alimentées par l'énergie de panneaux solaires, l'appareil, Helios, construit par AeroVironment (Monrovia, Californie), croise à une vitesse de 30 à 50 km/h. Il atteint une altitude de 22 800 m. Une nouvelle tentative aura lieu fin juillet pour franchir le cap des 100 000 pieds (30 km d'altitude). De tels engins pourraient servir demain de relais de télécommunications ou de plates-formes d'observation.

# Un nouveau système pour pomper la cargaison des bateaux naufragés

Des industriels et des assureurs s'intéressent à une invention visant à équiper pétroliers et chimiquiers de vannes automatiques permettant d'évacuer rapidement les cargaisons dangereuses en cas d'accident

La multiplication des naufrages de pétroliers, de chimiquiers et de vraquiers transportant des substances dangereuses ou nocives pour l'environnement a mis en lumière l'insuffisance des méthodes de

récupération de ces produits par grand fond. Plusieurs mois ont été nécessaires aux ingénieurs et aux scientifiques pour trouver des solutions au pompage des cargaisons de l'Erika et du levoli-Sun. Un

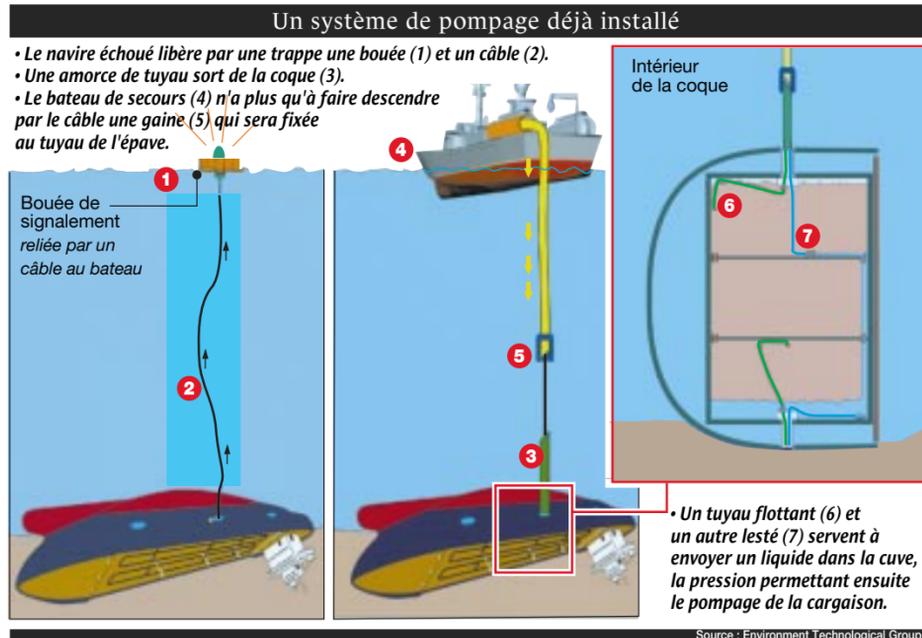
autodidacte, Jean-Louis Dabi, vient de proposer d'équiper les bâtiments de vannes d'urgence qui, en cas d'accident, libèrent un système de tuyauteries auquel il est facile de se connecter pour pomper.

L'Institut français du pétrole a validé le procédé. Plusieurs compagnies sont intéressées par ce brevet. De premières applications pourraient avoir lieu, selon l'inventeur, d'ici deux à trois ans.

**UNE IDÉE** : pourquoi ne pas installer sur les navires qui transportent des matières dangereuses – produits chimiques ou pétrole – un système permettant de pomper aisément leur cargaison au fond de l'océan, si par malheur ils venaient à couler ? En novembre 2000, Jean-Louis Dabi s'est mis à travailler sur ce postulat au lendemain du naufrage du levoli-Sun au large du Cotentin. Des équipes scientifiques s'escrimaient alors à récupérer le styrène contenu dans les flancs du chimiquier, après que la préfecture maritime avait mis en demeure l'armateur « de faire cesser tout danger de pollution ». Elles « planchèrent » alors pendant trois mois sur cette équation maritime, avant d'en trouver la clé. Moins d'un an auparavant, d'autres experts s'étaient interrogés avec une égale perplexité pour extraire le pétrole de l'Erika, coulé au large de la Bretagne : il fallut inventer dans l'urgence un procédé. En 1980 déjà, leurs prédécesseurs s'étaient colletés avec la même difficulté technique avec le Tanio. Bref, on piétinait, contrairement chaque fois d'improviser selon les contingences de l'accident.

## UNE SOLUTION

Avec l'aide d'un ami océanographe à Monaco, Jean-Louis Dabi, autodidacte, passionné d'environnement et d'astrophysique, espère avoir trouvé une solution. Le 22 janvier, il dépose à l'Institut national de la propriété intellectuelle un brevet qui apportera selon lui un progrès. Le principe est de percer en plusieurs endroits de la coque des trous d'un diamètre de 25 cm, fermés par des clapets étanches. Dans les cuves ou



Un système de pompage déjà installé

- Le navire échoué libère par une trappe une bouée (1) et un câble (2).
- Une amorce de tuyau sort de la coque (3).
- Le bateau de secours (4) n'a plus qu'à faire descendre par le câble une gaine (5) qui sera fixée au tuyau de l'épave.

Bouée de signalisation reliée par un câble au bateau

Intérieur de la coque

- Un tuyau flottant (6) et un autre lesté (7) servent à envoyer un liquide dans la cuve, la pression permettant ensuite le pompage de la cargaison.

Source : Environment Technological Group.

la double coque des navires sont installés des caissons d'urgence reliés à ces dispositifs.

Lorsque le bateau repose sur le fond, un déclencheur automatique ou manuel ouvre ces sortes de hublots et libère une bouée attachée à un enrouleur. Elle remonte alors à la surface entraînant avec elle un filin d'une longueur maximale de 500 mètres : au-delà de cette profondeur, en effet, la pression aurait raison de la résistance de la coque. Un signal lumineux et un système de localisation par satellite (GPS) fixés à la bouée permettent de repérer rapidement le

lieu du naufrage. Si les vents n'exèdent pas force 6, les navires de secours se mettent alors en positionnement dynamique au-dessus de l'épave. Les équipages récupèrent alors la bouée et glissent le long du câble qu'elle traîne une gaine qui est ensuite reliée à une autre de quelques mètres, sortie de l'épave en même temps que la bouée. Cette sorte de conduite enferme trois tuyaux, reliés aux cuves. Deux petits, l'un lesté pour rester à fond de cale quelle que soit la position du bateau, l'autre au contraire conçu pour flotter en toutes circonstances, permettront

d'envoyer sous pression de l'eau chaude pour liquéfier la cargaison à récupérer ou un autre « fluxant » en fonction de la nature des produits. Le troisième tuyau sert à aspirer en surface le pétrole ou le produit chimique contenu dans les soutes, à raison de 50 000 litres à l'heure.

Le principe n'est pas nouveau. « Il est connu depuis Archimède », admet M. Dabi. L'idée de l'installer à titre préventif, en revanche, est une trouvaille. A chaque naufrage, l'opération la plus fastidieuse et la plus périlleuse est en effet le percement de la coque et des

cuves. Le système JLMD, ainsi baptisé son auteur, permet d'éviter ces obstacles et l'intervention de plongeurs ou de robots sous-marins téléguidés.

M. Dabi a rencontré quelques difficultés à se faire reconnaître. La catastrophe de l'Erika a fait naître une génération spontanée de Géo Trouvetou qui ont rendu les spécialistes méfiants. « J'ai souvent été reçu sur le palier », raconte l'inventeur. Finalement, le procédé a été validé par l'Institut français du pétrole (IFP). « Le système peut connaître des applications très intéressantes », confirme Christian Bocard, président de l'Institut. Une demi-douzaine de grosses entreprises, européennes ou américaines, parmi lesquelles des groupes pétroliers, se sont portées candidates pour commercialiser ce système. La fabrication pourrait débuter d'ici deux à trois ans. M. Dabi imagine déjà les neuf mille pétroliers, chimiquiers et vraquiers circulant aujourd'hui sur les mers équipés de son dispositif de sauvegarde.

Des compagnies d'assurance maritimes envisagent de favoriser l'utilisation de cet équipement par les armateurs, en échange de ristournes sur les primes. Leur calcul est simple. Selon Bertin Technologies, qui a évalué la faisabilité du concept, la mise en place de ce dispositif coûterait de l'ordre de 2 millions de francs (300 000 euros), soit moins de deux pour cent de la valeur d'un navire. Un chiffre à comparer aux 2 milliards de francs (300 millions d'euros) dépensés par TotalFinaElf pour la marée noire de l'Erika.

Benoît Hopquin

Vendredi 20 juillet  
avec *Le Monde* daté samedi 21 juillet

BOUALEM SANSAL

LA VOIX

GALLIMARD - *Le Monde*

CHAQUE VENDREDI DATÉ SAMEDI  
UNE NOUVELLE INÉDITE DE 16 PAGES

## Onze pays s'associent pour séquencer le génome de la banane

**LA BANANE** ne se résume pas au seul fruit tropical que nous consommons comme dessert. D'autres variétés, comme les bananes plantain, sont consommées cuites et servent d'aliment de base à cinq cents millions de personnes en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces fruits se classent au quatrième rang des cultures vivrières après le riz, le blé et le maïs. Mais, en termes d'amélioration génétique, la banane a « un siècle de retard comparé à des plantes comme le blé ». En cent ans, les rendements de cette céréale, explique Emile Frison, virologue des plantes et directeur du Réseau international pour l'amélioration de la banane et de la banane plantain (Inibap, Montpellier), « sont passés de 1 tonne à l'hectare à 10 tonnes à l'hectare, alors que la banane n'a pas bénéficié d'une telle amélioration ».

Pour combler « une bonne partie de ce retard en une dizaine d'années », les centres de recherches de onze pays ont décidé, jeudi 19 juillet, d'unir leurs efforts au sein du Global Musa (Banana) Genomics Consortium, qui envisage de séquencer le génome du bananier sous la direction de l'Inibap. Les pays signataires sont l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, les Etats-Unis, le Mexique, l'Inde et le Brésil (les deux premiers producteurs mondiaux), le Nigeria, la République tchèque, le Royaume-Uni et la France, représentée par le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement). Cet organisme est, selon Emile Frison, « le leader mondial en matière de recherche sur le génome de la banane ».

### LA CERCOSPORIOSE NOIRE

Les travaux français ont commencé au milieu des années 1980. En 2000, les recherches réalisées sur le génome de la banane disposaient déjà de 1,2 million de dollars de crédits. A la fin de 2001, grâce à la création du nouveau consortium, ce chiffre devrait passer à 2 millions de dollars. Les membres de ce groupement estiment cependant que 4 à 5 millions seront nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

Les recherches vont porter sur le génome des plants de bananes sauvages du Sud-Est asiatique, lieu de naissance de la banane, qui appartient au genre *Musa*. Ce sont des plantes qui se reproduisent par voie sexuée et donnent des fruits remplis de graines, contrairement aux bananes cultivées, qui sont des lignées stériles, sans graines, se reproduisant uniquement par multiplication végétative.

Cette situation est due à la sélection opérée par les cultivateurs depuis six mille à huit mille ans. La domestication de la banane « a appauvri de manière spectaculaire la diversité génétique de cette plante », note Frédéric Bakry, généticien des plantes et adjoint

te manière que les chercheurs du Cirad ont réussi à créer de nouvelles variétés de bananes par croisement, proches des variétés traditionnelles. Ces nouvelles variétés, destinées en priorité aux planteurs antillais qui financent les recherches, seront testées à l'automne en Martinique et en Guadeloupe.

Aussi « la génomique va incontestablement donner des outils de gestion pour la création variétale », explique Frédéric Bakry. Aujourd'hui, pour ce qui est du génome de cette plante, « les chercheurs en sont vraiment au b.a.-ba. Actuellement, on connaît le génome au niveau global, mais la génétique de la transmission et de l'expression des caractères est mal comprise ».

### Le monde végétal sous microscope

Après *Arabidopsis* (une modeste plante proche de la moutarde) et le riz, le bananier est la troisième plante dont les généticiens veulent décrypter le génome. Celui-ci est formé de onze chromosomes comportant 500 à 600 millions de paires de bases. Le séquençage du génome d'*Arabidopsis* – un des plus petits du monde végétal, avec cinq chromosomes et 134 millions de paires de bases – s'est achevé fin 2000, après cinq ans de travaux financés essentiellement par des fonds en provenance de l'Union européenne. Celui du riz, dont le génome comporte quant à lui douze chromosomes et 400 millions de paires de bases, a déjà commencé et devrait être achevé dans quatre ans. Tous ces travaux complètent ce qui a déjà été fait avec le séquençage du génome de la levure, celui d'un ver de terre, de la mouche du vinaigre, d'une trentaine de bactéries, et aussi celui, presque achevé, de l'homme.

au chef du programme banane plantain-ananas du Cirad. Ce qui la rend « très peu résistante aux maladies ».

La plante est menacée par la cercosporiose noire, qui sévit depuis trente ans dans les plantations, et qui provoque une baisse des rendements de 30 % à 50 %. Ce champignon oblige les planteurs qui travaillent pour l'exportation à répandre des fongicides, représentant 27 % des coûts de production de ce fruit. Les producteurs modestes en sont réduits à regarder leurs plants dépérir, voire mourir.

La stérilité des bananiers n'a pas facilité non plus le travail des sélectionneurs. Cette stérilité n'est cependant pas totale, et certaines variétés peuvent produire quelques graines lorsqu'elles sont pollinisées manuellement. C'est de cet-

chez le bananier. Avec de meilleures connaissances, il sera possible de transférer des gènes de résistance aux maladies dans les variétés actuelles et d'en créer de nouvelles ».

Ces travaux sur le génome ouvrent aussi d'autres perspectives en génétique fondamentale. Un virus – celui de la mosaïque en tirets – s'est en effet installé dans le génome de la banane, mais en plusieurs morceaux, ce qui le rend indécodable. A certaines occasions, ce virus « sort » de son repaire pour se reproduire dans la plante. Pourquoi ne pas mettre alors à profit ce phénomène pour intégrer des séquences génétiques d'autres variétés de banane dans le génome de la plante ?

Christiane Galus

# Un léger mieux

**VENDREDI.** Le pays va connaître un temps un peu plus sec, grâce à une poussée anticyclonique à l'avant d'une nouvelle perturbation. Celle-ci va s'approcher de la Bretagne vendredi après-midi, puis gagner un quart nord-ouest samedi. Elle ne donnera qu'un peu de pluie. Les régions du Sud et de l'Est vont retrouver des conditions estivales ce week-end.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** La matinée est plutôt agréable mais, dès la mi-journée, le ciel se couvre sur la pointe Bretagne. Ces nuages gagnent l'ensemble de la Bretagne et le Cotentin en cours d'après-midi. Quelques pluies sur les côtes de la Manche. Il fait de 18 à 21 degrés.

**Ardennes, Nord-Picardie, Ile-de-France, Haute-Normandie, Centre.** Ciel assez encombré en matinée avec un risque d'averse. Puis le ciel s'éclaircit le long des côtes de la Manche et de la Touraine au Berry. Quelques éclaircies se développent de la Picardie à l'Orléanais et aux Ardennes. Il fait de 18 à 20 degrés.

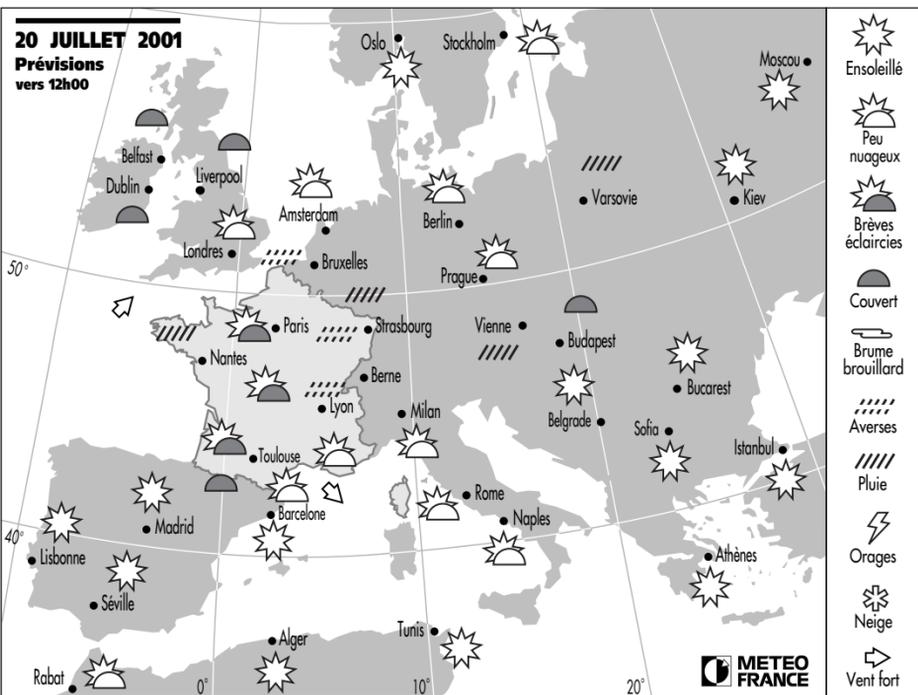
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** Ciel assez gris avec, par moments, un peu de pluie. Une amélioration se dessine l'après-midi de la Champagne à la Lorraine avec quelques trouées. Il fait bien frais, de 17 à 20 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Les nuages s'accrochent au pied des Pyrénées en matinée avec quelques gouttes. Le ciel se montre plus ensoleillé ailleurs. Les éclaircies gagnent l'après-midi le piémont pyrénéen. Il fait de 21 à 24 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Journée maussade sur le massif alpin avec un ciel bouché, quelques pluies faibles. Plus à l'ouest, les éclaircies se développent rapidement en Limousin, elles gagnent l'après-midi l'Auvergne et la vallée du Rhône. Le mistral souffle à 70 km/h.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le ciel est encore variable en Corse, franchement ensoleillé sur les autres régions. Le vent d'ouest souffle fort, rafales à 90, voire 100 km/h. Il fait de 24 à 27 degrés.



# LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** De nouveaux départs en vacances sont attendus pour le week-end du 20 au 22 juillet. La sécurité routière annonce un fort contingent de vacanciers hollandais et britanniques qui vont se joindre aux vacanciers français samedi 21 juillet. Ce jour est classé rouge sur le plan national dans le sens des départs avec une densité de trafic annoncée très forte. Pour les retours, la journée est classée orange. Bison futé conseille de partir plutôt vendredi 20 en matinée ou mieux dimanche 22.

■ **MAROC.** Dans les « bons plans de l'été » proposés par Jet Tours, un vol aller-retour pour Marrakech, de Lyon, à 1 126 F (172 €); une semaine à Agadir, de Lille (départ le 26 juillet) ou de Mulhouse (le 28 juillet), à 5 390 F (822 €) et à 5 490 F (837 €). Des prix auxquels il faut rajouter des taxes d'aéroport. Renseignements en agences et au 01-40-43-90-00.

## PRÉVISIONS POUR LE 20 JUILLET 2001

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	NANCY	13/18	P
AJACCIO	16/23	S	
BIARRITZ	13/19	N	
BORDEAUX	14/22	N	
BOURGES	12/20	N	
BREST	12/18	P	
CAEN	14/17	C	
CHERBOURG	12/18	C	
CLERMONT-F.	11/20	N	
DIJON	13/19	P	
GRENOBLE	13/19	N	
LILLE	13/18	P	
LIMOGES	11/19	N	
LYON	15/20	N	
MARSEILLE	17/26	S	

PAPEETE	24/29	S
POINTE-A-PIT.	25/32	S
ST-DENIS-RE.	19/26	S

AMSTERDAM	14/16	S
ATHENES	26/37	S
BARCELONE	13/23	S
BELFAST	10/16	C
BELGRADE	20/31	S
BERLIN	14/22	S
BERNE	12/16	C
BRUXELLES	13/18	C
BUCAREST	18/35	S
BUDAPEST	18/25	C
COPENHAGUE	15/20	P
DUBLIN	9/16	C
FRANCFORT	13/18	P
GENEVE	14/20	P
HELSINKI	16/24	S
ISTANBUL	25/32	S

KIEV	20/31	S
LISBONNE <td>15/30</td> <td>S</td>	15/30	S
LIVERPOOL <td>11/19</td> <td>C</td>	11/19	C
LONDRES <td>12/22</td> <td>S</td>	12/22	S
LUXEMBOURG <td>12/17</td> <td>P</td>	12/17	P
MADRID <td>11/28</td> <td>S</td>	11/28	S
MILAN	19/29	S
MOSCOW <td>21/29</td> <td>S</td>	21/29	S
MUNICH <td>13/17</td> <td>C</td>	13/17	C
NAPLES <td>20/25</td> <td>S</td>	20/25	S
OSLO <td>8/20</td> <td>S</td>	8/20	S
PALMA DE M.	14/26	S
PRAGUE <td>12/20</td> <td>S</td>	12/20	S
ROME <td>18/25</td> <td>C</td>	18/25	C
SEVILLE <td>20/35</td> <td>S</td>	20/35	S
SOPIA <td>18/34</td> <td>S</td>	18/34	S
ST-PETERSB.	20/24	P
STOCKHOLM <td>15/23</td> <td>S</td>	15/23	S
TENERIFE <td>21/27</td> <td>S</td>	21/27	S
VARSOVIE <td>17/25</td> <td>P</td>	17/25	P

VENISE	17/21	P
VIENNE <td>13/20</td> <td>P</td>	13/20	P

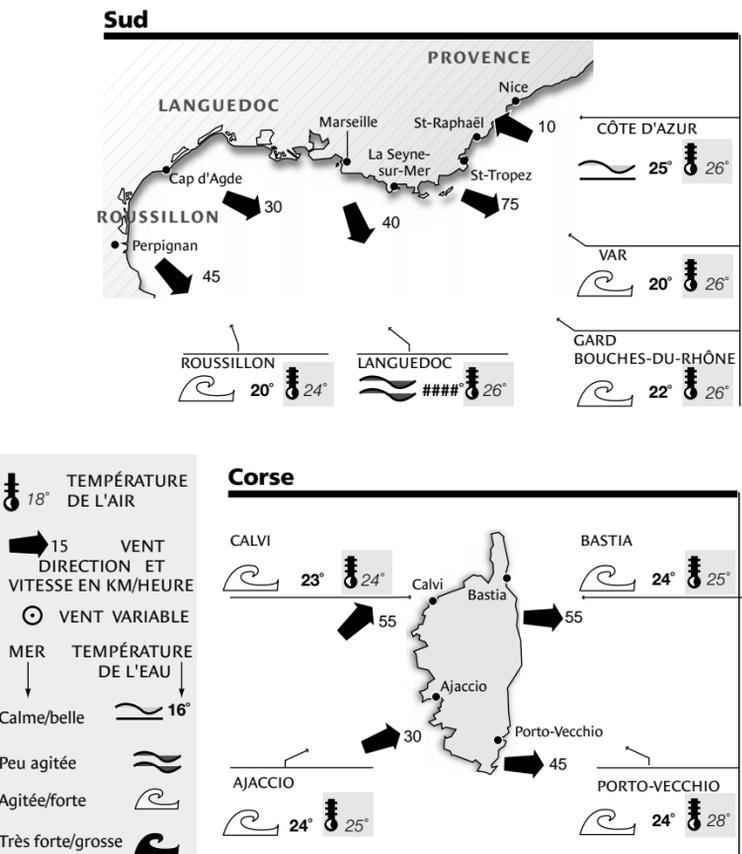
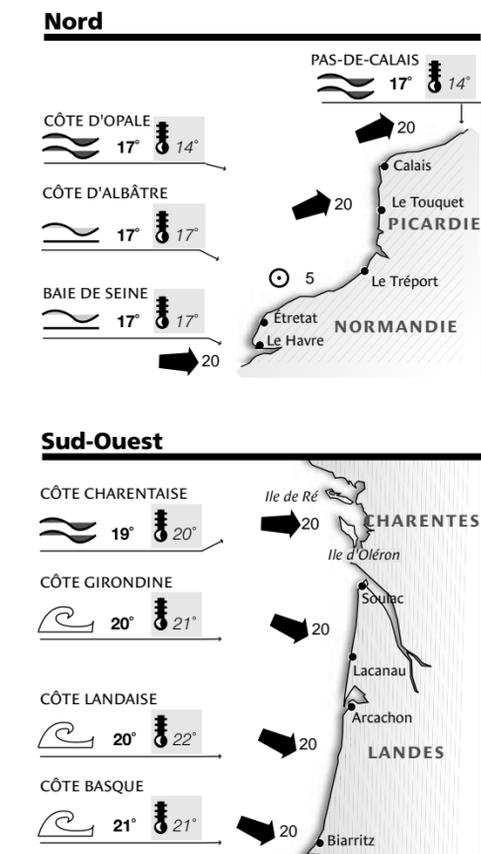
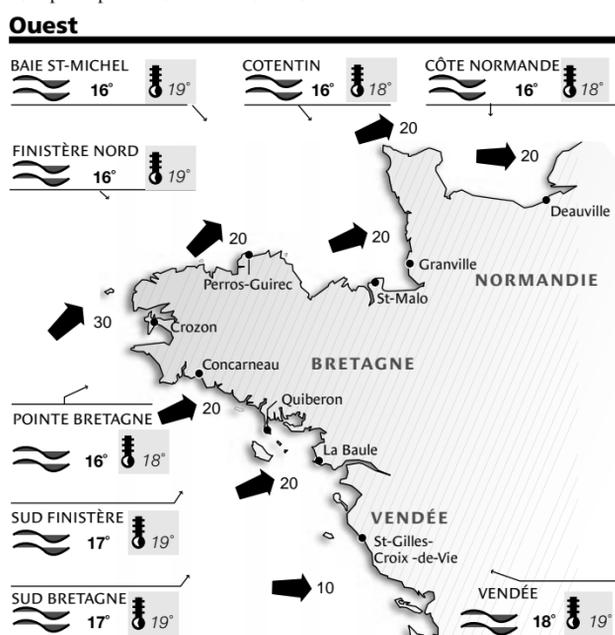
AMÉRIQUES	19/28	S
BRASILIA	7/15	S
BUENOS AIR.	25/28	S
CHICAGO	21/28	S
LIMA	15/17	C
LOS ANGELES	14/21	S
MEXICO	12/21	C
MONTREAL	18/28	S
NEW YORK	19/28	S
SAN FRANCIS.	12/19	S
SANTIAGO/CHI	6/12	P
TORONTO	19/26	S
WASHINGTON	18/34	S
WASHINGTON	20/24	P
WASHINGTON	15/23	S
WASHINGTON	21/27	S
WASHINGTON	17/25	P

ASIE-Océanie	26/34	P
BANGKOK	24/30	S
BEYROUTH	27/29	P
BOMBAY	26/29	C
DJAKARTA	36/43	S
DUBAI	27/32	P
HANOI	27/28	P
HONGKONG	23/34	S
JERUSALEM	29/31	P
NEW DEHLI	24/34	S
SEOUL	24/30	C
SINGAPOUR	27/30	P
SYDNEY	11/17	S
TOKYO	26/34	S

# Sur les plages

Le 20 JUILLET 2001 vers 12 heures

Le pays va connaître un temps un peu plus sec grâce à une poussée anticyclonique à l'avant d'une nouvelle perturbation. Celle-ci va s'approcher de la Bretagne vendredi après-midi puis gagner un quart nord-ouest samedi. Elle ne donnera qu'un peu de pluie. En revanche, les régions du sud et de l'est vont peu à peu retrouver des conditions estivales ce week-end.



# MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 169

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

# L'ART EN QUESTION

N° 231 En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

## HORIZONTALEMENT

I. Importait peu à Musset... à certaines conditions. A dû vider le précédent et beaucoup d'autres. - II. Reste. Prend ses quartiers la nuit tombée. - III. Voie ouverte à tous. Interdits. - IV. Celles de l'esprit manquent de réalisme. Etouffe avant le repas. Revers. - V. Oreille-demer. Galette russe. - VI. A perdu le Sud. Gros porteur. - VII. Rejettes. Tomba sur Dada en ouvrant le dictionnaire. - VIII. En boule pour un rien. Personnel. Met en

dessous. - IX. Aller à un bout. Petit groupe organisé. Aller à l'autre bout. - X. Mesure des solides.

## VERTICALEMENT

1. Ne seront jamais sérieuses. - 2. Saint régional. Bête à cornes. Précède la manière. - 3. Approbation. - 4. Fait de l'effet. Rôti mal ficelé. - 5. Met à part. Effrayé. - 6. Refus à Londres, drame au Japon. En bordure, il se taille. Plus appréciée par Zeus que par Héra. - 7. Cap sur la

Méditerranée. Doit être répété pour se faire entendre. - 8. Prise après de nombreuses répétitions. - 9. Métal blanc. Précède le lieu. Conjonction. - 10. Prépare la chaîne avec ses fils. - 11. Instrument de force. Manifestai un mécontentement. - 12. Que l'on pourra mettre au propre.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 01 - 168

### Horizontalement

I. Pompée. César. - II. Erailler. One. - III. RER. Ulmistes. - IV. Main. Episte. - V. Idéal. Lut. Or. - VI. Se. Rateras. - VII. Ecrit. Rami. - VIII. Indompté. POS. - IX. Obèse. Eteint. - X. Nones. Sconse.

### Verticalement

1. Permission. - 2. Oréade. Nbo (bon). - 3. Marié. Eden. - 4. Pi. Narcose. - 5. Elu. Larmes. - 6. Elle. Tip. - 7. Emplettes. - 8. Crieur. Etc. - 9. Sitar. EO. - 10. Sots. Sapin. - 11. Aneto. Mons. - 12. Réserviste.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

**SUR** la jetée de Dieppe, un vieux loup de mer surveille les manœuvres d'un petit voilier pris dans la tempête. L'auteur de ce tableau, Christian Krogh, est venu de Norvège en 1881, comme de nombreux jeunes peintres de sa génération attirés par la renommée de Paris. Il y vit quelque temps, découvre l'œuvre de Manet et celle de Caillebotte, et se rend en Normandie, où le paysage côtier lui rappelle l'atmosphère des grandes plages du Nord.

Danois, Finlandais, Norvégiens et Suédois, réunis en colonies d'artistes, investissent la Bretagne, la Normandie et la Picardie, où ils retrouvent l'immensité des ciels, la lumière des plages, la majesté des falaises. Ils sont en quête de modernité, prêts à expérimenter l'art du plein air et à goûter au bonheur de peindre en toute liberté, loin de l'académisme qui règne alors dans l'Europe septentrionale. L'exposi-

# Un long voyage



Christian Krogh (1852 - 1925) « Le Marin », 1897, Nasjonalgalleriet, Oslo au Musée des beaux-arts de Caen pour l'exposition « Peintres du Nord en voyage dans l'Ouest » jusqu'au 27 août.

tion du Musée de Caen propose, à travers 85 tableaux, des dessins, des esquisses et des photographies, de faire revivre la richesse et la créativité de ces artistes qui allaient être, dans leur pays, à l'origine d'une véritable révolution artistique. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Norvège

n'avait pas d'Académie des beaux-arts. En quelle année fut-elle fondée ? ● 1900 ● 1905 ● 1909 Réponse dans Le Monde du 27 juillet

Réponse du jeu n° 230 paru dans Le Monde du 13 juillet C'est Antoine Gallant (1646-1715) qui fut le premier traducteur du récit des Mille et Une Nuits. La traduction française fut publiée en 1704.

● « COLLECTIONS d'artistes », l'exposition organisée par la Collection Lambert, à Avignon, regroupe des œuvres diverses qui ne sont pas les leurs, mais que les artistes (Jasper

Johns, Nan Goldin, Andres Serrano...) ont achetées, qui leur ont été offertes ou qu'ils ont échangées. ● AINSI des Matisse, des Cézanne, des Picasso, côtoient des œuvres d'art populaire,

FESTIVAL S  
été 2001

sacré, africain, des objets anciens ou modernes... ● CETTE INITIATIVE, menée par Eric Mezil, directeur de l'institution, permet aussi de dévoiler ce que les critiques et historiens ignorent le plus souvent du vivant des artistes : les liens d'amitié et de connivence qu'ils entretiennent entre eux, même s'ils ne partagent pas les mêmes conceptions esthétiques.

## Le cabinet de curiosités des artistes collectionneurs

Avignon/Exposition. A l'hôtel de Caumont, jusqu'au 30 octobre, à l'initiative d'Eric Mezil, directeur de la Collection Lambert, une exposition rassemble des œuvres diverses, achetées ou échangées, issues des ateliers ou des appartements de peintres, de photographes ou de sculpteurs d'aujourd'hui

**COLLECTIONS D'ARTISTES.** Collection Lambert. Musée d'art contemporain, hôtel de Caumont, 5, rue Violette. 84000 Avignon. Tél. : 04-90-16-56-20. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Entrée 25 F (3,79 €). Jusqu'au 30 octobre. Catalogue, 296 pages, Actes Sud, 350 F (53,36 €).

### AVIGNON

de notre envoyée spéciale

L'exposition de l'été qui fait profondément plaisir, il faut aller la chercher à Avignon, pas dans le Festival, dont elle n'a surtout pas attrapé le côté spectaculaire, mais un peu en retrait des sentiers battus quoique au cœur de la ville : à l'hôtel de Caumont, rue Violette, lieu de résidence de la Collection Lambert. Cette fois, il ne s'agit plus de la présentation partielle ou totale de ladite collection, mais d'une exposition rassemblant des œuvres de toute sorte, jamais montrées pour certaines, des appartements et des ateliers d'artistes de New York et d'ailleurs : des œuvres qu'ils n'ont pas créées, mais qu'ils ont achetées en salles des ventes, à des galeries ou aux puces, parce qu'ils sont collectionneurs. Ou bien ce sont des cadeaux, ou encore des œuvres qu'ils ont échangées avec d'autres artistes, une pratique courante depuis toujours.

Ces artistes : Jasper Johns, Sol LeWitt, Ellsworth Kelly, Brice Marden, Julian Schnabel, Andres Serrano, Nan Goldin, et beaucoup d'autres, dont certains inattendus parce que n'étant pas liés à la collection : par exemple, Alex Katz, collectionneur très fin de dessins sur papier de Balthus, de Beckmann, ou de Vuillard..., ou Piet Moget du Lieu d'art contemporain à Sigeon, prêteur d'un beau dessin de Rodin ou d'un grand feutre de Robert Morris.

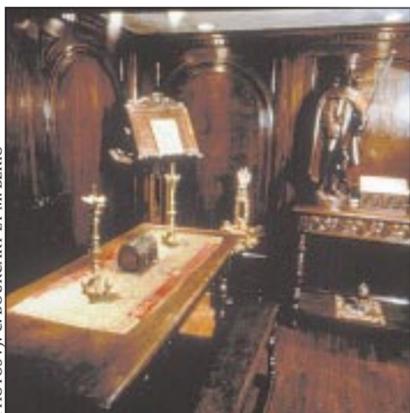
### AMITIÉ ET CONNIVENCE

L'exposition n'est pas scientifique, mais sentimentale. Elle n'a rien d'un inventaire. Et, si enquête il y a eu, celle-ci a été conduite par affinités électives, à partir des liens privilégiés d'Yvon Lambert avec des artistes de New York. En particulier, avec ceux de la génération des minimalistes, dont les collections richissimes risquent d'étonner beaucoup. On sera d'autant plus surpris qu'ils sont connus par des œuvres ne révélant rien de leur histoire, de leur affectivité, de leurs passions.

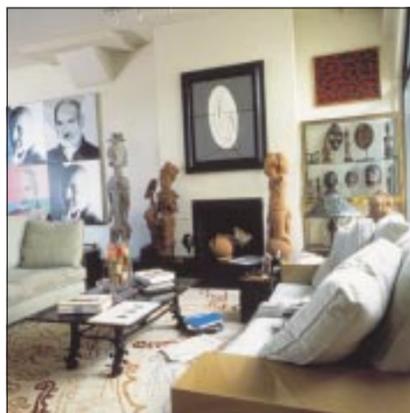
Un des propos de l'exposition ne serait-il pas de dire que les artistes d'aujourd'hui, même ceux que l'on a dits avant-gardistes, donc en rupture de liens historiques, ne se comportent pas différemment de ceux d'hier ? Un autre propos serait de



FRANK COUVREUR



PHOTOS : J.-C. BOURCART ET M. BERIO



*Ci-dessus, dans l'espace de l'exposition « Collections d'artistes » à Avignon, Les Colonnes trajanes (XVIII<sup>e</sup> siècle), gravures de Piranèse, collection du peintre espagnol Miquel Barcelo. A gauche, une vue d'intérieur chez Andres Serrano, photographe vivant à New York, amateur d'objets religieux du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ci-contre, peinture de Picasso et sculptures africaines, dans le salon de l'appartement new-yorkais du sculpteur Arman.*

dévoiler ce que les critiques et historiens ignorent le plus souvent, en tout cas du vivant des artistes (quand il est temps de le faire !) : à savoir les liens d'amitié et de connivence qu'ils entretiennent entre eux, qui font pourtant partie du tissu de la création. Des dessins, des photos, des dédicaces, dont la valeur affective l'emporte sur la valeur plastique, témoignent de ces liens. Ce qui n'empêche pas la présence

d'œuvres dignes des musées. Les artistes ont l'œil, Eric Mezil, directeur de la Collection Lambert et principal artisan du projet, aussi.

Deux tableaux proches de Cézanne sur le thème des baigneuses ouvrent le parcours. L'un a appartenu à Matisse, l'autre à Picasso. Ils sont aujourd'hui dans des musées. Mais ils sont un peu comme en exergue, pour illustrer brillamment cette connivence secrète que les artis-

tes d'hier et d'aujourd'hui peuvent avoir entre eux, même s'ils n'ont pas les mêmes conceptions esthétiques. Ni Cézanne, dont Jasper Johns, grand collectionneur, a prêté trois grands dessins (un autoportrait, le portrait de sa femme Hortense et celui son fils Paul), ni Picasso et Matisse ne sont négligés par les artistes d'aujourd'hui. Ellsworth Kelly possède un crayon de Matisse superbe, *Marocain à mi-corps*, un

nu à l'encre de Picasso et un paysage de Bonnard, entre autres.

À Avignon, il y a décidément de grands collectionneurs : Arman, que l'on connaît bien pour ses ensembles d'art africain et ses armures japonaises, en est un. Sol LeWitt en est un autre, qui a créé dans le Connecticut une sorte de fondation où il a rassemblé plus de 1 500 œuvres, une estampe d'Hokusai, le portrait formidable de Rodin

par Steichen, des photos des Becher, des œuvres de Jenny Holzer, de Louise Lawler (ces noms d'artistes à écouter-dévoiler dans des cris d'oiseaux), de Lothar Baumgarten, d'Alighiero e Boetti, viennent de chez lui.

Il y a aussi des non-collectionneurs, qui n'achètent pas ou peu, mais gardent tout. Comme Louise Bourgeois. Son eau-forte de Cézanne ou sa lithographie de Maurice Denis rappellent l'époque d'avant la guerre de 1940, quand elle tenait une galerie boulevard Saint-Germain. Son portrait célèbre par Mapplethorpe, qui la montre avec sa sculpture, *Fillette*, sous le bras, en réalité un phallus qu'elle porte comme une baguette de pain, et celui, récent, par Nan Goldin, où son sourire est resté le même, évoquent le respect et l'admiration que lui portent des artistes. Jenny Holzer, qui elle non plus n'est pas collectionneuse, possède justement des dessins de Louise Bourgeois, qui sont destinés, dit-elle, à l'étude.

### ART AFRICAÏN ET CHINOIS

Au hasard de la promenade et pour peu qu'on regarde les cartels, on découvre que certains ont des collections particulièrement ciblées. Ainsi du photographe américain Andres Serrano, qui semble ne s'intéresser qu'aux objets religieux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. D'autres sont au contraire particulièrement ouverts. C'est le cas de Brice Marden, amateur d'art tantrique, d'art africain, d'art chinois, qui vit aussi entouré de dessins de Michaux, de Kline, d'Agnes Martin, de photos de Mapplethorpe ou de Nan Goldin. Comme Louise Bourgeois, Nan Goldin est très présente dans l'exposition, par les portraits qu'elle a faits des uns et des autres, mais aussi comme collectionneuse invétérée d'objets d'art populaire, de tresses de cheveux d'enfants morts au XIX<sup>e</sup> siècle, de reliquaires précieux. Autres révélations : le fonds unique d'archives situationnistes que possède de Daniel Buren ou le goût de Jean-Pierre Raynaud pour les tableaux de chiffres de Gérard Deschamps. Amusant, non !

On trouve décidément de tout, ou presque, à l'hôtel de Caumont : des grandes œuvres, des petites, beaucoup de dessins, de l'ancien, du moderne, du contemporain pur et dur, des objets d'art populaire, d'art africain, d'art sacré, de sciences naturelles, des photographies de professionnels et d'amateurs, beaucoup de petites choses symboliques, des bibelots à valeur talismanique. De quoi aménager dans les combles du musée quelque chose qui ressemble fort à un cabinet de curiosités !

Geneviève Breerette

## HORS CHAMP

■ **VENTES D'ALBUMS** : le disque *Up and Down*, interprété par huit des participants à l'émission « Loft Story », est numéro un des ventes de singles en France, a annoncé le groupe M6, mardi 17 juillet. Il s'est vendu à plus de 400 000 exemplaires en une semaine, selon la chaîne. — (AFP.)

■ **THÉÂTRE** : à Avignon, mardi 17 juillet, dix minutes avant la fin de la première des *Mariés de la Tour Eiffel*, une alerte à la bombe a entraîné l'évacuation du théâtre. Le public se retrouva sur la place de l'Horloge, ainsi que les acteurs, en costume de scène, qui improvisèrent un spectacle, terminant en quelque sorte la pièce dans la rue pendant que la fouille des pompiers s'avérait sans objet.

■ **CINÉMA** : le producteur, distributeur de films et exploitant de salles de cinéma Marin Karmitz (groupe MK2) a été élu président de la Fédération nationale des distributeurs de films (FNDF), en remplacement de Nicolas Seydoux, président de Gaumont. — (AFP.)

■ **LE PARCOURS** de l'exposition est une chose. Le livre-catalogue en est une autre, à la fois trace des œuvres exposées — elles y sont répertoriées et reproduites — et complément précieux pour les curieux. D'une part on y apprend tout sur la genèse de l'exposition, de l'autre on y entrevoit un peu de l'environnement quotidien des artistes collectionneurs en question. Pour Eric Mezil, directeur de la collection Lambert, ramener des œuvres de chez les artistes était bien, donner aussi une idée du contexte dans lequel habituellement elles se trouvent était encore mieux.

La genèse de l'exposition ? Une affaire de cœur déclinée, raconte Eric Mezil, par la découverte du testament de Berthe Morisot. Celle-ci, se voyant mourir, demandait à sa fille de dire « à M. Degas que s'il fonde son musée, il choisisse un Manet. Un souvenir à Monet, Renoir et un dessin de moi à Berthomé ». Robert Mapplethorpe, Felix Gonzalez-Torres, avant leur mort avaient fait la même

chose, offert à des amis des œuvres de leur collection. A joué aussi le souvenir du collectionneur qu'était Degas, auquel une exposition new-yorkaise a d'ailleurs rendu hommage il y a quelque temps. Degas, à qui un Sol LeWitt collectionneur ressemblerait.

Et puis sont venues les rencontres. Rencontre avec Roni Horn et la découverte qu'elle était très proche de Felix Gonzalez-Torres. Rencontre avec Giulio Paolini et sa femme : ceux-ci confient qu'ils vivent depuis les années avec deux tableaux de Cy Twombly au-dessus de leur lit. Rencontre à New York, rencontres à Paris, où ailleurs, découvertes d'amitiés insoupçonnées entre les artistes. Désir de montrer que les artistes collectionneurs d'aujourd'hui sont capables, comme ceux d'hier, de donner, d'échanger, d'avoir avec des amis, des contemporains, des plus jeunes, des liens d'intimité qu'ils avouent souvent avec pudeur, nous dit notre enquêteur et collecteur. Il n'empêche qu'ils ont joué le jeu, et accepté, pour

certaines, que leur appartement ou leur maison soit photographié. Ceux qui n'ont pas peur du fisc. Autant dire qu'on ne voit pratiquement pas d'appartements français.

Chez Andres Serrano, dans la chambre, sur un meuble, sont posés des bocaux renfermant des cerveaux humains

Chez Jonas Mekas, à New York, l'espace est très encombré d'archives, chez Arman, c'est rangé comme dans un musée, et chez Sol LeWitt, dans sa fondation du Connecticut, aussi. Chez Alex Katz, on repère un mur de dessins anciens, et chez Bernar Venet, une ligne de carreaux de Carl Andre. Dans sa grande maison de Soho,

Julian Schnabel vit avec un portrait de Suzy Solidor par Picabia accroché dans sa chambre, très haut, comme pour le sacrifier. Dans la même pièce il a trois Picasso et des coiffes amazoniennes. Lui et Olaz, sa femme, vivent aussi avec des œuvres de Sigmar Polke, de Twombly, de Basquiat. Un mur de la chambre des jumeaux est couvert par une fresque de Francesco Clemente. La maison familiale de Francesco Clemente est pleine de pièces de verrerie de Murano, de grandes sculptures d'art primitif.

Cet Italien de New York a aussi des peintures de Twombly, de Basquiat, de Keith Haring, et des bronzes bouddhiques. A l'atelier il a des objets sans grande valeur, des petites sculptures kitsch indiennes, des petits livres, des meubles des années 1940 et 1950, et un mur de photos avec des textes d'Allen Ginsberg, des portraits de lui en compagnie de De Kooning, de Kérouac, son portrait par Mapplethorpe, des poteries chinoises...

Le plus surprenant des lieux de vie est assurément celui d'Andrés Serrano. Le photographe habite en plein New York dans une espèce de manoir ou d'église néo-gothique, avec sa crypte et ses murs saturés de crucifix ou d'icônes byzantines. Dans la chambre, sur un meuble, sont posés des bocaux renfermant des cerveaux humains, quand un squelette gît au pied du lit.

L'environnement de Nan Goldin est aussi excentrique, mais plutôt kitsch. Ici un méli-mélo d'objets, de chaussures, de photos, s'accumule sur des étagères bordées de passerelles rouges et or. Un tableau de chaise électrique de Warhol est placé au-dessus du lit. Il est dans les dominantes roses, comme le couvre-lit. Un livre chinois ouvert à la page d'illustrations de supplices est posé sur une table, une suite d'oiseaux sous cloche sur un appui de fenêtre, des photographies anthropométriques de condamnés à mort sur un mur.

G. B.

# Cocteau emmène au ciel la cité des papes

Avignon/Théâtre. Vincent Colin, adaptant « Les Mariés de la tour Eiffel », a transporté la tour dans les dunes du désert de la Namibie, pour la plus grande joie des spectateurs

**LES MARIÉS DE LA TOUR EIFFEL**, de Jean Cocteau. Mise en scène Vincent Colin. Musiques originales de Georges Auric, Arthur Honegger, Darius Milhaud, Francis Poulenc et Germaine Tailleferre. Avec Sébastien Lefrançois, Simon Siméon, Victoria Benyamin, Stéphane Vallé, Nathalie Fillion. Le ballet de la Namibie. L'orchestre régional de la Réunion dirigé par Philippe Nahon.

Théâtre municipal, jusqu'au 21 juillet, 21 h 30. Durée 1 h 20.

## AVIGNON

de notre envoyé spécial

Un théâtre de fous. Une crise de joie. Les mille étincelles d'une comète. Une danse d'hirondelles, d'une étoile à l'autre. Des chants jetés du fond du cœur. Avec cette présentation des *Mariés de la tour Eiffel*, de Jean Cocteau, ce soir Avignon monte au ciel.

Vous allez voir, avant, un court grand film de René Clair, *Entracte*, 1924, c'est encore le temps du muet, Clair est tout jeune, un gosse de Paris puisque son père travaille aux Halles. Il nous montre d'abord Paris à vol d'oiseau. Pas vu de la tour Eiffel, comme tout à l'heure l'œuvre de Cocteau, mais vu, semble-t-il, d'un toit de Montmartre. Et la pellicule va perdre la tête, très vite. Des messieurs en gibus courent derrière un corbillard traîné par un dromadaire, aux commandes d'un vieux canon des hommes d'habitude convenables comme le photographe Man Ray ou l'écrivain Marcel Duchamp

tirent à boulets rouges sur les spectateurs, la caméra a le vertige dans les pentes à pic d'un scenic railway, tout va de travers, tout va trop vite, des cyclistes roulent la tête en bas, c'est la carmagnole des images, scandée fortissimo par un Erik Satie qui lui-même a perdu la boule.

Le mot « FIN » est jeté sur l'écran, à peine avez-vous le temps de le voir, car une main déchire la toile, et la pièce de Cocteau vous cueille à froid, sans somnations. Une noce a décidé de s'inviter sur la tour Eiffel. Pourquoi pas ? « *La tour Eiffel est un monde. C'est Notre-Dame de la rive gauche.* » Un peu dépassé quand même, le directeur de la tour met les petits plats dans les grands, mais la fête va très mal tourner par la faute du photographe. Le fouteur de merde des noces et banquets. Son appareil est détraqué. Chaque fois qu'il fait poser son monde, appuie sur sa grosse poire et crie : « *Le petit oiseau va sortir* », c'est une autruche, une locomotive, un ennemi public numéro un, qui bondit de l'appareil. La panique. Evanouissements, galopades : « *J'ai rêvé que le pape me poursuivait dans les couloirs du Vatican* », comme dit ailleurs Jean Cocteau.

## UN EXCÈS D'ART

Cela ne manquait déjà pas de bonheurs, de surprises, mais le metteur en scène, Vincent Colin, a eu l'idée qui s'imposait : il a emmené sa tour Eiffel dans les dunes du désert de la Namibie. Si bien que le marié, la mariée, les belles-

mères et les beaux-pères, tous les garçons et demoiselles d'honneur, sont des nègres. (Soit dit en passant, c'est formidable, nous avons à présent le droit de dire et d'écrire le mot « nègre », c'était défendu, il fallait dire « homme de couleur », alors que les Martiniquais, par exemple, en 1940-1944, qui vivaient accrochés à la radio de Londres, disaient, avec l'accent de là-bas (c'est bien permis) : « *Dé Gol, c'est un grand nég.* »)

La *Marche funèbre* d'Arthur Honegger, la *Fugue du massacre*, de Darius Milhaud, le *Quadrille*, de Germaine Tailleferre, les élans de charme de *La Baigneuse de Trouville*, de Francis Poulenc, toutes les autres récréations, tellement moins rasoires que la classe, sont donc l'affaire des danseurs de la Namibie et des musiciens de la Réunion, tous artistes « de couleur ». Et, ici, soyons sérieux (mais nous n'avons cessé de l'être) : l'embrassade, main dans la main, des pétards et impertinences de Clair, Cocteau et de leurs amis, tous énergumènes de « non-couleur », d'une part, et des Namiens et Réunionnais, d'autre part, non seulement donne à cette fête incroyable de théâtre un relief, un allant, une violence d'imagination, un excès d'art, magnifiques, mais encore fait vibrer sur la scène et dans nos cœurs ce qu'Antonin Artaud, du fond de son asile de Rodez, criait, gravait sur ses murs, à grands traits majuscules : « *BONTE, BEAUTÉ, EXEMPLE !* »

Michel Cournot



Nathalie Fillion dans « Les Mariés de la tour Eiffel ».

# Hamlet mis à nu par le théâtre polonais

Avignon/Théâtre. Krzysztof Warlikowski ouvre à l'épée des voies inédites dans les landes du Danemark

**HAMLET**, de Shakespeare. Mise en scène : Krzysztof Warlikowski. Avec Jacek Poniedzialek, Marek Kalita, Stanisława Celinska, Magdalena Cieleka, Mirosław Zbrojewicz. Baraque Chabran, porte Thiers, Avignon. Tél. : 04-90-14-14-14. 120 F (18,30 €) et 140 F (21,34 €). Durée : 3 h 15. A 18 heures, jusqu'au 20 juillet.

## AVIGNON

de notre envoyé spécial

De Pologne nous arrive l'un des spectacles les plus stimulants de l'été avignonnais. Un *Hamlet*, dirigé par Krzysztof Warlikowski. Le metteur en scène n'a pas quarante ans, il appartient à cette nouvelle génération qui officie au Théâtre Rozmaitosci de Varsovie, un foyer du renouveau théâtral polonais. Comme Grzegorz Jarzyna (qui présentait *Yvonne, princesse de Bourgogne* et *Le Prince Mychkine* l'an dernier à Avignon), Krzysztof Warlikowski est passé par Cracovie. Comme lui, il a été l'assistant de Krystian Lupa (mais aussi celui de Peter Brook), dont l'empreinte apparaît dans les alternances d'ombre et de lumière, dans le montage d'actions simultanées, dans le goût des paroxysmes. Influence renforcée par la présence d'acteurs venus du Stary, où opère le maître.

Dispositif bifrontal. Posé au centre, séparé des gradins, un plateau carré, à peine surélevé. Ouvert au jeu nu, où les rares accessoires sont remportés à peine utilisés. Au centre, une allée d'acier où retentissent les pas, les chutes, les étreintes. En contrebas s'élève, d'un côté, le

mur de l'Eglise, surmonté d'un semblant de linge sanglant, encadré de palissades façon arènes, teintes de géométries syncrétiques, divines et taurines. De l'autre, le mur du Palais, galerie de glaces de métal scintillant, devant lesquelles s'alignent les chaises de la cour. Tandis que chuchotent les voix embrumées des gardes témoins du spectre, tout s'installe dans des poses de grand-duc. Traînes et tralala. Un prêtre en surplis sacre le nouveau roi. La reine Gertrude, une forte carrure (Stanisława Celinska), s'empare de la couronne pour l'enfoncer sur la tête de Claudius (Marek Kalita). Un tambour et un harmonium frustes accompagnent en direct les vacillements du monarque.

## FLAGELLATIONS BIEN PARTAGÉES

D'emblée, Krzysztof Warlikowski ouvre à l'épée des voies inédites dans les landes du Danemark. Paré à tout pourfendre. N'a-t-il pas confié : « *Hamlet, c'est moi avec mes incapacités et mes questions.* » Son « moi » aime les couleurs tranchantes, voyantes : l'oncle, Claudius, semble un frère de Hamlet (Jacek Poniedzialek), et Ophélie (Magdalena Cielecka), pourtant presque maternelle avec le prince, succombe à des enlacements qui n'ont rien de jeux courtois. Quant à Rosencrantz et Guildenstern, ce sont deux minettes qui n'ont pas leurs poings dans leurs poches. Krzysztof Warlikowski se plaît à tordre les personnages. A les torturer. Par les flagellations bien partagées d'un sadocatholisme polonais, il cherche à obtenir d'eux des aveux inattendus. Quitte à les inventer, comme dans les meilleures confessions.

Le triste prince passe d'un masque enfantin découpé dans un carton de festival à des mimiques de singe parcourant sans relâche le carrage de scène. Il se transformerait en caméléon, si Polonius ne lui tendait la main. Tout est possible, y compris l'entrée en scène d'Avignon, sous la forme d'une troupe d'acteurs en short et en T-shirt, se mettant à déclamer, comme sur la place de l'Horloge. Images d'album, lorsque le roi et la reine sablent le champagne, des bâtons crépitants à la main, comme les noceurs d'un voyage organisé. Images plus simples et plus fortes, lorsque Claudius, anéanti, se balance sur sa chaise juste au bord de la scène. Images bouleversantes, lorsque Hamlet et Ophélie sont assis face à face, serrés l'un contre l'autre dans la pénombre, et qu'elle retire la robe de mariée qui lui gonflait le ventre.

La démonstration affleure parfois, gommée par l'intensité du jeu. Lorsque Hamlet, nu comme au premier jour, appuie les poses oedipiennes, étreignant sa mère et l'embrassant à pleine bouche, par-dessus le cadavre de Polonius, ou sur son homosexualité dans le quadrille dansé avec Horatio. Le foisonnement d'images dessine un nouveau baroque théâtral, alternant les dialogues classiques confortés par une troupe sans faille et les grands airs visuels. En forçant les traits, Krzysztof Warlikowski force le sens et capte des débordements inattendus. Il n'a pas peur des surcharges. Du grandiose. Des contradictions. N'est-ce pas lui qui affirme aussi : « *Hamlet, c'est tout le monde ?* »

Jean-Louis Perrier

# Les rendez-vous lacaniens du « Vif du Sujet »

Avignon/Danse. Eszter Salamon et Patrick Harley à la merci de leurs chorégraphes

**GISELLE**, de Xavier Le Roy pour Eszter Salamon. NO MATTER, TRY AGAIN, de Jordi Cortès-Molina pour Patrick Harley. Le Vif du Sujet, programme B, du 18 au 24 juillet en alternance à 11 heures, et à 18 heures. Jardin de la Vierge, rue Magnanen. Tél. : 04-90-14-14-14. De 80 F (12,13 €) à 100 F (15,17 €).

## AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Rappelons les règles du « Vif du Sujet » : un interprète choisit un chorégraphe, de préférence avec lequel il n'a jamais travaillé, afin que ce dernier lui compose un solo. Ce jeu est plus sérieux qu'il n'y paraît. C'est qu'il existe des « Vifs » très ramollos, aussi vite vus qu'oubliés (la majorité) ; mais aussi des Vifs de stars (Dominique Mercy/Josef

Nadj), des Vifs d'amoureux (Mathilde Altaraz/Jean-Claude Gallota). Parfois on assiste à des « Vifs » au cours desquels le maître guide l'élève pour qu'il sorte de sa chrysalide – comme en a témoigné la récente collaboration de Carlotta Ikeda avec Mathilde Lapostolle (*Le Monde* du 19 juillet). Dans ce deuxième programme, c'est Eszter Salamon qui devient méconnaissable entre les mains de Xavier Le Roy. Blonde et farouche chez Mathilde Monnier, on la retrouve les cheveux coupés fous, rousse, donnant l'impression d'avoir grandi de dix centimètres.

Son solo, appelé *Giselle* en référence à l'héroïne du ballet romantique – prénom écrit avec un z pour signaler les origines hongroises d'Eszter Salamon –, est un appel à libérer toutes les manières de danser, tous les mouvements, les gestes, les tics qui l'ont peu à peu constituée. Elle ouvre les vannes. Et se déchaîne. Car la danseuse a le nerf chatouilleux quand il s'agit de son

identité féminine. Qu'elle joue Brigitte Bardot dans *Le Mépris* avec l'ambiguïté du garçon manqué. Qu'elle urine debout et de dos, qu'elle surenchérisse sans prévenir dans le suggestif. On dirait une variation sur la lettre G : G comme Giselle, mais aussi comme guenon, gibbon, garçonne, gonzesse. Le corps a ses mystères que la raison ignore. G, comme gestaltisme : cette théorie qui pense les phénomènes comme des ensembles indissociables structurés. Comme l'inconscient.

## BIOGRAPHIES ÉPARILLÉES

La limite du « Vif du Sujet » serait de n'être qu'une autoanalyse dansée. Les interprètes, ça saute aux yeux, « souffrent » d'avoir des biographies éparpillées. Le « Vif » recolle les morceaux. Pas si simple. Il montre trop souvent un travail qui devrait être plus abouti en amont. Il ne peut être un déversoir, ni la succursale du divan lacanien. Si ces solos jouent le rôle d'une remise

en question, ou mieux, permettent de franchir une étape, il n'est pas interdit de se demander ce que l'on veut dire, et comment. Faute de quoi, on crée pour le milieu (qui se regarde le nombril), pas pour un public.

Quand Patrick Harley crée *No Matter, Try Again* (rien à faire, refais-le), on est tenté de crier « *No matter, don't try again* ». Ce n'est pas gracieux, mais après Alessandro Bernardeschi, après Eszter Salamon, le vécu personnel, avec ou sans accessoires, sort par les trous de nez. Patrick Harley a non seulement le tort de passer en dernier, mais aussi d'avoir choisi en la personne de l'Espagnol Jordi Cortès-Molina un chorégraphe qui lui a laissé la bride sur le cou quand il aurait fallu construire. En un mot : chorégrapheur. On ne retient de sa prestation que l'odeur amère de la bière recrachée sur le plateau.

Dominique Fréard

# L'atypique Errobiko Festibala de Benat Achiry

Itxassou/Musique. Pour le musicien et créateur de ce festival, le Pays basque ne se réduit ni à son folklore ni à ses événements

DE TOUS les descendants d'Uzeste en Gironde (Compagnie Lubat), le festival de Benat Achiry, à Itxassou (Pays basque), est le plus original. Il n'hésite pas à siéger en montage pendant la semaine la plus chaude des festivals. Il voisine avec le Jazz aux Remparts de Bayonne (à 25 km) et son programme classique (du 17 au 22 juillet). Nettement plus au nord, le tout nouveau Ile de Ré Jazz Festival attaque les choses par la face sud (du 19 au 22 juillet). Et, carrément au sud des Pyrénées, les grandes machines, Vitoria (du 14 au 21 juillet) et Saint-Sébastien (du 24 au 29) font le tour des grosses pointures.

Errobiko Festibala se réfère clairement aux musiques noires, aux chants du Maroc ou du Tibet, à la danse japonaise, et à l'esprit de résistance. « *Les appels de Charles Mingus et Eric Dolphy, je les interprète ainsi, non pas dans le repliement sur soi, mais dans un élan créateur fort, obstiné...* » : Benat Achiry n'a pas le basque étroit. « *Depuis qu'on me demande de chanter, cela vient comme un signe à l'adolescence, j'essaie de répondre à cette confiance. Les chants de la Soule natale, le chant de l'épervier, celui de l'aigle, quand le chanteur tente de s'élever vers le soleil, sont poignants. Ils m'ont surtout permis de m'ouvrir à toute la planète.* » Son Pays basque ne se réduit ni à son folklore ni à ses événements : « *il s'ouvre à la forme* ». Vrai, ce n'est pas sur les plages qu'on attaque la journée avec des entretiens au Pas de Roland : « Femmes et esprit de résistance ». Errobiko Festibala est la dernière manifestation (en juillet 2000) à avoir présenté Jeanne Lee. Il s'ouvre en 2001 par un hommage à la cantatrice.

En zone vite folklorisée ou soumise, c'est la seule manifestation qui se revendique « *des musiques, des danses, arts plastiques, chants et tambours, palabres et poésie, espoir et résistance* ». Le discours de Benat Achiry sur les énergies, l'universalité des langues, les rapports entre corps et paysage au cours d'une semaine de danse dans la montagne, ne font plus sourire. Dès qu'il chante, qu'il crie, qu'il cherche des voix, on sait. On sait que sa vérité d'incertitude est

ainsi ; contre toutes les règles de la marchandise et du spectacle, ça marche. Curieux, d'autant qu'à dix bornes, de l'autre côté des petites montagnes, Arrossa (reggae et rock dur pendant les trois premiers jours de juillet) (*Le Monde* du 4 juillet), prend l'autre tangente : grands rassemblements, effort collectif, pensée sur la position veille.

On ne s'attardera pas sur ce fait : à l'intérieur du Pays basque, la culture, rock (Arrossa) ou « créative » (Itxassou), en protestation contre la mondialisation (Arrossa) ou dans l'esprit de résistance (Itxassou), plus ou moins douce, plus ou moins radicale, sous les mêmes sommets, le Mondarrain, l'Arzamendi, que célèbre cette année le poète Serge Pey, invente ses voies et ses fractures. Ailleurs, comme partout, on achète un plateau en kit, on trie les consommateurs de façon subtile, et le festival sert à promouvoir. Quoi ? On le saura plus tard.

Francis Marmande

★ Itxassou Errobiko Festibala (du 18 au 21 juillet) : hommage à Jeanne Lee, Gaiteros de Baigorri, Gnaous du Maroc, danse africaine, chant du Tibet, Serge Pey, Rokia Traore, poèmes des frères Artze, Bel Air (Martinique), stages, tél. : 05-59-59-48-85. Bayonne, Jazz aux Remparts (du 17 au 22 juillet), tél. : 05-59-55-85-05. Ile de Ré Jazz Festival (du 19 au 22 juillet), tél. : 05-46-01-99-95. Vitoria-Gasteiz Jazz Festival (jusqu'au 21 juillet), tél. : 00-34-945-14-19-19. Donostia Saint-Sébastien Jazz Festival (à partir du 24), tél. : 00-34-943-48-11-79.

## MAILLOL PEINTRE



6 juin au 20 octobre 2001

MUSÉE MAILLOL  
59-61 rue de Grenelle - 75007 Paris  
Tél. : 01 42 22 59 58

# Le fantastique et le contemporain au Festival de Marseille

Marseille/Opéra. Les instants miraculeux de « La Jeune Fille aux mains d'argent », un conte multidisciplinaire

**LA JEUNE FILLE AUX MAINS D'ARGENT, de Raoul Lay (musique), Catherine Marnas (mise en scène), Olivier Py (livret, d'après Grimm). Avec l'Ensemble Télémaque et la Compagnie Parnas. Le 17 juillet. Festival de Marseille jusqu'au 25 juillet. Tél. : 04-91-99-00-20. Festivaldemarseille.com. De 70 F (10,6 €) à 130 F (19,7 €).**

## MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Le Festival de Marseille est un festival pluridisciplinaire qui croit aux vertus d'une programmation pertinente, d'une cohabitation des genres, qui ne coupent cependant pas les envies de « création des premières mondiales » en général co-financées par le commanditaire, parfois les compagnies et toujours par l'argent public.

De la cour de la Vieille Charité, au vieux centre de Marseille, à la Sucrière, un parc installé sur une ancienne usine dans les quartiers Nord, réputés populaires et difficiles, le champ des possibles est étendu. Francesca Lattuada (*La Donna è mobile*), Anne Teresa de Keersmaecker (*Rain*), du flamenco, en début de festival ; hier, à la Sucrière, Souad Massi (*Le Monde* du 15 juillet) ; aujourd'hui, à la Vieille Charité, un opéra, ou plutôt un conte musical, *La Jeune Fille aux mains d'argent* ; demain de la musique méditerranéenne mêlée à des compositions inédites de Georges Aperghis : la manifestation phocéenne – 8 millions de francs de budget en 2001 – se démarque de ses pairs par la mise en avant du goût et de fils conducteurs. Pour cette année, la musique contemporaine et le fantastique.

Auteur, comédien, metteur en scène, Olivier Py s'intéresse depuis longtemps aux frères Grimm. Il avait monté une première fois en 1993 *La Jeune Fille, le Diable et le Moulin*, dont il s'est inspiré pour

écrire le livret de *La Jeune Fille aux mains d'argent*, fable mise en musique par Raoul Lay, compositeur né à Marseille en 1964, chef d'orchestre qui fut l'élève de Peter Eötvös et dirige à présent l'Ensemble Télémaque. Olivier Py a créé des dialogues là où il n'existait que le récit, Raoul Lay a mis en partition le précepte énoncé par le poète portugais Fernando Pessoa : « *Par musique, on ne doit pas seulement comprendre celle que l'on joue, mais aussi celle qui reste éternellement non jouée.* »

## PACTE FAUSTIEN

« *Eternelle histoire que tout cela* » : un meunier un peu fatigué, un peu abruti, vend sa fille au diable en se laissant piéger, « *tu seras riche si tu me donnes ce qu'il y a derrière ton moulin* » – l'ingénu pense à un vieux pommier, il oublie sa fille. Le pacte faustien est, sur scène, scellé dans l'eau. Des étangs, des mares, des flaques taillées pour s'y vautrer, destinées à la souillure. Propres et bleuetés au début du conte, elles sont à la fin immondes : du papier, des laites, des miasmes... tout y traîne. Car, s'il perd la première manche, ce diable qui aime le feu et le sang n'a pas dit son dernier mot. Olivier Py a le texte limpide, le propos savoureusement pervers et les idées claires quant à l'ambiguïté du destin humain. « *La paix n'est pas la paix, juste une trêve entre deux guerres. Le pardon est une pause, un stratagème commercial.* » Ou encore : « *Les gens riches mangent-ils du poisson tous les jours ?* »

Pour qui vient de livrer sa fille au démon, la question doit être posée – une innocente vaut-elle une indigestion ? « *Chaque chose est à sa place* », comme dit Olivier Py. Le père choisit l'or, tranche les mains de la petite à la demande du diable. Mais elle fuit, échappe au malin, car, femme, elle est un peu sorcière. Protégée par un ange gardien, elle rencontre son prince dans un verger où elle

chipe des poires. Eperdu, le prince l'épouse, lui donne des mains d'argent et un fils. Il part à la guerre, le diable revient à la charge.

Pour casser les frontières entre les genres – danse, théâtre, chant, musique –, mais aussi pour dévoiler l'ambiguïté humaine, Catherine Marnas a choisi, dans sa mise en scène, de doubler les acteurs (un acteur, un chanteur, ou un danseur), costumes et gestuelles identiques. Deux diables, deux princes, deux princesses, deux pères. Les diables sont épantés, Franck Manzoni, farceur, espionnage, lucide, hâbleur, et Alain Aubin, un contre-ténor de tempérament qui joue aussi le rôle de l'ange gardien, transformé en crooner. Singulier, Pierre Palmi, dans le rôle du jardinier, mais aussi de la mère, et du double de l'enfant prancier.

Dans leurs costumes aux couleurs

tapantes, au milieu d'une eau omniprésente, ces talents malicieux à l'accent phocéien mériteraient parfois moins de profusion détaillée, de rajouts symboliques. Chez les Grimm, on tranche : les mains, les langues, les destins. Catherine Marnas l'a compris qui habille sa troupe de verts, de bleus crus, mais n'a pu empêcher la surcharge. Raoul Lay a superposé les équivalents musicaux avec un art très serpentin. Le tout crée de la réflexion et de l'atmosphère. Si elle réussit à intéresser un programmeur de passage à Marseille, *La Jeune Fille aux mains d'argent* sera peut-être rejouée ailleurs. Peut-être élaguée, forte de ces instants miraculeux où l'énorme jardinier prend l'apparence de l'enfant élu.

Véronique Mortaigne

## Les beaux dessins du Centre Pompidou

Le Cabinet d'art graphique montre ses dernières acquisitions : une leçon de transparence et d'efficacité

**D'ARTAUD... À TWOMBLY, acquisitions nouvelles du cabinet d'art graphique, Centre Pompidou, niveau 4, Paris-4. M<sup>e</sup> Rambuteau. Infos : <http://www.centre.pompidou.fr>. Du mercredi au lundi de 11 heures à 21 heures. Entrée : 30 F (4,57 €). Jusqu'au 26 septembre.**

Avec une irréprochable régularité, tous les cinq ans, le Cabinet d'art graphique du Centre Pompidou présente une sélection de ses derniers enrichissements. De telles expositions sont excellentes dans leur principe – quoi de plus normal que de montrer comment travaillent les conservateurs d'un

musée national ? Quoi de plus légitime que de rendre hommage aux donateurs ? – et d'autant plus séduisantes qu'elles révèlent des œuvres peu ou jamais vues.

Depuis 1996, donc, plus de 400 œuvres sur papier sont entrées dans les collections nationales, par achat, don, legs ou dation. Le détail du mode d'acquisition est précisé dans le catalogue. Ainsi, pour s'en tenir à la lettre A, les Albers ont-ils été offerts par la Josef and Anni Albers Foundation, les Artaud achetés, les Asse pour partie achetés, pour parties donnés par l'artiste.

Certaines donations sont considérables : un lot de dessins de Roland Barthes par Romaric Sulger Büel, des Dado par Daniel Cordier, 40 collages d'Ernst par Carlo Perrone, des Réigl par Maurice Goreli. Des achats importants ont été consentis afin de constituer des ensembles de Buraglio, de Cartier-Bresson et de Raysse. Dans l'inventaire, les morts illustres – Masson, Matisse, Picabia, Schwitters – voisinent avec les vivants reconnus – Richter, Dietman, Télémaque – et des artistes plus jeunes – Tuymans, Salomone, Dumas.

## EXERCICE JUBILATOIRE

Dans les salles, les voisinages ne sont pas moins inattendus. On peut envier le plaisir que les commissaires de l'exposition ont dû prendre à imaginer un accrochage, le modifier, tenter des juxtapositions et des comparaisons. Le résultat de cet exercice jubilatoire – et périlleux – est heureux. L'incongruité n'est pas nécessairement recherchée mais la banalité – ordre chronologique ou suite de petites présentations personnelles et isolées – soigneusement évitée.

On se croirait plutôt dans l'appartement d'un collectionneur particulièrement riche et habile qui se déciderait au coup par coup, d'après la qualité singulière de chaque œuvre. Ce qui est évidemment la meilleure manière de procéder, bien supérieure à l'achat par devoir muséal qui ne vise qu'à combler un manque.

Chaque visiteur peut se composer son anthologie. Il peut jouer à se demander ce qu'il emporterait. Exemple de réponse : d'abord, sans hésiter, un collage de Miro de 1929, conçu à partir d'une plaque goudronnée, de papiers, de chiffres et de fil de fer : dans le genre, un chef-d'œuvre absolu ; les terribles Artaud, évidemment ; le Dali de 1932 peut-être, d'autant qu'il faudrait essayer de reconsidérer Dali hors mythes et légendes ; la *Pompe* de Picabia, juste pour le plaisir d'une belle absurdité dadaïste. Et, pour nos contemporains : le Dietman, dont le titre donne une faible idée de l'extravagance : il s'appelle *Con concours de cons dragons* ; le grand Polke bleu et noir, pure splendeur visuelle et tactile ; le *Bacchus* de Raysse, pour sa bizarrerie inquiétante ; et le diptyque de fusains écrasés de Cognée.

Philippe Dagen

## SORTIR

### PARIS

#### Branford Marsalis Quartet

Récemment viré du département jazz de Sony Music aux Etats-Unis, où il avait été chargé d'apporter de nouveaux artistes, Branford Marsalis a repris son saxophone et a remis en route la formule qui le satisfait le plus, celle du quartet. Avec le pianiste Joey Calderazzo, qui a appris à se défaire de certains tics virtuoses, le contrebassiste Eric Reeves et le batteur Jeff « Tain » Watts, qui joue avec Branford Marsalis depuis près de vingt ans, le plus aventureux de la famille Marsalis rend ses grâces au jazz de l'après-bop avec une ferveur et un engagement qui le placent parmi les plus passionnants solistes. *New Morning*. 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Les 20 et 21 juillet à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41.

### SISTERON

#### 46<sup>e</sup> Nuits de la Citadelle

Les Nuits de la Citadelle débuteront le 20 juillet avec un récital de Barbara Hendricks, suivi le 24 par l'Orchestre Bach du Gewandhaus de Leipzig. Comme chaque année, une place est réservée à la danse : Momix Dance Theatre, sous la direction de Moses Pendleton, présentera *Supermomix*, le 28 juillet : une occasion de découvrir une manière de chorégraphe unique (et beaucoup imitée), qui joue sur l'illusion optique et la métamorphose. Le festival continue en août avec *Un requiem allemand*, de Brahms, un concert intitulé *Tzigane*, et le *Tartuffe*, de Molière avec Bernard Fresson et Eva Darlan (à la mise en scène : Jean-Claude Brialy). *Sisteron* (Alpes-de-Haute-Provence). Théâtre de la Citadelle. ATM, 1, allée de Verdun. Du 20 juillet au 10 août. Tél. : 04-92-61-06-00. De 60 F à 300 F.

## GUIDE

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). *Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse*. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. *Epsilon*. Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-La-Villette. 20 heures, les 20 et 27. Tél. : 06-09-20-40-94. 100 F. *Global Chaos Night*. La Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare, Bibliothèque. 18 heures, le 20. Tél. : 01-56-29-10-00. 60 F. *Jérôme Pacman, Warrio*. La Mezzanine de l'Alcazar, 62, rue Mazarine, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Odéon. 20 heures, le 20. Tél. : 01-53-10-19-99. Entrée libre. *Balogh Kálmán & The Gipsy Cimbalom Band*. Parc Georges-Brassens, rue des Morillons, Paris-15<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Convention. 19 heures, le 20. Entrée libre.

### RÉGIONS

**Mélodies 6**. d'Eugène Durif, Sony Labout Senti et Philippe Minyana, mise en scène de Jean-Paul Delore. *Villeneuve-lès-Avignon (Gard)*. Tinel de la Chartreuse, 22 heures, les 21 et 22. Tél. : 04-90-15-24-45. 60 F et 80 F. *Dans le nu de la vie, récits des marais rwandais* de Jean Hatzfeld. *Villeneuve-lès-Avignon (Gard)*. Tinel de la Chartreuse. 18 heures, le 21. Tél. : 04-90-15-24-45. 60 F. *D'Alep à Séville*. Œuvres d'Aperghis, Dusapin, Fedele, créations. Sonia Wieder-Atherton (violoncelle), Françoise Rivalland (zarb, cymbalum), Quatuor Parisii. *Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)*. Théâtre du Jeu-de-Paume, rue de l'Opéra. 18 heures, le 21. Tél. : 04-42-17-34-34. De 70 F à 200 F. *Marc Copey (violoncelle)*. Bach : *Suites pour violoncelle n° 1 à 3*. Brûère-Allichamps (Cher). Abbaye de Noirlac, 18 heures, le 21. Tél. : 02-48-96-16-86. 80 F. *Chœur de chambre Accentus*. Brahms : *Ein deutsches Requiem*, version à deux pianos. Cécile Perrin (soprano), Stéphane Degout (baryton), Marie-Josèphe Jude, Jean-François Heisser (piano), Laurence Equilbey (direction). Brûère-Allichamps (Cher). Abbaye de Noirlac. 21 h 15, le 21. Tél. : 02-48-96-16-86. 150 F. *Orchestre philharmonique de Radio-France*. Œuvres de Say, Dutilleux, Beethoven.

### PATRIMONIO

#### Les 12<sup>e</sup> Nuits de la guitare

Electrique, acoustique, à six, douze cordes ou plus, blues, jazz, brésilienne ou rock, la guitare est l'instrument-roi du festival de Património, en Haute-Corse, qui n'oublie pas non plus le violon ou la mandoline. Le Théâtre de verdure, à flanc de montagne, est le lieu magique de cette manifestation, qui recevra cette année Paco de Lucia en septette, Jeff Beck, Chico César, Eliades Ochoa, sous couvert du Buena Vista Social Club, Tino Gonzales et Robben Ford, ainsi que des artistes corses, comme le mandoliniste Ange Lanzalavi, et le monde manouche, avec Angelo Debarre ou Florin Niculescu. *Património (Haute-Corse)*. Théâtre de verdure. Jusqu'au 23 juillet. A partir de 21 h 45. Tél. : 04-95-37-12-15. De 50 F à 170 F.

### PESSAC

#### Hommage à Yasujiro Ozu

Cet été, deux festivals rendent hommage au cinéaste japonais Yasujiro Ozu (1903-1963). Le premier se tient à Pessac, près de Bordeaux : l'occasion de revoir ou de découvrir quelques-uns de ses principaux films, tournés entre 1932 et 1962. Cette rétrospective se déroulera simultanément à Toulouse. Paris organise également son festival Ozu en couleurs. Six films seront présentés en copies neuves au Max Linder Panorama puis à l'Action Ecoles. *Pessac (Gironde)*, cinéma Jean-Eustache, place de la V<sup>e</sup> République. Du 18 juillet au 28 août. Tél. : 05-56-46-00-46. *Toulouse (Haute-Garonne)*, cinéma ABC, 13, rue Saint-Bernard. Tél. : 05-61-21-20-46. *Paris, Max Linder Panorama*, 24, bd Poissonnière, Paris-9<sup>e</sup>. Du 1<sup>er</sup> au 21 août. Tél. : 01-48-24-00-47. *Action Ecoles*, 23, rue des Ecoles, Paris-5<sup>e</sup>. A partir du 22 juillet. Tél. : 01-43-29-79-89.

**NRJ GROUP**  
**NOUVEAU RECORD**  
**12 900 000\***  
auditeurs quotidiens de 15 ans et + !

**+ 448 000\*** auditeurs quotidiens en 1 an

2 551 000* auditeurs quotidiens	5 849 000* auditeurs quotidiens	4 336 000* auditeurs quotidiens	1 722 000* auditeurs quotidiens

La consommation d'aujourd'hui.  
[www.nrjregies.fr](http://www.nrjregies.fr)

\*Source : Médiamétrie 75 000 - Avril-Juin 2001 - Audience Cumulée - L.V. - 5h-24h - Cible 15 ans et plus. Comparaison Avril-Juin 2001 vs Avril-Juin 2000.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**21.00** Santé pour tous dans le monde. Forum  
**22.00** Découvrir nos grands espaces. Forum

MAGAZINES

**19.15** Nulle part ailleurs. Canal +  
**19.30** Rive droite, rive gauche. Paris Première  
**20.50** Ça s'en va et ça revient. Spécial été. L'été des scoops. L'été des livres. L'été des couples. L'été des fêtes. France 2  
**23.20** Le Club. Francis Girod. Ciné Classics  
**23.25** Courts particuliers. Avec Sylvie Testud. Paris Première  
**0.40** Zone interdite. L'été de la jet set : soleil, rolls et piscine. M 6

DOCUMENTAIRES

**20.15** Reportage. Champions par tradition. [1/6]. Arte  
**20.30** Histoires d'avions. Les hydravions américains. Planète  
**20.30** Notre siècle. Nuremberg, procès de la tyrannie. Chaîne Histoire  
**20.50** Loctudy-Abidjan, aller simple. Odyssee  
**21.00** Le Ramayana, un voyage. [3/6]. L'exil. Planète  
**21.05** François Mitterrand, conversations avec un président. [4/5]. TV 5

Le Monde TELEVISION

Voyage

**19.00 Gospel au Mississippi**  
 Les Jackson Southernaïres sont huit musiciens nomades qui prêchent la bonne parole au son des gospels. La caméra d'Anne Georget a suivi le groupe de Miami à Detroit, de salles de concerts en gymnases, montrant cette culture de la foi qui passe par les battements de pieds, les mains qui se lèvent. Le groupe a fait salle comble à Carnegie Hall, à New York, et a remporté un Grammy Awards en 1991.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

**22.00** Au nom du fric, l'intimité perdue. Forum  
**23.00** Le Cinéma Indien. Forum

MAGAZINES

**17.10** Ecolomag. La Méditerranée. Invités : Lucien Laubier ; Aure Atika. LCI  
**18.10** et **1.10** Le Club de l'économie. Jean-François Decaux. Histoire  
**19.00** Tracks. Le meilleur du magazine. Tribal : Freak Stock. Live : Red Rat. Dream : Kylie Minogue. Vibration : Neograph. Dream : Lord Kossity. Backstage : Uruguay Sound. Arte  
**19.10** Nulle part ailleurs. Best of. Canal +  
**19.30** Rive droite, rive gauche. Paris Première  
**21.00** Rock Press Club. Prince. Invités : Patrick Eudeline ; Eric Dahan ; Benoit Sabatier ; Alain Orlanidi ; Didier Lestrade. Canal Jimmy  
**21.00** Recto Verso. Avec Henri Salvador. Paris Première  
**22.45** Les Dossiers de « Sans aucun doute ». TF 1  
**22.50** Paris dernière. Paris Première  
**22.55** Vu de la loge. Les meilleurs moments d'« On ne peut pas plaire à tout le monde ». France 3

DOCUMENTAIRES

**18.00** Histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Un doute subsiste, la théorie de la balle magique. La Chaîne Histoire  
**18.05** Du Cap au Caire. Guerriers et sorciers. Odyssee  
**18.05** Terres animales. [2/3]. D'Amérique du Nord. La Cinquième  
**18.20** Anciennes civilisations. Planète  
**18.25** L'Actors Studio. Nathan Lane. Paris Première  
**18.30** Les Leçons de musique de Leonard Bernstein. Joyeux anniversaire, Igor Stravinsky. Mezzo  
**18.35** Histoires de chevaux. Odyssee  
**19.00** Biographie. Fidel Castro, el commandante. La Chaîne Histoire  
**19.10** Cinq colonnes à la une. Il y a vingt ans : Seznec. Planète  
**19.45** Les Mystères de l'histoire. Java, le secret du temple perdu. La Chaîne Histoire  
**20.00** Pilot Guides. L'Australie. Voyage  
**20.15** Reportage. Kabylie, au cœur de la révolte. Arte  
**20.25** Les Emeus, de drôles de compagnons. Odyssee

SPORTS EN DIRECT

**13.50** Cyclisme. Tour de France (12<sup>e</sup> étape) : Perpignan - Ax-les-Thermes (166,5 km). France 2 - RTBF 1 - TSR  
**14.00** Motocyclisme. Championnat du monde de vitesse. Grand Prix d'Allemagne. Essais qualificatifs 500 cc. Eurosport  
**18.30** Golf. Tournoi du Grand Chelem. Open britannique. 19-22 juillet 2001. 2<sup>e</sup> jour. Au Royal Lytham and St Annes Golf Club (Angleterre). Canal + vert  
**18.35** Biographie. Meeting Herculis. Au stade Louis-II, à Monaco. Canal +  
**22.30** Boxe. Championnats de France. A Palavas-les-Flots. Pathé Sport

DANSE

**21.55** Stamping Ground. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique de Chavez. Par Le Nederlands Dans Theater. Avec Nora Kimball, M. Knobben, Hélène Perback, Glenn Eddy, James Vincent, Nacho Duato. Avec les percussions de Makuto Aruga. Mezzo

Le Monde TELEVISION

Ciné Cinémas 2

**21.00 Le Cri de la soie**  
 A Paris, en 1914, une jeune couturière parisienne est arrêtée dans un grand magasin pour le vol d'un coupon de soie. Un psychiatre s'intéresse à la jeune analphabète, retrouvant en elle ses fantasmes, et lui apprend à lire et à écrire. Ce film d'Yvon Marciano, réalisé en 1995, à la perversion légère bénéficie de l'interprétation, excellente, de Marie Trintignant, Anémone et Sergio Castellito.

Histoire

**21.55 Zaïre le cycle du serpent**  
 Thierry Michel a filmé le (long) retrait du pouvoir du maréchal Mobutu, entre la fin annoncée de son règne, en 1991, et son départ réel, en 1997. On voit la nomenklatura protéger ses privilèges et jouer de démagogie, tandis que la population, à la fois soumise et révoltée, n'en peut plus de cette interminable fin de dictature qui l'a menée à la misère et à la mendicité. Un film fort.

Arte

**22.10 Grand Format Les Glandeours**  
 Trois jeunes Finlandais de dix-huit à vingt ans, au sortir de l'adolescence et déjà chômeurs, dont le rendez-vous habituel est situé sur le parking d'un centre commercial : le trio, son désœuvrement, ses virées dans des autos cabossées servent de sujet à Susanna Helke et Virp Suutari. Elles filment au plus près, mais la proximité de la caméra ne fait jamais obstacle au naturel des personnages.

**21.15** Les Mystères de la Bible. L'amour et le sexe dans l'Ancien Testament. Chaîne Histoire  
**21.45** Du Cap au Caire. Odyssee  
**22.00** Un autre regard. Espagne, Namibie et Syrie. Voyage  
**22.05** Thema. Inventeurs et self-made men. Succès à l'italienne. Histoire d'une invention. Et moi, et moi, et moi. Arte  
**22.10** Journal d'un globe-trotter. Mongolia. Odyssee  
**22.20** Mario Luraschi. Mes chevaux magiques. Planète  
**22.25** Méditerranée. Umberto Pelizzari, l'homme poisson. Monte-Carlo TMC  
**22.50** Biographie. Joseph Staline. La Chaîne Histoire  
**23.15** Perspectives américaines. [3/8]. A la conquête de l'Ouest. Planète  
**23.55** Désirs d'enfants. Pères. Festival  
**0.40** Neuf jours en Equateur. France 3

SPORTS EN DIRECT

**20.40** Football. Trophée des champions. Strasbourg - Nantes. Au stade de la Meinau. M 6

MUSIQUE

**21.00** Soirée Festival de Radio France à Montpellier. Les Solistes de la fondation Beracasa. Avec Viviane Hagner, violon ; Markus Becker. Œuvres de Brahms, Mozart, Saint-Saëns, Bartok, Wieniawski, Chabrier, Milhaud, Satie, Poulenc, Rosenthal. Muzzik

Paris Première

**21.00 Les Cheyennes**  
 C'est le dernier et sans doute l'un des plus magnifiques westerns de John Ford, qui s'est inspiré de faits réels qui ont eu lieu en 1877, pour réaliser ces *Cheyennes*. Dans des décors naturels et sauvages, le cinéaste suit la longue marche de ces Indiens misérables, animés par un sursaut de dignité et d'orgueil. L'interprétation de Ricardo Montalban en Arthur Kennedy est remarquable.

GUIDE TÉLÉVISION

MUSIQUE

**17.05** Chez Jean-Sébastien Bach. Lors des 24 Heures Bach 2000. Mezzo  
**19.00** Autour de mes nuits. Muzzik  
**19.30** Classic Archive. En 1966, 1969 et 1965. Avec Pierre Fournier, violoncelle ; Jean Fonda, piano. Mezzo  
**20.00** Festival d'Antibes - Juan-les-Pins - Jazz à Antibes 90. Dir. Jean-Pierre Gonzales.  
**20.35** Avec Michael Brecker, saxophone ; Joey Calderazzo, piano.  
**21.05** Avec Michael Brecker, saxophone ; Joey Calderazzo, piano ; Jay Anderson, contrebasse ; Adam Nussbaum, batterie.  
**22.05** *Sarana, Diabingor, Nagana, Yaka*. Muzzik  
**21.00** Bach par Paul Badura-Skoda. Lors des 11<sup>e</sup> Flaneries musicales s de Reims, en 2000. Avec Paul Badura-Skoda, piano. Mezzo  
**23.05** The Velvet Underground. A l'Olympia, juin 1993. Canal Jimmy  
**0.35** Montreux 88. Concert enregistré lors du Festival international de jazz. Muzzik

THÉÂTRE

**22.50** Les Fausses Confidences. Pièce de Marivaux. Festival

TÉLÉFILMS

**19.30** Meurtre sur un plateau. Marco Zerla. Festival  
**19.35** La Maison des bois. Maurice Pialat. [4/7] O. Histoire  
**20.35** Les Années 70. Peter Werner. [1 et 2/2]. TSR  
**20.35** Le Gourou occidental. D. J. Soussa. Monte-Carlo TMC  
**20.45** Le Lac du doute. C. Schenkel. RTL 9  
**20.45** Vertiges du chœur. Jobst Oetzman. Arte  
**21.00** Un cœur pour deux. Rolf von Sydow. France 3  
**22.00** Les Années 70. P. Werner. [2/2]. TSR  
**23.15** Radio de charme. D. Gilbert O. TF 6

SÉRIES

**18.55** Le Caméléon. La beauté cachée O. M 6  
**19.10** La Vie à cinq. Abandons O. Téva  
**19.55** Homicide. A la une. Série Club  
**20.05** Madame est servie. Quelle soirée O. M 6  
**20.20** Friends. Celui qui avait l'Unagi O. RTL 9  
**20.50** P.J. Dragues O. Canal O. France 2  
**20.55** Le Clown. Trafic. L'ennemi invisible. M 6  
**22.50** Ally McBeal. The Obstacle Course (v.o.) O. Téva  
**23.35** A la Maison Blanche. Les fêlés et toutes ces femmes O. Monsieur Willis de l'Ohio O. France 2

DANSE

**21.55** Stamping Ground. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique de Chavez. Par Le Nederlands Dans Theater. Avec Nora Kimball, M. Knobben, Hélène Perback, Glenn Eddy, James Vincent, Nacho Duato. Avec les percussions de Makuto Aruga. Mezzo

Le Monde TELEVISION

Ciné Cinémas 2

**21.00 Le Cri de la soie**  
 A Paris, en 1914, une jeune couturière parisienne est arrêtée dans un grand magasin pour le vol d'un coupon de soie. Un psychiatre s'intéresse à la jeune analphabète, retrouvant en elle ses fantasmes, et lui apprend à lire et à écrire. Ce film d'Yvon Marciano, réalisé en 1995, à la perversion légère bénéficie de l'interprétation, excellente, de Marie Trintignant, Anémone et Sergio Castellito.

Histoire

**21.55 Zaïre le cycle du serpent**  
 Thierry Michel a filmé le (long) retrait du pouvoir du maréchal Mobutu, entre la fin annoncée de son règne, en 1991, et son départ réel, en 1997. On voit la nomenklatura protéger ses privilèges et jouer de démagogie, tandis que la population, à la fois soumise et révoltée, n'en peut plus de cette interminable fin de dictature qui l'a menée à la misère et à la mendicité. Un film fort.

Arte

**22.10 Grand Format Les Glandeours**  
 Trois jeunes Finlandais de dix-huit à vingt ans, au sortir de l'adolescence et déjà chômeurs, dont le rendez-vous habituel est situé sur le parking d'un centre commercial : le trio, son désœuvrement, ses virées dans des autos cabossées servent de sujet à Susanna Helke et Virp Suutari. Elles filment au plus près, mais la proximité de la caméra ne fait jamais obstacle au naturel des personnages.

**21.00** La Finta Giardinierra. Opéra de Mozart. Par l'Orchestre et les Chœurs du Théâtre de Drottningholm, dir. A. Ostman. Mezzo  
**23.45** La Flûte enchantée. Opéra de Mozart. Par le Jeune Orchestre lyrique français, dir. Dominique Trottein. Mezzo  
**0.00** Live in Gwada. RFO Sat  
**0.15** Jazz à Vienne 1999. Avec Jan Garbarek, saxophone ; Marilyn Mazur, percussions ; Eberhard Weber, basse ; Rainer Brüninghaus, claviers. Muzzik  
**0.40** Roni Size. Repräsent. Concert enregistré à la Route du Rock 2000. Paris Première

TÉLÉFILMS

**20.35** La Maison sur la côte. Dieter Kehler O. Monte-Carlo TMC  
**22.15** La Dernière Fête. Pierre Granier-Deferre. TV 5  
**22.30** Double écho. C. Correll O. TF 1

SÉRIES

**20.05** Madame est servie. Vive l'instruction O. M 6  
**20.20** Friends. [2/2]. Ce qui aurait pu se passer O. RTL 9  
**20.50** Buffy contre les vampires. La cléf. Série Club  
**20.50** Commissaire Moulin. Le Bleu O. TF 1  
**22.35** Le Riche et le Pauvre O. Téva  
**22.55** The Crow, Stairway to Heaven. Le prix de la vérité O. Les enfants du Millénum O. M 6  
**0.05** That '70s Show. Week-end romantique O. Canal Jimmy

Paris Première

**21.00 Les Cheyennes**  
 C'est le dernier et sans doute l'un des plus magnifiques westerns de John Ford, qui s'est inspiré de faits réels qui ont eu lieu en 1877, pour réaliser ces *Cheyennes*. Dans des décors naturels et sauvages, le cinéaste suit la longue marche de ces Indiens misérables, animés par un sursaut de dignité et d'orgueil. L'interprétation de Ricardo Montalban en Arthur Kennedy est remarquable.

GUIDE TÉLÉVISION

MUSIQUE

**17.05** Chez Jean-Sébastien Bach. Lors des 24 Heures Bach 2000. Mezzo  
**19.00** Autour de mes nuits. Muzzik  
**19.30** Classic Archive. En 1966, 1969 et 1965. Avec Pierre Fournier, violoncelle ; Jean Fonda, piano. Mezzo  
**20.00** Festival d'Antibes - Juan-les-Pins - Jazz à Antibes 90. Dir. Jean-Pierre Gonzales.  
**20.35** Avec Michael Brecker, saxophone ; Joey Calderazzo, piano.  
**21.05** Avec Michael Brecker, saxophone ; Joey Calderazzo, piano ; Jay Anderson, contrebasse ; Adam Nussbaum, batterie.  
**22.05** *Sarana, Diabingor, Nagana, Yaka*. Muzzik  
**21.00** Bach par Paul Badura-Skoda. Lors des 11<sup>e</sup> Flaneries musicales s de Reims, en 2000. Avec Paul Badura-Skoda, piano. Mezzo  
**23.05** The Velvet Underground. A l'Olympia, juin 1993. Canal Jimmy  
**0.35** Montreux 88. Concert enregistré lors du Festival international de jazz. Muzzik

THÉÂTRE

**22.50** Les Fausses Confidences. Pièce de Marivaux. Festival

TÉLÉFILMS

**19.30** Meurtre sur un plateau. Marco Zerla. Festival  
**19.35** La Maison des bois. Maurice Pialat. [4/7] O. Histoire  
**20.35** Les Années 70. Peter Werner. [1 et 2/2]. TSR  
**20.35** Le Gourou occidental. D. J. Soussa. Monte-Carlo TMC  
**20.45** Le Lac du doute. C. Schenkel. RTL 9  
**20.45** Vertiges du chœur. Jobst Oetzman. Arte  
**21.00** Un cœur pour deux. Rolf von Sydow. France 3  
**22.00** Les Années 70. P. Werner. [2/2]. TSR  
**23.15** Radio de charme. D. Gilbert O. TF 6

SÉRIES

**18.55** Le Caméléon. La beauté cachée O. M 6  
**19.10** La Vie à cinq. Abandons O. Téva  
**19.55** Homicide. A la une. Série Club  
**20.05** Madame est servie. Quelle soirée O. M 6  
**20.20** Friends. Celui qui avait l'Unagi O. RTL 9  
**20.50** P.J. Dragues O. Canal O. France 2  
**20.55** Le Clown. Trafic. L'ennemi invisible. M 6  
**22.50** Ally McBeal. The Obstacle Course (v.o.) O. Téva  
**23.35** A la Maison Blanche. Les fêlés et toutes ces femmes O. Monsieur Willis de l'Ohio O. France 2

DANSE

**21.55** Stamping Ground. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique de Chavez. Par Le Nederlands Dans Theater. Avec Nora Kimball, M. Knobben, Hélène Perback, Glenn Eddy, James Vincent, Nacho Duato. Avec les percussions de Makuto Aruga. Mezzo

Le Monde TELEVISION

Ciné Cinémas 2

**21.00 Le Cri de la soie**  
 A Paris, en 1914, une jeune couturière parisienne est arrêtée dans un grand magasin pour le vol d'un coupon de soie. Un psychiatre s'intéresse à la jeune analphabète, retrouvant en elle ses fantasmes, et lui apprend à lire et à écrire. Ce film d'Yvon Marciano, réalisé en 1995, à la perversion légère bénéficie de l'interprétation, excellente, de Marie Trintignant, Anémone et Sergio Castellito.

Histoire

**21.55 Zaïre le cycle du serpent**  
 Thierry Michel a filmé le (long) retrait du pouvoir du maréchal Mobutu, entre la fin annoncée de son règne, en 1991, et son départ réel, en 1997. On voit la nomenklatura protéger ses privilèges et jouer de démagogie, tandis que la population, à la fois soumise et révoltée, n'en peut plus de cette interminable fin de dictature qui l'a menée à la misère et à la mendicité. Un film fort.

Arte

**22.10 Grand Format Les Glandeours**  
 Trois jeunes Finlandais de dix-huit à vingt ans, au sortir de l'adolescence et déjà chômeurs, dont le rendez-vous habituel est situé sur le parking d'un centre commercial : le trio, son désœuvrement, ses virées dans des autos cabossées servent de sujet à Susanna Helke et Virp Suutari. Elles filment au plus près, mais la proximité de la caméra ne fait jamais obstacle au naturel des personnages.

FILMS

**17.20** Police Python 357 ■■■ Alain Corneau (France, 1975, 125 min) O. Cinéfaz  
**18.15** Le Secret magnifique ■■■ John M. Stahl (États-Unis, 1935, v.o., 105 min) O. Ciné Classics  
**20.45** Un flic ■■■ Jean-Pierre Melville (France, 1972, 105 min). 13<sup>ème</sup> Rue  
**21.00** Créatures célestes ■■■ Peter Jackson (Nouvelle-Zélande, 1994, 95 min). Cinéstar 2  
**21.00** Les Cheyennes ■■■ John Ford (États-Unis, 1964, v.o., 145 min). Paris Première  
**21.45** Le Carrefour de la mort ■■■ Henry Hathaway (États-Unis, 1947, v.o., 95 min) O. Ciné Classics  
**22.30** Meurtre au chenil ■■■ Michael Curtiz (États-Unis, 1933, v.o., 75 min). TCM  
**22.30** Les Tueurs ■■■ Robert Siodmak (États-Unis, 1946, v.o., 100 min). 13<sup>ème</sup> Rue  
**22.40** Le Sixième Jour ■■■ Youssef Chahine (France - Ég., 1986, v.o., 105 min) O. Ciné Cinémas 3

TÉLÉFILMS

**20.35** La Maison sur la côte. Dieter Kehler O. Monte-Carlo TMC  
**22.15** La Dernière Fête. Pierre Granier-Deferre. TV 5  
**22.30** Double écho. C. Correll O. TF 1

SÉRIES

**20.05** Madame est servie. Vive l'instruction O. M 6  
**20.20** Friends. [2/2]. Ce qui aurait pu se passer O. RTL 9  
**20.50** Buffy contre les vampires. La cléf. Série Club  
**20.50** Commissaire Moulin. Le Bleu O. TF 1  
**22.35** Le Riche et le Pauvre O. Téva  
**22.55** The Crow, Stairway to Heaven. Le prix de la vérité O. Les enfants du Millénum O. M 6  
**0.05** That '70s Show. Week-end romantique O. Canal Jimmy

Paris Première

**21.00 Les Cheyennes**  
 C'est le dernier et sans doute l'un des plus magnifiques westerns de John Ford, qui s'est inspiré de faits réels qui ont eu lieu en 1877, pour réaliser ces *Cheyennes*. Dans des décors naturels et sauvages, le cinéaste suit la longue marche de ces Indiens misérables, animés par un sursaut de dignité et d'orgueil. L'interprétation de Ricardo Montalban en Arthur Kennedy est remarquable.

GUIDE TÉLÉVISION

MUSIQUE

**16.05** The Baby of Mâcon ■■■ Peter Greenaway (Grande-Bretagne, 1993, v.o., 115 min) O. Cinéfaz  
**18.20** Le Miroir à deux faces ■■■ André Cayatte (France - Italie, 1958, 100 min) O. Ciné Classics  
**18.40** Luke la main froide ■■■ Stuart Rosenberg (États-Unis, 1967, 125 min) O. TCM  
**21.00** L'Etrangère ■■■ Neil Jordan (Grande-Bretagne, 1991, 95 min) O. Cinéstar 2  
**21.00** La Bataille des Ardennes ■■■ Ken Annakin (États-Unis, 1966, v.o., 145 min) O. Ciné Cinémas 3  
**21.00** Scandale à Milan ■■■ Vincent Sherman (France - Italie, 1955, 85 min) O. Cinétoile

THÉÂTRE

**22.50** Les Fausses Confidences. Pièce de Marivaux. Festival

TÉLÉFILMS

**19.30** Meurtre sur un plateau. Marco Zerla. Festival  
**19.35** La Maison des bois. Maurice Pialat. [4/7] O. Histoire  
**20.35** Les Années 70. Peter Werner. [1 et 2/2]. TSR  
**20.35** Le Gourou occidental. D. J. Soussa. Monte-Carlo TMC  
**20.45** Le Lac du doute. C. Schenkel. RTL 9  
**20.45** Vertiges du chœur. Jobst Oetzman. Arte  
**21.00** Un cœur pour deux. Rolf von Sydow. France 3  
**22.00** Les Années 70. P. Werner. [2/2]. TSR  
**23.15** Radio de charme. D. Gilbert O. TF 6

SÉRIES

**18.55** Le Caméléon. La beauté cachée O. M 6  
**19.10** La Vie à cinq. Abandons O. Téva  
**19.55** Homicide. A la une. Série Club  
**20.05** Madame est servie. Quelle soirée O. M 6  
**20.20** Friends. Celui qui avait l'Unagi O. RTL 9  
**20.50** P.J. Dragues O. Canal O. France 2  
**20.55** Le Clown. Trafic. L'ennemi invisible. M 6  
**22.50** Ally McBeal. The Obstacle Course (v.o.) O. Téva  
**23.35** A la Maison Blanche. Les fêlés et toutes ces femmes O. Monsieur Willis de l'Ohio O. France 2

DANSE

**21.55** Stamping Ground. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique de Chavez. Par Le Nederlands Dans Theater. Avec Nora Kimball, M. Knobben, Hélène Perback, Glenn Eddy, James Vincent, Nacho Duato. Avec les percussions de Makuto Aruga. Mezzo

Le Monde TELEVISION

Ciné Cinémas 2

**21.00 Le Cri de la soie**  
 A Paris, en 1914, une jeune couturière parisienne est arrêtée dans un grand magasin pour le vol d'un coupon de soie. Un psychiatre s'intéresse à la jeune analphabète, retrouvant en elle ses fantasmes, et lui apprend à lire et à écrire. Ce film d'Yvon Marciano, réalisé en 1995, à la perversion légère bénéficie de l'interprétation, excellente, de Marie Trintignant, Anémone et Sergio Castellito.

Histoire

**21.55 Zaïre le cycle du serpent**  
 Thierry Michel a filmé le (long) retrait du pouvoir du maréchal Mobutu, entre la fin annoncée de son règne, en 1991, et son départ réel, en 1997. On voit la nomenklatura protéger ses privilèges et jouer de démagogie, tandis que la population, à la fois soumise et révoltée, n'en peut plus de cette interminable fin de dictature qui l'a menée à la misère et à la mendicité. Un film fort.

Arte

**22.10 Grand Format Les Glandeours**  
 Trois jeunes Finlandais de dix-huit à vingt ans, au sortir de l'adolescence et déjà chômeurs, dont le rendez-vous habituel est situé sur le parking d'un centre commercial : le trio, son désœuvrement, ses virées dans des autos cabossées servent de sujet à Susanna Helke et Virp Suutari. Elles filment au plus près, mais la proximité de la caméra ne fait jamais obstacle au naturel des personnages.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

**TF 1**  
**17.10** Sunset Beach. 18.00 Sous le soleil. 19.00 et 0.05 Le Maillon faible. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.30 Commissaire Moulin. Le Bleu O. 22.30 Double écho. Téléfilm. Charles Correll O. 0.50 Très chasse. Chasses d'aujourd'hui.

## Rage de temps

par Pierre Georges

**POUR** qui, les corvées de météo ? Pour bibi, évidement ! Sommé, tancé, imploré. Commis d'office, réquisitionné, mobilisé, et envoyé d'urgence, en territorial, perclus de rhumatismes à la tête, pour garder le pont aux mauvaises nouvelles sur le front dépressionnaire.

Bon, alors, chaussons nos cuisardes et nos bécales de plongée. Et jetons-nous à l'eau, de pluie. C'est pas pour nous vanter, mais faut le dire : fait un temps de chien ! De mouise ! D'apocalypse triste ! De Somme ! De pot de chambre ! D'automne, d'hiver, de dépression, de mars, et ça repart ! Fait un temps qui n'est pas un temps, comme parfois la vie c'est pas une vie. Fait suer, sans sueur ! Fait braire, même hors l'étable. Fait... ! Restons polis !

Vous aviez aimé juillet 2000 ? Vous adorerez juillet 2001 ! Un vrai temps catastrophe, le temps infernal. Y a-t-il encore un météorologue dans l'avion ? Ah, juilletistes, mes frères, comme l'on vous plaint, comme l'on partage votre affliction et votre noir désespoir ! Les jours avancent, inexorablement, au pas mouillé des jours. Et vos vacances font pschitt. Comme antique chambre à air poreuse qui, plongée dans la mare aux congés, fait de lamentables bulles.

Vous faites eau de toute part. Par les pieds, par la tête, par le moral, par le teint. « Ô, bruit doux de la pluie par terre et sur les toits. » Fuck, Verlaine ! répondit en écho un chérubin des banlieues, juste avant le couvre-feu. Vous faites eau de partout, amphibienne créatures, et des palmes vous poussent qui ne sont guère académiques. Et des rages vous prennent, des rages

de temps obsédantes et qu'aucune médication ne dissipera. Et des désespoirs se déclarent qu'il serait vain d'espérer noyer, vu qu'ils le sont déjà.

Le juilletiste est-il soluble dans l'eau ? Il l'est désormais, c'est prouvé. Pluie à tous les étages. Pluie partout, nord, sud, est, ouest, pas un point cardinal pour repêcher l'autre. Pluie à seaux, à verse, à torrents. Pluie de juillet, pluie mouillée, lamentable dicton des étés sans été. Comme l'on vous plaint, pour vous avoir tant envié. Tant maudit aussi lorsqu'il n'y a pas si longtemps, vingt jours de pluie à peine, provocateurs, vous nous abandonniez comme vieille chaussette sur la non-plage. Quand vous partiez, au chant ironique du départ, vers des lendemains qui bronzent.

Rien ne servait de partir, il fallait partir à point, c'est une tortue d'eau parisienne qui vous le dit ici ! Car ici aussi il pleut. Sauvagement, incessamment, humblement, froidement et sans répit. Mais comment dire ? La misère météorologique est nettement plus douce au bureau qu'au non-solcil !

Bref, tenez bon. Plus que dix jours à tenir d'ailleurs. Et l'avenir s'annonce, radieux. Sur le fil AFP, ce matin, comme chaque matin, la nouvelle du jour. En voulez-vous le titre ? A votre service : « *Le temps, jeudi : du vent, de la pluie, du froid.* »

Cette annonce et cette chronique sont dédiées tout spécialement aux sarcastiques qui partent en moquant l'assigné de juillet. L'un prétendait, l'ingénu, traverser les Alpes en short anglais. L'autre voulait voguer sur un beau bateau à voile fraîchement acheté. Mieux eût valu investir dans le moulin à eau !

# Vache folle : le gouvernement maintient l'abattage systématique des troupeaux

La Confédération paysanne est « totalement opposée » à la décision de M. Glavany

**JEAN GLAVANY**, ministre de l'agriculture, a rendu public, mercredi 18 juillet, la décision prise à l'échelon interministériel de maintenir l'abattage systématique des troupeaux comportant un cas, clinique ou biologique, d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle). M. Glavany a une nouvelle fois souligné qu'il entendait, dans ce domaine, ne pas déroger au principe de précaution qui caractérise l'action gouvernementale de lutte contre l'ESB. Il a aussi rappelé qu'un passage de l'abattage systématique à l'abattage partiel ne pourrait être envisagé avant que l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) ne donne un « feu vert explicite ». Le ministre, qui s'exprimait à l'issue d'un séminaire organisé par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) qu'il a qualifié « d'intéressant et utile », a précisé que ses services allaient continuer à travailler avec l'Afssa et que de nouvelles décisions sur l'abattage ne pourraient pas être prises avant la fin 2001 ou le début 2002.

Mise en place dès 1991, année de l'émergence de l'ESB en France, la politique d'abattage systématique est, d'emblée, apparue aux yeux des responsables sanitaires et vétérinaires français comme une mesure essentielle de protection de la santé publique. En dix ans, près de trente mille bovins ont ainsi été abattus et détruits, les éleveurs étant systématiquement indemnisés. Depuis plus d'un an, la Confédération paysanne – à la différence notable de la FNSEA – dénonçait le principe et les conséquences de cette mesure. Ces critiques étaient ces derniers temps plus vives, dans la mesure où depuis janvier on dépiste systématiquement les bovins âgés de plus de trente mois destinés à la consommation.

Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA, s'est pour sa part déclaré « déçu, mais pas surpris », de la décision gouvernementale. Il a expliqué que l'avis rendu par l'Afssa était « confus » et « inapplicable en l'état ». Martin Hirsch, directeur général de l'Afssa, avait rendu public, lundi 25 juin, un avis dans lequel, sur la base des conclusions du comité

des experts français des maladies à prions, présidé par le professeur Dominique Dormont, il formulait toute une série de scénarios assez complexes, permettant, selon lui, de passer progressivement et sans risque sanitaire majeur d'un abattage total à un abattage partiel (*Le Monde* du 27 juin). « L'avis de l'Afssa ne permet pas, compte tenu des incertitudes scientifiques, de conclure que la mise en œuvre immédiate de l'abattage sélectif (...) offrirait au consommateur un niveau de protection sanitaire équivalent à celui que procure aujourd'hui l'abattage total », précise-t-on auprès du gouvernement, où l'on s'est rangé aux considérations développées par le Conseil national de l'alimentation (*Le Monde* du 7 juillet).

### ACTIONS MUSCLÉES

A la Confédération paysanne, on se déclare « totalement opposé » à la position gouvernementale, qualifiée d'« inacceptable ». « Le gouvernement ajoute l'irrationnel à l'absurde et contribue à semer le doute chez le consommateur, a déclaré au *Monde* René Louail, porte-parole de ce syn-

dicat. *Le ministre de l'agriculture a cédé à la pression de la FNSEA et des marchands d'aliments, et le gouvernement gère la crise économique de la sous-consommation sous couvert de précaution sanitaire.* » La Confédération appelle « tous les éleveurs à la résistance », un mot d'ordre déjà observé dans la Manche et les Côtes d'Armor. Pour sa part, le président de la FNSEA a annoncé que les éleveurs allaient bientôt « faire le ménage » dans les abattoirs et le secteur de la distribution, étant entendu, selon lui, qu'il « est inadmissible qu'au moment où les animaux sont achetés aux éleveurs à un prix de plus en plus bas, le prix de la viande payé par le consommateur soit toujours aussi élevé ». Quelques actions « musclées » ont d'ores et déjà été menées ces derniers jours dans des magasins des chaînes Champion et Carrefour, dans les départements de la Manche et de l'Ille-et-Vilaine.

François Grosrichard et Jean-Yves Nau

► www.lemonde.fr/prion

## Mauvais temps et records de pluviosité sur la France

**LA MÉTÉOROLOGIE** estivale n'est décidément pas favorable aux vacanciers. Une violente tempête a fait rage sur l'Atlantique et le long des côtes françaises dans la nuit du 17 au 18 juillet, provoquant la mort de deux plaisanciers. Hier soir, le corps de l'un d'eux a été repêché au sud-ouest de Penmarc'h (Finistère) par un navire de commerce allemand. Un touriste allemand s'est noyé dans le sud du Finistère, alors qu'il se baignait en dépit d'une mer agitée.

« *La vitesse du vent, rappelle Jérôme Lecou, ingénieur prévisionniste à Météo France, a été souvent supérieure à 100 km/h sur les côtes. Elle a même atteint les 110 km/h à la pointe du Raz et à celle de Saint-Mathieu (Finistère).* » Plus au sud, le long de la Charente, des Landes et du Pays basque, les vents ont été à peine moins forts et ont soufflé à des vitesses comprises entre 80 et 90 km/h.

### 194 L/M<sup>2</sup> EN QUINZE JOURS À PARIS

Les pluies qui se sont déversées sur une grande partie de la France pendant la première quinzaine du mois de juillet ont battu les records précédents relevés pour un mois de juillet entier dans l'ouest de la France, le Bassin parisien et le Massif central. « *Ces records s'expliquent pour une grande part par les violents orages qui ont éclaté dans la soirée du 6 au 7 juillet* », ajoute le météorologue.

Les records sont notamment tombés à Paris, avec 194 litres d'eau au mètre carré en quinze jours (contre 168 l/m<sup>2</sup> en 1972) ; Orléans, 170 l/m<sup>2</sup> (119 l/m<sup>2</sup> en

1988) ; Brive-la-Gaillarde, 204 l/m<sup>2</sup> (101 l/m<sup>2</sup> en 1996) ; Limoges, 145 l/m<sup>2</sup> (123 l/m<sup>2</sup> en 1981) ; La Roche-sur-Yon, 143 l/m<sup>2</sup> (117 l/m<sup>2</sup> en 2000) ; Nîmes, 124 l/m<sup>2</sup> (119 l/m<sup>2</sup> en 1982) et Gourdon (Lot), 176 l/m<sup>2</sup> (122 l/m<sup>2</sup> en 1967).

Les températures ont également été en baisse, avec des minimales comprises entre 12 et 15 degrés, sauf sur l'extrême Sud-Est, qui a connu un temps plus clément (17 à 19 degrés). Quant aux maximales, elles ont oscillé, dans le Nord, autour de 16 à 20 degrés, et entre 24 et 27 degrés sur le pourtour méditerranéen. Ce n'est que dimanche que le ciel s'éclaircira un peu, sauf sur la partie ouest du pays.

Cette situation a-t-elle un lien avec les fortes pluies de l'hiver et du printemps, qui ont inondé le pays et plus particulièrement la région de la baie de Somme ? Un prévisionniste de Météo France ne le pense pas. Il estime que les météorologues et les climatologues ne disposent pas d'assez de recul et d'assez d'éléments pour établir des liens entre ces deux périodes. Une fois encore, selon les spécialistes, la variabilité climatique serait la grande responsable de ces phénomènes, sans qu'on puisse aujourd'hui, faute de données suffisantes et d'une bonne compréhension des mécanismes qui commandent l'atmosphère et les océans, impliquer le réchauffement du climat. Ce n'est pas avant dix ou vingt ans, comme ils l'ont déclaré à plusieurs reprises, qu'ils pourront désigner les « coupables ».

C. Ga

## La cour d'appel de Paris décide la remise en liberté de Xavier Dugoin

**LA 10<sup>e</sup> CHAMBRE** de la cour d'appel de Paris a ordonné, mercredi 18 juillet, la remise en liberté de l'ex-sénateur (RPR) de l'Essonne, Xavier Dugoin, incarcéré pour trafic d'alcool depuis le 1<sup>er</sup> juillet, moyennant le versement d'une caution de 200 000 F (30 48 €). M. Dugoin, 54 ans, avait fait appel du mandat d'arrêt délivré à son encontre le 29 juin par le tribunal correctionnel d'Evry, qui l'avait condamné à un an de prison ferme et 250 000 F (3 810 €) d'amende pour le vol de 1 200 bouteilles dans la cave du conseil général de l'Essonne, qu'il a présidé jusqu'en 1998. M. Dugoin et le parquet d'Evry ont fait appel de cette condamnation. La sortie de prison de l'ancien sénateur, cependant, « n'est pas à l'ordre du jour », a affirmé l'un de ses avocats, M<sup>e</sup> Jean-Michel Pradalié, précisant que M. Dugoin ne pouvait pas réunir la caution préalable.

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le procureur de la République de Nice, Eric de Montgolfier, a annoncé, mercredi 18 juillet, avoir ouvert une enquête préliminaire** à la suite du rapport parlementaire sur la lutte contre la délinquance financière et le blanchiment des capitaux en Europe, qui évoque une éventuelle « infiltration » des services fiscaux des Alpes-Maritimes par « certaines obédiences maçonniques » (*Le Monde* du 18 juillet). « *Il y a dans ce rapport des indications de nature pénale* », estime le magistrat. Mercredi, le directeur départemental des services fiscaux des Alpes-Maritimes, Alain Bertaux, qui avait dénoncé ces « infiltrations » auprès de la mission, a été entendu en qualité de témoin par la brigade financière de l'Antenne niçoise du SRPJ de Marseille. « *J'attends le contenu de cette audition pour éventuellement ouvrir une information judiciaire* », a précisé M. de Montgolfier.

■ **LOTI : tirages n° 57 du jeudi 18 juillet . Premier tirage** : 9, 13, 21, 25, 29, 43 ; complémentaire : 42. Rappports pour 6 numéros : 1 828 185 F (278 705 €) ; 5 numéros et complémentaire : 112 510 F (17 152 €) ; 4 numéros : 4 130 F (629 €) ; 3 numéros et complémentaire : 214 F (32,62 €) ; 2 numéros : 107 F (16,31 €) ; 1 numéro et complémentaire : 24 F (3,65 €) ; 3 numéros : 12 F (1,82 €). **Second tirage** : 5, 17, 23, 29, 40, 48 ; numéro complémentaire : 36. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rappports pour 5 numéros et complémentaire : 27 205 F (4 147 €) ; 4 numéros : 5 650 F (861 €) ; 3 numéros et complémentaire : 294 F (44,82 €) ; 2 numéros : 147 F (22,41 €) ; 1 numéro et complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €).

Tirage du *Monde* daté jeudi 19 juillet 2001 : 503 528 exemplaires.

1-3

## Vives protestations contre l'avant-projet de loi pénitentiaire

**LE MONDE PÉNITENTIAIRE** a réagi très vivement, mercredi 18 juillet, à la présentation par la ministre de la justice, Marylise Lebranchu, de son avant-projet de loi sur la « peine et le service public pénitentiaire ». Le texte énumère la liste des droits fondamentaux dont le détenu peut bénéficier en tant que « citoyen », redéfinit les missions des personnels, crée des établissements pénitentiaires plus ou moins sécurisés et instaure un contrôleur général indépendant de l'administration pénitentiaire (*Le Monde* du 19 juillet). M<sup>me</sup> Lebranchu a indiqué qu'elle avait « absolument besoin » d'une première lecture du projet de loi par les deux Assemblées avant la fin de la législature.

En l'état, le projet est pourtant jugé « inacceptable » par l'Union fédérale autonome pénitentiaire, majoritaire parmi les surveillants. L'UFAP s'en est pris à une mesure symbolique, la baisse de 45 à 20 du nombre maximum de jours en cellule disciplinaire, en affirmant

que « nos sauvages de banlieue ne sont pas oubliés par les douces de la chancellerie ». L'UFAP, qui « ne peut être complice avoué ou caché d'un démantèlement de notre institution au profit d'une prétendue "humanisation" », appelle ses adhérents à la « révolte ». Elle est rejointe par FO-Pénitentiaire, qui affirme « que la chienlit rentre par la grande porte » dans les prisons. FO déplore notamment que le projet ne soit « que le levier juridique pour des personnes détenues à faire valoir leurs droits, mais en aucun cas leurs obligations ».

### « UN CITOYEN COMME LES AUTRES »

La CGT-Pénitentiaire, qui milite pour une baisse du nombre de personnes incarcérées, fait également part de sa « grosse frustration », mais pour des raisons opposées. « *La loi indique que la prison ne sera que l'ultime recours, mais rien n'est fait pour développer les alternatives à l'incarcération*, explique François Hulot, secrétaire général.

*Nous craignons un retour en arrière terrible, avec la création d'établissements ultra-sécurisés. Dans ce cadre, on ne voit pas dans quelle mesure on pourrait faire évoluer les missions des personnels.* »

Même son de cloche du côté de l'Observatoire international des prisons (OIP), qui juge que la « loi n'est pas au rendez-vous sur les droits des détenus ». « *Certes, le texte acte que le détenu est un citoyen comme les autres, mais il est potentiellement lourd de dangers, notamment par la classification des établissements, qui risque de tirer les régimes de détention vers le sécuritaire* », affirme Patrick Marest, délégué national de l'OIP. « *La chancellerie ne s'est pas donné les moyens de marquer une rupture avec le passé, poursuit-il. Il aurait fallu confier ce projet à une instance de codification indépendante, déagée des contraintes de l'administration pénitentiaire et des échéances électorales.* »

Cécile Prieur

Mathilde Mathieu

# Révissez vos classiques

RÉVISEZ CET ÉTÉ AVEC LE MONDE, FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL 50 CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE.

Le Monde

UNIVERSAL

FRANCE INTER

FNAC

CHOC MUSIQUE



fauré, DURUFLÉ | REQUIEM | CHUNG

**LUMIÈRES INTÉRIEURES.** In Paradisum est le sous-titre de cet album qui reprend la dernière partie du Requiem de Fauré. Le paradis auquel nous convie le chef coréen est porté par sa foi qui ne cherche pas ici comme tant de versions la quête de l'originalité. L'interprétation est portée par une simplicité émouvante, des chœurs superbes et deux solistes, Cecilia Bartoli et Bryn Terfel. Une certaine théâtralité dans l'ampleur du son contraste avec tant de versions épurées. La vision de Chung est profondément lyrique comme l'est également sa lecture du Requiem de Duruflé. Chung maîtrise avec soin l'équilibre, la fluidité, la transparence entre les chœurs et l'orchestre.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Frédéric Lodéon, "CARREFOUR DE LODÉON"

France Inter

FNAC

fnac.com

## LITTÉRATURE ● ESSAIS

### AU RAYON POCHE

« Ernesto Guevara, dit le Che » de Paco Ignacio Taibo II, « La Brûle-gueule » et « Blancs et bleus » d'Ernest Capendu page 26

### T.C. BOYLE

page 26



### HISTOIRE

Travestis et hermaphrodites page 27



### PROMENADE À OSLO

page 28



# Le retour au Japon de l'enfant perdu

**D**evenu dans les années 1980 une « pop star » littéraire, célébré aux Etats-Unis, abondamment traduit, Haruki Murakami n'est plus seulement un romancier à la mode : avec ses *Chroniques de l'oiseau à ressort*, il s'impose comme l'un des très rares écrivains japonais de la génération née après la guerre.

A la suite de Kenzaburo Oé ou de Kobo Abe (mort en 1993), qui appartiennent à la génération précédente, la littérature japonaise n'a guère produit de romanciers marquant à l'exception de Kenji Nakagami (mort en 1992), auteur à la force comparable à celle d'un Faulkner, dont ont été traduits notamment *Mille Ans de plaisir* et *Sur les ailes du soleil* (Fayard). Haruki Murakami - aucun lien avec Ryu Murakami, écrivain de la même génération qui ressasse depuis trente ans une ballade des paumés aussi superficielle que racoleuse dont il a fait une industrie -, est peu médiatique. Il reste, comme il aime à le dire, « un enfant perdu », réservé, presque timide, en retrait de l'agitation de la société. Dans ce roman-fleuve, il a commencé à trouver un équilibre qui lui manquait entre intériorisation et volonté d'être au monde.

Ce long récit est son œuvre la plus ambitieuse. Elle comporte les ingrédients de son imaginaire : accumulation de détails qui semblent gratuits et tourne à l'inventaire, bombardement de sensations et d'expériences au fil d'une quête un peu farfelue - ici, celle d'un chat puis d'une épouse - au cours de laquelle le narrateur croise des femmes étranges, des vétérans de la guerre, une adolescente perverse... De rencontres en réminiscences, Toru Okada, chômeur au foyer, va être tiré de son train-train quotidien de banlieusard, rythmé par le cri d'un oiseau du voisinage qu'il a baptisé « oiseau à ressort » parce que, telle une mécanique, il en scanne le temps, et entraîne vers cet « angle mort » que chacun porte en soi pour sombrer dans un vertige où le réel et l'irréel, l'actuel et l'inactuel se confondent.

Tout commence dans la banalité : Okada fait cuire ses spaghettis en écoutant le prélude de *La Pie voleuse* de Rossini quand le téléphone sonne... et pendant des pages et des pages, écrites certes dans un style vif, le lecteur se demandera où l'auteur veut en venir. Puis, intervient une dimension jusqu'alors absente dans son œuvre : une chronique des atrocités et des douleurs de la guerre menée par le Japon impérial (occupation de la Mandchourie, carnage des prisonniers, bataille sacrificielle de Nomonhan en Mongolie en 1939). Des récits qui semblent, dans leur sobriété documentée (comme en témoigne la bibliographie du livre), en introduire un autre à l'intérieur du premier. Mais le narrateur prendra lentement conscience que « tout est



WAGNER/SABA-CORBIS/REA

lié » et que ce sombre passé fait partie de ses propres ténèbres intérieures.

« *L'histoire d'un individu est inséparable de celle de la collectivité* », explique Haruki Murakami. « *Je suis né après la fin de la guerre mais je ne suis pas dégagé pour autant de la responsabilité de celle-ci parce que cette phase de l'histoire fait partie de la mémoire collective dont j'ai hérité que je le veuille ou non. Si je tente de creuser en moi, je ne peux que me heurter à ce "rocher". Il n'y a là aucune intention politique précise : ces récits de guerre ne sont qu'un fil du maillage du roman.* »

Murakami hait le « nativisme », c'est-à-dire une « sensibilité » et des mœurs « japonaises » ou supposées telles. Il ne cherche pas à perpétuer une quelconque mystique nipponne. Il n'y a dans ses romans aucune référence au Japon des estampes ni à la société contemporaine. Ses héros - Okada compris - mangent des pizzas et des Dunkin' Donuts, sont « jazzy » et portent des T-shirts de grandes marques. Ils sont jeunes et vivent un monde fragmenté, déconnecté à la fois des obligations familia-

les et de la société. Mais, cette fois, par ce passé à assumer auquel est confronté son héros à travers les récits d'anciens combattants, il reprend pied dans la réalité nipponne, donnant à son roman une ampleur que n'avaient pas les précédents.

Ces *Chroniques* sont le fruit d'un long cheminement. Murakami commença à écrire à la fin des années 1970 lorsqu'il tenait avec sa

chanson des Beatles, obtint le prix Tanisaki. Son succès auprès d'un lectorat essentiellement jeune et féminin fut phénoménal : 3 millions d'exemplaires ; le « boom Haruki » se poursuivit l'année suivante avec *Danse, danse, danse* (Le Seuil, 1995) lancé à grand renfort de publicité.

Mais Murakami n'est pas à l'aise avec le succès. Il n'a jamais été la « coqueluche » de la critique établie.

Il l'ignore et elle lui rend la monnaie de son indifférence en traitant avec sévérité ces allégories de la modernité peuplées de héros souffrant de dislocation émotionnelle qui pataugent dans le marécage de leur subconscient. Il est vrai qu'en dépit de leur succès, ses premiers romans, à l'intrigue pagayeuse, pouvaient ne pas convaincre. Mais peut-être faut-il aujourd'hui y regarder à deux fois : un nouveau Murakami est en train d'apparaître.

De même qu'il voulait rompre avec ce que l'on nomme la « littérature japonaise » en commençant à écrire en anglais, Murakami a « fui » la célébrité à l'étranger. Il avait besoin de

vivre dans un entre-deux : japonais mais loin du Japon. Il voyagea en Grèce et en Italie avant de se rendre aux Etats-Unis.

Chez ce fils d'instituteur (né en 1949), élevé dans une anonyme banlieue de Kobé, le mythe de l'Amérique a nourri les aspirations à l'Ailleurs. Au Japon, il se sentait écrasé par le conformisme et c'est en dévorant les romanciers yankees et en écoutant du jazz qu'il commença à « se créer un paysage intérieur étranger ».

Mais aux Etats-Unis, le mythe américain s'affadit vite : ce n'est pas la même chose de se bercer de jazz à Tokyo et à New York. Pendant son séjour, en outre, deux événements surviennent au Japon au début de 1995 : le séisme de Kobé et l'attentat de la secte Aum Shinri-kyo dans le métro de Tokyo. « *Ces catastrophes furent pour moi symptomatiques d'une époque en train de s'achever. En tant qu'écrivain japonais, j'ai eu le sentiment que je devais "enregistrer" ces événements qui sont comme des "embuscades" dans lesquelles le Japon est tombé.* »

*Fruit d'un long cheminement qui le conduisit à rompre avec son pays, le nouveau roman-fleuve d'Haruki Murakami tente la réconciliation entre intériorité et ouverture au monde*

« Revenu - au double sens, propre et figuré - de l'Amérique, il reprend pied au Japon avec deux ouvrages de non-fiction publiés coup sur coup : le premier, traduit en anglais sous le titre *Underground : The Tokyo Gas Attack and the Japanese Psyche* (Harvill), sur l'attentat de la secte Aum et l'autre, non traduit, sur le séisme de Kobé dans lequel il esquisse la complexe relation d'un père et d'un fils. Composés d'interviews, ces deux livres sont des approches éclatées d'événements dramatiques perçus à travers les yeux de gens ordinaires. « *La fiction et la non-fiction ne sont pas pour moi des genres divergents. La racine est la même : il s'agit de recueillir des matériaux et de multiplier les angles. Dans le roman, je pars d'une scène réelle pour aller vers la fiction. Ici, je reste au premier niveau.* »

La page de l'« échappée belle » est donc tournée. « *C'est vrai, j'ai voulu rompre avec l'encadrement social japonais pour me chercher en tant qu'individu et écrivain. J'ai beaucoup appris au cours de cette pérégrination mais je ne suis plus un adolescent. C'est pourquoi je suis rentré. Je voudrais regarder ce pays d'où je viens avec des yeux dessillés, écrire des histoires que seuls des Japonais peuvent écrire mais dans un style que tout le monde peut comprendre.* » Détaché de la société japonaise sans pour autant lui être indifférent ? « *En quelque sorte. Mais il ne faut pas conclure qu'un écrivain est indifférent à la société parce qu'il n'est pas engagé politiquement. Un écrivain n'a pas à prendre position sur n'importe quoi : il doit écrire des histoires convaincantes. J'ai commencé par explorer le paysage intérieur et, ce faisant, j'ai compris qu'il s'articulait au monde extérieur. Ces deux mondes se superposent dans un brouillage indécodable de leurs frontières.* »

Haruki Murakami réussira-t-il ce grand écart dans ses prochains romans : faire converger le travail d'intériorisation du romancier et une ouverture sur le réel ? « *Les bonnes nouvelles s'énoncent toujours à voix basse* », dit le narrateur des *Chroniques de l'oiseau à ressort*... Attendons.

**LES CHRONIQUES DE L'OISEAU À RESSORT** d'Haruki Murakami.

Traduit du japonais par Corinne Atlan avec Karine Chesneau. Seuil, 746 p., 160 F (24,39 €).

Philippe Pons

## Loin de Pétersbourg

**VARSOVIE (Warshè)**  
de Schalom Asch.  
Traduit du yiddish  
par Henri Raczymov,  
éd. Mémoires du livre,  
380 p., 135 F (20,58 €).

Sous le régime du tsar, Pétersbourg, capitale d'un empire déclinant, était un havre de paix pour les juifs aisés autorisés à y séjourner. Tout au long du premier volet de la trilogie *Avant le déluge*, Schalom Asch (Kutno 1880 - Londres 1957), sans doute, avec Isaac Bashevis Singer, le plus important écrivain yiddish du siècle dernier, dresse le tableau d'une grande bourgeoisie juive en rupture avec ses racines et n'aspitant qu'à l'assimilation. Parmi eux, Zakhari Mirkin, fils d'un riche marchand et secrétaire d'un avocat célèbre - dont il devait épouser la fille -, prend conscience de son aliéné et rompt avec son milieu pour se tourner vers la communauté juive de Varsovie où sont relégués les nécessiteux qui hésitent entre tradition et modernité.

Si l'on comparait l'œuvre de Schalom Asch à une symphonie, cette partie ferait penser à une sorte d'*andante* funèbre, couronné néanmoins par un hymne à l'espoir. Ainsi, dans la capitale de la marche occidentale de l'empire agonisant, au sein d'une famille d'instituteurs, Zakhari se retrouvera sollicité par les tendances marquant de début du XX<sup>e</sup> siècle, l'affirmation nationale ou bien la voie révolutionnaire qu'affirment aussi bien le militantisme dans le Bund (le parti socialiste juif) que le combat commun du prolétariat juif et polonais contre la répression du tsar de toutes les Russies. Avec *Moscou*, le troisième volet à paraître aux mêmes éditions, les destins de Zakhari Mirkin et de ses proches trouveront leur accomplissement lors de la Grande Guerre et de la révolution.

Edgar Reichmann

## Kalman, tout en un

Sage, mécréant, faible, puissant : ainsi évolue le héros de Yehuda Elberg, sorte d'allégorie du peuple juif

**L'EMPIRE DE KALMAN L'INFIRME (Kalman kalikes imperye)**  
de Yehuda Elberg.  
Traduit du yiddish  
par Pierre Ancitil,  
préface d'Alberto Manguel,  
Actes Sud/Léméac, « Le cabinet de lecture », 624 p.,  
149 F (22,71 €).

On compare souvent, au Canada ou en Israël, Yehuda Elberg à Isaac Bashevis Singer... Mais a-t-on vraiment besoin d'un autre Singer ? Comme toute comparaison, celle-ci semble à la fois réductrice et trop facile. Comme si tout écrivain en langue yiddish ne pourrait jamais être qu'un émule du plus grand et du plus célèbre d'entre eux. Ce qui rapproche, bien entendu, Elberg et Singer, c'est une même langue et une même culture, trop mal connues et que tentent de faire revivre des passionnés comme Nathan et Micheline Weinstock, à Bruxelles (« Le Monde des livres » du 19 janvier) et, bien sûr, Rachel Ertel, grande traductrice et créatrice de la collection « Domaine yiddish » (Liana Levi), et aujourd'hui Alberto Manguel avec ce premier titre de la collection qu'il dirige. Ils sont aujourd'hui peu nombreux, les écrivains de langue yiddish, la culture ashkénaze se propageant principalement en anglais, à la suite de Philip Roth, de Bernard Malamud, de Henry Roth. Isaac Babel écrivait en russe, Joseph Roth en allemand, Cyrille Fleiszman fait vivre son petit monde en français...

Yehuda Elberg est né à Zgierz, en Pologne, en 1912. Comme son père, il a été ordonné rabbin, mais, comme l'un des personnages de *L'Empire de Kalman l'infirme*, il a suivi une autre voie et a été ingénieur dans l'industrie textile. Pendant la deuxième guerre mondiale, il a fait partie de la Résistance en Pologne. Sa famille a disparu... Il continue à

combattre aux côtés de l'armée russe tout en écrivant des chroniques de guerre. Il reste en Pologne après guerre et tente de faire revivre la littérature juive, cherchant dans les décombres des caractères yiddish pour faire fonctionner une ancienne presse à bras, et parvient à créer une maison d'édition et un journal, *Dos Baya Lebn*. Ne pouvant continuer sous la pression soviétique, il s'exile aux Etats-Unis puis s'installe à Montréal, où il vit toujours.

On retrouve dans *L'Empire de Kalman l'infirme* toute la société d'une petite ville imaginaire, Dombrovke, avec ses puissants et ses faibles, ses arrivistes, ses sages, ses mécréants, ses imbéciles... que Kalman lui-même finit par incarner à lui seul, au long d'une vie tout en saccades et en revirements. Mieux encore, la vie de Kalman, pour son auteur, est une sorte d'allégorie : « Si jamais quelqu'un avait incarné le destin historique du peuple juif, c'était bien Kalman l'infirme. Toutes les nations de l'univers persécutaient les juifs et n'avaient que du mépris pour les fils d'Israël. » Kalman est tous les juifs, tous les hommes, tous les enfants.

Orphelin de mère, abandonné par son père, adopté par un grand-père taciturne et morose, Kalman, qui a perdu au cours d'une maladie l'usage de ses jambes, devient le souffre-douleur des autres enfants. Ce qui le sauvera, c'est son intelligence, sa force intellectuelle ainsi que physique - il a appris à se déplacer en s'agrippant, en rampant, en se propulsant -, mais aussi la grande sagesse du rabbin et la protection du maître d'école. Mais il oublierait toute cette bonté pour survivre et se venger de ses souffrances, jusqu'à devenir un monstre de manipulation, de cruauté, d'égoïsme. Jusqu'à ce qu'il rencontre un amour inimaginable, inattendu, tout de feu et de tendresse, l'amour qui lui a manqué et qui viendra de la plus humble des femmes. Juste avant le chaos final.

Martine Silber

## Les aventures d'un écologiste radical

Derrière le désespoir d'un rebelle, T. C. Boyle dessine en creux le portrait d'une société qui se refuse à voir l'inéluctable

**UN AMI DE LA TERRE (A Friend of Earth)**  
de T. C. Boyle.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Robert Pépin,  
Grasset, 396 p., 139 F (21,19 €).

Le 18 décembre 1999, Julia « Butterfly » Hill est descendue de son arbre. Depuis deux ans, elle campait à 55 mètres de hauteur, sur un séquoia, afin d'empêcher les bûcherons de Californie du nord de l'abattre. Son séjour dans les cimes a constitué un épisode spectaculaire d'une des batailles les plus acharnées de l'écologie américaine, visant à sauver les dernières forêts primaires des Etats-Unis. Il s'inscrit dans une branche de l'écologie qui prône l'intervention directe pour tenter de prévenir la destruction de l'environnement : son inspirateur est l'écrivain Edward Abbey (1927-1989, *Désert solitaire*), son promoteur le mouvement Earth first! (La Terre d'abord !), fondé en 1980 par David Foreman. C'est ce décor que T. Coraghessan Boyle décalque pour écrire un roman poignant et haletant, qui est aussi un plaidoyer pessimiste en faveur de l'écologie radicale.

Tyrone Tierwater - Ty - est un ancien activiste. En 2025, dans une Amérique à moitié en ruine, battue de pluies incessantes et d'où les animaux sauvages ont disparu, il est un vieillard de soixante-quinze ans encore vert chargé de garder, dans la propriété d'une rock star excentrique, quelques lions et hyènes rescapés du massacre. Dans le fil de ce récit futuriste où le changement climatique fait payer à l'Occident sa dette écologique, Boyle entremêle la narration de la vie de Ty : en 1989, il est devenu un « éco-terroriste », sabotant les engins des compagnies forestières ou des sociétés électriques qui détruisent l'environnement. Les aventures se multiplient, conduisant le héros d'une

scène hallucinante, où il est pris les pieds dans le ciment face à un bulldozer, à la résistance de sa fille perchée en haut d'un séquoia assiégé par les hélicoptères, en passant par une plongée dans la nature, nu et sans outils, qui se transforme en cauchemar. On s'en voudrait de détailler une histoire qui est d'abord un vrai plaisir de lecture.

### SOMBRE PARABOLE

Il reste que, comme tous les grands livres, *Un ami de la Terre* est une parabole sur le temps présent. Car, derrière cet « archétype de l'écolo flingué », derrière le désespoir d'un rebelle qui finit par chercher l'endroit « où les paumés commencent à perdre leur âme », il y a le portrait en creux d'une société qui ne veut pas voir les nuages qui s'amoncellent sur l'horizon. Dans *America* (1997), à travers l'exploitation des immigrés mexicains, Boyle décrivait un pays qui marchait vers le précipice en raison de son égoïsme. Ici, il décrit sous un autre angle - l'écologie - ce mouvement vers « la météorologie apocalyptique à venir ». Et, sans dédouaner les grandes compagnies ou le capitalisme, il s'intéresse au citoyen-consommateur : « Les trois quarts de mon existence durant [dit Ty], j'ai été un criminel. Exactement comme vous. J'habitais en banlieue, dans une baraque de mille mètres carrés avec revêtement extérieur en séquoia, parquets en chêne et chaudière à mazout grande comme le Texas, conduisais une Mustang 66 de collection pour m'amuser et une Jeep Laredo (rouge avec intérieur cuir noir) pour monter dans les Adirondacks et pouvoir trimballer mon sac à dos Eddie Bauer à trois cent vingt dollars et communier avec l'écurie, le martin-pêcheur et le rat musqué. » Et la lutte sans issue de Ty - pathétique et admirablement décrite sur le plan psychologique - rejoint l'impasse politique : il n'y a pas un « grand méchant » à

dénoncer et dont la destruction résoudrait miraculeusement tous les problèmes, mais l'amorphe, impalpable et toute-puissante masse sociale baignée de bonne conscience : « Tierwater se force à ne pas oublier que cet homme (trente-cinq ans, yeux d'alcoolique au regard mort, trace de cicatrice recuite, comme une marque de fer rouge qu'on lui aurait faite au bord d'une narine) n'est pas l'ennemi. Qu'il ne fait jamais que gagner sa vie en abattant des arbres, en les chargeant et en les transformant en x mètres cubes de planches que n'importe quel Américain des classes moyennes pourra utiliser pour user du droit que Dieu lui a donné de lambrisser sa salle de séjour et de bricoler des tables de pique-nique en cèdre rouge. »

Y a-t-il quelque chose à faire ? Boyle ne vante pas le secours d'une « nature » salvatrice, il ne maintient aucune illusion : une guêpe tue la première femme de Ty, un ours trucidé la fille d'un visiteur benêt de parc national, et la vie en plein air n'est rien d'autre que « l'agitation incessante de celui qui erre en cherchant à manger. » Quant à ses amis écologistes, ils entrent en politique et achètent une luxueuse BMW noire. Comment vivre, entre une nature cruelle et des hommes « aux yeux d'alcoolique », « chiens couchants du progrès » ? Se rebeller, sans doute. Boyle a l'élégance de ne pas nous offrir de solution, mais plutôt une scène extraordinaire où, dans l'arche de Noé que constitue la maison de la rock star et de sa tribu, les lions finissent par dévorer leurs bergers. Il reste l'espoir : bizarrement, Ty va trouver un havre de paix. Il parle avec une adolescente qui s'intéresse au renard qu'il a pu sauver du désastre. « Puis, pour une raison que je ne saurais expliquer, je ne peux m'empêcher d'ajouter : - Et moi, je suis un être humain. »

Hervé Kempf

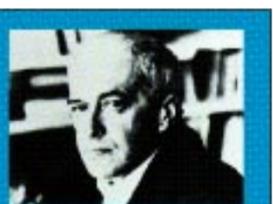
### Livraisons

#### ● LE BOUT DU MONDE, collectif.

C'est encore loin, le bout du monde ? Question de point de vue, d'aucuns le situent du côté du détroit de Gibraltar, d'autres en Sicile, d'autres encore au fond d'une cave où une vieille folle élève des vers de terre dans l'espoir improbable de faire fortune. Dix nouvelles en forme de dérive au bout du monde parues au cours de l'été 2000 dans ce quotidien par des auteurs venus eux-mêmes de tous les horizons. De Marc Villard à Zoe Valdés, de Jerome Charly, qui offrait à l'avance une version des élections américaines où la fiction frisait la réalité, à Jean-Bernard Pouy, qui cultive l'art de la fugue avec la dextérité d'un vieux maître qui connaît la musique, en passant par Barry Hannah et Chris Offutt (Gallimard-Le Monde, « Série Noire », 31,50 F [4,80 €]). **G.Me.**

#### ● L'APPARITION, de Didier Van Cauwelaert

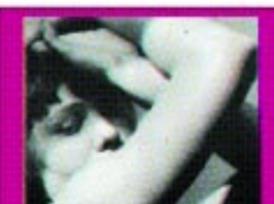
En 1531, l'image de la Vierge Marie s'est imprimée sur la tunique d'un jeune Indien aztèque, Juan Diego, auquel elle était apparue. Depuis, la précieuse relique est gardée dans une basilique de Mexico. A la veille du procès en canonisation de Juan, un cardinal charge une éminente ophthalmologue d'aller examiner la tunique pour remettre en question le miracle. Sur place, la jeune femme va être prise dans un réseau d'influences contradictoires et de rivalités que se livrent scientifiques, politiques et princes de l'Eglise. Le plus inattendu est que, sujet d'une piété collective, l'esprit de Juan est retenu sur terre ; il n'aspire qu'à la paix éternelle et compte sur l'incroyance de l'investigatrice pour y parvenir. Jouant sur les registres de l'insolite, du cocasse et d'un réalisme épique, Didier Van Cauwelaert procure, entre science et foi, fantaisie et manipulation, une lecture divertissante (Albin Michel, 282 p., 120 F [18,29 €]). **P. Ky.**



Vérités et mensonges en littérature

STEPHEN VIZINCZEY  
ANATOLIA/ED. DU ROCHER

« Une intelligence vivifiante »  
« Un bain de bonheur »  
(P. Lepape, *Le Monde*)  
« Les humeurs et les fureurs d'un amoureux de la littérature »  
(B. de Cessole)



Éloge des femmes mûres

STEPHEN VIZINCZEY  
ANATOLIA/ED. DU ROCHER

« Un roman éblouissant »  
(P. Lepape, *Le Monde*)  
« Un livre remarquable »  
(Bernard Pivot)

Jacques Baudou

### Livres de poche

## Bleu, blanc, noir

**LA « BRÛLE-GUEULE » et BLANCS ET BLEUS**  
d'Ernest Capendu.  
Ed. Maritimes et d'Outre-Mer,  
254 p. et 286 p., 39 F (5,94 €).

Si son œuvre majeure, publiée dans les années 1860, met en scène un précurseur de Fantômas, un « génie de l'imposture et du crime » du nom de Campanini, surnommé le « Roi du bague », sanglant héros d'une « geste ténébreuse », et le désigne comme un ancêtre du roman policier, Ernest Capendu s'est également adonné avec une certaine constance au roman d'aventures maritimes. Ainsi qu'en témoigne *La « Brûle-Gueule »*, qui raconte l'affrontement de la corvette corsaire homonyme, commandée par le capitaine Crochetout, ami de Surcouf, et de plusieurs navires anglais participant au blocus du port de Brest.

L'épisode se déroule à la toute fin de la Révolution française, au moment où Bonaparte débute son irrésistible ascension vers le pouvoir et alors que la Bretagne insurgée dans la révolte chouanne poursuit sa lutte acharnée contre l'armée républicaine. Le récit se partage entre la mer (héroïque résistance des Frères de la Côte face aux Anglais), et la terre (où les blancs se mobilisent pour venir en aide à Cadoudal). Dans *Blancs et bleus*, qui lui fait suite, les rescapés de la *Brûle-Gueule* se cachent à terre, recherchés par les chouans. Ce second tome s'adonne plus hardiment à la veine feuilletonesque : la plupart des personnages principaux sont dotés d'un passé douloureux mais qu'ils tiennent secret, que l'auteur ne divulgue qu'avec parcimonie. Ne manquent à ce roman populaire ni grandes amours contrariées, ni crimes odieux, ni machiavélique méchant aux desseins inconnus, ni silhouettes mystérieuses dont on attend l'intervention.

Jacques Baudou

## Le Che dépoussiéré

*Paco Ignacio Taibo II  
a fouillé et épuré  
le mythe pour redonner  
une dimension humaine  
à Ernesto Guevara*

assassinat, plusieurs biographies de lui ont paru : celles de Pierre Kalfon et de Jorge Castañeda se veulent objectives ; celle de Jean Cormier est passionnelle. A son tour, Paco Ignacio Taibo a voulu aussi raconter le Che aux nouvelles générations. Ce livre est une hagiographie, bien sûr, mais juste. Taibo a passé près de sept ans à l'élaborer pour que l'homme Ernesto Guevara soit revendiqué, pas son mythe. Et ce n'est pas parce que Taibo est un auteur célèbre de romans policiers que son livre n'est pas sérieux. Au contraire. Il est romancier de polars, mais aussi historien.

Sa schizophrénie réussit à concilier les deux versants : humaniser l'Histoire et réécrire une vie, sans mentir ni simplifier. Pour cela, il a fouillé et épuré le mythe qui défigure le Che pour lui reconstruire une âme humaine, puisant dans des milliers de documents, rencontrant quantité de gens, officiels ou non. Il s'est ainsi approché du Che autant que possible, sachant que Che Guevara était quelqu'un de très exigeant, d'abord avec lui-même. A ce sujet, Taibo nous raconte une anecdote qui en dit long sur la probité du guérillero devenu président de la Banque nationale de Cuba. Il circulait alors à La Havane une affiche faite à la main qui colportait un slogan attribué au Che : « Ici, on peut se planter ; mais pas piquer dans la caisse. » Le Che, très indigné en le découvrant, assure que la phrase n'est pas de lui, et que, ici, on ne peut ni piquer dans la caisse ni se planter. Mais il est également exigeant avec ceux qui écrivent sur lui.

Taibo nous révèle des choses inconnues, comme les livres que le Che laissait traîner près de son lit, sa façon de toujours mal nouer ses lacets de chaussures ou de boire son bol de maté. A force de fréquenter cet asthmatique, il s'est mis à respirer avec difficulté, mais, pour un guévariste comme lui, il était presque inacceptable d'écrire sur le Che en reléguant au second plan son discours théorique, même avec ses erreurs, qu'il ne minimise pas. Cependant, ce qui intéresse Taibo est l'insurrection morale. Les erreurs du Che lui importent moins que son intégrité indestructible et son exigence d'adéquation entre ce que l'on dit et ce que l'on fait. Ce livre, pas du tout académique, « brûle », parce qu'il nous plonge dans le recoin intime où se fabriquent les rêves, les utopies et la résistance au pouvoir. Il s'adresse aux jeunes qui n'ont pas connu cette époque et que la société présente rebute. Le lecteur averti prendra un singulier plaisir à lire les passages truculents des Journaux du Che. Par exemple : le 12 mai 1967, alors que la mort les guettaient, les guérilleros arrivent chez un paysan bolivien à qui ils achètent un gros cochon qu'ils préparent avec du riz et du maïs. Le lendemain, ils paieront leur gloutonnerie : « Journée de rots, de pets, de vomissements et de diarrhées ; un véritable concert d'orgue. Nous sommes restés dans une immobilité totale à essayer de digérer notre porc. Nous avons deux récipients d'eau. J'étais très mal jusqu'à ce que je vomisse, après je me suis senti mieux. » Style direct, concis, détaillé ; on n'est pas loin de la picaresque du *Lazarillo* de Tormes. De même, les huit cents pages de Taibo sont pleines de chair, de détails et de photos mises en page au rythme du récit. Des photos indispensables qui sont devenues des images pieuses.

Ramon Chao

★ A Signaler : *Voyage à motocyclette, d'Ernesto Che Guevara*, éd. Mille et Une Nuits, 214 p., 60 F (9,15 €).

# Quand l'habit fait l'homme

Dans sa thèse, dont « La Confusion des sexes » donne une leçon « grand public », Sylvie Steinberg sait éclairer le travestissement à la lueur de la pensée des anatomistes sur la différence des sexes. Un mode de revendication inattendu de la femme des Lumières

**LA CONFUSION DES SEXES**  
Le travestissement, de la Renaissance à la Révolution de Sylvie Steinberg.  
Fayard, 412 p., 150 F (22,87 €).

L'histoire du travestissement est aussi vieille que les codifications vestimentaires imposées à l'un et l'autre sexe. L'interdit remonte à Moïse et figure dans la Bible. La transgression en est toujours combattue à l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle). Pour sa thèse, Sylvie Steinberg a relevé dans les archives de la justice, de la police et de la guerre les traces de trois cents « affaires » concernant pour l'essentiel des femmes habillées en hommes. Les travesti(e)s furent cependant plus nombreux, mais celles et ceux qui ont avec succès changé d'identité sans être découvert(e)s restent à jamais inconnu(e)s. Il n'est pas question ici du carnaval qui autorise (surtout pour les hommes) un travestissement ritualisé ; c'est un acte personnel, déviant, qui est approché, et, à travers lui, l'ordre sociopolitique dans lequel il s'inscrit.

Les théologiens voient là une conduite diabolique, hérétique ou licencieuse, qui accompagne souvent les scénarios de la « débauche » : prostitution, rapports entre personnes de même sexe, ou subterfuges adultérins. Les juristes, eux, définissent le crime du « faux », la tromperie sur l'identité sexuelle entrant dans cette catégorie. Au XVI<sup>e</sup> siècle, celles qui contrefont le mari et commettent le « péché muet » (le tribadisme) risquent la mort. Les filles publiques entrant déguisées en hommes dans les armées et les couvents sont sévèrement punies par le fouet et le bannissement.

Si le travestissement est considéré officiellement comme un crime, il n'apparaît généralement dans la pratique judiciaire que comme un



Christina MacColl dans « Lady Oscar », de Jacques Demy

délit. Les travesties peuvent même bénéficier d'une certaine mansuétude quand elles prennent l'habit d'homme pour défendre leur virginité, leur foi, ou le royaume. La justice paraît bienveillante à l'égard de celles qui s'engagent dans les armées : plusieurs obtiennent même des pensions pour les services qu'elles ont rendus. La femme travestie en soldat est d'ailleurs, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une héroïne de roman populaire. Elle cumule en effet avantageusement les qualités de l'un et l'autre sexe

lorsqu'elle se montre chaste (vertu « féminine ») et brave au combat (vertu « virile »). Les hommes travestis ne bénéficient pas d'une telle indulgence, car, écrit Sylvie Steinberg, « la transgression n'est pas de même nature pour les uns et pour les autres : les hommes qui revêtent des habits de femme dérogent à la perfection reconnue de leur sexe, alors que les femmes qui arborent un habit de soldat ou de moine sont censées s'élever au-dessus de leur statut, même si c'est de façon indue ou pour se mal conduire ».

Les femmes travesties n'ont pas cherché à transformer leur corps. De sexe féminin et de genre masculin, elles opèrent ce que nous nommerions aujourd'hui une transgression de genre (en se référant au système dominant qui prescrit la coïncidence parfaite du sexe et du genre). Sylvie Steinberg, méfiante à l'égard des anachronismes conceptuels, préfère s'interroger sur une époque qui conçoit différemment le sexe biologique et se montre avant tout préoccupée par le genre. Beaucoup plus qu'aujourd'hui, l'habit fait le moine (et la nonne). En 1766, Jeanne Baré s'embarque, sous une identité masculine, pour un tour du monde sur les vaisseaux de Bougainville. La tromperie opère auprès de ses compagnons de voyage, mais pas auprès des Tahitiens. Dès ses premiers pas, elle est reconnue comme femme. Edifiante histoire qui ne pouvait que fasciner les philosophes des Lumières : la Nature ne ment pas, seuls les artifices de la civilisation rendent aveugle. Le travestissement met en évidence ces artifices qui fabriquent le genre. La forte différenciation des apparences selon le sexe facilite le travestissement. L'ampleur des vêtements et la pudeur rendent possible la dissimulation du corps. Le comportement doit convaincre : la vigueur des gestes, la liberté des mouvements, la grossièreté du langage, la maîtrise des réactions émotives fabriquent la masculinité. Beauté et laideur départagent aussi les sexes.

Le travestissement, qui défie le principe hiérarchique de l'ordre sexuel, a aussi une valeur politique. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les nobles dames travesties égalent les hommes dans l'art de la guerre. Capables de se battre, ne sont-elles pas aussi capables de gouverner ? Le courant philogyne le laisse entendre mais, avant de servir la cause des femmes, la valorisation de ces brillants exemples est surtout une manière

de défendre les intérêts de la noblesse et les valeurs chrétiennes. La Révolution française voit surgir une nouvelle génération d'« amazones », contraintes à la clandestinité puisqu'elles n'obtiennent pas le droit de former des bataillons féminins. Par centaines, elles s'engagent sous l'habit d'homme dans les troupes régulières et dans les milices populaires pour l'amour de la patrie, d'un soldat, ou pour fuir la misère et les mauvais traitements. Certaines de ces citoyennes intrépides ont droit à des hommages ambigus les hissant au statut de « mâles », mais restent des exceptions qui confirment la règle de l'exclusion des femmes, renforcée par la Révolution : la peur de la confusion des sexes au moment où s'effondrent les hiérarchies fondées sur le sang est à l'origine de ce nouvel ordre naturaliste, pensé par les Lumières et mis en pratique par les révolutionnaires (comme l'ont montré diversément Geneviève Fraisse, Lynn Hunt, Joan Scott et Dominique Godineau).

Cette lecture du travestissement à travers la hiérarchisation des sexes éclaire utilement les bénéfices que les femmes peuvent en tirer. L'ouvrage se rapproche en ce sens de l'interprétation féministe du travestissement, sans s'abandonner à la sympathie ou à l'admiration ; et une grande distance le sépare des études plus militantes mises au service de la cause lesbienne, aujourd'hui de la cause transgenre (lire *Clio*. « Histoire, Femmes et Sociétés », n° 10, 1999). Il attise la curiosité sur le travestissement en d'autres lieux que l'Hexagone, et à d'autres époques, plus lointaines ou plus proches. En 1800, une ordonnance de la préfecture de police de Paris réitérait l'interdiction faite aux femmes de s'habiller en hommes, et, en 1969, le Conseil de la Ville de Paris refusait de l'abroger, « par prudence »...

Christine Bard

## « Ce sexe paré d'ombre »

**LES HERMAPHRODITES AUX XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES**  
de Patrick Graille.  
Les Belles Lettres,  
260 p., 125 F (19,06 €).

Ce n'est qu'au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle que la vision de deux sexes radicalement différents et impossibles à confondre commence à s'imposer. On voit poindre alors la fin de la vision unisexe de l'anatomie en vigueur depuis Galien.

Les principales victimes en sont les hermaphrodites. L'*Encyclopédie* peine ainsi à arracher la « *créature ambiguë* » au domaine de la mythologie pour la réserver au champ médical, preuve que la fable pèse davantage que les regards humanistes comme scientifique, qui s'en emparent bientôt. Fantasmée ou réelle, la dualité – le *Dictionnaire de Trévoux* de 1743 opte pour la « *duplicité* », qui induit la critique du caractère des « *choses doubles* » qui « *devraient être uniques* » – est parfois lue comme une neutralité, voire une perfection ; le plus souvent, transgression des codes usuels et défi aux mœurs admises, elle est tenue au rang des monstruosités. De sa thèse sur *L'Idée de monstre au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Patrick Graille a tiré cet essai vif et singulier. Mis à nu, dévoilé ou nié – certains savants jouent la commode erreur de diagnostic entre une courte verge et un clitoris très développé –, disséqué avec une précision maniaque dont les planches livrées en annexe, et qui retracent une histoire bien plus longue des représentations du « phénomène », rendent la troublante fascination, l'hermaphrodite incarne le scandale absolu face à l'ordre, le beau, le vrai, l'unique. Autant de raisons de refouler au temps des Lumières ce sexe qu'Empédocle, poète plutôt que censeur, voyait « paré d'ombre ».

Philippe-Jean Catinchi

## La pensée crépusculaire de George Steiner

Apparentant la création à l'acte divin, l'essayiste démontre que la « mort de Dieu », ou tout de moins son absence, a entraîné le déclin de l'art

**GRAMMAIRES DE LA CRÉATION**  
de George Steiner.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Gallimard, « NRF essais », 430 p., 135 F (20,58 €).

Une locomotive à vapeur du XIX<sup>e</sup> siècle n'est plus pour nous qu'un objet de curiosité historique alors qu'un roman de Dostoïevski garde toute sa force vive. Les objets techniques se succèdent, le plus récent démodant toujours celui qui le précède. Cela n'est pas vrai des grandes œuvres de la philosophie, de la littérature, de la musique ou des arts plastiques. Les premiers sont des « inventions », les secondes des « créations ». On peut dire de Thomas Edison qu'il a « inventé » l'ampoule électrique, pas qu'il l'a « créée ». A l'inverse, nul ne dira que Dieu a « inventé » le monde, mais bel et bien qu'il l'a « créé ».

Le dernier livre de George Steiner est une méditation sur la création entendue au sens le plus fort, c'est-à-dire dans la mesure où elle s'apparente à l'acte divin qui donne naissance au monde. La comparaison entre les deux gestes, celui de l'artiste et celui de Dieu, est menée plus loin encore. George Steiner affirme que « l'éclipse du messianisme » qui caractérise notre époque explique la rareté, voire la disparition, des œuvres majeures. La « mort de Dieu », ou plutôt son absence, serait la cause de cette déperdition d'énergie créatrice. L'écrivain, l'artiste, le musicien ne serait plus porté par l'assurance de répéter un geste fondateur. Il serait enclin à baisser les bras, à faire silence comme l'y invite Wittgenstein à la fin du *Tractatus philosophicus*, ou à pratiquer la dérision, qui est le champ le mieux labouré de l'art moderne. « Lorsque, dans le courant de l'été 1913, Marcel Duchamp acheta un entonnoir utilisé pour mettre en bouteille le cidre nor-

mand et le signa, il démantela d'un coup la définition de l'art occidental comme création originale, comme autorité », écrit Steiner.

C'est toute une ère, commencée à Lascaux, qui s'achève ainsi. « Chaque fois que nous voyons, dans un musée ou une galerie d'art contemporains, des briques traînant par terre, des vœux éviscérés, des draps de lit souillés, des sacs de toile suspendus à des crochets ou des éclaboussures d'excréments d'éléphant sur la toile, nous entrons dans le royaume de Marcel Duchamp. » L'étape suivante est l'autodestruction. En 1960, dans l'avant-cour du Musée d'art moderne de New York, Jean Tinguely met le feu à une de ses œuvres. Bientôt, il créera des objets qui se détruisent eux-mêmes. « L'œuvre autodestructrice est une farce métaphysique faite pour imposer une logique terminale. Seul l'auto-anéantissement peut dissiper les brumes millénaires de la prétention esthétique. »

**VIF ECLAT**

L'affirmation que la pensée ou l'art sont en déclin n'est pas nouvelle. C'est même un des lieux communs les plus visités de l'histoire des idées. La force de George Steiner est de reprendre ce « topos » avec une conviction et une érudition peu communes. Le propre des grands professeurs est de communiquer leur enthousiasme pour les auteurs qu'ils étudient. Ce livre découle des conférences prononcées en 1990 par George Steiner à l'université de Glasgow, elles-mêmes récapitulées d'un quart de siècle d'enseignement de la littérature comparée à l'université de Genève. Steiner fonctionne à l'admiration, ce qui donne un vif éclat à cette pensée crépusculaire.

On peut ne pas adhérer à la thèse centrale de l'ouvrage selon laquelle l'athéisme contemporain est fatal à la grande philosophie et au grand art. Mais il est difficile de rester insensible aux morceaux de bravoure dans lesquels Steiner dit son émerveillement devant des textes

tels que la réponse que Dieu fait aux récriminations de Job (« Où étais-tu lorsque je créais le monde ? »), certains sonnets de Shakespeare, ou des personnages tels que le roi Lear ou Anna Karenine.

Steiner suggère même l'existence d'une sorte de communauté des grands créateurs (qui compterait dans ses rangs le ou les auteurs anonymes du Livre de Job) avec cette formule heureuse : « Les maîtres artistes s'entraînent l'un l'autre comme font les grands coureurs. »

Le cas de Dante est peut-être le plus significatif. Il fonde d'ailleurs le pessimisme de Steiner concernant la création dans le monde occidental : « Dante est notre méridien. Se tourner vers lui (...), c'est mesurer avec la plus grande précision possible la distance qui nous sépare du centre, la longueur des ombres de notre après-midi présent. » La construction en chapitres, lesquels reprennent la substance des conférences prononcées à Glasgow, entraîne parfois des répétitions. Les exemples sont multipliés au profit de la même idée : « La connaissance scientifique et technique est cumulative. Elle s'additionne. » « En revanche, qu'est-ce qui est en progrès sur *Homère et Sophocle*, ou *Platon ou Dante* ? Quelle pièce de théâtre a-t-elle dépassé Hamlet ? Quel roman surpasse Madame Bovary ou Moby Dick ? » George Steiner aurait sans doute gagné à ramasser son propos et à présenter d'emblée l'affirmation selon laquelle il n'y a pas de progrès dans la pensée ni dans les arts. Il aurait évité ainsi certaines redondances, qui affaiblissent sa démonstration, qu'on souscrive ou non à cette dernière. Son voyage initiatique au cœur de la création n'y aurait rien perdu. Bien au contraire.

Dominique Dhombres

★ Signalons également le numéro de la revue *Dialectique* (n° 8, décembre 2000) qui comporte un dossier sur le dialogue Pierre Boutang et George Steiner (*Dialectique*, 334, route du Puy-d'Or, 69760 Limonest, 35 F [5,34 €]).

## La Bible en scènes

Episode fondamental du christianisme, la conversion de saint Paul du point de vue de l'exégèse, de la philosophie et de l'esthétique

**LA CONVERSION DE PAUL**

de Patrick Kéchichian, Stanislas Breton, Philippe Morel. Desclée de Brouwer, 125 p., 120 F (18,29 €).

Les Ecritures judéo-chrétiennes furent souvent matière à des représentations artistiques autant qu'à des commentaires de littérateurs ou de spécialistes. De là l'excellente idée d'ouvrir une collection où chaque volume serait consacré à une scène de la Bible, évoquée par l'écho de trois auteurs, c'est-à-dire de trois points de vue. L'exégèse ou la théologie sont ainsi comme provoquées et relancées par un contrepoint philosophique ou esthétique : nous sommes, avec ces petits livres de la collection « Triptyque », au carrefour de la culture et de la spiritualité.

Le premier des trois ouvrages parus traite de *La Conversion de Paul* (1). Thème majeur, d'abord d'un point de vue historique. La chute de cheval sur le chemin de Damas n'est pas une péripétie parmi d'autres : lorsque Saül devient Paul, lorsque, une fois guéri de sa cécité provisoire, le persécuteur devient apôtre, c'est le destin du christianisme qui se joue. Voici désormais, selon les mots de l'intéressé, que « les païens sont associés au même héritage, au partage de la même promesse » que les juifs. Voici une religion devenue virtuellement universelle.

Patrick Kéchichian y va presque sur la pointe des pieds. Il a longtemps erré dans l'œuvre épistolaire, a souligné ici ou là une expression, une image ou une formule retenues pour leur paradoxe, leur puissance. Il a traversé des commentateurs aussi divers que Bossuet, Bérulle, Péguy, Newman ou saint Bernard, et nous fait regarder la scène avec « les yeux du cœur », pour reprendre une physiologie

augustinienne. En effet, « c'est toujours à sa propre histoire (...) que l'on est renvoyé. On est multiplié, sans pouvoir se quitter de vue. Ou bien, il faut être fou, perdre les limites de son corps, disperser son esprit aux quatre vents. Ou bien, il faut regarder chaque chose comme renfermée en elle-même, constituant un monde, une multitude de mondes... » On retrouve les accents spirituels des *Origines de l'alpinisme*, le récent ouvrage du même auteur (2). Fasciné, Patrick Kéchichian se glisse dans la peau du pharisien foudroyé ; ébloui, il pressent que l'expérience alors vécue n'est pas dans le registre de la morale, mais de la foi. Paul se découvre à la fois pécheur et pardonné, mort et ressuscité. Il découvre, dans la nuit de sa subite cécité, une vie nouvelle, inattendue, inespérée, qui sourd tout d'un coup, éternelle, de son pauvre cœur humain. Jusqu'au témoignage suprême, le martyre vécu à Rome quelques années plus tard, sa vie entière, Paul la passera à vouloir partager son éblouissement.

C'est ce qu'approfondit pour sa part le philosophe et théologien Stanislas Breton, qui pointe quelques aspects décisifs de l'événement. Le temps y est rejoint par l'éternité. Converti, Paul apprend la liberté, qu'il va prêcher partout : le chrétien est libéré de la Torah, ou plutôt de l'observance tatillonnerie de la Torah. Ou plutôt encore : le chrétien découvre, comme le pharisien zélé tout à coup arraché à sa monture et à sa fierté, que la Torah est un lieu de douce communion, non un amoncellement de préceptes extérieurs. Il ne s'agit pas d'une liberté anarchique, mais de la naissance d'une exigence supérieure : celle de la foi.

Enfin, c'est Philippe Morel, professeur d'histoire de l'art, qui propose un parcours de l'iconographie – combien abondante ! – du thème. Il concentre l'attention du lecteur sur un tableau d'un peintre

assez peu connu du XVI<sup>e</sup> siècle italien, Parmigiano, tableau conservé au Kunsthistorisches Museum de Vienne. De façon allégorique, le grand cheval blanc, finement recouvert d'une peau de panthère elle-même symbolique, évoque celui de l'Apocalypse, monté par le Christ triomphant : « On peut dire sans trop hésiter que le cheval est ici – et sans doute pour la première fois dans une représentation de la conversion de Paul – une image du Christ comme de l'Eglise. » La position de l'apôtre, les détails du paysage, l'absence de compagnons : tout fait sens dans cette composition. On eût attendu le Caravage, dont on admire à Rome, à Santa Maria del Popolo, une *Conversion de saint Paul* partout célèbre. Philippe Morel nous fait la bonne surprise de l'évoquer, en finale de sa contribution, mais par le biais inattendu d'un tableau moins connu, une *Conversion de saint Paul* de la Collection Odescalchi. On mesure la différence de points de vue entre le Parmesan et le Caravage : chez ce dernier, « l'exaltation métaphorique de l'humilité, de la faiblesse et du dénuement est (...) substituée à la méditation allégorique au sein d'une dynamique de la grâce opérant de façon moins immédiate et triomphale ». Mais que l'on soit séduit par les clairs-obscurs du Caravage ou la grandiloquence du Parmesan, on retient que l'expérience esthétique est indispensable pour apprendre à lire et relire l'épisode qui fait l'objet de ce bel ouvrage.

Benoît Lobet

(1) Paraissent également : *La Création d'Eve* (J.-L. Schefer, H. D. Saffrey, J.-C. Lebensztejn) ; *Le Christ et la femme adultère* (D. Meens, J. Caillot, J. Le Folle).

(2) Seuil, « Le Monde des Livres » du 9 février 2001.

Patrick Kéchichian est journaliste au *Monde*.

# Kristiania-Oslo, aller-retour

De l'embouchure de l'Aker, point de départ du périple de l'affamé d'Hamsun, au nouveau quartier de Vaterland, où se dessine une nouvelle géographie de la ville, en passant par l'avenue Karl-Johan, haut lieu littéraire et artistique, pérégrination dans la cité d'Ibsen, Johan Borgen, Jan Eric Vold, Jan Kjaerstad...

C'était au temps où j'errais, affamé, dans Kristiania, cette ville étrange que nul ne quitte avant d'en avoir reçu les empreintes... Quel Norvégien ne connaît ces lignes posées par Hamsun en exergue à *Faim* ? Quel lecteur ne se souvient de l'errance folle du narrateur au long des rues, sa course à l'écriture autant qu'à la nourriture, dans un tangage croissant dû à l'initiation, avant son sauvetage in extremis par le *Copégo*, un trois-mâts battant pavillon russe ? L'affamé s'éloignera des lieux de son supplice, le regard rivé aux fenêtres étincelant dans la nuit. Celles des « foyers » qu'il n'a pas trouvés.

A l'époque de *Faim* (1890), Oslo se nomme Kristiania. Transition à la Christiania danoise (1624-1814), avant de retrouver l'appellation d'origine (1048), vingt ans après l'indépendance de la Norvège (1905). La Kristiania de Hamsun s'est donnée à l'industrie. Moulins, scieries, brasseries, filatures s'alignent au long de l'Aker, étroite rivière qui coupe la ville en bondissant, avant de plonger dans le fjord. L'Aker ne dispense pas seulement son énergie. Elle marque un pli dans la cité, orientant les lectures. A l'ouest : le pouvoir et le bourgeois. A l'est : l'ouvrier. Dans l'embouchure, le quartier de Vaterland, réceptacle des misères et point de chute des immigrés.

Le narrateur de *Faim* est l'un d'eux. Son accent le révèle venu du Nord lointain, comme Hamsun. Une



RITA MERCEDES

contrée à peine moins distante que la France. Entre un garni de l'ouest et un entresol de Vaterland, il erre, son baluchon sous le bras, à demi-nu sous sa veste, aussi digne que le Charlot de Chaplin, aussi soucieux de garder la police à distance. La ville paraît tenir en quelques enjambées. Eminence centrale, le parc Saint-Hans, où les jeunes gens viennent désormais pique-niquer aux beaux jours dans le parfum entêtant des lilas, est alors à la lisière de la campagne où le famélique dort à la belle étoile.

Près du port, il vient humer les effluves du restaurant Engebret, monument rustique inchangé, face à l'ex-Banque centrale devenue Musée d'art contemporain, attirant mode et galeries dans l'antique quartier de Kvadraturen. Pour l'affamé, l'espoir pointe ailleurs. Au-dessus de l'université. Sur la petite place Saint-Olaf, au N 2, où vit une entrepreneuse demoielle, « princesse » baptisée par lui du nom sacré d'Ulayali, dont la silhouette de succube hante ses carrefours. Le bâtiment de la place Saint-Olaf a survécu à la normalisation hôtelière. Vous pouvez interroger des yeux l'étage où elle l'observait. Avant de vous installer au Tekeltopa, café-restaurant venu annexer le rez-de-chaussée.

Hamsun écrit alors des « feuilletons », comme ceux de *Fragments de vie*, qu'il cherche à placer dans les journaux de la rue Aker, rue de la presse, où s'alignent, aujourd'hui comme hier, les quotidiens d'Oslo. Les parcs et les cimetières sont ses lieux de travail. A-t-il hanté le Var Frelser ? Les pères de la Norvège nouvelle : dramaturges, peintres, musiciens sont là. Au centre, flanqué du monument aux premiers résistants fusillés par les Allemands, Ibsen dispose de la colonne la plus haute ; Björnsson, du marbre le plus large ; Munch ou Krogh se contentent de stèles plus modestes. Hamsun n'y a évidemment pas sa place. Il incarne la figure du traître. Un traumatisme, qui continuera de faire souffrir, tant que l'œuvre vivra.

Et elle vit : Voyez *Soirée sur l'avenue Karl-Johan*, le tableau de Munch (1892). Les dernières lueurs du ciel creusent des visages squelettiques. Ne sont-ils pas percés de ces « yeux

métalliques » décrits par Hamsun dans une de ses plus belles nouvelles, « La Dame du Tivoli », une cousine en ligne directe de son Ulayala. Pas un de ces regards qui ne paraissent interroger le jugement dernier. C'est ainsi : l'avenue centrale de Kristiania-Oslo, la Karl-Johan, associe les badauds et les monstres, conduits par et vers quelque juge invisible, quelque commandeur. Elle est le lieu

Jean-Louis Perrier

des aveux publics et des parades privées. Elle observe, évalue, avant de rejeter ou d'honorer.

A l'époque, le commandeur a le visage d'Ibsen. Il est le pasteur suprême, idéologue d'un genre nouveau, idolâtré par les étudiants qui manifestent sous ses fenêtres à deux pas de là, en contrebas du palais royal, au coin de la rue de Drammen. « Véritable attraction touristique de son vivant » comme le rappelle Robert Ferguson, biographe de Hamsun et d'Ibsen, et coulé dans le bronze sans attendre, Ibsen paraît avoir dessiné lui-même les lieux de son culte. Ses stations sont inscrites dans tous les dépliant homologués, de la pendule de l'université à la table du Grand Café, où il entrait à midi sonnait.

Quelques décennies d'histoire littéraire coulent sur la Karl-Johan et sa contre-allée du Parlement, arrosées par deux cafés : le Grand (un peu décrépi) et le Theater (bourgeois globalisant). Même les personnages des romans y vont de leur obole. Prenons *Un jour en octobre* (1930), de Sigurd Hoel. Un petit immeuble, dans une rue montant vers la colline Saint-Hans. Analyse en coupe fine de ses habitants : professeur, journaliste, chef de bureau, négociant. La classe moyenne étouffée par elle-même, sous le regard acide d'un disciple de Wilhelm Reich. Le communisme frappe à la porte de la ville avec l'émancipation sexuelle. Mais il est encore des maris pour ne rien comprendre à leur infortune, et courir interroger l'oracle collectif de la Karl-Johan.

Un autre signe ? Voyez *La Honte* (1996), de Bergljot Hobaek Haff. Lorsqu'elle tente de renaître à la vie,

la romancière Iduv Hov – dont le père fut condamné pour collaboration – part se promener tête haute sur l'avenue, comme si de rien n'était. Elle se grise de pouvoir la parcourir, en tous sens, jusqu'à l'épuisement, sans que quiconque aperçoive la tâche. Pourtant, les Norvégiens n'en ont pas fini avec cette honte. « J'ai l'impression d'avoir lu cette histoire toute ma vie. Tellement nous avons écrit et réécrit ces événements de la seconde guerre mondiale », se lasse le jeune Torgrim Eggen, auteur de romans aux titres brefs, (*Dettes*, ou *Déco*) qui esquissent une sociologie de la nouvelle Oslo.

La Karl-Johan file de la gare au palais royal via le Parlement, l'université et le Théâtre national ; elle relie l'est à l'ouest plus qu'elle ne les sépare, comme si elle appartenait à tous. Elle est sans doute trop populaire pour s'imposer dans *Lillelord*, de Johan Borgen (1955), l'un des grands romans d'Oslo. Lillelord (Petit Lord) aimerait n'appartenir qu'à lui-même. Il en a les moyens. A la veille de la première guerre mondiale, il vit sur son « chemin de riche », dans l'ouest extrême de la rue de Drammen. Sa demeure est toujours là. Le romancier Espen Haavardsholm (*Le romantisme est mort, Anna*), biographe de Borgen, l'a identifiée, au N 82 C. L'une des plus belles du quartier, avec vue sur la baie de Frogner.

*Lillelord*, premier tome d'une trilogie – le seul traduit en français –, explore l'enfance d'un chef. A quatorze ans, l'adolescent aux longues boucles traverse clandestinement la ville pour provoquer et entraîner au sacage quelques miséreux des rives de l'Aker, du côté de Grünerløkken. Au troisième tome, le beau Lillelord, devenu Wilfred Sagen, est passé à la collaboration, avant de se suicider la libération venue. Crépuscule et fin d'un surdoué qui aurait intéressé Visconti. Une autre figure de traître déchirée entre Mozart et la pyromanie. Un sujet d'actualité à l'heure où quelques familles retrouvent leurs archives, où la Norvège déclassifie, et où le système de cryptage du psychanalyste de Hamsun vient d'être découvert.

Lillelord, lui aussi, étouffe. Il s'emmitoufle dans un filet strangulateur, qui l'envoie aux portes de la mort, près d'une autre mère jeteuse de rets. La famille – oncles et tantes – et la ville – rues et parcs –, lui paraissent tirer les ficelles qui l'étreignent et le maintiennent. Est comme ouest, il faut en convenir : Oslo enserré les siens. Peut-être faudrait-il attendre le Mai 1968 norvégien – survenu en 1972 – pour que s'imposent quelques intrépides du démaillage, comme le tonitruant Jan Eric Vold, poète insolent d'une capitale jazz, dégagée des obligations contractuelles, qui en appelle au monde nouveau annoncé par le saxophone de Jan Garbarek.

Pas un écolier qui ne connaisse le poème de Jan Eric Vold sur le tramway de Briskeby : « *Va donc regarder les rails du tram, ils ne ligotent pas/la ville, ils sont posés dans la rue/un trottoir, par solidarité, de chaque côté, va donc/regarder la ville, elle n'est pas ligotée, les villes/ça ne se ligote pas.../Au printemps la dernière neige dévale par paquets/les rails du tram, poussant devant elle/de l'eau brune agitée de jolies rides. Ensuite, des hommes bleus/qui dégagent les rails pour que le soleil/puisse grimper sans se mettre du sable dans la bouche/la butte d'Adamstua, où la glaise est mouillée/ou bientôt l'herbe poussera/entre les rails.* »

Le tramway – curieusement traduit par « trolley » dans l'édition française – est aussi l'un des personnages d'*Aléa* (1990) de Jan Kjaerstad. Nul ne fait parler Oslo comme

Jan Kjaerstad. Pas une rue, pas un édifice, pas une ligne de tram qui ne paraisse à sa place. Il l'a vérifié. Et pourtant ils sont ailleurs en même temps. La fiction ronge leur réalité. Les sculptures de Vigeland (parc Frogner) ou les collections du Jardin botanique sont identifiables et rêvées, victimes à leur manière d'un assassin en série, qui s'attaque de semblable manière aux juifs et à l'histoire. En jouant d'un double ou d'un triple discours, comme les aime l'auteur, capable d'en déployer jusqu'à douze.

Avec lui, la ville produit des lettres sinon de la littérature. Comme il vient de commettre un nouveau crime, le narrateur – ou son double – s'enflamme : « *Voir Aker Brygge se développer est comme voir naître un mot, voir un nouveau vocabulaire prendre forme.* » Le quartier d'Aker Brygge, avec ses restaurants et ses galeries aménagés sur les quais d'où partent les transbordeurs pour les îles, a été un premier ancrage de la ville dans la modernité architecturale. Dix ans après, c'est le quartier de Vaterland qui drainera les regards. Le narrateur d'*Aléa* s'y est installé. Sur une citation. Au point exact d'où Hamsun lançait les expéditions de son affamé.

Il examine les transformations de Vaterland. Un gratte-ciel hôtelier, la gare et un centre commercial... L'Est et l'Ouest communiquent dans l'allant des chariots de supermarché. Comme si les urbanistes avaient voulu nouer la ville à cet endroit en un unique écheveau voyant. Jan Kjaerstad, lui, y voit les signes d'un éclatement. C'en est fait : tout observateur peut devenir le centre d'Oslo. La Karl-Johan ne monopolise plus les regards. De nouveaux pôles se sont affirmés. Vers Majorstuen (à l'ouest) ou vers Grünerløkken et les rives de l'Aker (à l'est). On s'installe alors chez Blau, où jazzmen et rappeurs laissent aux poètes et écrivains les lundis, et dans les restaurants qui ont encore assez de lettres pour oser s'appeler *Sulten* (*Faim*).

(1) Le poème de Jan Eric Vold a été traduit par Olivier Gouchet.

## bibliographie

- *Faim*, de Knut Hamsun (traduit du norvégien par Régis Boyer, PUF, 182 p., 62 F [9,45 €]) ; également dans les romans de Knut Hamsun publiés par La Pochotèque.
- *Fragments de vie*, de Knut Hamsun (traduit du norvégien par Jacqueline Le Bras, Actes Sud, 206 p., 98 F [14,94 €]).
- *Ecrivains de Norvège* (textes choisis et présentés par Eric Eydoux et Bente Christensen. Amiot-Lengany, 418 p., 135 F [20,58 €]).
- *Un jour en octobre*, de Sigurd Hoel (traduit du norvégien par Hélène Hervieu, éd. Solin, 350 p., 138 F [21,03 €]).
- *Lillelord*, de Johan Borgen (traduit du norvégien par Eric Eydoux, Actes Sud, 400 p., 129 F [19,66 €]).
- *Le romantisme est mort, Anna*, d'Espen Haavardsholm (traduit du norvégien par Marc de Gouvenain et Lena Grumbach, Actes Sud, 408 p., 140 F [21,34 €]).
- *La Honte*, de Bergljot Hobaek Haff (traduit du norvégien par Eric Eydoux, Gaïa, 538 p., 169 F [25,76 €]).
- *La Norvège est plus petite qu'on ne le pense*, de Jan Erik Vold (traduit du norvégien par Jacques Outin, Le Castor astral, 126 p., 85 F [12,95 €]).
- *Aléa*, de Jan Kjaerstad (traduit du norvégien par Pascale Balcon, Gallimard, 310 p., 150 F [22,86 €]).

## UN LIVRE ÉPUISE OU INTROUVABLE ?

Librairie  
LE TOUR DU MONDE  
Nouvelle adresse :  
29, rue de Condé - 75006 PARIS  
Tél. : 01.53.10.00.75 - Fax : 01.53.10.00.72  
du mardi au samedi de 10h à 18h.  
Service recherche : 01.53.56.95.60  
E-mail : tdm@sfl.com

ACHAT - VENTE

Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

En voyageant,  
en écrivant